CLAUDE MONIQUET

DAECH

LA MAIN DU DIABLE

7 JANVIER, 13 NOVEMBRE, 22 MARS, 14 JUILLET...

AUTOPSIE DE L'INDICIBLE

L'Archipel

DU MÊME AUTEUR

Djihad : d'Al-Qaida à l'État islamique, combattre et comprendre le terrorisme, Paris, La Boîte à Pandore, 2015.

La Menace terroriste, entretiens avec Jacques Bredael, Bruxelles, Éditions du CEP, 2014.

Néodjihadistes, Paris-Bruxelles, Éditions Jourdan, 2013.

Printemps arabe, printemps pourri, Paris, Encre d'Orient, 2012.

Guerre secrète : services secrets, diplomatie parallèle et opérations spéciales dans la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2011, Paris, Encre d'Orient, 2011.

L'Iran : un État terroriste ?, Paris, Éditions de Passy, 2011.

Gaza : le grand mensonge, Paris/Bruxelles, La Boîte à Pandore, 2009.

Djihad et islamisme en Belgique, Bruxelles, Éditions Jourdan/Le Clercq, 2005.

Le Djihad, histoire secrète des hommes et des réseaux en Europe, Paris, Ramsay, 2004.

La Guerre sans visage : de Waddi Haddad à Oussama Ben Laden, les réseaux de la peur, Paris, Michel Lafon, 2002.

Les Dossiers noirs de la Belgique, Paris, Michel Lafon, 1999.

Touvier, un milicien à l'ombre de l'Église, Paris, Olivier Orban, 1989.

Histoire des Juifs soviétiques, Paris, Olivier Orban, 1989.

AVEC GENOVEFA ÉTIENNE

Les Services secrets pour les Nuls, Paris, First, 2016.

Histoire de l'espionnage mondial, 2 tomes, édition revue et augmentée, Paris/Bruxelles, Éditions du Félin/Luc Pire, 2000 et 2002.

Le Journal de Lumi. La guerre à sept ans, traduction, adaptation en français et présentation, Paris, Éditions de l'Archipel, 2000.

Histoire de l'espionnage mondial (1re éd.), Paris/Bruxelles, Éditions du Félin/Luc Pire, 1997.

CLAUDE MONIQUET

DAECH,
LA MAIN DU DIABLE

l'Archipel

Si vous souhaitez prendre connaissance de notre catalogue :
www.editionsarchipel.com

Pour être tenu au courant de nos nouveautés :
http://www.facebook.com/larchipel

E-ISBN 9782809820775
Copyright © L'Archipel, 2016.

Sommaire

Avertissement

1. Vendredi 13 novembre, 21 h 17 :
la guerre en plein Paris
2. Une étape décisive dans une vaste offensive
terroriste
3. Les campagnes d'attentats de Daech
après le 13 novembre 2015
4. Enquête internationale sur une filière complexe
5. Comment travaillent les services ?
6. Traque et arrestation de Salah Abdeslam
7. 22 mars 2016 : la guerre s'invite à Bruxelles
8. Les racines idéologiques d'une dérive
9. Un contexte sociologique :
la faillite du monde arabe
10. Brève histoire du djihad avant Daech
11. Naissance et développement de l'État islamique
12. L'État islamique, objet polymorphe
13. Ce que les attentats nous apprennent

En guise de conclusion. À quoi devons-nous nous attendre ?

Postface. Un trajet nocturne dans Paris

Bibliographie

Cet ouvrage est dédié à toutes
les victimes du terrorisme et à ceux qui,
chaque jour, prennent tous les risques
pour nous protéger de la « main du diable ».

Avertissement

La « main du diable », ou encore la « part du diable », est l'expression usuelle dans le monde de l'assurance pour désigner les effets humains et matériels du terrorisme. Il m'a semblé que ce titre, quoiqu'un peu mélodramatique, convenait parfaitement à cet ouvrage qui s'attache à décrire et comprendre ce que l'homme peut faire de pire à un autre homme…

1

Vendredi 13 novembre, 21 h 17 : la guerre en plein Paris

La soirée du 13 novembre 2015 s'annonce agréable à Paris. La météo est de saison – beaucoup d'humidité et une température assez basse –, mais elle n'a pas empêché la foule de se presser dans le quartier Bastille-République. Beaucoup de bars et de restaurants sont pleins, les consommateurs s'agglutinent jusque sur les terrasses. On fait des projets, on évoque les vacances d'hiver à venir, on rit, on drague, on discute de tout et de rien entre amis, on savoure simplement le plaisir d'être ensemble.

Au Bataclan, la mythique salle de concert du boulevard Voltaire, plus d'un millier de personnes sont venues écouter les Eagles of Death Metal, le groupe rock américain de Jesse Hughes. La plupart des spectateurs sont jeunes, très jeunes.

Au Stade de France, un match amical France-Allemagne a drainé quelques milliers de supporters. Au cœur du public, dans la tribune officielle, le président de la République, François Hollande, dont on sait qu'il est un passionné du ballon rond.

Somme toute, une soirée de fin de semaine normale, calme, de celles qui voient la police intervenir pour quelques chahuts, des bagarres d'ivrognes, des conflits familiaux ou des agressions « banales ».

Puis, à 21 h 17, tout bascule.

Stade de France : les premiers kamikazes dans l'Hexagone

Depuis quelques dizaines de minutes, trois individus rôdent autour du Stade de France. Ils ont déjà tenté de s'y introduire à plusieurs reprises, par les portes N et R, mais en ont été empêchés par le service d'ordre. À 21 h 01, une caméra de sécurité capte l'image des trois hommes au niveau de la porte A du stade. L'un d'eux semble être engagé dans une conversation téléphonique. À 21 h 17, une boule de feu apparaît à hauteur de la porte D. On ne le sait pas encore, mais l'un des trois individus vient de déclencher une ceinture d'explosifs. Deux minutes plus tard, un autre suspect est

aperçu avenue Jules-Rimet, au niveau de la porte H. Il est seul. À 21 h 20, il déclenche à son tour sa bombe. Il est volatilisé dans l'explosion. Trente-deux minutes après cette deuxième déflagration, le troisième homme se fait exploser en face du McDonald's de la rue de la Cokerie.

Les trois premiers kamikazes à s'être fait exploser sur le territoire français viennent de passer à l'action.

Dans le stade, peu de spectateurs ont remarqué le bruit sourd de la première explosion, mais la deuxième et la troisième font sursauter de nombreux supporteurs, de même que l'hélicoptère qui commence à cercler au-dessus de l'installation et les bruits de sirènes qui se font entendre. L'ambiance est tendue, mais le match n'est pas interrompu. À son issue, le public est invité à descendre sur la pelouse tandis que le stade est entièrement bouclé le temps que les services de sécurité inspectent les alentours pour vérifier qu'aucun danger ne subsiste. Dans les médias traditionnels comme dans les médias sociaux, les rumeurs vont bon train. On évoque d'abord des jets de grenade à Saint-Denis, puis, vers 22 heures, des informations sur la présence d'un ou de plusieurs kamikazes commencent à circuler.

À l'extérieur, les premières constatations sont en cours, confiées à des équipes de la Brigade criminelle de la Préfecture de police de Paris et au SDPJ 93[1].

Face à la porte D, où s'est produite la première explosion, les enquêteurs découvrent deux corps, dont celui d'une victime, Manuel Colaço Dias, un chauffeur professionnel de soixante-trois ans qui a accompagné un groupe de supporteurs venus de Reims ayant spécifiquement demandé qu'il les conduise à Paris ce jour-là. M. Dias sera la seule victime décédée au Stade de France. Il a été tué par le souffle de l'explosion.

Le deuxième corps est celui du terroriste. Ou plutôt ce qu'il en reste. Les enquêteurs font état d'un « corps déchiqueté, retrouvé allongé face contre terre […], la jambe gauche était arrachée mais toujours reliée aux restes du corps par le pantalon ainsi que par une cordelette blanche. Le bras gauche était retrouvé dans l'entrée du restaurant. À côté du pied droit du corps déchiqueté était découvert un passeport syrien au nom de Almohammad Ahmad, né le 10 septembre 1990 à Edlib. » Surtout : « De nombreux écrous étaient retrouvés tout autour du corps ainsi que plusieurs parties de mécanismes d'un engin explosif improvisé (bouton poussoir, pile, fils électriques, scotch)[2]. »

Près de la porte H, gît « un seul corps démembré » sur un sol « jonché d'écrous » et de « nombreuses parties de mécanismes d'un engin explosif

improvisé ». Le corps, lui, est « constitué de débris de restes humains (foie, fragments de côtes, morceaux d'intestin, de doigt, etc. »).

Enfin, rue de la Cokerie, à près de trois cents mètres du stade, même spectacle : des restes humains épars et des restes d'engin explosif improvisé (IED).

L'état des trois corps et la présence des éléments techniques décrits ne laissent aucun doute : on est bien en face des restes de kamikazes qui ont actionné leur ceinture d'explosifs et non de porteurs de charges qui auraient détoné prématurément, ou de terroristes ayant commis une erreur de manipulation.

La France vient de connaître les trois premiers attentats-suicides de son histoire. Si un seul mort est à déplorer, soixante-trois innocents ont été blessés, une dizaine se trouvant en état d'urgence absolue.

Le président de la République, lui, a été exfiltré du stade par son service de sécurité dès 22 h 15. Direction le ministère de l'Intérieur, place Beauvau, où le rejoignent les principaux membres du gouvernement.

Alors que des informations contradictoires affluent dans les rédactions, on sait déjà, au sommet de l'État, que ce qui est en train de se produire est sans précédent sur le territoire français.

L'équipe des terrasses débute son parcours sanglant

Vers 21 h 25, entre la deuxième et la troisième explosion de Saint-Denis, un autre drame se joue au centre de Paris. Les occupants d'une Seat Leon noire, immatriculée en Belgique (1-GUT-180), ouvrent le feu à l'arme de guerre contre les consommateurs attablés aux terrasses de deux établissements, Le Carillon et Le Petit Cambodge, à l'angle des rues Alibert et Bichat, à un jet de pierre de l'hôpital Saint-Louis, sur la rive droite.

Sept minutes plus tard, à 21 h 32, les mêmes hommes tirent sur les clients du café À la Bonne Bière, rue de la Fontaine-au-Roi, à quelques centaines de mètres des lieux de la première attaque.

À 21 h 36, c'est le bar La Belle Équipe, au 92 de la rue de Charonne, qui est pris sous le feu des tueurs. À trois, ils mitraillent consciencieusement les véhicules qui les suivent, mais, surtout, la terrasse de l'établissement qui accueille ce soir-là une soixantaine de personnes.

Au Petit Cambodge et au Carillon, les témoins décriront des tireurs « cherchant du regard des victimes potentielles à toucher en criant : "Allah Akbar !" ». À la Bonne Bière, les images enregistrées par une caméra de surveillance située au coin du boulevard Jules-Ferry et de la rue du Faubourg-du-Temple permettent de distinguer deux tireurs qui ouvrent « très rapidement le feu, entraînant un mouvement des personnes installées

aux tables extérieures, sur lesquelles les terroristes continuaient à tirer », tandis qu'un « troisième individu était décelé sur la droite de la voiture, devant la pizzeria Cosa Nostra par le biais des flammes crachées par son arme à feu ».

Là aussi, les témoins entendent les tireurs crier « Allah Akhbar ». À La Belle Équipe, enfin, les survivants se souviendront du conducteur du véhicule, descendu de celui-ci, un tireur « très calme, s'acharnant sur les blessés à terre ».

Les premiers enquêteurs arrivés sur les lieux décriront, pour chacune de ces scènes de crime, une véritable scène de guerre. Des flaques de sang, des corps éparpillés, parfois cachés par des couvertures disposées par les secouristes (on a même vu des riverains jeter des draps par leurs fenêtres pour cacher les cadavres).

Extraits d'un procès-verbal de synthèse concernant La Belle Équipe : « L'extrême violence de l'attaque et l'intervention des premiers secours avaient laissé les lieux dans un état de désordre total, avec, jonchant le sol, tous les objets tombés des tables renversées. Les treize corps criblés de balles de gros calibres gisaient dans des flaques de sang. Les vêtements avaient souvent été déchirés par les services de secours. »

Déjà débordée, la Brigade criminelle a reçu les renforts des 2e et 3e DPJ[3] et de la PJ de Versailles. Sur les lieux des attaques, les enquêteurs ne trouveront pas moins de 353 étuis de cartouches de 7,62 mm. Sur chaque scène de crime, c'est donc une centaine de projectiles qui ont été tirés… Un véritable carnage qui laisse trente-neuf morts et une cinquantaine de blessés.

Un kamikaze, à nouveau, boulevard Voltaire

Au Comptoir Voltaire, un bistrot situé au 253 boulevard Voltaire, dans le XIe arrondissement, à l'angle de la rue de Montreuil et à 300 mètres de la place de la Nation, plusieurs caméras de vidéosurveillance enregistrent une scène hallucinante.

À 21 h 41, un homme d'une trentaine d'années, vêtu de sombre, pénètre dans l'établissement. Il s'avance au milieu de la terrasse couverte et s'immobilise, la main droite fermée sur un objet que l'on ne distingue pas, mais qui est le déclencheur de la bombe qu'il porte. Treize secondes plus tard, il met la main gauche à ses yeux puis un éclair jaillit dans son dos tandis que des débris humains et de vêtements sont projetés dans l'air. L'homme vient de faire détoner une ceinture piégée.

Les témoins décriront un auteur « froid et déterminé » qui, après s'être arrêté entre les tables, a regardé les personnes présentes et, avec un petit

sourire, s'est « excusé du bruit » avant de se faire exploser.

La charge ayant mal fonctionné, il n'y aura « que » des blessés et des personnes commotionnées et choquées au Comptoir Voltaire. Un véritable miracle. Mais le pire est à venir.

Massacre au Bataclan

À 21 h 40, entre la fin de la sanglante attaque des terrasses et l'attentat-suicide du boulevard Voltaire, une Volkswagen Polo noire, elle aussi immatriculée en Belgique (1-LKE-369), s'arrête devant le Bataclan. Trois hommes en descendent et pénètrent dans la salle de concert. Ils sont équipés de ceintures explosives et armés de kalachnikov.

Une nouvelle tuerie commence. Elle est systématique. Durant une quinzaine de minutes, les trois terroristes tirent de courtes rafales puis, quand les chargeurs sont vides, prennent le temps de réalimenter leurs armes avant de recommencer leur besogne de mort. Pour gagner du temps, ils ont scotché deux chargeurs – chacun d'une contenance de trente cartouches – tête-bêche. Un simple geste de la main permet ainsi de recharger. Parfois, avant d'achever un blessé, ils prennent le temps de se « justifier » : « C'est pour nos frères en Syrie et en Irak, ce que vous vivez, nos femmes et nos enfants vivent ça tous les jours. C'est la faute de François Hollande ! »

Les tueurs se livrent aussi à des jeux pervers, proposant par exemple, pendant une brève accalmie : « Ceux qui veulent partir, levez-vous ! » Ceux qui s'exécutent sont aussitôt abattus.

Ensuite, les tirs s'espacent. Les trois hommes vont d'un corps à l'autre et achèvent les blessés. L'un d'eux monte sur scène et s'installe au xylophone sur lequel il joue quelques mesures « avec un rire sadique ».

Même si les actes du Bataclan sont atroces, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils auraient pu être pires. En effet, dès le début de la tuerie, un des trois terroristes est mis hors de combat. C'est que la police se trouve déjà dans le quartier (le Bataclan n'est guère éloigné des terrasses qui ont commencé à être ciblées quinze minutes plus tôt). Une voiture de la Bac[4] de nuit parisienne se trouve à hauteur de la salle de spectacle lorsque les tueurs y pénètrent. Son équipage, le commissaire divisionnaire Guillaume Cardy et son chauffeur, y entrent à leur tour et tentent d'évacuer des spectateurs avant d'« engager » l'un des terroristes, monté sur la scène. Celui-ci (qui sera plus tard identifié comme étant Samy Amimour) tire en leur direction : les policiers ripostent et la ceinture explosive d'Amimour se déclenche, soit qu'elle ait été touchée par une balle, soit qu'il l'ait activée.

Mais avec les armes de poing dont ils sont dotés, les policiers ne peuvent rien contre les deux survivants du commando qui utilisent des armes de guerre, en l'occurrence des kalachnikovs[5]. Ils ressortent donc du Bataclan et reçoivent le renfort d'autres effectifs de la DSPAP[6]. À l'intérieur, les deux derniers terroristes se sont barricadés au premier étage, dans un couloir, avec une quinzaine d'otages dont certains disposés devant la porte pour servir de bouclier humain.

Les deux hommes tentent alors d'expliquer leurs actes, mettant à nouveau en cause François Hollande, les bombardements sur l'Irak ou la Syrie, et se réclamant de Daech[7]. L'un d'eux s'est emparé du téléphone d'un otage et tente de consulter Internet, sans doute pour se renseigner sur les autres actions en cours, mais n'y arrive pas, faute de connexion. À un moment, l'un des deux hommes demande à l'autre s'il va « appeler Souleyman ». « Non, répond son comparse, on va faire ça à notre sauce. » Puis, énervé, il lui intime l'ordre de ne parler qu'en arabe.

Le chaos et l'assaut

Intervient alors un épisode qui fera longtemps polémique. Devant la salle, les policiers entrent en contact avec plusieurs militaires participant à l'opération Sentinelle[8]. Ces derniers sont équipés de Famas, un fusil d'assaut qui, même s'il est déjà de conception ancienne (il a été développé en 1970), peut faire jeu égal avec la kalach, voire la surpasser[9].

À 22 h 22, un des officiers de police sur place demande par radio à l'état-major de la DSPAP si « les militaires porteurs de Famas [présents] sont autorisés à engager ». La réponse est claire et nette : non, les militaires sont là en assistance et ne peuvent intervenir. À 22 h 28, nouvel échange radio. Un officier de la Bac explique : « Un individu, au niveau de la porte qui donne sur le passage [il s'agit du passage Saint-Pierre-Amelot, à l'arrière du Bataclan, sur lequel s'ouvre la sortie de secours de la salle] nous attire vers la porte où il y a les blessés et il attend juste qu'on passe pour pouvoir nous rafaler. Avec les moyens qu'on a d'armement et de protection, on ne peut pas aller chercher les victimes. » Nouveau refus d'engagement des militaires par la direction. Les soldats, eux, ne reçoivent aucune consigne de leur hiérarchie et refuseront de « prêter » leurs Famas aux hommes de la Bac pour leur permettre de retourner à l'intérieur du bâtiment[10].

Révélées au printemps 2016 par différents médias, ces informations referont surface en juillet, lors de la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire. En fait, même si la situation est incompréhensible pour une grande majorité de civils, et peut même sembler scandaleuse, cette « non intervention » correspond à une logique qui mérite

d'être prise en considération. Les militaires de Sentinelle ont des consignes permanentes leur permettant d'intervenir en flagrant délit sur la voie publique en cas de commission d'un attentat, mais il en va tout autrement lorsqu'il s'agit de pénétrer dans un lieu où se déroule une prise d'otages. Ils ne sont, en effet, pas formés à ouvrir le feu en milieu clos et, qui plus est, parmi des civils. On peut donc considérer que leur action aurait des effets négatifs. De même, un militaire ne peut, en aucune circonstance, se séparer de son arme.

Autre sujet délicat, dans le même registre : la présence d'une forte unité du GIGN[11] à proximité immédiate du Bataclan. Ces effectifs non plus ne sont pas engagés, alors qu'ils sont pleinement habilités à procéder au type d'opération qui vient d'être décrit. La raison, cette fois, est différente. Deux attaques ont déjà eu lieu – à Saint-Denis et sur les terrasses – et une troisième est en cours au Bataclan. Les autorités sont donc fondées à appréhender la survenance d'un autre épisode du même type et le GIGN est gardé en réserve pour faire face à cette possible évolution de la soirée. Il s'avérera plus tard que cette crainte était vaine. Mais qui pouvait en être certain, le 13 novembre, à 22 heures ?

Qu'on comprenne bien : il n'est pas question ici de cacher ou d'excuser les manquements et cafouillages constatés le 13 novembre, ni de justifier les fautes d'appréciation éventuelles du commandement, mais simplement de replacer dans leur contexte des faits qui, examinés isolément, peuvent choquer.

Policiers de la Bac et militaires vont donc attendre l'arrivée de la Brigade anticommando de la BRI[12], qui pénétrera dans les lieux pour mettre fin au massacre.

Pour *Le Nouvel Observateur*[13], le patron de la BRI, Christophe Molmy, son adjoint, Georges Salinas, et leur chef négociateur ont accepté de raconter l'opération. C'est vers 21 h 40 que le commissaire Molmy a été prévenu par la permanence des attaques kamikazes au Stade de France, puis des fusillades dans le quartier République-Nation. À 22 heures, au moment même où le commissaire Guillaume Cardy neutralise Samy Amimour, la première équipe de la BRI – on parle d'une « lame » – quitte le 36 quai des Orfèvres, direction le quartier des attaques. Sept minutes plus tard, Christian Sainte, le patron du « 36 », donne l'ordre à Molmy de se dérouter vers le Bataclan. Dans les minutes qui suivent, une deuxième « lame » puis tout le reste des effectifs disponibles quittent le « 36 ».

À 22 h 15, une première équipe de la BRI-Bac se déploie devant la salle de concert alors que le préfet de police, Michel Cadot, arrive sur les lieux.

Dès 22 h 30, une première colonne de la BRI entre au Bataclan pour y découvrir des centaines de corps affalés – morts, blessés, personnes sous le choc et parfois catatoniques –, entremêlés. L'évacuation des blessés valides débute avec les précautions d'usage, car l'on sait qu'un terroriste, éventuellement équipé d'une ceinture explosive, peut se dissimuler parmi ses victimes. Des centaines de fois, la même phrase retentit donc : « C'est la police ! Identifiez-vous, relevez votre T-shirt, levez les mains, avancez… »

D'autres policiers fouillent tous les locaux du rez-de-chaussée, placards compris, pour s'assurer qu'aucun « hostile » n'est présent à ce niveau de l'immeuble. Avant d'être ouverte, chaque porte doit être soigneusement examinée par un démineur pour s'assurer qu'elle n'est pas piégée…

À 22 h 45, le Raid déploie une équipe d'une dizaine d'hommes dans la rue, face au bâtiment, pour pouvoir riposter à d'éventuels tirs dirigés vers l'extérieur. Entre 23 heures et 23 h 15, une colonne de la BRI-Bac progresse vers le premier étage, couverte par d'autres hommes du Raid qui ont pris place dans la fosse, puis entreprend de le sécuriser.

À 23 h 15, au moment où les policiers se trouvent devant les deux dernières portes du premier étage, ils sont arrêtés par une voix qui leur crie que les terroristes, au nombre de deux et munis d'explosifs, menacent de les tuer. L'otage communique un numéro de téléphone via lequel il sera possible de dialoguer avec les tueurs.

Pascal, le chef négociateur de la BRI, entame la discussion avec un homme « qui se présente comme un soldat du Califat, parle un français sans accent ». Entre 23 h 27 et 0 h 18, cinq échanges ont lieu, l'unique revendication des preneurs d'otages étant que la police se retire. Pascal comprend, dès le deuxième appel, que la négociation ne mènera nulle part et que les terroristes cherchent seulement à gagner du temps. À 23 h 45, le préfet de police et le directeur de la PJ autorisent Christophe Molmy à donner l'assaut.

Les plans des lieux ayant été récupérés, l'opération s'organise rapidement. Le Raid prend position au bas de deux escaliers qui donnent accès aux couloirs dans lesquels sont retranchés les terroristes et leurs victimes, et qui débouchent sur l'arrière de la scène, tandis que les hommes de Chistophe Molmy et Georges Salinas prennent chacun place dans une des deux colonnes d'assaut.

À 0 h 18, les portes des couloirs sont enfoncées. Celui de droite est vide. À gauche, ce sont des rafales d'armes de guerre qui accueillent la BRI-Bac. On relèvera une trentaine d'impacts sur le bouclier tactique Ramsès couvrant la progression de la colonne. Le couloir est tellement étroit que deux hommes ne peuvent progresser de front. Des otages s'entassent au sol

entre les tireurs, l'équipe d'intervention ne peut donc riposter sans les mettre en danger. Les policiers soulèvent à bout de bras le bouclier tactique de 80 kilos pour permettre aux otages de ramper au sol pour se mettre à l'abri et être évacués. Une fois cette évacuation achevée, la colonne recommence à progresser en tirant. L'échange est nourri, mais assez bref. Une des ceintures explosives détone, bientôt suivie par une autre. Les deux terroristes sont morts.

Reste à évacuer les derniers otages survivants, cachés dans des loges, des toilettes, des placards, sous des tables, dans les faux plafonds, voire sur le toit. Vers 1 heure du matin, il n'y a plus que des morts et des enquêteurs de la Brigade criminelle et de l'Identité judiciaire dans les murs du Bataclan.

Laissons, une fois de plus, la parole à la police. Dans un procès-verbal, deux commissaires – l'un attaché à la DGSI[14], l'autre à la section antiterroriste de la Brigade criminelle – ont couché sur le papier, sobrement, l'impression laissée aux premiers intervenants par la scène cauchemardesque qu'ils découvrent : « Ces constatations inédites sur le territoire français par leur ampleur, le nombre de décédés et le mode opératoire employé, ont révélé l'horreur d'une véritable scène de guerre dans une salle de spectacle : corps enchevêtrés, visages mutilés par les impacts balistiques ou la projection de mitraille (écrous), projections organiques et débris corporels, témoignent tour à tour d'une volonté d'exécution massive et d'une méthodique mise à mort de nombreuses victimes tuées au coup par coup. »

Les terroristes ont-ils torturé des otages au Bataclan ?

Comme si l'horreur ne suffisait pas, une sinistre polémique naîtra quelques mois plus tard : des otages auraient été torturés, soumis à des sévices atroces, tels qu'éviscération, énucléation et autres. Ces récits se nourrissent d'un seul témoignage, celui d'un brigadier-chef de police de la Bac 94N[15], intervenu avec ses équipiers au Bataclan et entendu, le 21 mars 2016, par la commission d'enquête parlementaire[16] : « Des corps n'ont pas été présentés aux familles parce qu'il y a eu des gens décapités, des gens égorgés, des gens qui ont été éviscérés. Il y a des femmes qui ont pris des coups de couteau au niveau des organes génitaux […] si je ne me trompe pas, les yeux de certaines personnes ont été arrachés. » Il précise que ces exactions se sont déroulées « à l'étage ».

Il n'entre certainement pas dans mon intention de mettre en question le courage et le dévouement des hommes qui sont intervenus ce soir-là – et qui, chaque jour, risquent leur vie pour nous protéger –, ni leur professionnalisme. Encore moins de critiquer le policier en question qui a,

lui-même, essuyé des tirs dans la soirée du 13 novembre en essayant de porter secours aux victimes qui s'enfuyaient par la sortie donnant sur le passage Saint-Pierre-Amelot. Mais ce témoignage (isolé, je le répète) n'est corroboré par aucun autre élément. Aucune victime – ni leur association – n'a fait état de tortures infligées aux otages. Par ailleurs on sait que la quinzaine de malheureux avec lesquels les deux derniers membres du commando s'étaient retranchés dans un couloir du premier étage ont tous survécu.

J'ai eu l'occasion d'aborder cette question avec plusieurs policiers qui étaient sur place et avec des membres du personnel de l'Institut médicolégal (IML) de Paris qui ont procédé aux constations sur les dépouilles. Tous ont été clairs et nets : les blessures constatées sur les corps sont pleinement compatibles avec les terribles traumatismes résultant de l'usage d'armes de guerre à très petite distance, voire à bout touchant. Ainsi, une « éviscération » peut aisément être confondue avec les effets d'une courte rafale de kalachnikov dans le ventre. De même, l'orifice de sortie d'un projectile tiré sur l'arrière de la tête peut arracher un œil et faire penser à une énucléation.

Comment expliquer, dès lors, la perception de ce policier chevronné ? Il faut se reporter à cette terrifiante soirée. La tension est extrême, chaque intervenant sait que des massacres ont été commis. Dans une lumière incertaine et en toute hâte, on trie des corps pour dégager des blessés, ou on les examine à la hâte. Dans une telle ambiance, la confusion entre des types de blessures est possible, si ce n'est inévitable. Puis les intervenants se parlent. Certains sont exténués, horrifiés par ce qu'ils ont vu. Et la réalité, peu à peu, se déforme.

Des spécialistes de médecine légale agissant dans leurs salles d'autopsie, sous la lumière crue des projecteurs, ne peuvent, eux, se tromper. Et ceux qui m'ont parlé sont formels. J'ai pu, à cette occasion, consulter certaines photographies prises à l'IML et, sans être médecin, mon expérience propre[17] me fait partager le point de vue de mes interlocuteurs. Tant mieux si cela peut apaiser un peu la douleur des proches des victimes : personne n'a été torturé durant la prise d'otages du 13 novembre…

Pouvait-on agir plus vite au Bataclan ?

Cette fois encore, la polémique est facile : comment se fait-il que les unités d'intervention aient mis « si longtemps » à intervenir ? N'aurait-on pas pu sauver plus de vies en agissant plus vite ?

L'intérêt de la chronologie que je viens d'emprunter au *Nouvel Observateur* est clair : elle démontre que ces critiques sont vaines. Dans une ville en proie à des attaques multiples, sur plusieurs sites différents, il n'a fallu « que » vingt minutes à la BRI pour mettre en branle une première « lame », et trente minutes plus tard, une première colonne pénétrait dans les lieux.

Cette cinquantaine de minutes peut certes sembler une éternité, surtout à ceux qui étaient retenus en otage, mais en fait, la police a réagi rapidement. Quant à la pénétration dans le bâtiment, il fallait d'abord s'assurer que les issues n'étaient pas piégées, tenter de savoir combien de terroristes étaient à l'œuvre et quel était leur équipement, donc mettre en place différents moyens d'observation et essayer de rentrer en contact avec des civils se trouvant à l'intérieur du Bataclan.

Ajoutons que, de toute façon, il n'y a plus eu de tirs entre 22 heures (vingt minutes après l'intrusion des terroristes au Bataclan) et 0 h 18, heure de l'assaut final. Toutes les victimes du Bataclan ont été touchées avant l'arrivée des forces d'intervention sur place. Il est évidemment possible qu'un temps de réaction plus court, s'il avait été possible, ait permis de sauver des blessés agonisants, mais étant donné l'importance des blessures infligées par les tirs de kalachnikovs à courte distance, rien n'est moins sûr.

Au Bataclan, quatre-vingt-dix personnes seront tuées. En tout, sur cinq scènes de crimes, cent trente personnes ont perdu la vie et six cent quatre-vingt-trois autres ont été blessées le 13 novembre.

« C'est une horreur… »

Le président de la République a quitté la place Beauvau pour rentrer à l'Élysée où il préside un Conseil des ministres exceptionnel, convoqué à minuit. Alors que les ministres arrivent au palais, le chef de l'État s'adresse à la nation. Comme toujours en ce genre de circonstance, celui qui est souvent critiqué, voire brocardé, pour sa faiblesse apparente trouve les mots justes : « Mes chers compatriotes, au moment où je m'exprime, des attaques terroristes d'une ampleur sans précédent sont en cours dans l'agglomération parisienne. Il y a plusieurs dizaines de tués, il y a beaucoup de blessés, c'est une horreur[18]… »

Après l'émotion, les décisions : « Nous avons, sur ma décision, mobilisé toutes les forces possibles pour qu'il puisse y avoir la neutralisation des terroristes et la mise en sécurité de tous les quartiers qui peuvent être concernés. J'ai également demandé qu'il y ait des renforts militaires. Ils sont en ce moment sur l'agglomération parisienne, pour être sûr qu'aucune

attaque ne puisse de nouveau avoir lieu. J'ai également convoqué le Conseil des ministres, il va se tenir dans quelques minutes. Deux décisions seront prises. L'état d'urgence sera décrété, ce qui veut dire que certains lieux seront fermés, la circulation pourra être interdite et il y aura également des perquisitions qui pourront être décidées dans toute l'Ile-de-France. L'état d'urgence, lui, sera proclamé sur l'ensemble du territoire. La seconde décision que j'ai prise, c'est la fermeture des frontières, nous devons nous assurer que personne ne pourra rentrer pour commettre quelque acte que ce soit. Et en même temps que ceux qui auraient pu commettre les crimes qui sont hélas constatés puissent également être appréhendés, s'ils devaient sortir du territoire… »

L'Histoire retiendra que, si le président a d'emblée réagi en chef de guerre et a souhaité montrer qu'il assumait pleinement ses prérogatives régaliennes (ceci nous a d'ailleurs été confirmé par plusieurs de ses collaborateurs qui soulignent que François Hollande, loin de l'image qui est la sienne, montre une grande fermeté, ne recule ni n'hésite jamais quand il s'agit de décider en matière de sécurité), c'est le Premier ministre, Manuel Valls, qui lui aurait soufflé l'idée d'instaurer l'état d'urgence[19] : ses services avaient préparé un projet en ce sens au moment des attentats de janvier 2015, mais il n'avait pas été utilisé.

Un peu après 1 heure du matin, François Hollande décide de se rendre devant le Bataclan. Pour juger par lui-même de l'ampleur du drame ? Pour témoigner de sa solidarité avec les victimes ? Sans doute, car l'homme est sensible, mais également et surtout pour affirmer que l'État, qu'il incarne, ne se laissera pas intimider. Ce n'est pas la première fois que le président a ce genre de comportement, qui donne des sueurs froides à Sophie Hatt, la commissaire commandant le GSPR[20]. Le 7 janvier, il s'était déjà rendu sur les lieux de l'attentat de *Charlie Hebdo*, rue Nicolas-Appert, moins d'une heure après la fusillade.

À trois cents mètres du Bataclan, entouré de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve, il réitère un message de grande fermeté : « Nous devions être là, parmi tous ceux qui ont vu ces choses atroces. Nous ne nous laisserons pas impressionner. Nous allons mener le combat, il sera impitoyable. Quand les terroristes sont capables de faire de telles atrocités, ils doivent être certains qu'ils auront en face d'eux une France unie et déterminée. »

Ensuite, le président retourne au ministère de l'Intérieur pour y entendre un nouveau point de la situation, concernant entre autres la mise en place progressive des premières mesures de l'état d'urgence. Sur le terrain, les équipes d'identification judiciaire s'affairent autour des corps des victimes,

mais aussi, bien entendu, des auteurs de ces crimes atroces. Les enquêteurs des différents services commencent à enregistrer les témoignages et à collecter les pièces à conviction. La plus importante enquête judiciaire jamais conduite en France débute.

Une revendication sans surprise

En fin de matinée, samedi 14 novembre, d'abord par un message audio dans lequel on reconnaît la voix de Fabien Clain – un converti de trente-huit ans qui, avec son frère, Jean-Michel, a rejoint l'État islamique –, ensuite par voie de communiqué, Daech revendique les attentats. Quelques jours plus tard, c'est à la une du numéro 7 de *Dar al Islam*, sa publication en français, que l'organisation revient sur les attentats. Sur la couverture, on peut voir deux policiers pleurer dans les bras l'un de l'autre et un titre : « La France à genoux. »

En pages intérieures, un long éditorial affirme que « la minable petite France a été frappée de plein fouet par les lions du Califat, lors des attaques bénies du 13 novembre 2015, à Paris et à Saint-Denis », et exalte « huit jeunes frères munis de ceintures explosives et de fusils d'assaut [qui] ayant divorcé de la vie d'ici-bas [se sont] avancés vers leurs ennemis, cherchant la mort dans le sentier d'Allah [et] ont pris pour cibles des endroits minutieusement choisis à l'avance, au cœur de la capitale française : le Stade de France lors du match des deux pays croisés que sont la France et l'Allemagne et auquel assistait l'idiot de la France, François Hollande, le Bataclan où étaient rassemblés des centaines d'idolâtres dans une fête de perversité, ainsi que d'autres cibles dans divers arrondissements de Paris et ce, simultanément ». Enfin, cinq pages de « reportage photographique » alternant images de morts, de blessés, et photos des secouristes et forces d'intervention.

Le crime est signé. La traque, elle, a déjà commencé.

1. Service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis, basé à Bobigny et dépendant de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).
2. Sauf mention contraire, ces citations et celles qui suivent dans ce chapitre sont extraites de pièces de procédures et de procès-verbaux que l'auteur a pu consulter.
3. 2e et 3e districts de police judiciaire, couvrant respectivement les Xe, XIe, XIIe, XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements (soit le nord et l'est de Paris), et les Ve, VIe, VIIe, XIIIe, XIVe et XVe arrondissements (rive gauche).
4. Brigade anticriminalité, formée de policiers entraînés à réagir en « milieu sensible » et à faire face à la violence, mais pas, bien entendu, à une violence telle que celle du 13 novembre. La Bac de nuit parisienne est désignée comme Bac 75N.

5. À titre indicatif, une kalachnikov a une portée de 1 200 à 1 500 mètres, mais est précise jusqu'à 200 à 400 mètres suivant le modèle, et ses balles restent destructrices (même par ricochet…) jusqu'à 600-700 mètres. Sa cadence de tir est de 600 coups minutes et sa vitesse initiale de 710 mètres à la seconde. La munition du pistolet automatique Sig Sauer SP 2022 qui équipe la Bac a, elle, une vitesse initiale de 350 m/s.
6. Direction de la Sécurité publique de l'agglomération parisienne, qui coiffe les unités des Bac de Paris.
7. Daech est la translittération de l'acronyme dérivé du nom de l'organisation en arabe : *al Dawlah al-Iislamiya fi Iraq wal Sham* ou « État islamique en Irak et en Syrie », que l'on peut aussi désigner sous les sigles EI, EIIL ou, en anglais, Isis ou Isil.
8. Décidée le 12 janvier 2015, après les attaques de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, Sentinelle vise à renforcer les effectifs du plan Vigipirate qui, lui, existe depuis plus de vingt ans.
9. Qu'on en juge : 3 200 mètres de portée maximale, 300 mètres de portée pratique, une cadence de 900 coups/minute et une vitesse initiale de 930 m/s.
10. Ces échanges radios sont cités dans l'article de Violette Lazard, « Bataclan : pourquoi la police et l'armée n'ont pas pu intervenir ensemble », nouvelobs.com, 6 mai 2016.
11. Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale.
12. Les Brigades de recherche et d'intervention (BRI) dépendent de l'Office central de lutte contre le crime organisé (OCLCO) et sont mises à la disposition des unités régionales de la PJ. La Brigade anticommando de la BRI (BRI-Bac) appartient à la Force d'intervention de la Police nationale (FIPN), qui coordonne l'action du Raid, de la BRI-Bac et des Groupes d'intervention de la Police nationale (GIPN) basés à Nouméa, Pointe-à-Pitre et Saint-Denis. En théorie, la BRI-Bac est seule compétente pour intervenir sur Paris *intra-muros*, le Raid agissant en couronne parisienne et dans les grandes villes de province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nice, Rennes, Strasbourg et Toulouse), tandis que le GIGN est compétent pour les zones rurales et les aéroports. Face aux actes de terrorisme de 2015, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a toutefois décidé, en avril 2016, la mise en place d'une « procédure d'urgence absolue » (PUA) qui en finit avec la notion de compétence territoriale et autorise, en cas de crise majeure, l'intervention de toute unité en capacité d'agir, la théorie voulant qu'une unité spéciale d'intervention ne soit jamais à plus de vingt minutes de son lieu d'emploi.
13. « Exclusif, le récit minute par minute de l'assaut au Bataclan », par Caroline Michel, 22 novembre 2015.
14. Direction générale de la sécurité intérieure, le contre-espionnage et service de sécurité français, autrefois connu sous le nom de Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, 2008-2014), elle-même née de la fusion de la DST et des Renseignements généraux voulue en 2008 par Nicolas Sarkozy.
15. Bac de nuit du Val-de-Marne.
16. Rapport de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme, tome 2, comptes rendus des auditions, p. 362-363.
17. J'ai malheureusement eu l'occasion d'examiner des centaines de corps de victimes lors des guerres de l'ex-Yougoslavie, en Bosnie entre 1992 et 1995 puis au Kosovo en 1999. Certaines des victimes avaient été tuées au combat, d'autres exécutées sommairement et d'autres enfin étaient mortes sous la torture. Je peux témoigner qu'avec l'expérience on arrive à faire la différence…
18. Le texte complet de cette intervention peut être trouvé sur le site d'Europe 1 : www.europe1.fr/faits-divers/hollande-cest-une-horreur-2620167
19. Depuis 1955, l'état d'urgence n'avait été instauré que deux fois sur l'ensemble du territoire national (le 17 mai 1958 après les événements du 13 mai à Alger, et le 23 avril 1961 après le putsch des généraux) et à cinq reprises sur des parties de celui-ci (en Algérie en 1955, en Nouvelle-Calédonie en 1985, aux îles de Wallis et Futuna en 1986, aux îles du Vent en Polynésie française en

1987, et dans la totalité de l'Ile-de-France et vingt agglomérations supplémentaires lors des émeutes des banlieues de 2005).

20. Groupe de sécurité de la présidence de la République.

2

Une étape décisive dans une vaste offensive terroriste

Même s'ils frappent par leur horreur, par l'étendue des pertes infligées – ce sont les attentats les plus graves commis en Europe depuis ceux de Madrid le 11 mars 2004, qui avaient fait 192 morts et 2 050 blessés, et les plus importants jamais perpétrés sur le sol français – et par l'introduction de nouveaux modes opératoires en France, comme l'utilisation de kamikazes, les actes commis le 13 novembre 2015 ne sont qu'une étape, un maillon dans une longue chaîne d'attentats attribuables à l'État islamique (EI).

Dans ce chapitre, je reviendrai brièvement[21] sur diverses attaques tentées, organisées ou inspirées par l'EI avant le 13 novembre, qu'elles aient réussi ou échoué. Ensuite, j'examinerai les attentats perpétrés après cette date. Un chapitre ultérieur sera spécifiquement consacré aux attentats de Bruxelles, le 22 mars 2016.

Avant le commencement de la vaste offensive terrestre qui devait permettre à Daech de s'emparer d'une partie significative de l'Irak – après avoir pris le contrôle d'une part importante du territoire syrien –, avant même la proclamation du Califat[22], l'État islamique commence à planifier et à exécuter des opérations terroristes à l'étranger ou, à tout le moins, à laisser des djihadistes européens retourner vers leur pays d'origine pour y commettre des attentats.

Des returnees *prêts à passer à l'acte*

Fin décembre 2013, on est nerveux dans le grand bâtiment qui abrite le siège de la DGSI, au 84 rue de Villiers, à Levallois-Perret. Grâce aux informateurs qui maintiennent le contact avec leurs familles et amis, grâce aussi aux écoutes et aux renseignements fournis par certains alliés – comme les Américains, qui ont braqué des moyens techniques sans équivalent sur la zone syro-irakienne –, les services de renseignement français, qu'il s'agisse de la DGSE ou de la DGSI, tentent de garder sur leurs radars les Français partis faire le djihad au Moyen-Orient. Ces différents canaux viennent de

leur apprendre que deux de leurs vieilles connaissances, Ibrahim Boudina et Abdelkader Tliba, allaient quitter la Syrie et tenter de revenir vers la France.

Quoique très jeunes, Boudina et Tliba ont été repérés dès 2012, lorsque la cellule de Cannes-Torcy – qui avait préparé un attentat contre une épicerie juive de Sarcelles, le 19 septembre de la même année, et organisait des départs vers la Syrie – a été démantelée le 6 octobre. Non sans danger : l'un des chefs de ce réseau, Jérémie Louis-Sidney, un ancien rappeur de trente-trois ans converti à l'islam, est abattu à Strasbourg alors qu'il résiste à son arrestation[23]. Dans un des véhicules, les enquêteurs découvrent deux « testaments de martyrs ». Ils sont signés par Boudina et Tliba. Les deux hommes ont échappé au coup de filet : à la mi-septembre 2012, ces amis d'enfance se sont envolés de Marseille pour Istanbul pour ensuite regagner la Syrie.

Les témoignages recueillis par la police décrivent deux jeunes gens aux convictions particulièrement dures. C'est notamment le cas de Boudina qui, entre deux diatribes contre les juifs, affirme à un de ses amis qu'« une seule goutte de sang versée là-bas [en Syrie] t'enlèvera tous tes péchés[24] ». Il serait étonnant que les quatorze mois passés dans les rangs du Front al-Nosra[25] puis de l'État islamique aient calmé leurs ardeurs.

Lorsque, le 3 janvier 2014, Ibrahim Boudina est contrôlé à la frontière grecque, tous les clignotants passent donc au rouge. Dès son arrivée en France, l'homme est suivi puis arrêté le 11 février à Mandelieu-la-Napoule, dans les Alpes-Maritimes. Dans un local technique de l'immeuble qui abrite le studio mis à sa disposition par son père, les enquêteurs trouvent une arme de poing et trois canettes de soda remplies de TATP, l'explosif artisanal préféré des terroristes d'al-Qaida et de l'EI.

Abdelkader Tliba, lui, a déjà été appréhendé à la faveur d'un contrôle de routine dans le port d'Ancône, en Italie.

En arrêtant Boudina, les services ont certainement empêché un attentat imminent. Le fait que le TATP des bombes improvisées était déjà prêt le prouve : extrêmement instable et se dégradant rapidement, cet explosif n'est préparé qu'au dernier moment. Et les vis et écrous scotchés autour d'une des canettes piégées démontrent que le but recherché était de faire le plus de mal possible.

Malheureusement, trois mois plus tard, la chance n'est plus au rendez-vous. Le 24 mai 2014, dans l'après-midi, Mehdi Nemmouche, un jeune Français radicalisé qui, après une année en Syrie, est rentré en Europe au mois de mars, attaque le musée juif de Bruxelles et y tue quatre personnes. En Occident, c'est la première attaque que l'on puisse relier avec certitude à l'EI. Elle produit un choc profond dans l'opinion, mais aussi au sein des

services de sécurité et des autorités gouvernementales, en Europe comme aux États-Unis.

Jusqu'à ce samedi ensoleillé et tranquille du 24 mai 2014, les « volontaires » occidentaux en Syrie n'avaient pas vraiment inquiété. Sans aller jusqu'à dire que l'on voyait ces départs d'un bon œil, certaines réflexions entendues à l'époque dans les cercles de pouvoir permettaient de comprendre que beaucoup de décideurs n'étaient pas fâchés de voir les jeunes radicaux les plus turbulents prendre le chemin de la Syrie. Certains poussaient même la maladresse – et l'ignorance – jusqu'à comparer ces jeunes gens qui allaient combattre le « dictateur » Bachar al-Assad aux… volontaires des Brigades internationales venus au secours de la République durant la Guerre d'Espagne. Il était de bon ton alors (en 2012-2013) de souhaiter le renversement pur et simple du maître de Damas, sans se préoccuper de ce qui allait suivre, le tout au nom d'une très hypothétique démocratie à naître. Peu de nos interlocuteurs de l'époque semblaient se rendre compte que l'établissement de la démocratie s'apparentait davantage à un vœu pieux qu'à une perspective réaliste : la démocratie et la liberté n'avaient aucune place dans l'imaginaire ni dans le projet politico-religieux des salafistes qui contrôlaient largement la « révolte » contre le régime honni[26].

L'attentat du 24 mai remet les choses à leur juste place. Non, les volontaires pour la Syrie ne sont pas de gentils garçons idéalistes partis faire de l'humanitaire au Moyen-Orient. Oui, ils représentent un danger réel. Cette attaque frappe d'autant plus qu'elle coïncide, sur le terrain, avec la violente offensive de l'EI en Irak, puis avec la proclamation du Califat.

Durant l'été 2014, sous l'égide des États-Unis, une large coalition internationale se met en place, rassemblant une vingtaine de pays[27]. Les premières frappes aériennes auront lieu le 8 août sur l'Irak et le 23 septembre sur la Syrie.

Dès lors, la fréquence des alertes terroristes liées à Daech va augmenter très significativement. La majorité de ces attaques sont de basse intensité, c'est-à-dire commises avec des moyens artisanaux et/ou faisant peu de victimes, voire aucune ; des actes isolés[28], parfois commis par des déséquilibrés mais revendiqués par l'organisation.

Des actions qui traduisent un nouveau « positionnement » de l'EI

Le 22 septembre 2014, Mohammad al-Adnani[29], qui est à la fois le porte-parole de l'EI et l'un des principaux responsables de ses opérations

extérieures, diffuse un message appelant à frapper Américains, Australiens, Canadiens et Européens : « Si vous ne pouvez pas trouver d'engins d'explosifs ou de munitions, alors isolez l'Américain infidèle, le Français infidèle ou n'importe lequel de ses alliés. Frappez sa tête avec une pierre, égorgez-le avec un couteau, écrasez-le avec une voiture, jetez-le d'un lieu en hauteur, étranglez-le, empoisonnez-le. »

Cette fatwa est intéressante à plus d'un titre. D'abord, elle traduit une évolution fondamentale dans le corpus idéologique de Daech. Pendant longtemps, cette organisation[30] s'était focalisée sur l'idée de l'instauration d'un « sunnistan » au Moyen-Orient, plus que sur celle du djihad mondial. Ce fut d'ailleurs l'un des principaux points de friction qui l'opposa à al-Qaida (AQ) lorsqu'elle était sa « succursale » régionale. À partir du printemps 2014, sous l'influence des milliers de volontaires étrangers – entre autres occidentaux – qui l'ont rejointe et qui souhaitent étendre le djihad à leur terre natale, mais aussi par nécessité, cette position évolue et l'État islamique commence à se positionner comme une organisation ayant vocation à exporter le djihad, même si son axe de développement principal reste l'établissement d'un Califat local et de « provinces » dans les terres autrefois soumises par les premiers califes, dans le siècle qui suivit la mort du Prophète.

Du même coup, l'EI entend combler le vide laissé depuis des années par AQ, qui n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut à la fin des années 1990. Cela explique, entre autres, son succès… mais aussi la réorientation de sa stratégie et la guerre désormais menée contre « l'ennemi lointain », qui était au centre de la réflexion et de la praxis d'AQ, et non plus seulement contre les gouvernements locaux.

Du point de vue tactique, l'État islamique s'inscrit dans la droite ligne – en franchissant quelques degrés dans la violence – de l'évolution d'AQ qui, faute de pouvoir organiser d'autres attentats de masse comme celui du 11 septembre ou ceux de Londres et de Madrid, s'était rabattue depuis des années sur les attentats individuels ou commis par de très petites cellules n'ayant parfois aucun contact physique avec la « maison-mère », mais se revendiquant de son idéologie.

On se rappellera, par exemple, que le numéro 2 du magazine *Inspire* publié en anglais par al-Qaida dans la péninsule Arabique – selon son acronyme anglais, Aqap, l'une des trois branches les plus actives d'AQ – contenait un article intitulé « Comment fabriquer une bombe dans la cuisine de ta mère »… Qu'ils appartiennent à AQ ou à l'EI, les djihadistes ont pris pleinement conscience de la montée en puissance du renseignement et de

l'excellence de la coopération entretenue entre les services occidentaux et ceux de nombreux États musulmans, à commencer par l'Arabie saoudite, la Jordanie ou le Maroc. Cette montée en puissance rend extrêmement difficile l'organisation d'attentats très élaborés faisant appel à de trop nombreux complices.

Toujours est-il que l'appel de l'État islamique sera entendu.

Multiplication des attaques individuelles et des complots

Moins d'un mois après la diffusion de l'appel au meurtre de Daech, le lundi 20 octobre 2014, vers 11 h 30, un véhicule fonce sur deux soldats en uniforme, sur le parking d'un centre commercial de Saint-Jean-sur-Richelieu, à quarante kilomètres au sud-est de Montréal. L'un des deux hommes, l'adjudant Patrick Vincent, décède des suites de ses blessures. Le conducteur responsable tente de s'enfuir et est pris en chasse par la police. Quelques kilomètres plus loin, il perd le contrôle de son véhicule et en sort avant d'être abattu par les forces de l'ordre. L'homme est identifié comme étant Martin Couture-Rouleau, *alias* Ahmad, un converti rallié à l'islam radical.

Dans la matinée du 22 octobre, un individu surgit devant le Monument commémoratif de guerre d'Ottawa et ouvre le feu sur la garde d'honneur qui patrouille à son pied. Le caporal Nathan Cirillo, un réserviste de vingt-quatre ans, est tué. Le tireur s'empare alors d'un véhicule et fonce vers le Parlement tout proche, dans lequel il parvient à pénétrer avant d'être abattu par le sergent d'armes Kevin Vickers. Le tueur s'appelle Michael Zehaf-Bibeau. Il a trente-deux ans. Converti, lui aussi, il a rallié les milieux radicaux et est considéré comme susceptible de vouloir gagner la Syrie pour rejoindre l'EI, raison pour laquelle il s'est vu confisquer son passeport en juillet 2014. On notera que la même mesure avait été appliquée à Couture-Rouleau après qu'il eut été arrêté, en juillet 2014, à l'aéroport de Montréal où il souhaitait embarquer sur un vol à destination de la Turquie, première étape sans doute sur le chemin de la Syrie.

Le 23 octobre, c'est aux États-Unis, à New York, qu'une nouvelle attaque se déroule. Alors que quatre policiers du NYPD[31] posent pour un photographe amateur, non loin de l'angle de Jamaica Avenue et de la 160e Rue, dans le district du Queens, un homme que l'on avait aperçu peu de temps auparavant caché derrière un bus pour observer la scène sort une hache de son sac à dos et se précipite sur le petit groupe. Deux jeunes officiers de police, Kenneth Healey et Joseph Meeker, sont grièvement blessés. L'agresseur est abattu. Il s'appelle Zale H. Thompson et a suivi des

cours pour devenir enseignant après avoir tenté sa chance dans la Marine, mais en avoir été chassé. Il a un passé de délinquance et de violences domestiques et s'est converti à l'islam en 2012. Ardent partisan du Black Power, il s'est rapproché des milieux radicaux et, sans emploi, passe ses loisirs à surfer sur la toile pour se documenter sur le djihad… et plus particulièrement sur l'EI. Un mois avant son passage à l'acte, il avait posté sur YouTube une vidéo défendant la création d'un Califat, le projet même de l'État islamique.

Ni Couteau-Roulure, ni Zehaf-Bibeau, ni Thompson n'ont eu de liens directs avec l'EI. Ils n'ont pas voyagé vers la Syrie ou d'autres terres de djihad – même si deux d'entre eux semblent avoir essayé de le faire –, ils n'étaient liés à aucune cellule terroriste identifiée, ils n'ont même, pour autant que l'on sache, jamais entretenu de relation ou de contact – que ce soit par téléphone, courriel ou via les médias sociaux – avec des djihadistes ou des cadres de Daech. Mais leurs actions ont été inspirées par Daech et correspondent, en tout état de cause, aux recommandations d'al-Adnani dans son message du 22 septembre 2014.

Les deux mois qui suivent sont d'un calme qui n'est qu'apparent. À travers l'Europe, mais aussi en Australie, des arrestations sont opérées, visant des *returnees* de Syrie comme des sympathisants de Daech. Dans certains cas, il s'agit juste de « mesures conservatoires », destinées à faciliter des enquêtes en cours et à établir la dangerosité réelle des individus interpellés. Mais dans d'autres affaires, des armes sont saisies, des plans découverts. Plusieurs attentats sont ainsi évités.

L'Australie n'est pas épargnée. Le 18 septembre, une quinzaine de suspects sont arrêtés à Sydney et Brisbane, au cours de la plus importante opération antiterroriste de l'histoire du pays[32]. Neuf d'entre eux seront relâchés et les six autres inculpés. Leur chef, Omarjan Azari, vingt-deux ans, n'est pas un djihadiste isolé ou un loup solitaire. Non seulement il rassemblait une véritable cellule terroriste autour de lui, mais il avait été en contact téléphonique avec Mohamed Ali Baryalei[33], un membre australien de haut niveau de l'EI. Les instructions de ce dernier sont claires : « Prends quelqu'un dans la rue et finis-le ou finis-la devant un drapeau de l'État islamique. Tu peux choisir un touriste. Un Américain, un Français ou un Anglais, comme ça ce sera encore mieux. Le message c'est : "Vous tuez nos gens ? Alors nous allons aussi tuer vos gens. Un par un[34]." »

Les vidéos des décapitations de ces civils choisis au hasard auraient ensuite été postées sur Internet, Azari étant encouragé à choisir « deux ou

trois gars dévoués à la cause, d'une foi parfaite », et à « tuer continuellement ».

Le 23 septembre, un jeune suspect d'origine afghane, Abdul Numan Haider, dix-huit ans, est entendu par deux inspecteurs de l'antiterrorisme dans un commissariat de Melbourne. Son passeport a été confisqué une semaine auparavant, les autorités craignant que le jeune homme ne tente de gagner le Moyen-Orient pour s'engager dans les rangs de l'EI. Dans la salle d'interrogatoire, Haider sort un couteau et blesse deux policiers avant d'être tué[35].

Le 15 décembre, il est 9 h 44 à Sydney lorsqu'un homme pénètre seul dans le Lindt Chocolat Café, Martin place, à un jet de pierre des studios d'une chaîne de télévision et de la Reserve Bank of Australia. Il sort des armes et prend en otages personnel et clients. Les prisonniers, massés devant la porte et les fenêtres de l'établissement, sont contraints d'arborer un drapeau noir sur lequel sont écrits les quelques mots de la *Chahada* (profession de foi), étendard fréquemment utilisé par les djihadistes.

L'auteur de la prise d'otages, rapidement identifié comme un certain Man Haron Monis, n'est pas un inconnu pour les services de sécurité australiens. Né en Iran le 19 mai 1964, membre du clergé chiite, il a quitté son pays en 1996 pour gagner l'Australie. Converti au sunnisme, il devient un propagandiste zélé du djihad et multiplie les démêlés avec la justice, que ce soit pour ses menaces contre les militaires australiens servant en Afghanistan, pour plusieurs dizaines d'agressions sexuelles et pour complicité dans le meurtre de sa femme, assassinée par sa maîtresse… En novembre 2014, il a prêté allégeance à l'EI.

Monis n'a qu'une revendication : « débattre » avec le Premier ministre australien, Tony Abbott, sur les ondes de la radio. Il est évidemment hors de question de lui donner satisfaction et le siège s'installe. Les forces de l'ordre espèrent une issue heureuse à la crise. Mais le preneur d'otages perd peu à peu le contrôle de la situation. Entre 15 heures et 2 heures du matin, une douzaine de personnes réussissent à s'enfuir. Peu après 2 heures, deux coups de feu sont entendus à l'intérieur du Café Lindt. À 2 h 14, l'unité spéciale de la police donne l'assaut. Man Haron Monis est tué. Deux otages perdent la vie – dont l'un, Tori Johnson, est assassiné par Monis – et trois autres sont blessés[36].

Amedy Coulibaly, « soldat du Califat »

C'est à Paris qu'aura lieu, début janvier 2015, la plus importante action terroriste de l'État islamique.

Le 7 janvier, les frères Chérif et Saïd Kouachi, connus des services de renseignement et « suivis » depuis des années, déciment la rédaction de *Charlie Hebdo* pour « venger le Prophète » de la publication de caricatures par l'hebdomadaire satirique. Sur place, rue Nicolas-Appert, dans le XIe arrondissement, ils ont revendiqué leur action au nom d'al-Qaida au Yémen (Aqap). Dans la matinée du vendredi 9 janvier, après moins de quarante-huit heures d'une cavale désordonnée, ils sont repérés et cernés dans une imprimerie de Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne).

À 13 heures, à une quarantaine de kilomètres de là, un homme lourdement armé s'introduit dans un magasin juif de la porte de Vincennes, la supérette Hyper Cacher. Il tue d'entrée de jeu trois personnes et en retient dix-sept autres en otage. Très peu de temps après, un quatrième homme est tué.

Vers 15 heures, le terroriste, rapidement identifié par la police comme étant Amedy Coulibaly – autre vieille connaissance de l'antiterrorisme –, appelle une chaîne d'information continue, BFMTV. Il affirme agir au nom de l'État islamique et avoir « coordonné [son] action avec celle des frères Kouachi ».

Le soir même de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, Coulibaly a grièvement blessé un joggeur à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), peut-être pour essayer ses armes. Le lendemain, jeudi 8 janvier, vers 8 heures du matin, il s'approche de deux policiers municipaux en intervention sur un banal accident et ouvre le feu. Clarissa Jean-Philippe, vingt-cinq ans, qui n'est sortie de l'école que depuis quelques semaines, est tuée, son collègue grièvement blessé. Exploitées dans la nuit, les traces d'ADN laissées dans une cagoule abandonnée sur place ont livré l'identité de Coulibaly.

Ce dernier a déjà un lourd passé de délinquant lorsque sa route croise celle de Chérif Kouachi à Fleury-Mérogis, en 2005. C'est un « délinquant d'habitude » et un violent. Depuis ses dix-huit ans, il a enchaîné les braquages. Il ne fait nul doute que sa radicalisation s'est produite à partir de 2005, en détention, sous l'influence de Chérif Kouachi et de Djamel Beghal[37]. En 2010, il sera condamné à cinq ans de détention pour sa participation au complot en vue de libérer Smain Aït Ali Belkacem[38] et une affaire connexe de détention de munitions d'armes de guerre.

Un peu avant 17 heures, le 9 janvier, les frères Kouachi surgissent de l'imprimerie de Dammartin-en-Goële en tirant à tout-va. Ils sont abattus par les tireurs d'élite du GIGN.

À 17 h 12, l'assaut est donné sur la supérette Hyper Cacher. Le terroriste est tué en ripostant[39]. Même si Amedy Coulibaly ne s'est jamais rendu en Syrie, sa filiation idéologique avec Daech ne fait aucun doute : il s'est

réclamé de l'organisation et celle-ci l'a reconnu comme un des siens en revendiquant son action. Quelques jours plus tard, une longue interview de Hayat Boumedienne, la compagne d'Amedy Coulibaly, sera publiée dans les revues en ligne de l'État islamique, après qu'elle eut gagné la Syrie via la Turquie.

À Verviers, la trace d'Abdelhamid Abaaoud

Moins d'une semaine après les attentats de Paris – qui resteront, jusqu'au 13 novembre, les plus graves jamais commis sur le sol français –, le 15 janvier, à 17 h 40, les forces spéciales de la Police fédérale belge donnent l'assaut dans une maison de la rue de la colline, à Verviers, dans le sud-est du pays. Ils sont accueillis par des coups de feu. Une véritable bataille rangée s'engage. En quelques minutes, deux hommes, Sofiane Amghar et Khalid Ben Larbi, sont tués. Un troisième, Marouan el-Bali, est arrêté. Au même moment, des perquisitions se déroulent en d'autres endroits du pays. En fin de soirée, à l'issue d'une longue réunion de crise, le Premier ministre, Charles Michel, fait le point pour les médias : « Après une longue préparation, des opérations de lutte contre le terrorisme ont démarré sur le terrain, dans le cadre d'une enquête judiciaire et sur base des informations de nos services de renseignement[40]. »

Après quelques mois en Syrie, Amghar et Ben Larbi sont revenus en Belgique depuis plusieurs semaines. Cachés dans leur planque de Verviers, ils préparaient avec Marouan el-Bali et d'autres complices plusieurs attentats, dont l'un vise l'aéroport de Bruxelles[41].

Surtout, derrière la cellule de Verviers, se profile l'ombre menaçante d'un homme qui est déjà une légende dans les milieux djihadistes : Abdelhamid Abaaoud.

Né le 8 avril 1987 dans une commune de Bruxelles, Abaaoud est l'aîné des six enfants d'un couple sans histoire. Son père, qui veut lui donner toutes ses chances, l'inscrit dans l'une des meilleures écoles de la capitale européenne, le collège Saint-Pierre, à Uccle. Il n'y est resté qu'un an et a laissé à ses camarades de classe comme à ses professeurs le souvenir d'un je-m'en-foutiste chahuteur et impoli, « qui se foutait de la gueule de tout le monde ». À quinze ans, il est déjà bien connu de la justice pour de multiples petits délits. À partir de 2006, il effectue plusieurs séjours en prison, toujours pour des affaires crapuleuses. De 2010 à 2012, suite à un braquage, le séjour carcéral est un peu plus long que d'habitude. C'est là qu'il se radicalise. Dès sa sortie de geôle, en septembre 2012, il fréquente assidûment les milieux salafistes et devient très actif dans le réseau

d'acheminement de djihadistes en Syrie mis sur pied par Khalid Zerkani (sur lequel je reviendrai plus loin).

En février 2013, six mois après sa libération, Abaaoud est en Syrie. Celui qui se fait désormais appeler Abou Omar Soussi, ou Abou Omar al-Balgiki, est remarqué par la propagande intensive qu'il mène sur les réseaux sociaux. Assez curieusement, cet activisme médiatique ne l'empêche pas de revenir à plusieurs reprises en Europe, au moins en septembre 2013 et janvier 2014. Le 20 janvier, il est contrôlé par la police allemande à l'aéroport de Francfort. Il est accompagné par son jeune frère, Younès, treize ans à l'époque, qu'il est allé chercher à la sortie de l'école[42] et qui deviendra sous peu « le plus jeune djihadiste de l'État islamique ».

Trois mois plus tard, apparaît sur les médias sociaux une vidéo qui devient rapidement « virale » : sur des images récupérées dans un téléphone portable abandonné par un djihadiste près d'Alep, on peut voir un Abdelhamid Abaaoud rieur au volant d'un gros 4×4, tractant les cadavres de victimes de l'État islamique. D'autres images, qui n'ont jamais été diffusées, le montreraient en train de jouer au football avec une tête humaine.

En janvier 2015, il se trouve à Athènes, où il est surveillé par les services grecs. C'est de là qu'il coordonne l'action des terroristes de Verviers. Au moment où l'assaut est donné sur leur planque, il disparaît. Dans l'appartement abandonné, on retrouvera un téléphone contenant des plans dessinés de l'aéroport de Bruxelles. Peu de temps après, dans une interview diffusée par les médias en ligne de l'EI, il se moquera ouvertement des services de police et de renseignement européens, incapables de l'empêcher d'aller et de venir à sa guise en Europe alors qu'il y était l'un des hommes les plus recherchés…

Un mois après le « ratage » de l'EI en Belgique, le samedi 14 février, c'est à Copenhague qu'un homme ouvre le feu à la kalachnikov contre le café Krudttoenden où quelques journalistes, cinéastes et intellectuels débattent avec le caricaturiste suédois Lars Vilks, dont la tête a été mise à prix pour les caricatures du Prophète qu'il a publiées en 2007 et qui, depuis, vit sous protection policière permanente. Thème de la réunion, à laquelle participe également l'ambassadeur de France, François Zimeray : « Art, blasphème et liberté d'expression ». Il s'agit de rendre hommage aux victimes de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Un réalisateur de documentaires de cinquante-cinq ans, Finn NØrgaard, succombe sur place. Trois policiers sont blessés. L'auteur des coups de feu quitte les lieux en voiture et n'est pas rattrapé.

À 1 heure du matin, c'est contre une synagogue que le même tireur ouvre le feu. Un garde de sécurité, Dan Uzan, est tué. Deux autres policiers sont blessés.

À 4 h 50, le suspect – dont la police possède depuis plusieurs heures la photo, extraite des images d'une caméra de vidéosurveillance – est repéré alors qu'il va pénétrer dans un immeuble du quartier populaire de Nørrebro. Les forces spéciales tentent de l'intercepter. Il sort une arme et tire. Il est abattu.

Ainsi prend fin la courte vie d'Omar el-Hussein, un jeune Danois d'origine palestinienne de vingt-deux ans. Dans son adolescence, il a été mêlé à plusieurs affaires de trafic et de consommation de stupéfiants avant de se tourner vers une délinquance plus « lourde » en se liant à un gang urbain. Il a notamment été impliqué dans des faits de violence et de détention d'armes avant de poignarder à trois reprises un passant, dans une gare de la capitale. Condamné à deux ans de prison, il se radicalisera durant sa détention, ce qui lui vaudra un signalement par l'administration pénitentiaire au Politiets Efterretningstjeneste (le PET, service de sécurité et de renseignement danois[43]).

Il sera libéré le 30 janvier 2015 et sèmera la mort quinze jours plus tard dans les rues de Copenhague. Avant de passer à l'action, el-Hussein avait prêté allégeance à l'État islamique.

Nouvelles tentatives d'attaques en France

Vont suivre quelques tentatives avortées de porter le fer sur le sol français.

Le 19 avril 2015, Sid Ahmed Glam, un étudiant en informatique de vingt-quatre ans, est arrêté à Paris. Il s'est blessé à la jambe en assassinant une jeune femme de trente-deux ans, Aurélie Châtelain, dans le but de lui voler sa voiture qui devait être utilisée dans des attentats contre des églises de Villejuif.

Le 13 juillet 2015, à la veille de la fête nationale, quatre jeunes gens, âgés de seize à vingt-trois ans, sont arrêtés dans différentes régions françaises. L'un d'eux est un ancien militaire qui a servi quelques années dans la Marine nationale avant d'être réformé en raison d'arrêts-maladie trop fréquents. La garde à vue du plus jeune sera rapidement levée, mais les trois autres – originaires de Valenciennes, de Marseille et du Chesnay, dans les Yvelines – seront inculpés pour « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme ayant pour objet la préparation d'un crime d'atteinte aux personnes » et incarcérés[44].

Les apprentis djihadistes s'étaient rencontrés sur les médias sociaux après s'être radicalisés sur Internet. Ils avaient d'abord caressé l'idée de gagner

ensemble la Syrie, mais avaient dû y renoncer après que la mère d'Ismaël, dix-sept ans, eut averti les autorités. Convoqué à un entretien administratif, il s'était vu signifier une interdiction de quitter le territoire. Les jeunes gens avaient alors conçu un plan B.

Leur projet ? Attaquer, semble-t-il, le centre d'entraînement commando du sémaphore de Béar, à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales). Dans leurs conversations, les apprentis terroristes ont évoqué la possibilité d'éliminer les sentinelles gardant le fort, d'y pénétrer, de s'emparer du colonel commandant la place et de le décapiter devant une caméra. L'opération, apparemment planifiée pour décembre 2015 ou janvier 2016, est difficile à prendre au sérieux et relève peut-être plus du fantasme que de la réalité. Une chose est de s'attaquer à une « cible molle », comme un supermarché ou un lieu de culte, même protégé, une autre est de s'en prendre à l'un des lieux où l'armée française forme ses élites combattantes. Mais elle rappelle que militaires et policiers sont des cibles privilégiées des djihadistes, que ce soit au Canada, aux États-Unis ou en France[45].

Le 26 juin 2015, c'est à Saint-Quentin-Fallavier, en Isère, que Yassine Salhi[46], un chauffeur livreur, étrangle et décapite son patron, Hervé Cornara, avant de tenter, sans succès, de faire sauter une usine à gaz classée Seveso[47]. L'assassin radicalisé fait l'objet d'une fiche S, c'est-à-dire d'un signalement de la DGSE pour menace contre la sûreté de l'État. Dans les minutes qui ont suivi le meurtre d'Hervé Cornara, il a fait parvenir un selfie macabre à l'un de ses « contacts » appartenant à l'EI et présent en Syrie. Salhi niera toute dimension terroriste de son acte, mais l'on remarque que la décapitation de M. Cornara, une première en France, voire en Occident, même si elle a été effectuée post-mortem, est clairement inspirée par la pratique de Daech sur les terrains d'opération en Syrie et en Irak.

Le 11 août 2015, les services français arrêtent Reda Hame, un *returnee* qui ne se fait pas prier pour expliquer qu'un des principaux responsables des volontaires francophones au sein de l'EI, Abou Omar, l'a renvoyé en France pour y commettre des attentats. Abou Omar, c'est Abdelhamid Abaaoud. Si Hame affirme avoir renoncé à tout projet homicide dès qu'il a échappé à l'emprise de Daech, il explique toutefois que l'organisation souhaite toucher plusieurs cibles en France, dont une salle de spectacle et qu'il a « des informations pour empêcher des attentats en Belgique et en France ».

Le 21 août 2015, Ayoub el-Khazzani est maîtrisé alors qu'il s'apprête à ouvrir le feu dans le Thalys 9364 Amsterdam-Bruxelles-Paris. Résidant en

Espagne, el-Khazzani est repéré comme « radical » depuis trois ans et, selon Madrid, aurait séjourné quelques mois en Syrie.

El-Khazzani et Glam adoptent la même ligne de défense que Salhi et nient toute volonté terroriste, le premier affirmant avoir voulu « braquer les passagers » du Thalys et le second se réfugiant derrière des explications abracadabrantes. Les enquêteurs pensent toutefois qu'ils ont tous deux été en relation avec Abdelhamid Abaaoud.

Un « doublé » tragique en Tunisie et au Koweït

On remarquera que le 26 juin 2015 n'a pas seulement été marqué, du point de vue qui nous intéresse, par l'équipée sauvage de Yassine Salhi.

Il est à peu près 13 h 30 heure locale, soit environ deux heures après l'action de Salhi en France, lorsque la violence fait irruption au Koweït. À la mosquée Imam Sadiq, le plus important lieu de culte chiite de la capitale koweïtienne – le Koweït est majoritairement sunnite, de tendance wahhabite, mais un tiers de sa population est chiite –, dans le quartier résidentiel d'al-Sawabir, la prière du vendredi, la plus importante de la semaine, est en cours lorsqu'un homme pénètre dans la salle et fait sauter la ceinture d'explosifs dont il est ceint. Au moins vingt-sept fidèles sont tués sur le coup et 227 autres blessés[48]. Cet attentat est le premier au Koweït depuis plus de vingt ans. C'est aussi le troisième à toucher une mosquée chiite dans des pays du Golfe… à l'exception de l'Irak, bien entendu. Le 22 mai, une attaque similaire avait visé al-Qudaih, près de Qatif. L'attentat avait tué vingt et une personnes. Le 29 mai, c'était la mosquée al-Anoud qui avait été visée, à Dammam, faisant quatre morts.

Mais le pire reste à venir.

À Sousse, en Tunisie, c'est un hôtel qui est visé[49] juste avant midi, heure locale. Un jeune homme vêtu de noir remonte lentement la plage de l'hôtel Imperial Marhaba, écartant les touristes tunisiens et les membres du personnel de l'hôtel pour s'en prendre exclusivement aux étrangers. Trente-neuf d'entre eux, majoritairement des Britanniques, seront tués, et une trentaine d'autres seront blessés au cours du massacre qui durera au moins une demi-heure. L'attentat intervient près de deux mois et demi après celui qui avait tué d'autres touristes en plein cœur de Tunis, au musée du Bardo, le 18 mars. Dans les deux cas, la police a réagi avec une lenteur qui prouve que, malgré les discours, l'État n'est pas en mesure de protéger les visiteurs étrangers qui apportent pourtant une contribution fondamentale à ses finances. À Sousse, des policiers étaient bien présents dans une embarcation, au large de la plage, mais ils n'osèrent pas débarquer sur celle-ci pour affronter le tueur. Les renforts mettront plusieurs dizaines de

minutes à arriver sur place, laissant tout le temps à l'assassin de perpétrer son œuvre de mort avant d'être abattu.

Le tueur de Sousse, Seifeddine Rezgui, était un jeune étudiant de vingt-trois ans. En janvier 2015, il s'était entraîné en Libye, plus exactement dans un camp de Sabratha, fréquenté au même moment par Yassine Labidi et Jabeur Knachnaoui, les deux terroristes ayant frappé au musée du Bardo[50]. L'autopsie révélera que Rezgui était sous l'emprise d'une drogue au moment des faits, le fameux Captagon, une amphétamine puissante dont l'EI s'est fait une spécialité de la fabrication et du trafic[51].

Cent morts à Ankara

Les deux attentats les plus graves commis par l'EI hors de la zone syro-irakienne, avant le 13 novembre, auront lieu en Turquie et en Égypte. À Ankara, le 10 octobre 2015, une dizaine de milliers de personnes manifestent contre la politique du gouvernement à l'appel de plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche.

Quelques minutes après 10 heures, deux kamikazes font exploser leurs charges au milieu de la foule. Cent deux personnes sont tuées et plus de cinq cents autres blessées. Le 12 octobre, le Premier ministre accuse officiellement l'État islamique d'être derrière les attentats. Ce n'est d'ailleurs pas une première pour l'EI : trois mois auparavant, l'organisation avait commis un attentat-suicide à Suruc, à proximité immédiate de la frontière syrienne, lors d'une manifestation d'étudiants socialistes qui apportaient leur soutien à la reconstruction de la ville de Kobané, symbole de la résistance kurde à Daech.

Le 31 octobre, le vol 9268 de la Metrojet, une compagnie charter russe, s'écrase dans la péninsule du Sinaï. Il venait de décoller de Charm el-Cheikh et faisait route vers Saint-Pétersbourg. Deux cent vingt-quatre personnes (deux cent dix-sept passagers et sept membres d'équipage) trouvent la mort.

On évoquera d'abord une défaillance technique, hypothèse assez crédible étant donné la réputation de certaines compagnies russes. Mais dans la journée, Willayat Sinaï, la « Province du Sinaï » de l'EI, revendique un attentat contre l'avion en réponse au soutien apporté par Moscou au régime de Bachar al-Assad. Ce message est suivi d'un deuxième, « posté » par Daech. Mais la polémique continue, les autorités égyptiennes se refusant à ce qu'on « insulte la sécurité et la stabilité » du pays. Dans les jours qui suivent, Londres et Washington affirment croire à la piste terroriste et, le 17 novembre, le directeur du renseignement intérieur russe, Alexandre Bortnikov, reconnaît qu'une « bombe artisanale » a été déclenchée durant le

vol[52]. Le 18 novembre, l'État islamique clôt le débat en diffusant une nouvelle revendication accompagnée, cette fois, de photographies de l'engin utilisé. Il s'agit du premier attentat réussi contre un avion depuis le 11 septembre 2001.

Je ne me suis arrêté, dans ce chapitre, que sur quelques-uns des attentats commis ou tentés par Daech hors de sa zone d'influence entre 2014 et 2015. J'aurais pu évoquer également la tentative d'attentat de deux terroristes à Garland, au Texas, le 3 mai 2015 (un échec), les attentats commis le 22 mai 2015 à al-Qadeeh, en Arabie saoudite, contre une mosquée chiite (vingt et un morts, cent blessés) ou, dans le même pays et contre une autre mosquée chiite, à Dammam, le 29 mai (quatre morts). Car il ne faut jamais l'oublier, ce sont les musulmans qui payent le prix le plus fort face au terrorisme islamiste.

21. J'ai consacré deux chapitres à ces attentats, analysés en détails, dans l'un de mes derniers ouvrages : *Djihad, d'al-Qaida à l'État islamique, combattre et comprendre le terrorisme*, Paris, La Boîte à Pandore, 2015.

22. L'établissement du Califat est annoncé le 29 juin 2014, premier jour du Ramadan 1435.

23. Sur la genèse et le parcours de cette cellule insolite, voir *Djihad, d'al-Qaida à l'État islamique*…, *op. cit*., p. 268-272.

24. Ces propos sont rapportés par Anne Vidalien dans son article « Djihadisme : Ibrahim Boudina, itinéraire d'un fou d'Allah », *L'Express*, 23 juin 2014.

25. Le Front al-Nosra a vu le jour en 2012, créé par quelques dirigeants salafistes libérés des geôles syriennes par Bachar al-Assad et renforcés par des contingents de vétérans de l'insurrection irakienne. Il a d'abord servi de couverture à l'ingérence de l'État islamique d'Irak dans le conflit syrien, avant de rompre avec lui.

26. Dès 2012, dans de nombreuses interventions publiques, je dénonçais le mythe de l'opposition démocratique syrienne, une mouvance que je connais bien pour avoir organisé à Bruxelles, au début des années 2000, dans le cadre de l'Esisc (European Strategic, Intelligence and Security Center, www.esisc.org), l'une des premières réunions de ses différentes composantes. Ceux que j'ai rencontrés à l'époque étaient, certes, sympathiques et idéalistes, mais ils vivaient à Paris, Londres, Berlin, Sofia ou Washington. Leur représentation et leur influence en Syrie étaient nulles. Mais face à la puissance des propagandes américaine, française et anglaise, qui voulaient à toute force « vendre » à leurs opinions publiques cette idée d'une Syrie démocratique en devenir, il était difficile de tenir le langage de la raison. J'ai abordé ces questions dans un livre hélas prémonitoire, paru dès mai 2012 : *Printemps arabe, printemps pourri* (Paris, Encre d'Orient).

27. Outre les États-Unis, l'Australie et le Canada, on y retrouve huit pays européens – Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni –, six États arabes – Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Jordanie, Maroc, Qatar – et la Turquie.

28. Je reviendrai, dans un chapitre suivant, aux différents modes opératoires de Daech.

29. Abou Mohammed al-Adnani al-Shami, de son vrai nom Taha Subhi Falaha, est né en 1977 en Syrie. Le gouvernement américain a mis sa tête à prix à hauteur de 5 millions de dollars.

30. Nos chapitres 7 et 8 sont consacrés à l'histoire de Daech.

31. New York Police Department.

32. Esisc, *World Terror Watch* : « Australia [UPDATE] : Suspect charged for plotting terrorist attack after large scale antiterrorist raid in Sydney and Brisbane », 18 septembre 2014, 16 h 55.
33. Baryalei aurait été tué au combat, en Syrie, en octobre 2014.
34. Michael Safi, « Terrorism suspect Omarjan Azari told to kill any random unbeliever, court hears », *The Guardian*, 24 février 2015.
35. Esisc, *World Terror Watch* : « Australia : 18-year-old jihadist stabs 2 counter-terrorism officers before being shot dead », 24 septembre 2014, 9 heures.
36. Une couverture minute par minute de la prise d'otages et plusieurs analyses peuvent être trouvées dans les archives en ligne de la BBC, du *Daily Telegraph* et du *Sydney Morning Herald*.
37. Né en 1965 en Algérie, arrivé en France en 1987, Djamel Beghal gravite dans la galaxie radicale depuis le début des années 1990. Il a été condamné à plusieurs reprises pour activités djihadistes et déchu de la nationalité française.
38. Belkacem a été condamné à la réclusion à perpétuité en 2002 (peine confirmée en appel en 2003) pour sa participation aux attentats commis en France par le GIA algérien en 1995.
39. J'ai longuement raconté les attentats de janvier 2015 et leurs suites dans mon avant-dernier ouvrage, *Djihad, d'al-Qaida à l'État islamique…*, *op. cit.*, p. 356-367.
40. Bastien Doyen, Claude de Decker, Louis Colart et Marine Buisson, « Des attentats *imminents* contre la police ont été déjoués, deux djihadistes tués », *Le Soir*, 16 janvier 2015.
41. Ceci a été formellement établi par la justice, le 5 juillet 2016, lors du prononcé d'un verdict condamnant el-Bali et deux autres « cadres dirigeants » de la cellule de Verviers à seize ans de prison.
42. Le propre père d'Abaaoud portera plainte pour enlèvement suite à cette action pour laquelle Abdelhamid sera condamné.
43. David Crouch, « Danish Shooting suspect was 22-year-old known to police », *The Financial Times*, 16 février 2015.
44. Soren Seelow, « Projet d'attaque d'une base militaire : les trois suspects mis en examen », *Le Monde*, 17 juillet 2015 : www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/07/17/projet-d-attaque-d-une-base-militaire-ouverture-d-une-information-judiciaire_4687063_1653578.html
45. Le 2 juin 2015, à Boston, Usaama Rahim a été abattu par des agents de la police et du FBI en résistant à son arrestation. Sympathisant de l'État islamique, Rahim projetait de décapiter un officier de police en public. Deux complices, Nicholas Rovinski et Nuh al-Andalusi, seront arrêtés le 11 juin et inculpés de « conspiration en vue de soutenir l'EI ».
46. Yassine Salhi s'est pendu dans sa cellule le 22 décembre 2015.
47. Un site industriel est dit « Seveso » lorsqu'il correspond au descriptif des directives européennes imposant aux États membres d'identifier et de sécuriser les unités présentant un risque majeur en cas d'incident. La dénomination fait référence à un accident industriel ayant contaminé près de deux cents personnes, le 10 juillet 1976 à Seveso, en Italie.
48. « IS Affiliate Hits Shiite Mosque in Kuwait, Killing 27 People", *The New York Times*, 26 juin 2015 : www.nytimes.com/aponline/2015/06/26/world/middleeast/ap-ml-kuwait.html
49. Farah Samti et Carlotta Gall, « Tunisia Attack Kills at Least 39 at Beach Resort Hotel », *The New York Times*, 26 juin 2015 : www.nytimes.com/2015/06/27/world/africa/gunmen-attack-hotel-in-sousse-tunisia.html
50. http://kapitalis.com/tunisie/2015/07/01/attentat-de-sousse-seifeddine-rezgui-sest-entraine-en-libye
51. http://tempsreel.nouvelobs.com/en-direct/a-chaud/4600-attentatentunisie-seifeddine-rezgui-tueur-attaque.html
52. Isabelle Mandraud, « Crash dans le Sinaï : Poutine admet la piste de l'attentat et promet de "punir" les coupables », *Le Monde*, 17 novembre 2015.

3

Les campagnes d'attentats de Daech après le 13 novembre 2015

À la suite de cette longue série d'attaques, certaines ratées – et, pour la plupart des autres, faisant peu de victimes, en tout cas pour celles commises en dehors du Moyen-Orient –, les attentats coordonnés et d'un haut degré de sophistication du 13 novembre marquent un tournant. À partir de cette date, Daech va multiplier les tentatives d'attentats en dehors de sa zone d'influence « naturelle » : Syrie, Irak, Libye, Égypte… L'organisation va également s'en prendre plus directement aux pays occidentaux ou aux autres membres de la coalition occidentale, mais aussi frapper dans des régions très éloignées, comme au Bangladesh, dans le sous-continent indien.

Le 24 novembre, dans le centre de Tunis, un attentat-suicide vise un bus transportant des soldats de la garde présidentielle. Douze d'entre eux sont tués et dix-sept autres blessés. Le même jour, à El-Arish, capitale du nord-Sinaï, un hôtel est visé : sept morts et douze blessés. Le 26, un fidèle est tué et trois autres blessés dans une attaque contre une mosquée chiite de Bogra, au Bangladesh, et le 28, à nouveau en Égypte, quatre policiers sont abattus lorsque des inconnus ouvrent le feu sur un checkpoint de la police, à proximité immédiate du site archéologique de Saqqara. Ces quatre attaques seront revendiquées par l'EI.

La première action réellement importante qui suivra le 13 novembre n'est pas directement organisée par l'EI, mais il la revendiquera.

San Bernardino : les époux djihadistes font quatorze morts

Le 2 décembre 2015, vers 11 heures du matin, à San Bernardino, non loin de Los Angeles, deux tireurs font irruption à l'Inland Regional Center, un centre d'accueil et de traitement de personnes en difficulté. Une centaine de personnes travaillant pour le Département de la santé publique du comté[53] y participent à une fête de fin d'année. En quatre minutes, soixante-quinze cartouches sont tirées. Quatorze personnes trouvent la mort et vingt-deux

autres sont sérieusement blessées. En quittant les lieux, les tueurs laissent trois IED. Défectueux, ils n'exploseront pas.

Les secours arrivés sur les lieux, des survivants identifient immédiatement l'un des agresseurs, leur collègue Rizwan Farook. Quelques heures plus tard, après que Farook et son épouse, Tashfeen Malik, eurent été observés quittant leur domicile, une poursuite s'engage. Le Ford Expedition dans lequel le couple a pris place est bloqué sur une route secondaire et une nouvelle fusillade éclate. Les deux terroristes sont tués.

Dans les premiers moments qui suivent le drame, les motifs exacts de Farook et Malik restent obscurs. Les États-Unis étant malheureusement, chaque année, le théâtre de multiples incidents graves impliquant des armes à feu, on peut penser que c'est un de ces drames « habituels » qui vient de se dérouler. La personnalité des tueurs va apporter une réponse très différente aux questions qui se posent.

Certes, ni Rizwan Farook ni sa femme n'ont de passé criminel. Ni l'un ni l'autre n'ont fait l'objet de l'attention des services antiterroristes. Âgé de vingt-huit ans, Rizwan Farook est né et a grandi aux États-Unis. Diplômé en ingénierie environnementale de l'Université d'État de Californie, il était employé par le Département de santé du comté de San Bernardino. Son épouse, Tashfeen Malik, vingt-sept ans, a vu le jour au Pakistan puis s'est installée en Arabie saoudite avec ses parents. En 2007, elle est rentrée dans son pays d'origine pour y suivre des études universitaires, apparemment brillantes, en pharmacie. Ils se sont rencontrés via un site de mariage musulman – Farook était abonné à deux d'entre eux depuis quelques années – et, en juillet 2014, le jeune Américain a fait entrer sa fiancée aux États-Unis grâce à un visa K-1[54]. En septembre 2014, il a déposé une demande de carte verte en son nom et la résidence a été accordée à Malik en juillet 2015, un peu plus de quatre mois avant la tuerie.

Le 9 décembre, dans une audition devant la commission judiciaire du Sénat, le directeur du FBI, James B. Comey, reconnaît que les premiers jours de l'enquête ont démontré qu'il s'agissait d'« extrémistes violents de l'intérieur » – ce que les Anglo-Saxons appellent des *Homegrown Terrorists* – qui « ont été inspirés par des organisations terroristes étrangères et se parlaient l'un l'autre de djihad et de martyre dès la fin de 2013[55] ».

Pendant au moins un an, ces deux individus « auto-radicalisés » ont en effet soigneusement échafaudé leur plan et discuté de leurs cibles. Ils se sont également entraînés et équipés. Le FBI découvrira à leur domicile deux mille munitions de 9 mm pour armes de poing, deux mille cinq cents munitions de .223[56] et le matériel suffisant pour fabriquer une vingtaine de

bombes artisanales, ce qui semble indiquer que d'autres actions étaient prévues. Parents attentifs, ils ont confié leur fille d'à peine six mois à la mère de Farook quelques heures avant de passer à l'acte.

Dès leur rencontre virtuelle, Rizwan Farook et Tashfeen Malik ont échangé des messages en ligne prouvant amplement leur engagement mutuel envers la cause djihadiste. On signalera aussi que, quelques années auparavant, Farook avait été en contact avec des personnes « intéressant » le FBI pour leurs liens éventuels avec le terrorisme, mais n'ayant jamais été inculpées. En outre, l'université de Multan, dans le Punjab, où Malik a étudié est un haut lieu de recrutement des groupes djihadistes locaux. Les services pakistanais et saoudiens soutiennent toutefois que la jeune femme n'avait jamais attiré leur attention.

Sur un compte Facebook associé à Malik, la jeune femme postera – peu avant l'attaque ou directement après celle-ci – un serment d'allégeance au chef de l'État islamique, Abu Bakr al-Baghdadi. Le 4 décembre, l'État islamique revendique l'attaque menée par « deux de ses partisans », une expression qui tend à prouver que même si Daech approuve l'attentat et reconnaît ses auteurs comme étant des siens, il ne l'a pas directement organisé et n'en a probablement pas été averti avant la commission des faits.

Le mode opératoire choisi, lui, correspond trait pour trait aux recommandations prodiguées par l'EI à ses sympathisants aux États-Unis et en Grande-Bretagne : ne pas tenter de gagner la Syrie pour y participer au djihad mais, au contraire, s'organiser pour commettre des attentats dans leur pays d'origine. En conséquence de quoi, dès l'été 2015, le FBI a mis sous surveillance plusieurs dizaines de personnes susceptibles de commettre des actes de violence inspirés par l'idéologie de l'organisation. Difficile, cela étant, de savoir jusqu'où allaient les éventuels contacts – virtuels ou réels – du couple de tueurs avec l'organisation ou ses sympathisants américains : dans les jours précédant leur acte, ils ont méthodiquement effacé leurs emails, les historiques de leurs consultations Internet, et détruit les téléphones portables qu'ils avaient utilisés.

La « grande peur » des fêtes de fin d'année

Le 29 décembre, c'est à Derbent, au Daghestan (Fédération de Russie), qu'un touriste est tué et onze autres blessés dans une agression au fusil d'assaut. Le lendemain, l'EI revendique l'action dans un communiqué. Elle est attribuée par les autorités russes à une nébuleuse de petits réseaux dirigés par Gasan Abdulaev[57], un ancien juge religieux de l'organisation Émirat du Caucase[58].

Dans les derniers jours de 2015, la tension est à son comble. Diverses menaces touchent des pays aussi éloignés les uns des autres que la Turquie, l'Allemagne, la Chine, la Belgique ou les États-Unis. Aucune ne se concrétisera, mais on est parfois passé très près du drame.

À Pékin, ce sont les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne qui mettent en garde leurs ressortissants contre de possibles attaques dans le quartier de Sanlitun, très fréquenté par les touristes pour ses restaurants et ses magasins. Le même jour, dans un geste assez rare, la police de la capitale chinoise émet à son tour un bulletin d'alerte. Il ne se passera rien, mais les autorités chinoises sont d'autant plus nerveuses que plusieurs centaines d'islamistes Ouïghours, membres ou sympathisants du Mouvement islamique du Turkestan oriental[59] (*Dogu Türkistan Islâm Hareketi*), ont gagné la Syrie, les uns combattant dans les rangs de l'EI, les autres dans ceux de groupes liés à al-Qaida.

En France, c'est à Montpellier que les services antiterroristes interpellent un couple nourrissant un projet inquiétant. À leur domicile, on trouvera un faux ventre de femme enceinte. « C'était pour commettre des vols à l'étalage », plaide la mère de famille… Mais la police, constatant qu'elle a bénéficié d'un important héritage la mettant à l'abri du besoin, en doute. De plus, la jeune femme, décrite comme « très intelligente », s'est récemment radicalisée. Voilée de la tête aux pieds, elle reste toute la journée chez elle à visionner des vidéos de propagande de Daech et à lire *Dabiq* ou *Dar al-Islam*, les revues anglophone et francophone de l'organisation. Cerise sur le gâteau, si l'on peut dire, elle a confié à des amies vouloir gagner la Syrie pour y mourir en martyre et a effectué des recherches récentes sur les femmes kamikazes.

En Allemagne, à Munich, la police évacue la gare centrale et celle de Passing, deux des plus importantes installations ferroviaires de la capitale de la Bavière. Des renseignements venus des services français accréditaient l'action imminente de terroristes de l'EI. Une fois encore, il n'en sera rien.

Les alertes seront plus sérieuses en Turquie et aux États-Unis. À Ankara, deux sympathisants de Daech sont arrêtés le 30 décembre, alors qu'ils sont en phase de repérage de cibles potentielles. En leur possession : des explosifs, des détonateurs et du matériel électrique pouvant servir à fabriquer des IED.

À New York, le converti Emanuel Luchtman, un déséquilibré au long passé criminel, est interpellé le même 30 décembre, après une surveillance rapprochée par le FBI. Il planifiait une attaque à la machette contre les clients d'un restaurant local lors de la soirée du Nouvel An. Quelques

heures auparavant, il avait enregistré une vidéo dans laquelle il prêtait allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi[60]. Ce que Luchtman ignorait – bien qu'il ait été en contact téléphonique avec au moins un véritable membre de l'EI installé en Syrie –, c'est que les trois personnes auxquelles il s'était ouvert de ses projets sur le sol américain depuis le mois de novembre étaient des informateurs du FBI, désignés sous les codes CS-1, CS-2 et CS-3[61].

À partir du 25 décembre, ils ne le lâchent plus d'une semelle. Dans la soirée du 28 décembre, Luchtman explique à CS-2 qu'il souhaite introduire une bombe dans un club ou un restaurant puis kidnapper un couple et le décapiter. En errant avec son « ami » dans la ville de Rochester où il réside, il remarque un bar dont il choisit de faire sa cible. Le 29 décembre, Luchtman confie à CS-2 qu'il va passer à l'acte le soir du 31. Il l'emmène ensuite dans un magasin Walmart où ils achètent deux paires de gants, des masques de ski, deux couteaux et une machette. Il raconte à CS-2 qu'il envisage de filmer l'attentat à l'aide de son téléphone portable, puis d'enregistrer le serment d'allégeance à Abu Bakr al-Baghdadi, la vidéo devant être ensuite diffusée sur les réseaux sociaux. La dernière rencontre a lieu le 30 décembre. Dans une voiture, CS-2 enregistre le serment de Luchtman. Quelques instants plus tard, une équipe de la JTTF[62] arrête le terroriste en puissance.

Début janvier 2016, la tension ne diminue pas

Le 7 janvier, un an jour pour jour après les attentats contre *Charlie Hebdo*, un homme d'une trentaine d'années s'avance vers 11 h 30 en direction du Service de l'accueil et de l'investigation de proximité (SAIP), le commissariat de la Goutte d'Or, en plein cœur du XVII^e^ arrondissement de Paris. Porteur d'une feuille de boucher – une sorte de hachoir à lame plate, outil lourd notamment utilisé pour débiter des carcasses –, il se précipite vers deux policiers en faction au cri de « Allah Akbar ». Après plusieurs sommations, les deux gardiens de la paix font feu. L'agresseur est tué. Dans l'une de ses poches, on découvrira une feuille de papier sur laquelle a été dessiné un drapeau de Daech et, précise François Molins, procureur de Paris, une « revendication manuscrite non équivoque[63] ». Il sera identifié comme s'appelant Tarek Belkacem, ressortissant tunisien né en 1991, arrivé en Europe courant 2015 sous couvert du flux de réfugiés venant du Moyen-Orient. Il a voyagé en Roumanie, en Suisse, au Luxembourg et en Allemagne, où il vécut un temps au foyer de réfugiés de Recklinghausen. Lors d'une perquisition, la police allemande trouvera une photographie sur

laquelle Belkacem pose aux côtés d'un drapeau de Daech. L'activation de la carte Sim de son téléphone portable atteste qu'il est entré en France le 24 décembre.

Le 8 janvier, à Philadelphie, Edward Archer tire à onze reprises sur Jesse Hartnett, un policier en patrouille qui est grièvement blessé. Arrêté peu après les faits, Archer affirme avoir agi au nom de l'islam et avoir prêté allégeance à l'État islamique[64]. Il avait voyagé deux fois vers le Moyen-Orient – en Arabie saoudite en 2011 et en Égypte en 2012 –, mais n'apparaissait sur aucune liste de suspects alors qu'il avait été arrêté et inculpé en 2013 pour « menaces terroristes » et port d'arme prohibée.

Le 12 janvier 2016, un mardi, en fin de matinée, une explosion se produit au cœur d'Istanbul, dans le quartier historique de Sultanahmet, qui abrite la Mosquée bleue et la basilique Sainte-Sophie. Il s'agit d'une des zones les plus touristiques de l'ancienne capitale de l'Empire ottoman. Onze personnes, dont neuf visiteurs allemands, sont tuées ; quinze autres sont blessées. Après quelques instants de flottement, il apparaît clairement qu'il s'agit d'un attentat-suicide commis par un jeune Syrien né en 1988 et membre de l'État islamique.

Deux jours plus tard, c'est à Djakarta, en Indonésie, qu'un poste de contrôle de la police, un café Starbucks et un cinéma situés non loin d'un immeuble occupé par des services de l'Onu, sont attaqués. Deux civils y trouvent la mort et les cinq assaillants sont tués. Un peu plus tard, Amaaq, l'agence de presse officielle de l'État islamique, revendique l'attaque « contre des étrangers et les forces de sécurité ».

Orlando : massacre au Pulse Club

Dans la nuit du 11 au 12 juin 2016, c'est un véritable massacre qui se produit à Orlando, en Floride. Le Pulse club est un lieu de rencontres et de réjouissance connu de la communauté gay de la région. En ce samedi soir, la boîte de nuit est bondée. Vers 2 heures du matin, un homme y fait irruption. Son mode opératoire semble copié sur celui du Bataclan, mis à part que le tireur est seul. Lourdement armé, il assassine froidement cinquante personnes, en blesse grièvement des dizaines d'autres et se retranche avec des otages. Il sera abattu vers 5 heures du matin, après qu'une équipe du SWAT[65] eut utilisé un véhicule blindé pour pénétrer dans les lieux.

Dans un premier temps, on s'interroge sur ses motivations. S'agit-il d'une « simple » tuerie de masse ou d'un nouvel attentat ? Et si oui, à qui l'imputer ? Aux islamistes radicaux ou à des extrémistes de droite ayant voulu « punir » des homosexuels pour leur « immoralité » ? La confusion

est d'autant plus grande que, la veille, la chanteuse Christina Grimmie a été assassinée dans la même ville par un « fan » déséquilibré.

Assez rapidement, les éléments qui apparaissent sur la personnalité du tueur et son mode opératoire permettent de lever tous les doutes. Omar Mateen est né aux États-Unis, d'un père afghan. Il a étudié en Floride et est employé par une société de sécurité privée. Son ancienne épouse, Sitora Yusifi, l'accuse de l'avoir violée et battue presque continuellement durant leur courte vie commune. À deux reprises, il a attiré l'attention des autorités et a fait l'objet d'enquêtes pour des liens possibles avec les milieux terroristes[66]. Mais au final, les deux dossiers seront clos.

Mais revenons à la nuit du 11 au 12 juin. À 2 h 02, un officier de l'OPD[67] signale de « multiples coups de feu » au Pulse. Deux minutes plus tard, les premiers renforts, appartenant à différents services, arrivent sur place. À 2 h 08, ils entrent dans le club et « engagent » le tireur. À 2 h 18, le SWAT d'Orlando rappelle tous ses membres puis se met en route pour la scène de crime. À 2 h 35, Mateen appelle le 911, le numéro d'urgence de la police américaine. Cette première conversation dure cinquante secondes. Voici la transcription partielle de ces conversations, telles que rendues publiques par le FBI[68] :

(Opérateur) : Urgences 911, cet appel est enregistré.
(Mateen) : Au nom de Dieu, le miséricordieux, le tout puissant…
(Opérateur) : Quoi ?
(Mateen) : Louanges à Dieu, louanges au Prophète. Je voulais vous faire savoir que je suis à Orlando et que j'ai exécuté la fusillade…
(Opérateur) : Quel est votre nom ?
(Mateen) : Mon nom est : « Je prête allégeance à Abu Bakr al-Bagdadi de l'État islamique. »
(Opérateur) : OK, quel est votre nom ?
(Mateen) : Je prête allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, de l'État islamique.
(Opérateur) : Très bien, où êtes-vous ?
(Mateen) : À Orlando
(Opérateur) : Où à Orlando ?
Fin de la communication.

Dans l'heure qui suit, le tireur engage un dialogue avec des spécialistes de l'OPD Crisis Negotiation Team. Trois contacts auront lieu, respectivement à 2 h 48 (durant neuf minutes), 3 h 03 (seize minutes) et 3 h 24 (trois minutes). Dans chacun de ses appels, Mateen répète qu'il est « soldat islamique » et qu'il est là pour que « les États-Unis arrêtent de bombarder l'Irak et la Syrie ». Quand on lui demande ce qu'il a fait, il répond : « Vous savez déjà ce que j'ai fait… »

L'attaque fera cinquante-cinq morts et une cinquantaine de blessés.

Omar Mateen, lui, sera abattu un peu après 5 heures du matin, lorsque le SWAT défoncera un mur de la discothèque pour pénétrer dans les lieux.

Magnanville, Istanbul, Dhaka, Bagdad :
la série noire continue

En début de soirée, le 13 juin, c'est à Magnanville, dans les Yvelines, que se jouera le nouvel épisode de cette tragique série noire. Un peu après 20 heures, le commandant de police Jean-Baptiste Salvaing, quarante-deux ans, est abordé par un inconnu alors qu'il rentre chez lui. L'homme, dissimulé derrière le portail du jardin, lui porte neuf coups de couteau à l'abdomen. Agonisant, le policier a le réflexe de crier à ses voisins de se mettre à l'abri et d'appeler police secours. Mais le tueur est déjà entré dans la maison, où il égorge la compagne de Salvaing, Jessica Schneider, 36 ans, elle aussi fonctionnaire de police. Le tout devant l'enfant du couple, âgé de trois ans. Ensuite, il enregistre une vidéo dans laquelle il montre complaisamment les corps de ses victimes, prête serment à Abou Bakr al-Bagdadi et à l'État islamique, puis revendique son acte. Le Raid et la BRI-Bac donnent l'assaut vers 0 h 15. L'agresseur est abattu.

Il s'appelle Larossi Abdalla, un Français âgé de trente-cinq ans. Petit délinquant, il a été condamné à plusieurs reprises avant de « tomber », le 14 mai 2011, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Le 30 septembre 2013, il est condamné à trois ans de prison dont six mois avec sursis et immédiatement relâché, la période de détention préventive couvrant intégralement la peine prononcée. Fiché S, il fait l'objet d'une surveillance sporadique mais semble s'être racheté une conduite en créant une petite entreprise.

Le 17 juin, c'est à Carcassonne qu'un homme de vingt-deux ans, converti à l'islam en 2014, est interpellé et mis en examen pour avoir projeté de s'en prendre à des touristes étrangers.

Le 28 juin, à Istanbul, l'aéroport Atatürk est attaqué par un commando de trois hommes équipés de fusils d'assaut et de ceintures explosives. Quarante-cinq personnes sont tuées et deux cent trente-huit autres blessées. L'État islamique ne revendique pas l'action[69], mais sa responsabilité est clairement mise en cause, à la fois par les autorités turques et par les services de renseignements américains et européens. Au-delà de la Turquie, à nouveau visée, la cible elle-même n'est pas neutre : Atatürk, avec plus de soixante millions de passagers par an, est l'un des principaux hubs entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Trois jours plus tard, le 1er juillet, c'est le Bangladesh qui est frappé. Six assaillants s'en prennent à un café de la capitale, Dhaka, et tuent vingt personnes, dont plusieurs Japonais et neuf Italiens qui seront torturés, mutilés et égorgés durant le siège qui durera onze heures. On remarquera

que la gestion désastreuse de l'événement par les forces de sécurité locales, qui entameront un siège de onze heures et poursuivront des négociations inutiles, a très probablement alourdi le bilan. L'État islamique revendiquera cette attaque meurtrière.

Le 3 juillet, à Bagdad, l'attentat le plus meurtrier qu'ait connu le pays depuis une dizaine d'années fait plus de trois cents morts et des centaines de blessés. Le conducteur d'un camion piégé s'est fait exploser après avoir défoncé la façade d'un centre commercial dans le quartier chiite de Karrada. La même nuit, trois autres véhicules piégés – des voitures – tueront sept personnes et en blesseront plusieurs dizaines dans d'autres zones chiites de la capitale.

Le lendemain, trois attaques suicides menées en Arabie saoudite, à Jeddah, Qatif et Medina, feront quatre morts et sept blessés.

Dans les deux semaines qui suivront, d'autres attentats revendiqués par l'État islamique feront plus de deux cent soixante-quatorze morts et des centaines de nouveaux blessés en Irak, au Yémen et en Libye…

À Nice et à Saint-Étienne-du-Rouvray,
Daech s'attaque aux symboles de la France

En France, le 10 juillet, la fin de l'Euro 2016 est accueillie avec soulagement par les autorités. Certes, Daech n'avait jamais menacé directement cette grande fête du football, mais vu l'ampleur de la manifestation et la présence de la presse mondiale, la cible pouvait sembler bien tentante. D'autant qu'elle est particulièrement difficile à protéger. Plusieurs sites différents, les hôtels des équipes, les transports en commun, les « fan-zones » : autant de lieux où la menace peut se concrétiser. Si rien ne s'est passé, c'est peut-être parce que près de quatre-vingt mille personnels du ministère de l'Intérieur ont été mobilisés pendant le mois qu'a duré la compétition. Mais enfin, place Beauvau, on peut souffler. Le répit va être de courte durée…

Le 14 juillet, un peu après la fin du feu d'artifice, près de trente mille personnes sont rassemblées sur la Promenade des Anglais. Vers 22 h 30, un camion Renault de 19 tonnes déboule sur les lieux. Prenant de la vitesse, zigzaguant entre le trottoir et la chaussée, cherchant manifestement à faire le maximum de victimes possibles, il fauche des centaines de personnes sur près de deux kilomètres (très exactement 1,7 kilomètre). Vers 22 h 50, le lourd véhicule est immobilisé à hauteur du Palais de la Méditerranée et son chauffeur abattu.

Le bilan ne cessera de s'alourdir au long de la nuit. Il est effroyable : on dénombre quatre-vingt-quatre morts (dont treize enfants et adolescents, le feu d'artifice du 14 juillet étant traditionnellement un événement auquel on assiste en famille) et deux cent deux blessés (dont plusieurs dizaines d'enfants).

Cette attaque au camion, si elle est une première en France, a déjà été réalisée en Israël. Elle correspond par ailleurs aux préconisations énoncées, en septembre 2014, par al-Adnani, porte-parole de l'EI[70].

Si le caractère terroriste de l'attaque ne fait aucun doute (le parquet antiterroriste de Paris s'est d'ailleurs immédiatement saisi du dossier) le doute règne sur les motivations réelles de son auteur. Mohamed Bouhlel, inconnu des services spécialisés, a en revanche un passé psychiatrique et de violences conjugales et intrafamiliales. Il frappait régulièrement son épouse et ses enfants et exerçait des violences psychologiques sur ses proches. Il vivait séparé de sa famille et était peu religieux : il consommait de l'alcool et du porc, ne fréquentait aucune mosquée et semblait être un véritable obsédé sexuel, multipliant les conquêtes aussi bien féminines que masculines. Son passé judiciaire est sérieux : pas moins de cinq dégradations pour violences, vol et dégradations volontaires enregistrées depuis 2010.

Certes, des témoins l'ont entendu crier « Allah Akhbar ! » pendant sa meurtrière équipée, mais son profil psychologique et son casier judiciaire peuvent faire penser à un acte de démence, inspiré par l'ambiance générale mais sans lien réel avec la mouvance terroriste. Le ministre de l'Intérieur évoquera néanmoins une radicalisation « très rapide », s'étant déroulée sur quelques semaines, et ayant donc échappé à l'attention de services antiterroristes débordés.

Dans la matinée du 16 juillet, l'État islamique, par le biais de son « agence de presse » Amaq, revendique l'action de Boulhel, qualifiant celui-ci de « soldat du Califat[71] ». Certains s'interrogent sur le caractère « opportuniste » de la revendication de Daech, qui aurait clamé la paternité d'un acte perpétré sans son aval. Ceux-là oublient simplement que Daech n'a jamais pratiqué ce type de revendication. Pour que l'organisation proclame qu'un terroriste est un « soldat du Califat », il faut, à tout le moins, qu'il ait prêté le serment d'allégeance. Ceci peut se faire soit par une déclaration publique au moment de la commission des faits (comme à Orlando ou à Magnanville), soit dans une déclaration préenregistrée et envoyée par un canal ou un autre à Daech, soit auprès de membres du groupe. L'allégeance, cela étant, n'implique nullement que le terroriste ait été entraîné ou envoyé par l'EI.

Il est clair que, le 14 juillet, Daech a remporté une nouvelle et sinistre victoire : un homme seul, au volant d'un camion, a fait presque autant de victimes que les terroristes de Paris. Et ceux-là formaient un commando d'une dizaine d'hommes, lourdement armés et dont la plupart, entraînés en Syrie, avaient ensuite été infiltrés en Europe.

Et puis, bien entendu, au-delà de la létalité de cette terrible action, il y a le symbole : en s'attaquant aux festivités du 14 juillet, c'est la République que le terrorisme a frappé au cœur.

Douze jours plus tard, un autre symbole de l'identité française est touché. À 9 h 30 du matin, la petite église de Saint-Étienne-du-Rouvray, dans la grande banlieue de Rouen, la « ville aux cent clochers », est quasiment vide. Le père Jacques Hamel (quatre-vingt-cinq ans) y célèbre l'eucharistie du matin devant cinq fidèles : un couple de paroissiens âgés et trois religieuses venues d'un couvent voisin. Deux hommes pénètrent dans l'église et tentent une prise d'otages qui tourne court quand l'une des religieuses parvient à prendre la fuite et à prévenir la police. Le prêtre, encore revêtu de ses habits sacerdotaux, est forcé de se mettre à genoux et égorgé devant l'autel. L'un des fidèles présents, obligé à filmer la scène avec un téléphone portable, est grièvement blessé. Il faut remonter le temps de plus de quatre siècles, à l'époque des guerres de religion, pour trouver semblable crime en France.

L'édifice étant cerné par la police, les deux terroristes se ruent sur les forces de l'ordre et sont abattus. L'un d'eux, Adel Kermiche, est âgé de dix-neuf ans. Il s'est radicalisé après les attentats de janvier 2015 et a tenté à deux reprises de gagner la Syrie. Après la deuxième tentative, il a été fiché S, emprisonné une dizaine de mois, et relâché le 18 mars 2016 sous condition de porter un bracelet électronique. Son contrôle judiciaire l'autorise à quitter le domicile de ses parents de 8 heures du matin à midi…

Son complice, Abdel Malik Petitjean, a vingt ans. Il est également fiché S, depuis le 29 juin 2016, pour avoir tenté de gagner la Syrie. Le 22 juillet, un « service ami » a fait parvenir au renseignement français une photo (non identifiée) d'un jeune homme « prêt à participer à un attentat ». Le 24 juillet, en perquisitionnant un autre titulaire de la fiche S, la police découvre une vidéo d'un homme prêtant allégeance à l'EI et prévenant François Hollande et Manuel Valls : « Vous allez souffrir comme nos frères et sœurs souffrent. Nous allons détruire votre pays. Frères, sortez avec un couteau, avec ce que vous trouvez, et attaquez-les, tuez-les en masse. » Le jeune homme apparaissant sur la vidéo ressemble trait pour trait à celui de la photographie : c'est Petitjean.

Tout doute sur les motivations de leur action est levé lorsque, en début d'après-midi, Amaq revendique l'attaque. Le lendemain, elle diffuse une

vidéo de Kermiche et Petitjean prêtant le fameux serment d'allégeance.

On se rappellera que cette attaque, une première en France (et même en Occident), avait un précédent avorté : le projet de Sid Ahmed Ghlam qui, au printemps 2015, visait des églises de la région parisienne[72].

Il ne fait par ailleurs aucun doute que cette attaque, même si elle n'a pas été « préparée » par Daech, correspond à un axe stratégique de l'organisation. En témoigne entre autres la publication, le 1er août, soit cinq jours après l'assassinat du père Hamel, du quinzième numéro de *Dabiq*. L'EI y revendique une fois de plus l'attaque de l'église, en nommant ses deux « soldats du Califat » par leurs *kunyas*[73] : Abu Jarir al-Hanafi et Ibn Umar[74]. Cette livraison, sous le titre générique « Break The Cross », est très largement consacrée au combat contre le christianisme : six pages sur la réaction de trois rois chrétiens à l'appel à la conversion par le Prophète, en l'an 628[75], quatre sur la conversion à l'islam[76], quatre autres sur l'expérience d'une Finlandaise convertie[77], dix-huit consacrées à une réfutation massive de la théologie catholique[78], six autres à l'interview d'un chrétien de Trinidad et Tobago[79], trois sur deux frères convertis venus du Canada et « morts en martyrs[80] », et trois pages, enfin, sur le discours du Vatican à l'égard de l'islam[81]. Soit quarante-quatre pages sur un total de quatre-vingt-deux !

Comme il est impossible que l'ensemble de ces articles aient été écrits, rassemblés, illustrés et mis en page en cinq jours, on en arrive à penser que ce « matériel éditorial » était disponible depuis un certain temps et que l'EI n'attendait que la bonne occasion pour le diffuser dans un numéro spécialement consacré à cette thématique. Une occasion qui a été fournie par le sauvage assassinat du père Hamel. Une « opération » qui aurait sans doute été mise davantage en valeur si la prise d'otages avait réussi et si tout ne s'était pas terminé en une heure.

Tout porte à croire donc, et c'est là le message envoyé par *Dabiq*, que d'autres actions seront tentées contre l'Église catholique ou d'autres confessions chrétiennes dans les mois à venir. D'autres courants religieux ou philosophiques – le judaïsme, le bouddhisme et la franc-maçonnerie – doivent également s'attendre à une offensive en règle…

Toujours est-il que, le 26 juillet, après les symboles de la République attaqués le 14, ce sont ceux de la « France millénaire » et de son identité chrétienne qui ont été ciblés.

Au tour de l'Allemagne…

Le 19 juillet, Daech revendique son premier attentat en Allemagne. Près de Würzburg, en Bavière, c'est un jeune Afghan de dix-sept ans, arrivé en Europe comme « réfugié isolé », qui monte à bord d'un train de banlieue et agresse les passagers à coups de hache. Quatre d'entre eux, originaires de Hong Kong, sont grièvement blessés, l'agresseur est abattu. Dans sa chambre, on retrouvera un drapeau de Daech. Quelques heures plus tard, la revendication tombe, authentifiée, cette fois, par une vidéo de menaces du terroriste.

Le 24 juillet, à Ambach (Bavière), un réfugié syrien de vingt-sept ans tente de pénétrer dans un festival de musique. Refoulé, il se fait exploser à la terrasse d'un bar à vin. Quinze personnes sont blessées. Ces deux attaques seront formellement revendiquées par l'EI – entre autres, mais pas seulement – dans le numéro 15 de *Dabiq*[82].

Dans la même période, une vingtaine d'attaques de l'EI en Irak et en Syrie, et un attentat revendiqué à Kaboul (l'un des plus graves de ces dernières années), feront 372 morts et 607 blessés.

La fin de l'été et le début de l'automne seront marqués par de nouvelles attaques de « djihadistes isolés » en Occident. Le 6 août, à Charleroi, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale belge, deux femmes policiers seront sauvagement agressées (et très grièvement blessées) à l'arme blanche par un homme qui sera abattu. Le 23 août, deux sympathisants déclarés de l'EI assassineront un imam de Rochdale (Royaume-Uni) qu'ils soupçonnent de « sorcellerie ». Le 4 septembre, c'est à la prison d'Osny qu'un détenu (par ailleurs accueilli dans une unité de déradicalisation !) blessera deux surveillants avec un couteau artisanal bricolé à partir d'un barreau de sa cellule. Quatre jours plus tard, à Minto (Australie), un jeune de vingt-deux ans « inspiré » par Daech blessera un passant et sera arrêté.

Mais c'est les 17 et 18 septembre, aux États-Unis, que seront commis les trois attentats potentiellement les plus dangereux. Le 17, dans un centre commercial du Minnesota, un jeune agresseur se jette sur les clients et parvient à en blesser une dizaine avant d'être abattu par un policier qui n'est pas de service mais porte son arme. L'action sera revendiquée par l'EI.

Le même jour, à Seaside Park, dans le New Jersey, une explosion vise un marathon auquel participent des Marines, sans faire de victimes (par miracle, le départ de la course a été légèrement retardé). Le lendemain à Chelsea, un quartier en vogue de New York, une bombe artisanale explose en début de soirée et blesse une trentaine de passants. Quelques heures plus tard, puis le jour suivant, des engins similaires sont découverts avant

d'avoir détoné à une dizaine de blocs de l'explosion de New York d'une part et à Elizabeth, dans le New Jersey, d'autre part. L'auteur des faits, Ahmed Khan Rahmani, un Américain d'origine afghane est arrêté le 19 septembre après une fusillade durant laquelle trois officiers de police seront blessés. L'enquête établira sa proximité idéologique avec Daech.

Le 5 octobre, enfin, trois policiers sont blessés (dont deux au couteau) dans le nord-est de Bruxelles, par un ancien militaire belge de vingt-neuf ans connu depuis une dizaine d'années pour sa radicalisation et sympathisant de Daech.

Une approche statistique révélatrice

Dans cette interminable litanie de l'horreur, j'ai choisi de ne recenser que des attentats commis ou revendiqués directement par l'État islamique et sa province du Sinaï. Sauf exception, je me suis centré sur les attaques commises hors du Moyen-Orient. J'aurais pu citer également les meurtres de masse commis par Boko Haram, l'organisation nigériane qui a prêté allégeance à l'EI, Abu Sayaf (aux Philippines) et quelques autres.

Cela étant, il est intéressant de se livrer à une rapide approche statistique globale de l'activité purement terroriste de Daech, que ce soit dans la zone contrôlée par l'organisation, dans le reste de la Syrie et de l'Irak, ou ailleurs dans le monde. Je ne prends pas en compte, ici, les incidents liés aux combats contre des forces armées officielles ou rivales, en Syrie et en Irak, mais exclusivement les attentats commis contre des civils et les exécutions de masse (entre autres, des femmes refusant de devenir esclaves sexuelles, les attaques contre des policiers et des militaires hors des zones de combat…).

Pour rappel, l'État islamique apparaît sous ce nom en 2014, mais – nous le verrons dans un prochain chapitre – il a existé sous diverses dénominations depuis bien plus longtemps. Mon analyse chiffrée ne prend en compte, toutefois, que les actes commis depuis 2012 :

Année	Morts	Blessés
2012	882	2 881
2013	1 255	3 208
2014	488	605
2015	2 113	4 529
2016	6 418	7 323

En date du 10 octobre 2016, en un peu plus de quatre ans et demi, Daech a donc assassiné de par le monde 11 156 personnes et en a blessé 18 546.

On notera que depuis le 13 novembre et les attentats de Paris, on compte 6 908 morts et 8 478 blessés, soit, pour tenir compte de la seule létalité, près de 62,11 % du total des victimes de l'organisation dans des attentats ou des meurtres de masse.

Le 13 novembre 2015 a incontestablement marqué un tournant fondamental dans la montée en puissance de l'État islamique.

53. Aux États-Unis, un Comté (*County*) désigne une subdivision territoriale intermédiaire entre un État et une ville ou municipalité, dotée d'une administration et d'un gouvernement propres.
54. Le visa K-1 permet à un(e) citoyen(ne) américain(e) de faire venir son/sa fiancé(e) aux États-Unis en vue du mariage.
55. Adam Goldman et Mark Berman, « FBI : San Bernardino Shooters radicalized before they met », par Pete Williams et Halimah Abdullah, NBC News, 9 décembre 2015, et « San Bernardino attackers talked about Jihad and Martyrdom in 2013 », *The Washington Post*, 9 décembre 2015.
56. La .223 Remington peut être chargée dans des armes de guerre « longues » (fusils d'assaut).
57. Il sera abattu le 16 mai 2016 par les services de sécurité russes.
58. Émirat du Caucase est un groupe salafiste né en 2007 et regroupant des djihadistes de Tchétchénie et d'autres régions du Nord Caucase (Daghestan, Ingouchie, Kabardino-Balkarie, etc.). Bien implanté en Russie et dans certains pays d'Europe (dont l'Allemagne et la Belgique), *Kavkazskij emirat* est responsable d'attaques particulièrement sanglantes dans la région, mais son importance a diminué à partir de 2012, conséquence à la fois de l'efficacité des services russes et de l'exode de centaines de ses membres vers la Syrie.
59. Le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Mito), aussi connu sous son acronyme anglais (Etim), est une organisation séparatiste et islamiste qui souhaite établir un Califat dans le Xinjang.
60. Informations extraites de la *Criminal Complaint* introduite le 30 décembre 2015 par l'agent spécial Timothy J. Klapec.
61. « CS » pour *Confidential Human Source*.
62. *Joint Terrorism Task Force*, les équipes mixtes constituées d'éléments des polices locales, du FBI et d'autres agences gouvernementales et spécialisées dans la lutte antiterroriste.
63. Christophe Cornevin, « Un an après Charlie, un terroriste attaque un commissariat parisien au nom de Daech », *Le Figaro*, 8 janvier 2016.
64. Ruth Sherlock, « Islamic State sympatiser shoots Philadelphia police officer », APTN, 8 janvier 2016 ; Jon Hurdle et Richard Pérez-Pena, « Gunman said he shot Philadelphia officer for Isis, police say », *The New York Times*, 8 janvier 2016.
65. Special Weapons and Tactics, les forces spéciales des unités de police américaines.
66. Alex Harris, Steve Rothaus, Jay Weaver, David Ovalle, « Orlando nightclub shooter twice investigated for terrorism ties », *Miami Herald*, 12 juin 2016.
67. Orlando Police Department.
68. Julie Vikovskaya, « "You already know what I did" : Read excerpts of the Orlando shooter's 911 calls », *The Washington Post*, 20 juin 2016 : www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/06/20/here-is-the-excerpt-of-omar-mateens-911-call-to-orlando-police/
69. Daech ne revendique jamais les attentats commis en Turquie.
70. Voir chapitre 2, p. 36.
71. Christophe Cornevin, « L'État islamique revendique l'attentat de Nice », *Le Figaro*, 16 juillet 2016.

72. Voir chapitre 2, p. 36.
73. La *kunya* est un surnom arabe choisi par un individu, par exemple, « Abu Omar ».
74. *Dabiq*, n° 15, p. 43, dans la rubrique « Islamic State Operations ».
75. *Ibid.*, p. 14-19 : « The response to the call of the prophet. »
76. *Ibid.*, p. 26-29 : « Words of sincere advice from an American convert in the Islamic State to the former Christian who accepted Islam. »
77. *Ibid.*, p. 36-39 : « How I came to Islam. »
78. *Ibid.*, p. 46-63 : « Break the Cross. »
79. *Ibid.*, p. 64-69 : « Interview of Abu Sa'dat al-Trinidadi. »
80. *Ibid.*, p. 70-72 : « Among the believers, are men. »
81. *Ibid.*, p.74-76 : « In the words of the ennemy. »
82. *Ibid.*, p. 45.

4

Enquête internationale sur une filière complexe

L'enquête qui débute dans la soirée du 13 novembre fera rapidement apparaître que l'opération était hautement sophistiquée, nécessitant de nombreux mois de préparation, voire plus. Non seulement ces attentats sont les plus importants et les plus meurtriers de l'histoire de France, mais ils ont aussi des caractéristiques jamais rencontrées sur le sol français.

Sans parler du terrorisme irrédentiste corse, récurrent mais tuant rarement[83], la France a déjà été confrontée à la terreur à de très nombreuses reprises[84]. Entre janvier 1961 et août 1964, l'OAS (Organisation armée secrète) commit une petite centaine d'attentats sur le sol métropolitain. Il s'agit, pour l'essentiel, d'attentats nocturnes à la bombe et d'autres visant le général de Gaulle. Certains furent sanglants[85]. Dans les années 1970 et 1980, l'extrême droite, l'extrême gauche et diverses factions palestiniennes ou arabes commirent quelques dizaines d'attentats, essentiellement dans la capitale, mais si les blessés furent nombreux, la létalité de ces attaques fut assez limitée[86].

On mettra encore en exergue une campagne d'attentats liée au contentieux franco-iranien. Entre le 7 décembre 1985 (bombes aux Galeries Lafayette et au Printemps) et le 17 septembre 1986 (attentat à la bombe devant le magasin Tati, rue de Rennes), six attaques menées par une cellule terroriste dirigée par Fouad ali-Saleh firent 13 morts et 212 blessés. Saleh[87] « travaillait » pour le compte des Iraniens, qui reprochaient à la France son soutien à Saddam Hussein, et fut « activé » par le Hezbollah libanais.

Dans les années 1990, le salafisme débarque en France

C'est par le biais de la « guerre civile » algérienne que le terrorisme salafiste fait son apparition dans l'hexagone. En décembre 1991, l'Algérie, sous la pression de la rue – le pays a été confronté à des crises sociales à répétition, qui ont culminé en 1988 avec des émeutes dont la répression a fait plusieurs centaines de morts –, s'est vue obligée d'organiser les

premières élections législatives libres de son histoire. Le 26 décembre 1991, le Front islamique du salut (Fis) arrive largement en tête du premier tour avec 47 % des voix (il avait déjà remporté haut la main les élections municipales de juin 1990). Le 11 janvier 1992, le président Chadli Bendjedid, artisan de l'ouverture, démissionne. Le président du Conseil constitutionnel refuse d'assurer l'intérim à la tête de l'État, comme le prévoit pourtant la loi. Un Haut Comité d'État prend la direction du pays, soutenu par l'armée, suspend le deuxième tour des législatives et appelle à sa tête une personnalité incontestable, Mohammed Boudiaf. Représentant historique de la génération de la guerre de Libération, Boudiaf vit en exil à Rabat depuis 1963 et n'a, en rien, été mêlé aux turpitudes, abus et corruption généralisés reprochés au FLN (Front de libération nationale, parti d'abord unique et ensuite hégémonique, au pouvoir à Alger sans interruption de 1962 à 1992). Il sera assassiné cinq mois plus tard, le 29 juin 1992. En quelques semaines, le pays bascule dans une violence incontrôlable qui fera deux cent mille morts.

L'une des organisations islamistes qui tentent de détruire l'État, la plus violente des différentes factions en présence, est incontestablement le Groupe islamique armé (GIA), qui multiplie attentats aveugles et tueries de masse. Dès le début des événements, la France, accusée de soutenir les autorités algériennes, est prise pour cible. Des visiteurs, touristes et coopérants français sont assassinés.

En décembre 1994, une étape est franchie : un avion d'Air France effectuant le vol AF 8969 reliant Alger à Paris est détourné. Le GIGN profite d'une escale technique « imposée » à Marseille pour donner l'assaut et abattre les terroristes qui voulaient, semble-t-il, se servir de l'avion comme d'un missile et le précipiter sur la capitale. Sinistre préfiguration des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Mais le GIA, qui veut porter la guerre sur le sol français, y a déjà constitué des réseaux. Ceux-ci passent à l'action pour la première fois le 11 juillet 1995, en assassinant l'imam Abdelbaki Sahraoui, cofondateur (modéré et ouvert au dialogue) du Fis, et son secrétaire. Le 25 juillet, une charge artisanale explose à la station Saint-Michel du RER, en plein cœur de Paris. Huit passagers trouvent la mort et 117 autres sont blessés. Le 17 août, une nouvelle bombe explose place Charles-de-Gaulle et blesse seize passants. Entre le 26 août et le 4 septembre, trois attentats échouent, mais le 7 septembre, une voiture piégée explose à proximité d'une école juive de Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon, quelques minutes à peine avant la fin des cours. Un carnage est évité mais quatorze personnes sont blessées. Deux autres attentats, les 6 et 17 octobre, feront encore une

cinquantaine de blessés avant que les réseaux du GIA en France ne soient entièrement démantelés. En tout, les attentats du GIA en France ont fait 8 morts et 273 blessés.

Entre 1995 et 2012, de nombreux réseaux radicaux seront démantelés en France, presque tous liés à la mouvance djihadiste internationaliste (les « réseaux Ben Laden »). Mais en mars 2012, Mohammed Merah assassine sept personnes à Toulouse et Montauban. Pour la première fois depuis dix-sept ans, la terreur islamiste tue à nouveau sur le sol français[88]. Ensuite, bien entendu, ce seront les attentats de janvier 2015.

Le terrorisme n'a donc rien de neuf pour la police, les services de renseignement et la justice français. Paris s'est d'ailleurs taillé une très appréciable réputation dans le monde par son approche « judiciaire » du terrorisme, qui a permis de mettre hors d'état de nuire des dizaines de suspects et de protéger le territoire national.

Prémices d'une enquête hors normes

Le 13 novembre 2015, c'est de toute autre chose qu'il s'agit. Cette fois, c'est une véritable opération de guerre qui s'est déroulée dans les rues de la capitale.

Parmi les caractéristiques principales de ces attentats, celles qui sortent de l'ordinaire (tel que constaté dans le pays depuis vingt ans) sont les attaques simultanées (Stade de France, terrasses et Bataclan) étroitement coordonnées dans le temps, et l'« utilisation » de kamikazes. Certes, ces deux éléments ont déjà été observés en Europe – ciblage de quatre gares ou trains à Madrid, le 11 mars 2004, multi-ciblage et actions suicides à Londres le 7 juillet 2005[89]. Quant à la létalité de l'attaque, si elle reste inférieure à celle des attentats de Madrid, elle est néanmoins hors norme en Europe et totalement inédite en France.

À 21 h 50, la permanence de la section antiterroriste (C1) du parquet de Paris est avisée des explosions qui viennent de se produire près du Stade de France. À 22 h 45, une enquête de flagrance est ouverte sur les événements du Stade, ceux des terrasses et ceux du Bataclan qui sont encore en cours. Trois services d'enquête sont saisis : la SDAT[90], la SAT[91] et la DGSI[92]. En quelques semaines, ce ne sont pas moins de six mille procès-verbaux de constatation, interrogatoires ou synthèses qui seront rédigés par les fonctionnaires de ces différents services. Par ailleurs, la police scientifique et d'autres experts réaliseront des centaines d'analyses : toxicologiques, balistiques, médicolégales (sur les auteurs comme sur les victimes), analyses d'ADN, de dactyloscopie, de « traces », de documents, etc.

L'enquête qui commence est donc, dès le départ, totalement inédite[93]. En témoigne, entre autres, le fait que « vu la gravité et la complexité de l'affaire, ce ne sont pas moins de six juges d'instruction qui sont nommés[94] » une dizaine de jours plus tard, sous la direction du juge Christophe Tessier, vice-président chargé de l'instruction au Tribunal de grande instance de Paris. Le 16 novembre, par ailleurs, le procureur de la République de Paris, François Molins, signe avec la magistrate belge Isabelle Panou un accord pour la création d'une équipe commune d'enquête franco-belge (ECE).

Même s'il n'est pas courant, l'établissement d'une ECE est pourtant prévu par les textes européens[95]. Ses avantages sont multiples, puisqu'elle permet de s'affranchir de certaines lourdeurs administratives dans la coopération judiciaire internationale. Ainsi, l'ECE rend possible le partage des informations entre les membres de l'équipe commune d'enquête sans devoir recourir à des demandes officielles. Elle permet également de demander des mesures d'enquête directement entre les membres de l'équipe sans devoir passer par une commission rogatoire, donc en temps réel. Elle offre, enfin, la possibilité à ses membres d'assister à des perquisitions ou à des interrogatoires dans tous les pays concernés.

Ce n'est évidemment pas par hasard que Paris et Bruxelles ont décidé de la création d'une équipe commune. Dès les premières heures de l'enquête, les constatations de la police font apparaître des connexions importantes entre les auteurs des attentats et la Belgique. Dès le 16 novembre, François Hollande, devant le Congrès (réunion du Parlement et du Sénat) rassemblé à Versailles, déclare : « Les attentats ont été planifiés en Syrie, organisés en Belgique, opérés sur notre sol avec des complicités françaises. »

Daech revendique… à de multiples reprises

Si, vu le contexte général et ce que savent les services de renseignement, le doute n'est guère permis sur l'implication de Daech dans les attaques de Paris, les dernières hésitations sont rapidement levées par les revendications venues du Moyen-Orient. Le 14 novembre, vers 6 heures du matin, un premier enregistrement audio (format MP3) est posté sur les réseaux sociaux. Après un *nasheed*[96], on y entend une voix masculine attribuant la paternité des attentats à l'État islamique. Cette voix est identifiée comme celle de Fabien Clain (*alias* Omar), un ancien rappeur converti de trente-huit ans, connu des services de renseignement depuis 2001. Avec son frère, Jean-Michel, lui aussi converti, il a rejoint la Syrie au printemps 2014[97].

D'ailleurs, la partie du *nasheed* qui suit les propos d'Omar est interprétée par Jean-Michel Clain.

Le texte lu par Clain a ensuite été publié *in extenso* par *al-Hayat Media Center*, l'un des principaux canaux d'information de l'EI. Une particularité de ce texte pose question : on y cite le Stade de France, le Bataclan, ainsi que d'autres cibles « dans *les* [*sic*] X^e^, le XI^e^ et le XVIII^e^ arrondissement ». Or, aucun attentat n'a eu lieu dans le XVIII^e^. Il semble donc qu'une des actions décidées et préparées ait échoué pour une raison encore inconnue.

Un peu plus tard, une autre vidéo sera diffusée, avec pour titre : « Combattez-les, Allah par vos mains les châtiera. » Il s'agit d'un montage d'images d'actualité et de déclarations de « combattants » de Daech bénissant les auteurs des attentats. L'un des hommes qui apparaissent sur ces images, Abû Omar al-Firansi, est un autre converti de Daech, Christophe Ouerad. Un autre, Abû Abdillah al-Firansi, pourrait être un converti originaire de l'Eure, Maxime Hauchard.

En janvier 2016, *Dabiq* propose un véritable poster des tueurs. Sous le titre « Just Terror », ceux qui sont « morts en martyrs » à Paris y ont leur photographie, accompagnée de leur *kunya*. Quelques jours plus tard, c'est une vidéo, dans laquelle on peut voir les assassins s'entraîner et certains d'entre eux décapiter des otages, qui est rendue publique, le tout entrecoupé de menaces contre la France et l'Occident. Abdelhamid Abaaoud y déclare entre autres : « Nous sommes dans vos pays, nous allons vous massacrer dans vos maisons. Ceci est une conséquence de la politique de la guerre menée par vos dirigeants. Aussi longtemps que vous nous bombarderez, nous n'arrêterons pas de nous battre dans chaque partie du monde. Vous ne serez jamais en sécurité… »

Cette vidéo nous apprend deux choses. Elle confirme, d'une part, que la préparation des attentats s'est déroulée sur un temps relativement long et que ses promoteurs n'ont jamais douté de leur succès, et souligne, d'autre part, que les terroristes de Paris savaient qu'ils étaient embarqués dans une expédition sans retour, une « opération martyre ». Cela explique que montrer leur visage ne leur posait aucun problème : ils seraient morts lorsque le film serait diffusé.

En février 2016, enfin, dans son numéro 8, *Dar al-Islam* publiera les testaments de trois des terroristes, Abdelhamid Abaaoud, Bilal Hadfi et Ismaël Mostefaï.

Identification des tueurs

Mais revenons à Paris, la nuit du 13 novembre. La priorité est évidemment d'identifier les auteurs des attentats. On dispose, pour ce faire, des corps des terroristes ou des restes de sept d'entre eux : les trois qui se sont fait exploser au Stade de France, les trois qui ont agi de même au Bataclan et le kamikaze du Comptoir Voltaire.

La plupart de ces corps sont démembrés, déchiquetés, mais dans tous les cas, on dispose d'une tête – dans tout attentat-suicide, la tête est la seule partie du corps qui résiste à l'explosion, à tel point que pour dénombrer les victimes d'une explosion, on en est parfois réduit à comptabiliser les têtes… Grâce à l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale, les visages, même abîmés, peuvent être comparés aux centaines de photographies figurant dans la documentation spécialisée de la DGSI. Par exemple, un album photographique contenant les portraits, noms et dates de naissance de 642 « individus susceptibles de s'être rendus ou d'être actuellement en Syrie » est mis à la disposition des enquêteurs le 19 novembre.

Mais la simple reconnaissance visuelle ne suffit pas. Il faut l'étayer par des recherches dactyloscopiques (empreintes digitales) et, quand on dispose d'éléments de comparaison (fichage préalable par les services de police, accès au profil génétique d'un parent proche…), par l'ADN de chaque individu. D'autres éléments – papiers divers, vêtements, etc. – peuvent également s'avérer utiles. Si aucune certitude ne se dégage, les dossiers constitués sont partagés avec des services de police étrangers par le biais d'Interpol.

En quelques jours, les trois kamikazes du Stade de France sont identifiés. Le seul nom dont on est certain, cependant, est celui de Bilal Hadfi (le terroriste filmé alors qu'il téléphonait, juste avant l'explosion de sa ceinture). Hadfi est un jeune Français de vingt et un ans (il est le plus jeune terroriste du 13 novembre) vivant à Bruxelles. Radicalisé en quelques mois, il a gagné la Syrie en janvier 2015. Auparavant, il étudiait l'électricité dans une école technique de Bruxelles.

Les deux autres tueurs du Bataclan ont été enregistrés comme réfugiés, le 3 octobre 1995, à leur arrivée sur l'île grecque de Leros et ont affirmé s'appeler Ahmad al-Mohammad et Mohammad al-Mahmoud. Tout porte à croire, cependant, qu'il s'agit de noms d'emprunt. À ce jour, ces deux hommes restent donc, pour l'enquête, des XH, pour « inconnus de sexe masculin ». Ils faisaient partie d'un groupe de 198 migrants arrivés sur l'île à bord du même bateau.

Le terroriste du boulevard Voltaire s'appelle, lui, Brahim Abdeslam. Encore un Français de Belgique, fiché comme radicalisé depuis un moment par les services belges, de même que son frère Salah.

Les restes humains découverts au Bataclan permettent de mettre des noms précis sur les trois tueurs : Samy Amimour[98] (vingt-huit ans, un ancien chauffeur de bus de la RATP parti en Syrie en septembre 2013), Ismaël Omar Mostefaï (vingt-neuf ans, un délinquant connu qui a gagné la Syrie en même temps qu'Amimour) et Foued Mohamed-Aggad (vingt-quatre ans, originaire du Bas-Rhin, parti en Syrie en décembre 2013).

La « piste belge » s'impose dès le début de l'enquête

Dès les premières heures de l'enquête, les éléments abondent vers une « piste belge » dans l'organisation des attentats[99].

Les véhicules saisis vont apporter d'intéressantes précisions. Il y a, d'abord, la Volkswagen Polo noire immatriculée en Belgique (1-LKE-369), découverte devant le Bataclan. Elle a été louée par un certain Salah Abdeslam dans une commune bruxelloise, ainsi que le renseigne un contrat daté du 9 novembre découvert dans la boîte à gants. L'exploitation du GPS permet de découvrir qu'elle n'a pas quitté le territoire belge jusqu'au 12 novembre mais qu'elle a, ce jour-là, franchi la barrière de péage d'Hordain (sur l'A2, tronçon d'autoroute reliant la frontière belge à l'A1) à 17 h 34, en direction de Paris. Des images d'une station-service de l'aire de Graincourt, sur l'A1, permettront d'affirmer qu'elle transporte Samy Amimour, Ismaël Mostefaï, Bilal Hadfi et un quatrième homme. À partir de 20 h 30, le 13 novembre, on la verra à plusieurs reprises aux alentours du Bataclan, devant lequel elle sera finalement abandonnée.

Le 16 novembre, en exploitant les données de la carte de crédit utilisée par Salah Abdeslam pour réserver un appartement utilisé par les terroristes à Alfortville (trois kilomètres au sud-est de Paris, dans le Val-de-Marne), les enquêteurs découvrent qu'elle a également servi à régler un plein d'essence dans une station-service de l'A1. Les images permettent d'isoler un nouveau véhicule. Il s'agit cette fois d'une Renault Clio belge (1-LNY-892) dans laquelle circulent deux hommes qui seront identifiés comme étant Salah Abdeslam et Mohamed Abrini, un de ses amis. Suite à son signalement, la Clio est découverte en stationnement place Albert-Kahn, dans le XVIII^{e} arrondissement. Le même arrondissement où les premiers messages de Daech revendiquent un attentat qui n'a jamais eu lieu. On saura plus tard que la Clio, qui amena les terroristes au Stade de France, a stationné à l'aéroport de Roissy le 13 novembre, entre 18 h 20 et 19 h 20, avant de repartir vers Paris.

Louée à Bruxelles le 9 novembre, toujours par Salah Abdeslam, elle a effectué trois allers-retours vers Paris les 10, 11 et 12 novembre.

Enfin, la Seat Leon noire immatriculée en Belgique (1-GUT-180), de laquelle les témoins des attaques des terrasses ont vu sortir les tueurs, sera retrouvée rue Édouard-Vaillant, à Montreuil. À son bord, trois fusils d'assaut kalachnikov, quinze chargeurs, des munitions, divers autres objets et un trousseau de clés correspondant aux portes d'un pavillon de la rue Georges-Tarral, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). La voiture a également été louée à Bruxelles mais, cette fois, par Brahim Abdeslam.

Le 12 novembre, la Seat Leon s'est déplacée à Bruxelles de 3 heures à 4 h 30 du matin, avant de prendre la direction de Charleroi d'où elle est repartie à 16 h 25 vers la frontière. Elle a passé le péage d'Hordain à 17 h 51. La Polo et la Clio ont franchi le même péage, respectivement à 17 h 34 et 17 h 44. Cette manière de progresser en convoi, à quelques minutes d'intervalle, est bien connue des trafiquants de stupéfiants. À 19 h 37, la Seat Leon est arrivée à Bobigny et n'en bougera plus jusqu'à 20 h 38 dans la soirée du 13 novembre.

La téléphonie confirme largement la filière belge

D'autres éléments vont rapidement préciser les liens entre la Belgique et les attentats.

Ainsi, dans une poubelle située devant le Bataclan, on retrouve un téléphone portable Samsung blanc associé à un numéro d'appel belge (+32 465 85 60 90). De cet appareil est parti, à 21 h 42' 58'', un SMS laconique : « On est parti. On commence. » À l'exception d'un appel vers une pizzeria, le Samsung a exclusivement communiqué, les 12 et 13 novembre, avec un autre numéro de mobile belge (+32 465 83 54 76). Le SMS indiquant le début de l'attaque était envoyé vers ce numéro. Si ce deuxième téléphone est localisé en Belgique, et plus particulièrement à Bruxelles, des recherches effectuées sur les bornes-relais activées (on parle de « bornage ») par l'appareil découvert devant la salle de concert permettent de cibler un quartier à Alfortville, dans le Val-de-Marne. Une adresse du secteur attire plus particulièrement l'attention des enquêteurs : la résidence hôtelière Appart City, 29 quai de la Révolution. On découvre que deux chambres y ont été occupées, du 11 au 13 novembre, par trois individus. Elles ont été louées par un certain… Salah Abdeslam, citoyen français résidant en Belgique et inconnu des services de renseignement à Paris. Le téléphone qui intéresse les policiers était localisé dans le secteur durant toutes les journées des 12 et 13 novembre, avant de se mettre en mouvement vers Paris le 13 à 19 h 39.

Dans le même appareil, on découvrira quatre images du plan intérieur du Bataclan, des recherches Internet effectuées le 13 novembre entre 16 h 36 et

19 h 30 sur fnacspectacles.com, bataclan.fr et le concert des Eagles of Death metal, ainsi que des appels annulés vers des numéros kényans. *A priori*, il ne peut s'agir d'une erreur de manipulation, les préfixes kényans étant très éloignés des Belges (254 pour le pays ; 27, 691 ou 968 pour les réseaux mobiles). Nous reviendrons dans un chapitre suivant sur la possible signification de la présence de ces numéros dans la mémoire du Samsung.

On se rappelle que les images filmées au Stade de France montrent que l'un des terroristes, Bilal Hadfi, a passé de longs moments au téléphone avant de se faire exploser. Les recherches de bornage permettent d'isoler un appareil qui s'est connecté à 21 h 01 puis à plusieurs reprises : encore un numéro belge (+32 465 90 66 08). Il a communiqué avec deux autres mobiles belges (le +32 465 89 79 80, circulant en région parisienne, et le +32 465 83 57 73, localisé à Bruxelles). Les deux premiers numéros ont borné, les 12 et 13 novembre, près d'un pavillon de la rue Georges-Tarral, à Bobigny. Le premier est apparu près du Stade de France à 20 h 41 et y est localisé jusqu'à 21 h 28. À compter de 21 h 53 (troisième et dernière explosion près du stade), la ligne est restée muette. Détail : le pavillon de Bobigny a été loué par Brahim Abdeslam, frère de Salah et kamikaze du Comptoir Voltaire…

Le deuxième appareil, lui, pouvait être suivi, entre 20 h 41 et 21 h 28, progressant vers et dans le quartier où avaient lieu les tueries des terrasses. Après les attaques des bars, le +32 465 89 79 80 cheminait jusqu'à 0 h 50 dans divers quartiers de Paris et de la banlieue est : Montreuil (Croix de Chavaux), place de la Nation, Bercy, XI^{e} arrondissement et La Courneuve.

Enfin, les recoupements ont permis d'isoler, dans la même séquence de temps, d'autres échanges entre le +32 465 83 57 73 (à Bruxelles) et un autre numéro belge, le +32 465 85 67 06. Le portable lié à ce numéro a effectué des déplacements identiques à ceux du +32 465 89 79 80 entre Bobigny, les bars attaqués puis Bercy et La Courneuve.

L'ensemble de ces flux soutient évidemment l'hypothèse d'une coordination étroite dans le temps entre les trois équipes (Stade de France, terrasses, Bataclan) et un « centre nerveux » des attentats basé à Bruxelles. D'autant que les deux numéros localisés dans la capitale belge ont activé la même borne au même moment. Tous les numéros repérés en France ont cessé d'émettre après les attaques, à l'exception du +32 465 85 67 06 qui est resté actif, en Seine-Saint-Denis, jusqu'au 17 novembre. Il était en relation avec quatre numéros français et un numéro belge.

Deux noms sont apparus : un certain Jawad Bendaoud et Hasna Aït-Boulahcene, cousine d'un Belge bien connu des services européens, Abdelhamid Abaaoud, celui-là même que les services grecs avaient manqué d'intercepter le 15 janvier 2015 au moment du démantèlement du réseau de Verviers[100].

L'analyse d'images saisies par les caméras de vidéosurveillance de la RATP a permis par ailleurs d'identifier le même Abdelhamid Abaaoud en compagnie d'un inconnu, prenant le métro à la station Croix de Chavaux (ligne 9) à 22 h 14 pour ressortir à la station Nation (par l'avenue Dorian) à 22 h 16. Il porte des baskets orange – détail significatif signalé par des témoins de la tuerie des terrasses –, et est souriant et détendu.

La cavale de Salah Abdeslam commence

L'urgence absolue pour les enquêteurs, dès la nuit du 13 au 14 novembre, est de déterminer ce que sont devenus les terroristes dont les corps n'ont pas été retrouvés au Stade de France, au Bataclan ou au Comptoir Voltaire – en l'occurrence ceux du commando des terrasses –, mais aussi de découvrir s'ils ont d'éventuels complices afin de les mettre hors d'état de nuire.

Au centre des investigations, Salah Abdeslam, qui a loué deux des véhicules utilisés et réservé les chambres de l'Appart City d'Alfortville. À 4 h 12, l'exploitation des éléments découverts dans la Polo du Bataclan pousse les enquêteurs français à prendre langue avec leurs homologues belges. Grâce aux échanges entre les polices française et belge, Abdeslam est formellement identifié dès le 14 novembre. Mais qu'est-il devenu ?

On saura bien plus tard qu'il s'est réfugié dans un immeuble de la Cité Vauban, à Châtillon (Hauts-de-Seine). Il y est arrivé vers 1 heure du matin, porteur d'un repas acheté au McDonald's situé au bas de la tour, et s'est installé sur le palier du neuvième étage, fumant des joints et discutant avec un groupe de jeunes de la cité qui squattent l'endroit. Pour *L'Obs*, l'un d'eux se souviendra, en juin 2016 : « On mangeait notre McDo avec deux copains quand on l'a vu arriver, vers 1 heure du matin. Il avait l'air d'un mec normal, qui n'a rien à faire. On a commencé à discuter, il était sympa, alors il est resté avec nous… Il nous a beaucoup parlé de lui, il nous a raconté qu'il travaillait dans la maintenance des trams, en Belgique. Il nous a parlé de sa fiancée, il nous a dit qu'il allait bientôt se marier… »

Quand ses amis d'un soir reçoivent sur leurs portables des informations et des vidéos relatives aux tueries, il jette un œil, par-dessus leur épaule, « ni exalté ni atterré, juste curieux[101] ». C'est de Châtillon que Salah Abdeslam appelle, vers 23 heures, l'un de ses amis bruxellois, Mohamed Amri, et lui

demande de venir le chercher à Paris, après lui avoir expliqué que sa voiture, mal parquée, a été embarquée par la fourrière.

Amri se met en route vers 2 heures, accompagné d'Hamza Attou. Ils arrivent à l'adresse donnée par Abdeslam, à Châtillon, entre 5 h 40 et 6 heures. Entendus par la police belge deux jours plus tard, Amri et Attou commenceront par donner des versions fantaisistes (et contradictoires) de cette expédition, avant d'être confondus.

On sait à présent qu'une fois dans leur voiture Abdeslam leur a immédiatement dit qu'il a « participé aux attentats » et qu'il est le « dixième homme ». Il affirme « avoir tué des personnes avec une kalachnikov alors qu'il était en voiture », ce qui correspond au scénario de l'attaque des terrasses.

Le véhicule transportant Abdeslam, Attou et Amri sera contrôlé à trois reprises sur la route du retour vers Bruxelles. Le dernier contrôle aura lieu vers 9 h 10, sur l'autoroute A2. Les gendarmes qui y procèdent sentent que quelque chose n'est pas normal et retiennent la voiture durant une demi-heure, un temps très excessif pour un banal contrôle d'identité. Mais Abdeslam n'est fiché (et signalé au Système d'Information Schengen, SIS-2) que pour des faits de délinquance de droit commun. Sébastien Pietrasanta, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire, l'affirme : « Les services de renseignement belges, qui connaissaient la radicalisation de Salah Abdeslam, n'avaient pas entré cette information dans la base de données consultée par des gendarmes français qui l'ont contrôlé quelques heures après les attentats du 13 novembre. Les gendarmes français ont respecté la procédure habituelle, ils ont même fait du zèle, quelques heures après les attentats en le gardant plus longtemps qu'à l'ordinaire[102]. » L'omission des Belges est d'autant plus surprenante que le nom des frères Abdeslam et celui de Bilal Hadfi sont recensés dans une liste de huit cents noms de personnes « ayant des liens avec la Syrie » dressée par l'Ocam[103]. Vers 9 h 40, les gendarmes laissent donc repartir les trois hommes. Suite aux échanges entre services belges et français, Salah Abdeslam ne sera signalé « à rechercher » qu'une heure plus tard.

Juste après cet épisode, à 9 h 45, les trois amis s'arrêtent dans une station-service à la frontière franco-belge. Les images des caméras de surveillance les montrent fatigués, mais détendus. Abdeslam, décontracté, les mains dans les poches, est même souriant[104].

Attou et Amri sont arrêtés à Bruxelles dans l'après-midi du samedi 14 novembre. Quant à Salah Abdeslam, on ne le reverra plus avant son arrestation, quatre mois plus tard. Mais les semaines qui suivront

permettront de comprendre qu'il a joué un rôle central dans la préparation des attentats et ce, au moins, depuis le mois d'août.

Non seulement c'est un proche d'Abdelhamid Abaaoud, mais il a été considéré par les Belges comme « susceptible » de se rendre en Syrie. Son frère Brahim a été intercepté par les autorités turques en janvier 2015 alors qu'il tentait de rejoindre le djihad, et a été expulsé vers la Belgique. Guère inquiété par les autorités belges après son retour, il a effectué un deuxième essai, réussi celui-là puisque, le 24 janvier 2016, l'EI diffuse une vidéo de propagande dans laquelle on le voit s'entraîner au tir dans une ancienne installation de l'armée syrienne.

Salah Abdeslam, de son côté, fut contrôlé à plusieurs reprises dans les mois précédant l'attentat. Le 4 août 2015, il est repéré à Patras, en Grèce, au moment où il s'embarque sur un ferry pour Bari en compagnie d'Ahmed Dahmani, l'un de ses amis intimes. Or, Bari et Patras sont des étapes importantes sur la route clandestine qui mène en Europe les migrants du Moyen-Orient – et, dissimulés parmi eux, les opérateurs de Daech. Dahmani sera arrêté le 16 novembre 2015 à Antalya, porteur d'un faux passeport turc. L'enquête permettra d'apprendre qu'il est en relation avec au moins une autre cellule opérationnelle de Daech en Europe. On trouve en effet la trace de conversations téléphoniques entre lui et deux terroristes présumés arrêtés le 10 décembre 2015 dans un foyer de réfugiés de Salzburg.

Le 9 septembre 2015, c'est à la frontière entre la Hongrie et l'Autriche qu'Abdeslam est contrôlé. Circulant dans une Mercedes de location immatriculée 1-GQG 899, il est, cette fois, accompagné de deux hommes, des « migrants » qu'il a récupérés à la gare centrale de Budapest et qui sont entrés dans l'Union européenne par la route des Balkans. Nous retrouverons ces deux hommes – porteurs de faux papiers au nom de Soufiane Kayal et Samir Bouzid – dans le chapitre consacré aux attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles. Ils sont sérieusement suspectés d'être les deux terroristes qui, depuis la capitale belge, ont coordonné en direct les attaques du 13 novembre à Paris puis tenté d'aider Abdelhamid Abaaoud dans sa cavale.

Le 3 octobre, enfin, c'est en Allemagne, à Ulm, qu'Abdeslam est repéré en même temps qu'un autre réfugié, Monir Ahmed al-Hadj (de son vrai nom Amine Choukri), qui sera arrêté à ses côtés en mars 2016.

Il est d'autant plus étonnant que cet activisme forcené ait échappé à l'attention des services concernés que ceux-ci gardaient un œil sur Salah. Ainsi, le 23 octobre, trois semaines avant les attentats de Paris, il affiche sur sa page Facebook un drapeau de Daech. L'Ocam l'apprend, mais ni le parquet ni la police ne bougent.

Salah Abdeslam apparaît comme un rouage essentiel des attentats du 13 novembre. C'est lui qui va chercher, un peu partout, les djihadistes qui y participeront, c'est lui qui loue une partie des « planques » utilisées à Bruxelles et près de Paris pour les préparer, c'est lui qui procure deux des véhicules aux tueurs, et c'est lui enfin qui, dans une fabrique de feux d'artifice de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), Les Magiciens du Feu, achète, pour 390 euros, les détonateurs qui seront employés pour confectionner les ceintures explosives.

Après avoir quitté Attou et Amri à Bruxelles, le 14 novembre en fin de matinée, Salah Abdeslam se fait véhiculer par un autre ami, Ali Oulkadi, qui le dépose rue Royale-Sainte-Marie. Encore un intime, cet Oulkadi : entre le 13 septembre et le 14 novembre, il a entretenu pas moins de 109 conversations téléphoniques avec Brahim Abdeslam, et 56 avec Salah lui-même entre le 19 août et le 2 octobre. Ce dernier l'a d'ailleurs appelé de Paris le soir du 13, quelques minutes après avoir pris contact avec Attou et Amri.

À Bruxelles, Abdeslam achète des vêtements, un nouveau GSM, et se fait couper les cheveux. À Oulkadi, il ordonne de « rester arrêté un quart d'heure » et, en sortant de la voiture, lui lance : « Tu ne me reverras plus. » On saura par la suite qu'après avoir marché quelques centaines de mètres il a gagné un appartement situé au troisième étage d'un bel immeuble de la rue Henri-Bergé, à Schaerbeek. Il y a sans doute retrouvé certains de ses complices, Kayal et Bouzid, et les trois hommes ont probablement vécu à cet endroit durant deux à trois semaines.

Début décembre, « on » transfère Salah Abdeslam et ses complices présents rue Henri-Bergé dans une autre planque. Ils bougeront ainsi, toutes les deux ou trois semaines, d'un lieu à l'autre. Véhiculés, pense-t-on, par des « frères » qui s'occupent également de remplir les frigos et, sans doute, d'assurer certaines liaisons. Ainsi, les terroristes peuvent éviter de sortir et d'être, éventuellement identifiés.

Ils s'évaporent peu de temps avant que les lieux ne soient perquisitionnés, le 10 décembre. La police y trouvera des traces de TATP, l'explosif artisanal utilisé par les terroristes, trois ceintures destinées à transporter des explosifs et prêtes à l'emploi, identiques à celles de Paris, et une empreinte digitale de Salah Abdeslam. L'appartement aurait été loué par Mohamed Bakkali, un proche de Salah, qui a également loué la planque d'Auvelais. Celle-ci sera découverte le 26 novembre, jour de l'arrestation de Bakkali. Le propriétaire des lieux dira que son locataire recherchait « une cave sèche », sans doute pour entreposer des produits chimiques devant servir à la fabrication des bombes.

La piste d'Abdelhamid Abaaoud devient brûlante

Un autre homme est évidemment dans le collimateur : Abdelhamid Abaaoud. Même si, dans les premières heures, aucune certitude n'existe quant à sa participation aux crimes, son nom est apparu dans la procédure dès le dimanche 15 novembre, du fait de ses liens avec Salah Abdeslam. Par ailleurs, Abaaoud figure dans divers autres dossiers : celui de l'attaque du musée juif de Bruxelles par Mehdi Nemmouche (24 mai 2014), celui de la cellule de Verviers (15 janvier 2015), celui la tentative d'attaques d'églises de la région parisienne par Sid Ahmed Ghlam (19 avril 2015) et celui d'Ayoub el-Khazzani (tentative d'attentat à bord du Thalys, 21 août 2015).

Enfin, plusieurs mises en cause dans d'autres affaires de terrorisme liées à Daech évoquent son rôle et son influence. Nicolas Moreau, soupçonné d'avoir voulu rejoindre la Syrie, affirme qu'Abou Omar (une des *kunya*s d'Abaaoud) était « le principal commanditaire des futures attaques en Europe » et « chargé d'examiner les dossiers des futurs candidats[105] ». Reda Hame, interpellé le 11 août 2015, soutient qu'à Raqqa Abaaoud lui a proposé de repartir en Europe et « de tirer dans la foule d'un concert ou d'un lieu de rassemblement qui était une cible facile puis d'attendre les forces d'intervention sur place et de mourir en martyr en combattant avec des otages ». Hame ajoute : « Tout ce que je peux vous dire, c'est que ça va arriver très bientôt. Là-bas, c'est une véritable usine, et ils cherchent vraiment à frapper en France ou en Europe[106]… »

Le 2 juillet 2015, c'est Tyler Vilus, un Français de vingt-cinq ans originaire de Troyes (Aube), qui est interpellé en Turquie et expulsé, quelques jours plus tard, vers la France. Celui qu'on appelle « le Suédois », mais qui a choisi comme *kunya* « Abou Hafsa », a un parcours singulier : c'est sa mère, surnommée « mamie djihad », qui l'a radicalisé ! Présent en Syrie et en Irak depuis 2012, il aurait tenté de revenir en France pour y commettre un attentat. Il ne parle pas, mais les enquêteurs savent qu'en Syrie il a fréquenté Abaaoud et a été proche du noyau dur des recruteurs français[107].

Avec Abaaoud, la chance va sourire aux enquêteurs. Vers 17 heures, le 16 novembre, le parquet apprend qu'un témoin a appelé le numéro vert mis en place par la cellule d'enquête. Il s'agit d'une jeune femme qui se présente comme une amie d'Hasna Aït-Boulahcen, la cousine d'Abaaoud. Elle affirme que la veille elle a accompagné Hasna à Aubervilliers et qu'elle a vu, entre 21 et 22 heures, Abaaoud sortir de sa planque, un buisson, en contrebas d'une voie routière.

Hasna Aït-Boulahcen n'a pas été impliquée dans la préparation ou la commission des attentats, mais c'est en pleine connaissance de cause qu'elle a accepté d'aider Abaaoud. Hasna n'est pourtant pas une « méchante fille », c'est plutôt une paumée qui n'a jamais trouvé sa place[108]. Une enfance déchirée – placée à huit ans pour mauvais traitements –, passant d'un foyer à une famille d'accueil entre deux retours chez son père ou sa mère, elle échoue dans ses études, caresse le rêve de s'engager dans l'armée ou de devenir rappeuse, mais rôde avec des bandes dans lesquelles elle est, le plus souvent, la seule fille. Drogue, alcool, virées en boîte : la défonce pour seul horizon.

Au printemps 2015, elle bascule et sombre dans une religiosité radicale, aussi excessive que l'était son « ancienne » vie. Elle porte désormais le voile, affirme à qui veut l'entendre qu'elle est prête à gagner la Syrie et affiche sa fierté d'être la cousine du « djihadiste le plus recherché du monde[109] ». Le 3 août, elle publie sur son compte Facebook une photo d'Hayat Boumedienne, compagne d'Amedy Coulibaly, le tueur de l'Hyper Cacher. Une autre paumée. Il y a aussi un message sans équivoque : « Jver biento aller en syrie, inchallah, biento départ pour la turkie ! » Son désir de djihad est-il le résultat d'un chagrin d'amour, comme le pensent ses proches ? Une nouvelle pose qu'elle prendrait pour attirer l'attention ? Ou se nourrit-il d'un désir de rédemption pour ses « péchés » ? Un peu de tout ça, peut-être.

Trois mois plus tard, la jeune femme qui a appelé le numéro vert dans la fin de l'après-midi du 16 novembre, « Sonia », se souvient au micro de Claire Andrieux sur RMC : dans la soirée du 15 novembre, elle était avec Hasna Aït-Boulahcen quand cette dernière a reçu un appel « provenant d'un numéro belge » et « lui demandant d'aller chercher quelqu'un qui a besoin d'un hébergement ». Hasna, qui vit chez une amie, n'a pas de voiture. Alors Sonia la conduit à Aubervilliers. Après qu'Hasna eut lancé le code convenu, elle voit surgir des buissons un homme avec « un bob sur la tête, des baskets orange, un bombers ». « Pour moi c'était un Roumain. En plus il avait le sourire, il ne ressemblait pas du tout à un terroriste. »

Sonia interroge le nouveau venu : « "Monsieur, vous avez participé au 13 novembre, à ce qui s'est passé…" Il me dit, normal : "Les terrasses, c'est moi." Il est fier de lui. Il raconte ça comme s'il racontait qu'il est parti faire des courses et qu'il avait trouvé un baril de lessive en promotion. Il est content, voilà. »

Elle veut savoir, comprendre. Alors, elle questionne encore, lui dit que beaucoup affirment qu'il est en Syrie. Content de lui, Abaaoud se livre un peu plus : « Il m'a dit : "On est rentré sans documents officiels", et qu'ils

sont rentrés à plusieurs, qu'avec lui il y a des Syriens, des Irakiens, des Français, des Allemands, des Anglais. Il me dit qu'ils sont rentrés à quatre-vingt-dix, et qu'ils sont un peu partout en Ile-de-France[110]. » Puis, il précise : « La phrase exacte qu'il m'a dite c'est qu'"il y a eu des ratés", et : "Je suis là pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de ratés." »

Sonia tente de raisonner Hasna Aït-Boulahcen et lui conseille d'appeler la police. Elle lui répond : « Non, c'est mon cousin, il faut comprendre, il va terminer son travail et puis il va partir. » Hasna décide de le revoir. À son retour, elle confirme les paroles d'Abaaoud : « Elle se met à pleurer… Elle me dit : "Il va mourir." » Le terroriste lui a annoncé ses prochaines cibles : un centre commercial, un commissariat et une crèche à La Défense, dans les Hauts-de-Seine. Sonia : « Elle me dit "c'est jeudi" et dans ma tête, je me dis que je sais que je vais les en empêcher. » Sonia a le courage d'écouter sa conscience. Elle appelle le numéro vert.

Un assaut à Saint-Denis

Entendue dans la soirée par la SDAT, la jeune femme confirme ses dires et ajoute que d'autres contacts sont prévus. « Un dispositif à trois branches – écoute téléphonique, géolocalisation et surveillance physique – est mis en place, à Aubervilliers, par la section recherches et surveillance (SRS) de la SDAT. Les brigades de recherche et d'intervention (BRI) de la DCPJ y participent[111]. »

Dans un premier temps, les interceptions téléphoniques opérées sur le mobile d'Aït-Boulahcen (06 34 31 83 03) signalent des contacts entre cette dernière et diverses personnes utilisant des mobiles belges et turcs. Puis sont écoutées les discussions qu'elle a avec un petit dealer qui la met en contact avec Jawad Bendaoud, un de ses amis, susceptible d'avoir un logement à louer.

Dans la soirée du 17, le dispositif porte ses fruits. À 19 h 15, la SDAT est avertie qu'Aït-Boulahcen « a été contactée par un correspondant belge, afin de récupérer son cousin Abdelhamid Abaaoud à Aubervilliers[112] ». À 18 heures, elle a retiré, à un bureau de poste de Drancy, 750 euros envoyés depuis Bruxelles par Samir Bouzid et Soufiane Kayal via Western Union. Elle a aussi acheté un costume dont Abaaoud lui a dit avoir besoin. Sans doute pour perpétrer son nouvel attentat. Dans la soirée, des policiers en observation voient Abaaoud, bientôt suivi d'un deuxième homme, émerger du buisson et prendre un taxi avec Hasna. Ils sont déposés devant un immeuble, au 2 rue du Corbillon (Saint-Denis), dans lequel ils entrent. Le parquet décide immédiatement de l'interpellation de nuit des trois suspects et charge le Raid de cette opération.

Vers 1 h 40, le Raid reçoit un briefing opérationnel dans les locaux de la SDAT. Chef du Raid, Jean-Michel Fauvergue, transmettra des précisions à la commission parlementaire d'enquête : « Nous ont été présentés une vidéo – dont deux clichés photographiques représentant les deux suspects ont été extraits – ainsi que l'enregistrement d'une conversation téléphonique au cours de laquelle les individus étaient guidés jusqu'à l'appartement dans lequel ils devaient passer la nuit. Nous avons étudié, avec nos collègues enquêteurs, les effets (sac de sport) et vêtements dont étaient porteurs les personnes visibles sur les images vidéo, afin de déterminer s'ils pouvaient être en possession d'armement ou d'explosifs. L'analyse de ces éléments nous a conduits à penser qu'au moins un individu pourrait être porteur d'une arme et d'un gilet explosif, eu égard à une proéminence anormale sous son blouson. Nous ne disposions pas d'autres informations quant à la présence d'armes[113]. »

L'assaut est donné à 4 h 15. Les policiers tirent 1 200 cartouches[114]. Les terroristes ripostent à l'aide d'un pistolet 9 mm et en lançant trois grenades qui blessent cinq policiers. Les trois suspects, Abdelhamid Abaaoud, Hasna Aït-Boulahcen et un XH, qui sera plus tard identifié comme étant Chakib Akrouh, sont tués. Akrouh était un étudiant belge sans problème, inconnu des services et vivant chez ses parents. Il avait gagné la Syrie le 4 janvier 2013 en compagnie de Gelel Attar[115] et y était passé dans les rangs de plusieurs groupes insurgés avant de terminer dans ceux de Daech. Ceci lui avait valu d'être condamné, par défaut, à cinq ans de prison le 29 juillet 2015 dans le procès dit « de la filière Zerkani ». Ce procès fera apparaître ses liens avec Abdelhamid Abaaoud, membre du même réseau.

On saura plus tard, toujours par l'analyse de la téléphonie, qu'Abaaoud, le soir du 13 novembre, est revenu sur les lieux de ses crimes et que, de 22 h 28 à 0 h 28, soit pendant deux heures, il s'est longuement promené dans les X^{e}, XI^{e} et XII^{e} arrondissements, se mêlant à la foule hébétée.

Quels commanditaires au sein de Daech ?

Le 18 novembre, en fin de matinée, la majorité des terroristes ayant participé aux attentats de Paris sont morts. D'autres sont recherchés, notamment Salah Abdeslam, Mohamed Abrini, Soufiane Kayal et Samir Bouzid. Mais il faut aller plus loin et découvrir qui, en Syrie, a décidé des attentats et qui, en Syrie ou ailleurs, a fourni aux tueurs leurs moyens logistiques.

Il est évident qu'Abdelhamid Abaaoud, même s'il a joué un rôle central dans l'organisation pratique des attentats, n'en est ni le concepteur ni le chef. On pourrait comparer Abaaoud à un « capitaine » dans une armée

normale. Il a du charisme et sait insuffler à ses suiveurs la discipline et la volonté d'aller jusqu'au bout, il a joué un rôle évident dans la sélection et la formation des terroristes (du moins ceux qui sont allés en Syrie), il est doué d'un sens tactique incontestable, mais il y a de véritables chefs au-dessus de lui.

L'un d'eux, tout au sommet de la pyramide, est certainement Abou Mohamed al-Adnani. De son vrai nom Taha Subhi Falaha, c'est un Syrien de trente-huit ans, très proche d'Abou Bakr al-Baghdadi. Porte-parole de l'État islamique, émir en Syrie, il est également l'un des principaux responsables de la sécurité de Daech et de ses opérations extérieures. Né à Binnish, dans le gouvernorat d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, il a, dans les années 2000, vécu dans la province d'Anbar, dans l'ouest de l'Irak, l'un des fiefs des terroristes islamiques. Il a très tôt attiré l'attention des services de renseignement syriens, a été interrogé à plusieurs reprises par les renseignements généraux et a été arrêté au moins trois fois. Dans les prisons du régime de Damas, il s'est endurci, s'attirant la réputation d'un homme courageux et déterminé, capable de résister à la torture sans parler.

Fasciné par le djihad en Irak, il est remarqué par Abou Anas al-Shami, un religieux palestinien né au Koweït et formé en Arabie saoudite, à l'université islamique de Médine. Après avoir prêché en Bosnie-Herzégovine puis en Jordanie, al-Shami a rejoint al-Tawhid wal-Jihad, l'organisation extrémiste créée par Abou Moussab al-Zarqawi, qui deviendra plus tard al-Qaida en Irak… avant de donner naissance à l'État islamique. Devenu le numéro deux de Zarqawi, il sera tué en septembre 2004 dans une frappe de missile américaine contre sa voiture, non loin d'Abou Ghraib.

Son disciple al-Adnani, après avoir été l'un des premiers volontaires étrangers à rallier l'Irak, deviendra lui-même un combattant réputé, organisant de très nombreuses attaques contre les troupes américaines. Il jouera un rôle central dans la seconde bataille de Fallujah[116] où 4 000 insurgés affronteront durant près de deux mois 13 500 militaires. Quelque 1 500 d'entre eux seront tués et approximativement le même nombre capturés. La légende prétend qu'al-Adnani sera l'un des derniers à quitter la ville.

Arrêté en 2005, al-Adnani passe plus de quatre ans en détention. Sitôt libéré, il reprend le combat et rejoint définitivement la direction centrale de ce qui va devenir l'État islamique. C'est lui qui, le 22 septembre 2014, émet le message déjà évoqué dans lequel il enjoint aux sympathisants de l'EI de passer à l'action à l'étranger, contre « les Américains, les Européens – surtout les méchants et sales Français –, les Australiens ou les Canadiens,

ou tout citoyen des pays qui sont entrés dans une coalition contre l'État islamique », leur conseillant de « compter sur Allah et de les tuer de n'importe quelle manière[117] ».

Mais entre al-Adnani et Abaaoud, et autour de ce dernier, existe tout un écheveau de liens, d'intermédiaires et d'autres responsables. On peut par exemple penser que certains proches d'Abaaoud restés en Syrie avaient pour mission de le conseiller et de lui apporter, à distance, tout le soutien possible. Pour les identifier, les enquêteurs exploitent la moindre information.

Or, dès sa première audition dans les heures suivant sa libération, l'un des otages du Bataclan se souvient d'un échange particulièrement intéressant entre les deux terroristes survivants (après que Samy Amimour fut tué dans l'explosion de sa ceinture) :

« Tu comptes appeler Souleymane ? lance le premier à celui qui semble être le chef de l'opération.

— Non, répond l'autre, nous allons gérer ça à notre sauce… »

Souleymane, c'est la *kunya* d'un homme qui figure en bonne place dans les dossiers de la DGSI, un ami de Samy Amimour : Charaffe el-Mouadan.

Mais soyons honnêtes, ceci n'est qu'une hypothèse, l'identité réelle de Souleymane reste, au moment où j'écris, l'une des zones d'ombre d'un dossier extraordinairement complexe…

Les deux hommes ont grandi dans le même quartier de Drancy (Seine-Saint-Denis) et se sont très vite radicalisés au même moment. Avec un troisième complice, Samir Bouabout, ils avaient été mis en examen en 2012 pour association de malfaiteurs en vue d'organiser des actions terroristes. Les trois amis voulaient alors gagner le Yémen et, pour se préparer au djihad, s'étaient inscrits dans une salle de tir du XVIIIe arrondissement gérée par… l'association nationale de tir de la police !

L'attention des services de renseignement avait été attirée sur eux après l'arrestation le 4 avril 2012, à Djibouti, d'un « groupe de six individus, dont cinq Français, essayant de gagner la Somalie afin d'y participer au Djihad ». D'autres individus, « restés en France, et proches des membres du groupe, pouvaient également tenter de gagner la Somalie ou le Yémen afin d'y soutenir des mouvements djihadistes ».

Le 4 mai, une enquête était ouverte à l'encontre d'el-Mouadan, Bouabout et Amimour. Outre l'entraînement au tir, les investigations révélaient que des échanges de mails avaient eu lieu avec des résidents yéménites pour se renseigner sur les formalités de visa, et qu'une documentation sur le djihad et du matériel paramilitaire avaient été acquis. Dans une conversation

téléphonique, el-Mouadan avouait à sa petite amie son projet d'aller « à la guerre » et lui demandait si elle pourrait « vivre dans les montagnes avec lui ». Interpellé le 16 octobre 2012, il affirmera avoir changé d'avis, vouloir se marier et n'être plus intéressé par le djihad armé, en lieu et place duquel il souhaitait réaliser une *hijra*[118] vers la Tunisie.

Bouabout et Amimour confirmaient cette version. L'enquête faisait également apparaître que le « leader naturel du trio » était Charaffe el-Mouadan, « doté » selon les propres dires de Bouabout d'un « certain charisme ». Les trois hommes étaient inculpés et placés sous contrôle judiciaire. Contrôle peu efficace puisque, plus tard, el-Mouadan, Amimour et Bouabout gagnèrent la Syrie. Lors de leur passage en zone de djihad, Amimour et Bouabout étaient accompagnés d'Ismaël Omar Mostefaï, un autre kamikaze du Bataclan.

Lorsque la DGSI identifie Souleymane, l'homme fait déjà l'objet de deux mandats d'arrêt[119]. Le 29 décembre 2016, un porte-parole américain de la coalition annoncera que Charaffe el-Mouadan a été éliminé par une frappe de drone, le 24 décembre, alors qu'il « préparait activement d'autres frappes contre l'Occident[120] ».

Autre nom avancé, de sources américaines cette fois : Salim Benghalem. Âgé de trente-cinq ans, Benghalem a un casier judiciaire bien fourni et un profil de parfait psychopathe. Violent, condamné à onze ans de prison en 2007 dans une affaire de meurtre, il est sorti en 2011 et est aussitôt parti au Yémen pour s'entraîner dans un camp d'al-Qaida. Revenu en France, il participe aux activités d'un réseau d'envoi de djihadistes en Syrie, ce qui lui vaudra une nouvelle condamnation, à quinze ans cette fois, en janvier 2016, lors d'un procès tenu à Paris. Jugement par défaut : il a gagné le Moyen-Orient en mars 2013 et n'a pas tardé à rejoindre l'EI. Il y grimpe rapidement les échelons et finit par se trouver à un niveau sans doute équivalent à celui d'Abaaoud, en charge de l'accueil et de la formation des « francophones du djihad ». C'est aussi, comme Nemmouche ou Abaaoud, un membre de l'appareil de sécurité, gardant des otages et devenant, à l'occasion, leur bourreau.

Les services de renseignement français et américains le soupçonnent également de préparer des attentats en Europe, et sans doute en France. Dans la nuit du 8 au 9 octobre 2015, une frappe française – la première effectuée en Syrie – cible un bâtiment de Raqqa, capitale de l'État islamique. Benghalem est tué. C'est du moins ce qu'on croit. Paris pense avoir éliminé une cellule terroriste se préparant à frapper. Il est possible que Benghalem ait participé à la conception et à la préparation des attentats du

13 novembre, mais son élimination vient trop tard : les terroristes sont déjà en Belgique, à pied d'œuvre.

Comment ont été préparés les attentats de Paris

Si certaines zones d'ombre subsistent – les principaux protagonistes étant morts, et les détenus ne parlant pas, ou uniquement pour dire des choses difficilement vérifiables, ces « blancs » ne seront peut-être jamais comblés –, on sait aujourd'hui comment les attentats de Paris ont été préparés.

D'abord, il apparaît clairement que jusqu'en 2015 se rendre en Syrie ou effectuer des allers-retours entre ce pays et l'Europe n'a jamais posé de vrais problèmes aux terroristes. La myopie des services turcs – la Turquie a longtemps été l'un des principaux points d'entrée et de sortie des djihadistes du territoire syrien –, l'inexistence relative de contrôles à l'intérieur de la zone Schengen, le manque de contrôles aux frontières extérieures de celle-ci, le fait que les services de renseignement européens aient été débordés par l'ampleur de la menace et le nombre de suspects à surveiller sont autant d'éléments qui leur ont largement facilité les choses. Par exemple, après qu'Abaaoud est revenu à Bruxelles pour y kidnapper son petit frère Younès, il faudra attendre six mois pour qu'il fasse l'objet d'un signalement international.

Il faut dire que les djihadistes sont aidés par la logistique de Daech, qui dispose de véritables usines de faux passeports. Non seulement le groupe confisque les papiers d'identité des volontaires pour les attribuer par la suite à des « combattants » présentant une ressemblance avec leurs propriétaires, mais il est de plus en mesure de fabriquer de « vrais faux papiers ». En 2014, l'État islamique et sa rivale Jabat al-Nosra ont mis la main sur des milliers de passeports syriens vierges (au moins 5 252, d'après les services officiels). Un butin qui a été augmenté lorsque Daech a pris le contrôle de plusieurs villes irakiennes en 2014. Enfin, lors des mêmes opérations, l'organisation s'est emparée des machines très spécialisées permettant de « sécuriser » et de plastifier ces documents. Sauf à disposer de leurs numéros, ces faux documents sont indécelables. Il sera ainsi établi que les passeports des XH du Stade de France proviennent de lots de documents vierges saisis par Daech à Raqqa et Deir e-Zor.

De même, on savait depuis des années que le Bataclan était une cible potentielle des terroristes. Dès 2010, une instruction avait été ouverte à ce sujet. À l'origine de cette enquête, un attentat perpétré dans un quartier touristique du Caire, près du bazar Khan el-Khalili, le 22 février 2009, dans lequel une jeune Française, Cécile Vannier, avait trouvé la mort. Lors de ces

investigations, les menaces contre le Bataclan avaient été mises au jour. Le journal intime de Dude Hoxha, mise en examen dans le cadre de l'attentat du Caire, contient pas moins de trois mentions de projets d'attentats contre cette salle de spectacle.

Le Bataclan, pourtant, n'a pas été particulièrement protégé. En effet, l'enquête n'a jamais permis de savoir si le projet d'attentat était bien réel, entre autres à cause d'une collaboration pour le moins défaillante avec la justice égyptienne, qui remettra en liberté ses principaux suspects. Le dossier s'étant clos sur un non-lieu, et comme l'expliquera le procureur François Molins à la commission d'enquête parlementaire, « il était difficile d'engager une protection qui aurait dû s'étendre sur plusieurs années[121] ».

Durant toute l'année 2014 et les premiers mois de 2015, Abdelhamid Abaaoud et quelques autres francophones de Daech – belges ou français, ils se connaissent tous, étant regroupés, pour des raisons linguistiques, dans les mêmes unités lors de leur arrivée en Syrie – ont tenté d'organiser des attentats en Europe. À part la « réussite » de l'attentat contre le musée juif de Bruxelles, le 24 mai 2014, ce sera une longue suite d'échecs.

C'est exactement ce que reconnaît Abaaoud, le soir du 15 novembre, quand il s'adresse à Sonia : « Il y a eu des ratés. Je suis là pour qu'il n'y ait plus de ratés… »

Pour parer à toute éventualité, et pour qu'il n'y ait plus de ratés, « on » décide d'envoyer Abdelhamid Abaaoud sur le terrain. L'homme s'est en effet taillé son chemin à l'intérieur de la « légion étrangère » de Daech. Il est plus que probablement membre de l'EMNI, le « service de sécurité » de l'organisation chargé, entre autres, du criblage des volontaires étrangers, de la sélection des meilleurs opérateurs pour des attentats en Occident et de la surveillance (voire de l'exécution) des otages.

C'est en raison de son appartenance à cette structure particulière qu'il connaissait Mehdi Nemmouche (qui s'est illustré comme gardien et tortionnaire d'otages français) et qu'il approchera Reda Hame, lui proposant de « tirer dans la foule » dans un pays européen.

Abaaoud rentre donc en Europe durant l'été 2015, en même temps qu'un nombre encore indéterminé de volontaires qui se dispersent dans plusieurs pays – entre autres la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, où des *returnees* sont arrêtés en 2015 et 2016. Les dirigeants de Daech veulent mettre toutes les chances de leur côté en déployant sur le terrain des hommes qui ont été formés en Syrie. Chaque réseau comprendrait ainsi des opérateurs rompus à l'utilisation des armes et ayant fait leurs preuves, des artificiers (même si le TATP est fabriqué à base de produits en vente libre,

on ne s'improvise pas fabricant de bombes et on ne l'apprend pas sur Internet…), des logisticiens et des coordonnateurs.

Pour les attentats dont il est personnellement en charge, ceux de Paris, Abaaoud s'entoure de personnes qu'il connaît et en qui il a pleine confiance. Certains ont « travaillé » à ses côtés en Syrie, d'autres sont des amis d'enfance ou de vieux complices du temps du réseau Zerkani.

C'est notamment le cas de Salah Abdeslam. Ils ont grandi dans le même quartier de Molenbeek et, en décembre 2010, ils ont été arrêtés ensemble après l'échec d'un minable vol à main armée à Bruxelles. C'est à la sortie de détention qu'Abaaoud a montré ses premiers signes de radicalisation et a rejoint le réseau Zerkani, qui se spécialise dans l'envoi de djihadistes en Syrie, avant de profiter lui-même de ces filières d'acheminement.

Revenu en Europe, Abaaoud se concentre sur sa part de « travail », mais il est manifestement en charge d'autres missions. Alors qu'il est signalé à toutes les polices d'Europe et qu'il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, il se rend en Angleterre (ce que confirme l'analyse d'un des téléphones retrouvés à côté de son cadavre, à Saint-Denis) où il photographie quelques sites et rencontre des « contacts » à Londres et Birmingham.

Pendant ce temps, Salah Abdeslam parcourt l'Europe pour ramener les volontaires qui sont dispersés entre différentes planques belges, à Bruxelles, dans la région de Namur et dans celle de Charleroi. Dans le calme de leur appartement de Schaerbeek, Soufiane Kayal et Samir Bouzid peuvent alors se mettre à l'œuvre : on coud les ceintures explosives qui seront utilisées le 13 novembre, on récupère auprès d'un réseau logistique indépendant, qui n'a pas été repéré à ce jour, armes et munitions, on se documente sur les cibles, on planifie les attaques.

Le 12 novembre, enfin, les véhicules loués par les frères Abdeslam se mettent en route pour Paris. Sauf la chance – et on sait qu'elle ne sera pas au rendez-vous –, plus rien ne peut arrêter le commando de tueurs.

Le mystère des « absents » du 13 novembre

Tous les acteurs envoyés par Daech pour prendre part aux attentats de Paris n'ont pas répondu présent à l'appel. Ils seront donc absents lors de la phase finale de la préparation des attentats. Si le doute règne encore sur le nombre exact de cibles qui devaient être attaquées par les terroristes à Paris et, donc, sur le nombre précis d'opérateurs manquants, les enquêteurs ont acquis une certitude pour au moins deux d'entre eux.

L'Algérien Adel Haddadi et le Pakistanais Muhammad Usman ont été arrêtés à Salzbourg, en Autriche, le 10 décembre 2015. C'est la vérification

des antécédents de « Mohamad al-Mahmod » et « Ahmad al-Mohammad », les deux « XH » morts au Stade de France aux côtés de Bilal Hadfi, qui a conduit à leur arrestation. Grâce à leurs faux passeports, les enquêteurs français ont su très vite qu'ils étaient arrivés en Europe le 3 octobre, sous couvert du flux de réfugiés venant du Moyen-Orient. Ce jour-là, ils ont débarqué à Leros, en Grèce. On s'intéresse alors au cas de l'ensemble des 197 migrants arrivés ce jour-là sur le même bateau. Et la chance sourit à la police : deux hommes, Haddadi et Usman, avaient vu leurs faux papiers repérés par les autorités grecques. Les passeports contrefaits ont manifestement la même origine que ceux des kamikazes du Stade de France.

Mais les deux hommes ne sont plus en Grèce : détenus vingt-cinq jours, ils ont été libérés le 28 octobre et ont pris la route des Balkans pour gagner la France. Un long périple qui les a fait passer par la Macédoine, la Serbie, la Croatie et, pour finir, la Slovénie, avant d'entrer en Autriche. Ils y sont finalement arrivés le 14 novembre. Trop tard donc pour participer aux attentats de Paris. La police française ayant remonté leur piste, ils seront donc interpellés début décembre.

Pendant deux mois, les suspects vont s'accrocher à leur version des faits : ils sont de vrais réfugiés et leur seul but est de gagner l'Allemagne. Mais un fait les accable : dans leurs téléphones portables, on découvre un numéro enregistré. Le même que celui trouvé dans la poche d'un kamikaze de Paris. Pour finir, le 12 février, Haddadi craque. Son camarade et lui, explique-t-il, ont été envoyés par un certain « Abu Ahmad » pour « accomplir une mission » dont ils seraient pleinement instruits une fois arrivés en France.

Ils devaient donc participer, pense-t-on, aux attentats du 13 novembre et seule la longueur de leur périple les en a empêchés. Devaient-ils mener à bien ce mystérieux attentat « dans le XVIII^{e} arrondissement de Paris », évoqué dans les premières revendications de l'EI et qui n'a jamais eu lieu ? Possible. D'autres « opérateurs » ont-ils manqué leur rendez-vous ? Possible, également. Seule (quasi-)certitude, les attentats de Paris devaient donc être encore plus massifs qu'on ne l'a pensé au premier abord. Mais le plus inquiétant est ailleurs. Coincés en Autriche, les deux hommes n'étaient pas coupés de leurs commanditaires en Syrie. La preuve ? Quelques jours avant leur arrestation, ils s'intéressaient aux horaires de train entre Vienne et Paris. Sans doute pour venir se « raccrocher » à une autre équipe en place, quelque part dans l'Hexagone, et préparant une autre action.

83. Si l'on excepte les assassinats du sous-préfet Pierre-Jean Massimi, le 21 septembre 1983, d'un CRS dans un mitraillage le 1er décembre 1984, d'un gendarme, en février 1988, ou encore du préfet

Claude Érignac, le 6 février 1998. D'autres assassinats sont à mettre sur le compte de la guerre que les indépendantistes corses mènent au trafic de stupéfiants ou à des règlements de compte internes liés à des rivalités politiques ou des partages de trafics et rackets.

84. J'aborde longuement le combat de la France contre la terreur dans *La Guerre sans visage*, Michel Lafon, Paris, 2002.

85. Le 18 juin 1961, une charge explosive détone à bord du train Strasbourg-Paris : 28 morts et 170 blessés ; le 22 janvier 1962 : 1 mort et 12 blessés dans un attentat contre le Quai d'Orsay ; le 10 mars 1962 : 3 morts et 50 blessés dans un attentat à la voiture piégée à Issy-les-Moulineaux…

86. Deux morts, le 15 septembre 1974 au drugstore Saint-Germain, dans un attentat à la grenade commis par Carlos ; assassinat du vigile Jean-Antoine Tramoni par les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (Napap), le 23 mars 1977 ; attentat palestinien rue Copernic le 3 octobre 1980 (4 morts) ; assassinat de deux diplomates turcs à Paris le 4 mars 1981 par l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (Asala) ; assassinat de Charles Robert Ray, attaché militaire américain à Paris par les Fractions armées révolutionnaires libanaises (Farl) le 18 janvier 1982 ; attentat contre le train Paris-Toulouse revendiquée par Carlos, le 29 mars 1982 (5 morts) ; assassinat du diplomate israélien Yacob Barsimentov par les Farl le 3 avril 1982 ; voiture piégée contre le journal *al-Watan al-Arabi*, rue Marbeuf, le 22 avril 1982 (Carlos, 1 mort) ; attentat palestinien rue des Rosiers le 9 août 1982 (6 morts) ; attentat de l'Asala à Orly le 15 juillet 1983 (8 morts) ; attentats de Carlos à Marseille et dans le train Marseille-Paris le 31 décembre 1983 (4 morts) ; assassinat de René Audran par Action directe le 25 janvier 1985 ; attentat contre la Brigade de Répression du banditisme le 9 juillet 1986 (1 mort) ; assassinat de Georges Besse par Action directe le 17 novembre 1986…

87. Arrêté le 21 mars 1987 rue de la Voûte, à Paris, Fouad Ali Saleh, un sunnite converti au chiisme, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 14 avril 1992. N'ayant jamais manifesté de remords ni indemnisé ses victimes, il est toujours détenu.

88. Outre *La Guerre sans visage*, déjà citée, on se reportera pour cette époque 1995-2015 à trois autres de mes ouvrages *: Le Djihad, histoire secrète des hommes et des réseaux* (Ramsay, 2004), *Néodjihadistes* (Éditions Jourdan, 2013) et *Djihad, d'al-Qaida à l'État islamique* (La Boîte à Pandore, 2015).

89. Ces deux attaques feront plus de 200 morts et 2 000 blessés pour la première, 56 morts et 700 blessés pour la seconde.

90. Sous-direction antiterroriste de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

91. Section antiterroriste de la Brigade criminelle de Paris.

92. Direction générale de la Sécurité intérieure.

93. Le récit (résumé) que j'en fais ici est, sauf indication contraire, exclusivement basé sur les centaines de procès-verbaux et autres documents officiels auxquels j'ai pu avoir accès.

94. Ordonnance de désignation de juge d'instruction, 24 novembre 2015.

95. Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, décision cadre du Conseil du 13 juin 2002, recommandation du Conseil du 8 mai 2003, résolution du Conseil du 26 février 2010.

96. Un *nasheed* (pluriel *anasheed*) est un chant traditionnel, religieux en ce qui nous concerne, interprété *a cappella* ou accompagné de percussions.

97. Ce qui ne l'a pas empêché de revenir au moins une fois en France, en janvier 2015.

98. Amimour est le terroriste dont la ceinture s'est déclenchée lors d'un échange de coups de feu avec l'équipe de la Bac, au tout début de l'attaque. Il a été identifié grâce à un doigt arraché et une main projetée entre des rangées de fauteuils.

99. Nombre des détails qui suivent, concernant tant les véhicules utilisés par les terroristes que la téléphonie, sont extraits d'un procès-verbal de synthèse du 24 novembre 2015 auquel j'ai eu accès.

100. Sur cet épisode, voir chapitre 2.

101. Violette Lazard et Vincent Monnier, « Exclusif. Après les attentats, la soirée shit et McDo de Salah Abdeslam avec des lycéens », *L'Obs*, 14 juin 2016.
102. Marine Buisson, « Abdeslam contrôlé après les attentats : comment Belges et Français se renvoient la balle », *Le Soir*, 4 juillet 2016.
103. Office de coordination pour l'analyse de la menace, organisme belge chargé de collationner et analyser les informations transmises par les différents services compétents afin d'établir l'échelle du risque.
104. « Les premières images de la cavale de Salah Abdeslam », *Le Figaro*, 16 janvier 2016.
105. Procédure P.14331000169, juin 2015.
106. Procédure P.15194000337, août 2015.
107. Rapport de la commission parlementaire d'enquête, p. 143.
108. Les détails qui suivent sont extraits de l'article d'Isabelle Rey-Lefebvre, « Hasna Aït Boulahcen, entre vodka et niqab », *Le Monde*, 21 novembre 2015.
109. Louis Colcombet, Valérie Mahaut, Éric Pelletier, Thibault Raisse et Stéphane Sellami, « Attentats du 13 novembre : 20 h 13, le mardi, Abaaoud sort de son buisson », *Le Parisien*, 20 décembre 2015.
110. Le résumé de l'interview réalisée par Claire Andrieux peut être trouvé à cette adresse : http://rmc.bfmtv.com/emission/document-rmc-attentats-du-13-novembre-sonia-celle-qui-a-permis-de-neutraliser-abaaoud-948754.html
111. Rapport de la commission d'enquête, p. 66.
112. Idem, p. 67.
113. *Idem*, p. 67-68.
114. Et non 5 000, comme cela a été colporté.
115. Gelel Attar sera arrêté au Maroc, le 15 janvier 2016.
116. De début novembre à fin décembre 2004, les troupes américaines, anglaises et irakiennes reprennent le contrôle de Fallujah et d'une partie de la province d'Anbar.
117. Cité, entre autres, par Yara Bayoumy, « Isis urges more attacks on Western "disbelievers" », *The Independent*, 30 septembre 2014. Al-Adnani aurait été grièvement blessé dans une frappe aérienne le 4 janvier 2016 et évacué sur Mossoul pour y être soigné.
118. Référence à l'Hégire, émigration des premiers musulmans de La Mecque vers Médine en 622, qui marque le début du calendrier musulman. Par extension, la *hijra* désigne la migration d'un croyant d'un pays non musulman vers un État musulman.
119. Le premier délivré par le juge Trévidic, le 16 octobre 2013, le second par le juge Bénichou le 4 octobre 2015, tous deux pour « association de malfaiteurs en vue de préparer des actes terroristes ».
120. « Charaffe el-Mouadan, un Français de Daech lié aux attentats de Paris tué en Syrie », *L'Obs*, 29 décembre 2015.
121. Rapport de la commission d'enquête, p. 142.

5

Comment travaillent les services ?

On entend de plus en plus souvent critiquer les services, qu'ils soient de police judiciaire ou de renseignement : confronté à une situation sécuritaire qui se dégrade presque de jour en jour, le public, inquiet, cherche des responsables. Tantôt ce seront les politiques, accusés de lâcheté ou de démission, tantôt la police ou le renseignement qui n'ont « rien vu venir ».

Sans vouloir minimiser l'inquiétude bien réelle et légitime de la société, on ne peut s'empêcher de penser que cette recherche de boucs émissaires se nourrit parfois d'une « culture des séries télévisées » dans lesquelles des experts réalisent des profils ADN en cinq minutes, des filatures en solo ou à deux (alors qu'une vraie surveillance physique H24 mobilise entre vingt et trente-cinq fonctionnaires), et où des enquêteurs surdoués recoupent des faits en quelques secondes… avant d'obtenir des aveux en à peine plus de temps.

S'en étonnera-t-on vraiment ? Dans la « vraie vie », ça ne se passe pas tout à fait comme ça. Il existe un « temps de l'enquête », qui peut varier, mais se compte davantage en semaines ou en mois qu'en jours.

Une solide démonstration valant toujours plus qu'un long discours théorique, j'ai décidé de retracer, de A à Z, un volet de l'enquête qui a suivi les attentats du 13 novembre. Celui que j'ai choisi est mineur : il concerne un second couteau, un comparse d'un comparse qui n'a joué aucun rôle direct dans les attentats et leur préparation, mais a servi d'intermédiaire pour trouver la planque de Saint-Denis à Abaaoud et Akrouh. Complice de peu d'importance, certes, mais il ne faut pas oublier que l'assistance fournie par Hasna Aït-Boulahcen (en toute connaissance de cause), par Jawad Bendaoud et par son ami Mohamed Soumah (la justice dira, dans les années à venir, jusqu'à quel point ils étaient conscients d'aider les auteurs des tueries), a failli permettre à Abdelhamid Abaaoud et Akrouh de commettre un nouvel attentat qui aurait pu faire des dizaines de nouvelles victimes.

Le 17 novembre 2015, à 10 h 20, le mobile d'Hasna Aït-Boulahcen, placé sous interception judiciaire depuis que Sonia a eu le courage d'appeler la

SDAT, est entré en contact avec une ligne prépayée utilisée par un XH se faisant appeler « Mouss ». Il servira d'intermédiaire entre Aït-Boulahcen et Jawad Bendaoud, le propriétaire du logement de Saint-Denis dans lequel Abaaoud et Akrouh passeront quelques heures avant l'assaut du 18 novembre.

Il apparaît de plus que le téléphone utilisé par Mouss a été repéré à Montrouge, à proximité de la zone (rue Chopin) dans laquelle a été retrouvée, le 24 novembre, une ceinture explosive défectueuse qui n'a pas été utilisée par les terroristes, et pas très loin de la Cité Vauban où Salah Abdeslam avait attendu ses amis au soir des attentats. Le jour même, les six juges en charge de l'instruction délivrent une commission rogatoire en vue d'identifier l'individu.

Récit, heure par heure, d'une enquête dans l'enquête[122].

25 novembre, jour 1 : repérage et filatures

Le 25 novembre, à 10 heures du matin, une équipe de la SDAT « se transporte dans la zone de couverture des relais téléphoniques déclenchés par les lignes utilisées par XH se faisant appeler Mouss ». Sont mis en place plusieurs dispositifs de surveillance « aux abords de la rue Chopin et de la station de métro Châtillon-Montrouge desservie par la ligne 13 », ainsi qu'aux abords du 1 allée Vauban.

À 10 h 15, « l'interrogation des données de géolocalisation en temps réel de la ligne utilisée par le suspect indique que le mobile se trouve à Malakoff ». L'ensemble du dispositif de surveillance se transporte sur place et établit une nouvelle surveillance dans un rayon de 500 mètres autour de la borne activée. À 11 h 16, nouveau déplacement du dispositif vers une autre rue, le rayon de surveillance autour de la borne étant cette fois de 300 mètres. Nouveau déménagement des équipes de surveillance à 11 h 35, avec, cette fois, un résultat tangible : « À 13 h 15, un individu sortant du [adresse supprimée par l'auteur], adoptant un comportement d'hyper-vigilance, attire notre attention. Il est suivi. »

Sont donnés une description détaillée du XH, de son habillement, et un compte-rendu de son itinéraire. On devine que la filature n'est pas simple. « Il se retourne fréquemment pour observer son environnement. […] Il observe avec attention autour de lui. » À 13 h 23, après une halte très rapide dans un bar, il entre dans une station de métro et emprunte la ligne 13 en direction de Saint-Denis, où il descend à 14 h 05.

Un premier recoupement positif peut être fait : « Notons que les données de géolocalisation en temps réel de la ligne téléphonique cellulaire utilisée par le dénommé Mouss suivent le tracé de la ligne numéro 13 en direction

de Saint-Denis et ce dans le même temps que cette dernière est empruntée par le XH pris en filature. Dès lors, il est permis de procéder à un rapprochement entre le XH suivi et le dénommé Mouss. »

À 14 h 08, le suspect se trouve dans un bus, qui est suivi à son tour. Ceci implique que les fonctionnaires de la SDAT mettent en place un dispositif classique mais assez lourd, comprenant à la fois des piétons et des véhicules (voitures ou motos). Quelques minutes plus tard, « les conditions de discrétion étant assurées », des clichés photographiques de l'individu sont réalisés. En revanche, l'intéressé ne peut être suivi lorsqu'il entre dans une cité, « en raison des impératifs de discrétion ». Le dispositif « se réorganise dans les rues avoisinantes de la cité ».

À 23 h 34, le suspect est revenu à son point de départ du matin. On le voit passer un coup de téléphone. Au même moment, l'interception judiciaire en cours sur son numéro enregistre une conversation entre Mouss et un homme auquel il demande de descendre lui ouvrir la porte. Le « recoupement positif » se précise…

Alors que la surveillance autour de Mouss commence à porter ses fruits, d'autres vérifications débutent. Un homme de la SDAT pénètre dans le hall d'entrée de l'immeuble dont est sorti le suspect, et constate que quarante-trois appartements y sont occupés. Au siège du service antiterroriste, à Levallois-Perret, la machine policière s'est mise en route.

Du 26 au 30 novembre, jours 2 à 5 :
la surveillance continue, la SDAT identifie le XH

Le lendemain matin, un fonctionnaire transmet à EDF une « réquisition urgente » demandant communication de tous les renseignements concernant les habitants de l'immeuble. Celui-ci étant couplé à un deuxième édifice et certains appartements étant occupés par différentes personnes, c'est 148 noms qu'il faut passer au crible.

Sur le terrain, dès 8 heures, la surveillance physique a repris. À 8 h 52, le XH sort de l'immeuble par l'arrière, accompagné de deux jeunes enfants. En raison de « l'hyper-vigilance » dont fait preuve le XH se faisant appeler Mouss, la surveillance physique doit être suspendue à plusieurs reprises, les enquêteurs se repliant alors sur la surveillance technique (outre le « branchement » du téléphone du suspect, une caméra a été placée devant la porte de son immeuble). Quand ils le peuvent, ils se redéploient à proximité des endroits où le mobile du XH a borné.

Au matin du 27 novembre, vers 8 h 43, on le voit sortir avec deux enfants, comme la veille, mais il n'est pas suivi. Face à la difficulté de maintenir une

surveillance permanente sur un homme qui se méfie, il a été décidé de se concentrer exclusivement sur les moyens techniques pour suivre ses faits et gestes.

Le même jour, on identifie la ligne à laquelle le XH a téléphoné à plusieurs reprises pour se faire ouvrir la porte. Pour cette identification, il a fallu envoyer une réquisition à l'opérateur téléphonique Free. Muni du nom du titulaire de la ligne, et partant du principe qu'il pourrait s'agir du père du sujet qui intéresse l'enquête, la SDAT interroge différents fichiers, notamment celui traitant des procédures judiciaires. Un nom sort, celui de Mohamed Soumah, et une photographie est extraite des dossiers. On la compare aux clichés de surveillance pris deux jours plus tôt. Elle correspond. L'homme est identifié.

Le lendemain, la fastidieuse routine se poursuit. La géolocalisation, l'écoute téléphonique en temps réel et les dispositifs d'observation permettent de suivre presque pas à pas les déplacements de Soumah.

Le cinquième jour, nouvel élément : Mouss a passé la nuit dans un hôtel de Saint-Denis, près du Stade de France, et un SMS qu'il a reçu donne à penser qu'il pourrait être en possession d'un deux-roues. Une équipe se rend sur place pour vérifier les motos et vélomoteurs stationnés aux alentours des hôtels entourant le stade, soit trois établissements. Rien de probant : si l'homme se déplace parfois en scooter, il n'est pas immatriculé à son nom.

Ce 30 novembre verra alterner surveillance physique et technique. Le même jour, un fonctionnaire de la SDAT se livre à une vérification plus poussée des antécédents du suspect et de sa situation administrative : il s'agit d'un homme de vingt-cinq ans, de nationalité française, titulaire d'un passeport périmé. Inconnu de la documentation spécialisée du service antiterroriste, ne faisant l'objet d'aucune fiche de recherche, il est pourtant fiché pour une quinzaine de faits délictueux commis entre 2004 et 2009. Mouss a sombré dans la délinquance dès son adolescence. Avec huit affaires de vol et cinq dossiers de violence volontaire (et il ne s'agit évidemment ici que des faits qui ont été constatés), c'est ce qu'on appelle un « délinquant d'habitude ». On ne lui connaît aucun dossier d'embauche, aucune déclaration de revenus n'est associée à son nom. Bref, un citoyen exemplaire.

À vingt-cinq ans, il a déjà passé environ sept ans derrière les barreaux et a même été traduit devant la Cour d'assises des mineurs pour une série de braquages. Au final, un parcours pénitentiaire chargé : trois semaines pour vol en 2006, cinq mois pour le même délit en 2007 et quatre ans fin 2007 pour vol à main armée (peine prolongée pour mauvaise conduite). À l'issue

d'un congé pénitentiaire, en fin de détention, il part en cavale mais est repris au bout d'un an et replonge pour dix-huit mois. Il est sorti depuis le mois de septembre.

Pour cerner le personnage, un policier a dû adresser une réquisition aux impôts pour se faire communiquer les éléments éventuels des bases Adonis (dossier fiscal), BNDP (base nationale des données professionnelles), TSE (transparence des structures-écrans) et Ficoba (fichier national des comptes bancaires et assimilés). On apprend qu'il est susceptible d'utiliser pas moins de quatre lignes de téléphone. L'ensemble de ces éléments – son passé judiciaire, l'absence d'emploi et de déclarations fiscales, l'utilisation de plusieurs lignes téléphoniques – permet de déduire que la prison est loin d'avoir amendé ce voyou.

Le 30 novembre toujours, la police s'intéresse au « contact téléphonique privilégié » de Mouss, qui s'avère être sa petite amie. Absente de la documentation spécialisée, elle est pourtant « connue défavorablement » du fichier de traitement des antécédents judiciaires pour des faits de mise en circulation de monnaie contrefaite et d'usage de stupéfiants.

1er décembre : interpellation du suspect et début de sa garde à vue

À ce stade, décision est prise d'interpeller Soumah. Dès 6 heures du matin, un dispositif de surveillance est remis en place autour de l'immeuble de Malakoff où réside le père de l'individu. À 8 h 45, il est arrêté dans le calme. Une fois son identité établie par l'équipe d'intervention, il fait l'objet d'une « palpation de sécurité » (fouille au corps sommaire) au cours de laquelle sont trouvés deux téléphones portables.

Soumah est remis aux enquêteurs tandis que ceux qui l'ont interpellé se rendent dans l'appartement de son père. Après avoir sécurisé les lieux, les policiers remettent les deux enfants mineurs au père du suspect et laissent la place à leurs collègues afin qu'ils procèdent à la perquisition.

Entre-temps, il a fallu notifier dans les formes à Mouss le début de son placement en garde à vue à compter du 1er décembre à 8 h 45, pour une durée maximale de 24 heures. Cette période est toutefois susceptible d'être prolongée jusqu'à 96 heures en cas de « circonstances exceptionnelles[123] ». On lui explique donc ses droits : celui d'obtenir l'assistance d'un interprète (qu'il refuse), celui de faire prévenir par téléphone une personne proche, son employeur ou éventuellement des autorités consulaires (il y renonce), celui d'être examiné par un médecin (il le demande), celui de consulter son avocat (il le demande, désigne son défenseur et précise que si celui-ci est

indisponible, il souhaite bénéficier d'un avocat commis d'office). Il a également le droit de faire des déclarations ou de se taire et de consulter divers documents en cas de prolongation de sa garde à vue (notifications, certificat médical, auditions). Cette procédure dure une dizaine de minutes.

À 9 h 05, la perquisition commence. Plusieurs éléments sont saisis et placés sous scellés provisoires : une tour de PC, deux ordinateurs portables, deux tablettes, plusieurs téléphones trouvés dans sa chambre, dans la pièce commune ou sur lui, trois clés USB, un lecteur MP3, deux feuilles de papier portant le prénom Asna, une cassette VHS sans inscription et une feuille de papier sur laquelle est imprimé un texte en arabe. Si la fonctionnaire procédant à la perquisition note la présence d'un « très grand nombre de livres concernant la religion musulmane et l'étude du Coran », elle souligne aussitôt qu'aucun texte radical, violent ou « intéressant l'enquête » n'est découvert. La perquisition s'achève à 11 h 45.

À 9 h 10, cependant, le juge d'instruction a été avisé de l'exécution de sa commission rogatoire et du placement en garde à vue de son « client », de même que le parquet de Nanterre. L'avocat désigné par Mouss est prévenu[124], la permanence des unités médico-judiciaires (UMJ[125]) d'Argenteuil également.

À 10 h 30, au siège de la SDAT, un policier se livre à une première « vérification financière » de l'intéressé, titulaire de deux comptes en banque actifs et de trois livrets d'épargne clôturés. Ensuite, il prend contact avec l'administration postale pour déterminer si le suspect a émis ou reçu des mandats. Réponse négative.

Après la fin de la perquisition du logement de Mouss, à 11 h 45, une équipe de six fonctionnaires va perquisitionner le domicile de sa petite amie. On y saisit, en présence « constante et effective » du principal suspect, cinq téléphones portables, deux tablettes et la somme de 7 850 euros en espèces. La compagne de Mouss est, à son tour, placée en garde à vue, ce qui donne lieu à la répétition du même rituel. Entre-temps, après un troisième « avis à avocat », une collaboratrice de ce dernier rappelle la SDAT : son confrère ne peut se déplacer. On propose à Mouss un défenseur commis d'office mais, ayant changé d'avis depuis son interpellation, il le refuse et accepte de répondre aux questions sans avoir consulté son homme de loi.

Après l'inventaire de sa fouille personnelle et un second « avis à médecin » à 15 h 20 (le praticien fait savoir qu'il visitera le détenu en soirée), on entend un témoin qui s'est présenté spontanément par crainte de voir son nom mêlé à l'affaire. Son audition n'apporte aucun élément.

À 17 h 25, enfin, peut commencer le premier interrogatoire du gardé à vue. Il porte sur sa « grande identité » et son engagement religieux, et fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel pour éviter toute contestation (et toute accusation abusive de mauvais traitement).

La « grande identité » permet de situer exactement l'individu : date de naissance, nom et prénoms, éventuels surnoms, filiation, situation familiale, fratrie, situation administrative, études et diplômes, activités professionnelles, ressources – il touche l'aide temporaire d'attente destinée aux jeunes qui sortent de prison, à compléter par le RSA –, domiciles successifs, moyens de déplacement, téléphonie, voyages à l'étranger, activités associatives ou culturelles.

Abordant sa religion, Soumah se définit comme musulman – il a choisi la religion de son père car sa mère, décédée, était chrétienne – et pratiquant mais « solitaire », rattrapant ses prières quand il les rate, ce qui est fréquent[126]. Il ne se montre ni particulièrement exalté ni revendicatif, affirme ne pas s'intéresser à l'islam politique ni au phénomène des conversions. « Je m'en fiche, sans vous manquer de respect, madame, je ne m'occupe pas trop de ces trucs-là. Même ma copine je ne lui demande pas de se convertir, chacun sa vie. » Soulignant qu'en France on ne l'a jamais insulté, il va même plus loin. Quand on lui demande son point de vue sur la présence française au Mali, il lâche : « Bah heureusement qu'ils sont là les Français. J'ai entendu dire que quand tu joues au foot, ils te coupent le pied, si t'écoutes de la musique, ils te coupent l'oreille. J'ai jamais lu ça dans l'islam. Après, les Français n'ont fait que repousser, c'est sûr, c'est mieux qu'avant, mais bon… »

Il se déclare « halluciné » par des jeunes « plus petits que lui » qui n'ont rien vécu et qui partent au Mali ou en Syrie « en laissant plein de trucs derrière eux » : « Moi j'ai plus ma mère, mais j'ai encore mon père et les demi-frères et sœurs. Je pourrais pas partir comme ça et les laisser. » Et de conclure, semblant sincère : « Je suis un voyou, je suis pas un djihadiste… ce qui s'est passé au Bataclan, ça m'a touché. Ma copine travaille à Bastille et ça aurait pu lui arriver. Ça m'a touché. »

La copine en question subit le même traitement que Soumah. Au cours de son interrogatoire, elle déclare au sujet de son petit ami, sans travail mais dont elle dit ignorer les sources de revenus : « Il doit faire des conneries, comme tous les gens qui ne travaillent pas, dans le 93… »

En début de soirée, on présente Mouss au magistrat instructeur par vidéo-conférence. Il lui déclare : « La garde à vue se passe bien. Je suis à votre disposition pour répondre aux questions. Je ne suis pas un terroriste. » Il est ensuite examiné par un médecin de l'UMJ, « à l'abri des regards et de toute

écoute extérieure afin de permettre le respect de la dignité et du secret professionnel de l'examen médical ». Le praticien tranche : son état est compatible avec la poursuite de la garde à vue. Celle-ci est prolongée.

Une première exploitation de la téléphonie saisie ne donne rien. On effectue les prélèvements dactyloscopiques et d'ADN sur son amie.

2 décembre : deuxième jour de garde à vue pour Mouss

La routine reprend dans la matinée, avec les habituels « avis à avocat » et un deuxième interrogatoire de la petite amie de Soumah. Il n'apporte rien de plus. Il en va de même pour l'exploitation du scellé contenant des textes en arabe. Examinés par un policier arabisant, ils se révèlent des textes d'enseignement religieux classique sans caractère violent.

À 11 h 55, le deuxième interrogatoire de Mouss débute. Il reconnaît avoir été en prison avec Jawad Bendaoud au centre pénitentiaire de Val-de-Reuil, « mais de toute façon qui ne connaît pas Jawad ? C'est une péripétie à lui tout seul… »

Tout n'a pas toujours été au beau fixe entre les deux hommes. Après leur libération, Jawad a insulté sa mère : « J'ai sorti mon flingue et je lui ai mis des coups de crosse. Je lui ai même pissé dessus. Il m'a traité de sale *renoi* et tout. Au bout du compte, on a trouvé un arrangement, je lui ai ramené de la coke, il la transformait en crack ou je ne sais pas quoi et je récupérais la moitié de ce que ça lui avait rapporté… »

Il avoue également avoir connu Hasna en lui vendant de la coke. Mais il ne l'aurait vue, en tout et pour tout, que deux fois, le 16 novembre (l'avant-veille de l'assaut sur la planque de Saint-Denis), puis n'aurait plus eu de contact avec elle. On lui présente les planches photographiques des auteurs des attentats du 13 novembre et d'autres suspects. En tout, une trentaine d'hommes et une dizaine de femmes. Pour les avoir vus à la télévision, il en reconnaît certains : Ahmad al-Mohammad, « l'ennemi public numéro 1, Abdeslam », Abdel Hamid Abaaoud, Mohaled Abrini…

Sur photographie, il reconnaît également Hasna. Après avoir expliqué qu'il change fréquemment de puces téléphoniques, il précise : « Franchement, quand j'ai vu qu'Hasna passait à la télé, j'ai cassé immédiatement ma puce, je ne vais pas vous mentir. Je savais que j'avais son numéro. Vous seriez à ma place, vous auriez fait pareil… Je n'ai que vingt-cinq ans, j'ai encore la vie devant moi. Je regrette d'avoir parlé avec elle, je ne pouvais pas savoir. C'est pas marqué sur son front : "Je suis terroriste, je suis de la famille d'Ababoul [*sic*]." C'est un simple hasard. »

À 14 h 20, l'interrogatoire est terminé. Deux heures auparavant, la SDAT a avisé le juge d'instruction des résultats de l'enquête sur la petite amie de Mouss, qui semble être hors de cause. Le magistrat décide de la fin de sa garde à vue.

Pendant un nouvel examen médical du jeune homme[127], des enquêteurs exploitent les conversations qu'il a eues avec Hasna Aït-Boulahcen dans la soirée du 17 novembre, précisent ses antécédents judiciaires, examinent le compte Facebook qu'il avait ouvert sous le pseudonyme « yarl yaro ». Il compte 195 contacts mais est inactif depuis le 24 juillet. Un autre enquêteur doit rédiger un procès-verbal pour expliquer un incident technique qui a empêché l'enregistrement vidéo de l'un des trois interrogatoires de l'amie du suspect. À 16 h 45, Soumah s'entretient avec son avocat avant d'être, à nouveau, présenté au magistrat instructeur, toujours par vidéo-conférence. Sa garde à vue est à nouveau prolongée, cette fois pour 48 heures, ce qui donne lieu à de nouveaux « avis à médecin » et à avocat.

Un capitaine de police de l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC) a été requis pour procéder aux expertises approfondies des cinq téléphones, de l'iPad et d'une tablette saisis. Trois fonctionnaires de son service, spécialisés dans les « cyber-enquêtes », font examiner le matériel. Dans un seul téléphone, ils trouveront 5 747 SMS, 80 MMS, 586 mails, 3 492 éléments envoyés ou reçus par le dispositif de chat. Comme il est impossible de procéder à la lecture de chaque message, on effectue une recherche par mots clés : Daech ou Daesh, Islamique, ISIS, Syrie, Djihad ou jihad, martyr et *shaheed anasheed*, kalachnikov, Bataclan, Jawad, Charlie, stade, etc.

Sur la tablette, ce sont 1 497 éléments du journal, 134 contacts, 927 appels, 1 440 messages, 11 863 fichiers images, 519 fichiers documents qui sont passés en revue. En conclusion, les experts rédigent un rapport de 81 pages.

3 décembre : troisième jour de garde à vue

Les rapports techniques adressés la veille au soir par l'OCLCTIC sont exploités par la SDAT. La recherche s'est avérée négative : aucun élément n'intéresse la procédure. Tandis que l'on place sous scellés définitifs[128] les saisies effectuées chez la petite amie de Mouss, le troisième interrogatoire de celui-ci débute à 8 h 15.

Spontanément[129], Mohamed Soumah affirme s'être « rappelé d'un truc » : « Hasna m'a appelé [dans la soirée ayant précédé l'assaut de Saint-Denis],

mais je crois qu'elle s'est trompée. Elle m'a dit : "Ouais t'es où ? Je suis là, j'arrive pas à rentrer, viens." Après je lui ai dit : "Ouais, c'est moi Mouss", et elle a dit : "Ah ouais, ok, *salam aleykoum*." Après je lui ai dit : "Viens on se voit", mais elle a dit "*salam aleykoum*", c'est tout… C'était le soir avant l'intervention de la police, je sais pas quelle heure il était. Ça se voyait qu'elle s'était trompée. » Il finira par admettre avoir mis Hasna en relation avec Jawad pour un « deal de crack ».

Parallèlement aux interrogatoires, le travail de fourmi des enquêteurs se poursuit. On exploite les facturations détaillées des lignes de Mouss. Un fait troublant en ressort : le 13 novembre, jour des attentats, entre 19 h 22 et 21 h 42, les trois lignes utilisées par Mouss activent exclusivement des bornes situées à proximité du Stade de France. Or, c'est précisément dans ces moments que les kamikazes se font exploser, et un témoin avait vu l'un d'entre eux parler « avec un Black » peu avant les explosions.

Autres constatations, très gênantes pour celui qui prétend ne connaître qu'un peu Jawad Bendaoud et quasiment pas Hasna : en quelques semaines, on ne relève pas moins de 188 échanges téléphoniques (112 appels vocaux et 76 SMS) entre Soumah et Jawad. Dont 16 entre le 16 et le 18 novembre. Avec Hasna Aït-Boulahcen, on note 91 communications entre le 16 et le 18 novembre (48 appels vocaux et 43 SMS). Et 34 de ces appels ou messages viennent d'Hasna, contre 57 de Mouss. Rien que le 17 novembre, jour où se concrétise la négociation menée par Hasna pour trouver un point de chute à Abaaoud et Akrouh, ils se sont parlé 34 minutes.

À 10 h 50, on forme un groupe pour présenter le suspect au vigile qui a vu un des kamikazes du Stade de France parler à une personne de type « africain » (il l'a décrit comme « un Black »). Le témoin ne reconnaît pas Soumah.

À 11 h 45, nouveau groupe pour une autre séance d'identification. Suivent les habituels appels vers les avocats et médecins.

À 18 h 15, le quatrième interrogatoire de Soumah commence par une sévère mise en garde : « Il est temps que vous compreniez que nous ne sommes pas dans un commissariat de quartier pour une affaire de "droit co" ou de "deal". Prenez conscience que vos déclarations vont être déterminantes pour votre avenir, réfléchissez et posez-vous les bonnes questions. »

Mais Soumah s'enfonce dans ses mensonges et ses contradictions. Sa ligne de défense n'évoluera que très légèrement, après avoir entendu l'enregistrement d'une de ses conversations avec Aït-Boulahcen. Elle lui parle dans une sorte de langage codé : « Je dois dormir avec eux parce qu'il

y en a un qui n'a pas confiance. » Ensuite : « Tu sais très bien ce qu'il se passe… »

Mouss finit par reconnaître : « Je vais vous dire, c'est vrai, j'ai menti depuis le début. Parce que moi, je veux pas qu'on dise que c'est moi le cerveau qui les a couverts, qui les a ramenés là-bas alors que j'ai juste mis une junky là-bas. Quand elle est venue au début, Hasna m'a dit qu'elle cherchait un logement pour trois semaines. Je savais que Jawad avait un squat, alors voilà… en plus il faisait froid, j'ai eu pitié. Je me suis dit qu'elle était en galère. L'histoire de la coke et du crack c'est vrai. Et puis elle m'a pas parlé d'autres personnes. »

Pourquoi parle-t-elle, par moments, en ce qui semble être un langage codé ? La réponse est simple : « C'est une meuf de la cité, elle parle comme moi, elle parle discret. »

À la fin de son audition, Mohamed Soumah, presque fataliste, avoue : « Je sais que vous, et même le juge, il va me croire pas crédible. Mes propos sont incohérents et j'ai l'air coupable, mais j'ai traité qu'avec Hasna. Si j'avais su que c'étaient des terroristes, je ne les aurais pas mis dans la rue où habitent mes frères et sœurs… OK, je vais aller en prison, mais il ne faut pas dire que je suis un terroriste. C'est pas la peine de me mettre une fiche S. Je suis juste un mec qui a fait une rencontre par hasard en faisant le mec qui a le bras long… Ma faute, c'est d'avoir parlé à une femme comme Hasna, mais je suis pas prêt à faire une peine de dix ou quinze ans. J'ai pas de sang sur les mains… J'ai toujours été condamné de mes conneries, mais faut pas me condamner pour un truc que je n'ai rien à voir avec ça. Sinon, je vais vraiment foutre ma vie en l'air. »

À 21 h 30, l'audition se termine. C'est l'heure de la routine : avis à l'avocat et au médecin.

4 et 5 décembre : fin de garde à vue et mise en examen

Les enquêteurs savent que leur travail touche à sa fin. Certes, les différentes vérifications n'ont pas permis d'établir un lien entre Soumah et les attentats ; son rôle dans l'affaire peut sembler mineur, marginal. Mais par leur travail minutieux et des interrogatoires bien menés, ils sont parvenus à enfermer leur « client » dans ses mensonges. Le 1er décembre, il prétendait n'avoir vu Hasna que deux fois, pour des « deals » et parce qu'il voulait « la baiser ». Trois jours plus tard, il a reconnu avoir servi d'intermédiaire pour procurer un logement à la jeune femme. Et même s'il continue à prétendre qu'il ignorait qu'elle était en compagnie de terroristes, il admet avoir su qu'elle n'était pas seule. L'essentiel est fait. Un élément de complicité a été établi, et des portes ont été fermées.

Après un nouvel examen médical, le cinquième interrogatoire commence. Élément le plus important : Mouss reconnaît qu'entre Jawad et lui, c'était lui « le patron », ce qui aggrave évidemment sa situation. De petit intermédiaire qui a mis deux personnes en relation, le voilà devenu l'homme qui pouvait exiger de Jawad qu'il prête un logement temporaire à ceux qu'il lui envoyait.

Le policier qui l'interroge replace les choses en perspectives : « Ce qui ressort de vos déclarations, et de vos contradictions, c'est que vous êtes une personne sans scrupule qui a préféré fermer les yeux pour gagner de l'argent, et a tiré profit de cette situation qui impliquait des terroristes. En matière de terrorisme, la loi du silence et autres principes de "cité" n'ont pas leur place. Vous dites ne pas avoir de sang sur les mains, mais si c'est le cas, c'est uniquement grâce aux forces de l'ordre qui sont intervenues à temps, et sans qui un attentat à La Défense aurait fait de nouvelles victimes par votre fait. »

Laconique, Soumah consent ce qui ressemble à un demi-aveu : « Je vous mens pas, moins j'en sais mieux je me porte. »

À 0 h 40, le 5 décembre, on signifie à Mohamed Soumah la fin de sa garde à vue et on lui annonce qu'il va être déféré devant le juge d'instruction.

À 11 h 30, il passe en première comparution devant le juge Christophe Tessier, qui le met en examen pour « participation à une association de malfaiteurs terroristes en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes visés au 1° de l'article 421-1 du Code pénal ».

La justice dira, à l'heure du procès, si Mohamed Soumah est coupable ou pas et quel est le degré de cette culpabilité. D'ici là, l'enquête continuera et d'autres éléments apparaîtront peut-être. Il est évident que Mouss n'est pas le terroriste du siècle. Mais c'est l'un de ces multiples petits rouages sans lesquels la machine logistique de Daech en Europe s'essoufflerait bien vite : l'un servira de chauffeur, l'autre vendra une arme, un troisième procurera une planque. Tous, à leur niveau et selon leurs moyens, participeront à la commission du crime, ou du moins à soutenir et protéger ceux qui le commettent. Dans le cas présent, il s'agit bien davantage d'un petit voyou, qui a vu l'occasion de se faire un peu d'argent en fermant les yeux sur les implications possibles du coup de main qu'il donnait, que d'un radicalisé – ce qu'il n'est manifestement pas. « C'est quelqu'un qui est à l'affût de la moindre occasion de se faire un billet[130] », dira Me Julien Dubs, son avocat, au journaliste Stéphane Joahny.

Si Sonia n'avait pas parlé et permis l'intervention de Saint-Denis, à l'aube du 18 novembre, le service rendu par Soumah aurait permis à Abaaoud et

Akrouh, comme le remarque très justement l'un de ses interrogateurs, de commettre de nouveaux attentats sanglants. Pour 100 euros…

Onze jours d'enquête, plus de quatre-vingts procès-verbaux

Pour que la vérité commence à se faire jour, il aura fallu une enquête de onze jours, dont six de surveillance et cinq de garde à vue. À un moment ou l'autre, quelque vingt-cinq policiers auront participé aux recherches, un certain nombre d'entre eux étant présents du premier au dernier jour. Des moyens techniques importants (écoutes, observations…) ont été mobilisés. Quatre-vingt-quatre procès-verbaux auront été rédigés, des experts désignés, une dizaine de réquisitions envoyées et exécutées, des milliers de données passées au crible. Et cela, rappelons-le, pour un second couteau. On comprend dans ces conditions qu'en moins de trois semaines d'enquête les six juges désignés aient eu à connaître quelque six mille procès-verbaux.

Car la police et la procédure judiciaire sont aussi une formidable machine à produire du papier. Tout, ici, est noté, enregistré. Un incident empêche-t-il de filmer un interrogatoire ? Procès-verbal ! Chaque « avis à médecin » ou « avis à avocat » donne lieu à la rédaction d'un PV. Et si trois coups de téléphone sont nécessaires pour finir par s'entretenir deux minutes avec l'intéressé, eh bien, il y aura trois PV à verser au dossier. Plus un autre pour constater que le praticien ou l'homme de loi a bien vu le « client » en garde à vue.

Prenons l'ouverture d'un scellé provisoire : j'ai décrit la procédure utilisée, mais j'ai omis de mentionner, tant cela semblait évident, qu'elle donne lieu à… la rédaction d'un PV – et de prises de photographies pour prouver que ledit scellé est bien intact. En résumé, presque chaque geste et, en tout cas, chaque acte posé fera l'objet d'un procès-verbal attestant qu'il a bien eu lieu et dans quelles conditions.

Bureaucratie, lourdeur tatillonne, dira-t-on. Sans doute, mais cette manie procédurière est le garant d'une justice bien rendue. C'est elle qui évite les dérives, les « preuves » manipulées, les aveux extorqués, la hâte qui ferait passer à côté de l'essentiel.

Quand on voit quel investissement humain il a fallu pour finir par inculper un second couteau comme Soumah, on imagine ce qu'il en est lorsque l'enquête porte sur un ou plusieurs terroristes chevronnés. C'est là ce qu'il ne faut pas oublier quand on juge ou critique le travail des enquêteurs.

122. Ce récit détaillé est tiré d'une partie de la procédure à laquelle j'ai pu avoir accès et se base uniquement sur les procès-verbaux établis par les enquêteurs. À ma connaissance, c'est la première fois qu'une telle procédure est décrite en détail.

123. C'est généralement le cas pour les affaires de terrorisme, cette durée de 96 heures pouvant encore être prolongée en cas d'investigations particulièrement complexes ou « s'il ressort des premiers éléments de l'enquête ou de la garde à vue elle-même qu'il existe un risque sérieux de l'imminence d'un acte terroriste en France ou à l'étranger ou que les nécessités de la coopération internationale le requièrent impérativement ». Le maximum absolu de la garde à vue est, dans ce cas, porté 144 heures (6 jours), mais uniquement sur autorisation écrite et motivée d'un juge.
124. Cet « avis à avocat » devra être répété à plusieurs reprises.
125. Les UMJ rassemblent des médecins, médecins-légistes, infirmières, psychologues, etc. Évoluant en milieu hospitalier, elles sont chargées de deux missions essentielles : les constats de coups et blessures d'agressions sexuelles ou de mauvais traitements et les examens médicaux de personnes en garde à vue.
126. Pour rappel, un musulman pieux doit effectuer cinq prières par jour : prières de l'aube (*A sabah*), de la mi-journée (*adh-dhouhr*), de l'après-midi (*al-asr*), du coucher du soleil (*al-maghrib*) et du soir (*al-Icha.*) Même si différer volontairement le moment des prières est considéré comme un péché, il est généralement admis que l'on puisse les regrouper en cas d'impossibilité de les effectuer au moment prescrit.
127. Un examen sera pratiqué chaque jour de la garde à vue.
128. Lors de la perquisition, les enquêteurs placent les éléments saisis sous scellés « provisoires ». Ceux-ci peuvent être brisés pour présenter des éléments à un gardé à vue ou un témoin, ou pour leur « exploitation » (analyse technique et/ou contextuelle). Une fois cette exploitation terminée, chaque élément est placé sous un scellé « définitif », qui ne sera plus rouvert jusqu'au procès. Les scellés brisés sont eux-mêmes placés sous scellé définitif et joints aux autres pièces à conviction. Après le procès, les scellés seront encore conservés au greffe du tribunal pour la durée durant laquelle le jugement peut être frappé d'appel ou de cassation. Le délai de conservation obligatoire est passé de trois ans à six mois après un non-lieu ou un jugement définitif. Après quoi, les objets non réclamés, ou qui ne peuvent être restitués (armes, stupéfiants…), deviennent propriété de l'État qui peut les détruire, les vendre ou les conserver pour son usage propre. Dans les faits, de nombreuses pièces à conviction d'affaires « sensibles » sont conservées beaucoup plus longtemps. Chaque année en France, cinq cent mille éléments sont placés « sous-main de justice ».
129. La plupart des interrogatoires commencent, presque rituellement, par la question : « Avez-vous des déclarations spontanées à nous faire ? » On considère en effet qu'un suspect qui entrerait en voie d'aveux sans y être « contraint » par les interrogateurs pourrait y gagner.
130. Stéphane Joahny, « Attentats de Paris : Mohamed Soumah, complice des terroristes pour 100 euros », *Le Journal du Dimanche*, 13 décembre 2015.

6

Traque et arrestation de Salah Abdeslam

Il est temps de revenir à l'enquête sur les attentats du 13 novembre. En ces dernières semaines de 2015, alors que le rôle de chacun se précise grâce au travail des policiers, les priorités des autorités sont évidentes : identifier tous ceux qui, de près ou de loin, ont été mêlés à la préparation ou à la réalisation des attentats, repérer et mettre hors d'état de nuire les réseaux de Daech susceptibles de commettre de nouvelles attaques sur le sol européen, mettre la main sur celui que la presse présente comme « l'ennemi public numéro 1 », Salah Abdeslam, et sur ses complices déjà connus.

Ces trois axes sont d'ailleurs liés, car si Salah a pris la fuite, on peut penser que c'est précisément dans le but de mettre en œuvre de nouvelles attaques. On peut également craindre qu'il trouve l'assistance nécessaire auprès d'autres djihadistes non identifiés ou de « cellules dormantes » de l'État islamique.

Un bien injuste belgian bashing

Il règne alors un climat étrange. D'abord, on assiste dans certains milieux politiques et médiatiques français à une offensive en règle contre la Belgique, accusée de ne rien avoir vu de la préparation des attentats. Préparation qui s'est tout de même étalée sur plusieurs mois et a impliqué des personnes « connues des services » pour leur radicalisation, comme les frères Abdeslam. Il est vrai que les Belges ont commis des erreurs qui restent encore, au moment où j'écris ces lignes, à mettre pleinement en lumière : plusieurs services disposaient de renseignements parcellaires sur l'un ou l'autre des protagonistes du réseau. Il semblerait qu'ils n'aient jamais été réellement rassemblés, ce qui aurait permis de se faire une idée plus exacte de la dangerosité de ces individus et, peut-être, de les mettre hors d'état de nuire avant leur passage à l'acte – comme cela avait été fait, avec succès, le 15 janvier 2015 à Verviers. D'autres renseignements sont restés dans des tiroirs et n'ont simplement jamais été exploités.

Pour autant, ce *belgian bashing,* comme on dira à Bruxelles, est déplacé et même très injuste.

On pourrait adresser exactement les mêmes reproches à tous les pays qui ont été frappés, depuis 2001, par le terrorisme djihadiste. Les Allemands et les Américains ont-ils « vu » la cellule de Hambourg, dirigée par Mohamed Atta, préparer les attentats du 11 septembre 2001[131], alors que « tous les clignotants étaient au rouge » ? Les Espagnols ont-ils détecté les terroristes qui allaient commettre les attentats du 11 mars 2004 ? Les Britanniques ont-ils empêché les attaques meurtrières du 7 juillet 2005 ? Poser cette question, c'est déjà y répondre.

Malheureusement, la France n'est pas si bien placée pour critiquer son petit voisin du Nord. Avec des moyens bien plus considérables que les Belges, des services aguerris et habitués de longue date à la lutte contre la terreur et un cadre légal nettement moins restrictif, les Français n'ont pas vu Mohamed Merah prêt à passer à l'œuvre ni les frères Kouachi ou Amedy Coulibaly planifier leurs attentats et prise d'otages de janvier 2015[132].

En réalité, les services de police et de renseignement, qu'ils soient belges, français, britanniques, américains ou autres, sont tout sauf impuissants face à la menace terroriste. Des dizaines d'attentats, dont certains auraient causé des pertes humaines très importantes, ont été empêchés ces dernières années. Ce qui a changé avec l'État islamique, et nous y reviendrons, c'est que le nombre de suspects potentiels se compte par milliers en Europe. Et le nombre de cibles par centaines de milliers, si l'on considère que tout endroit symbolique ou attirant la foule peut être visé.

Reste que les critiques contre la Belgique vont perdurer, certains lui reprochant maintenant d'être incapable de mettre la main sur Salah Abdeslam, vu pour la dernière fois le 14 novembre 2015, moins de 24 heures après les attentats, alors qu'il se faisait déposer dans une rue du nord-est de Bruxelles et disparaissait après avoir déclaré à son chauffeur : « Tu ne me reverras pas. »

L'ambiance est tellement délétère qu'elle pousse, début mars 2016, le directeur de la police judiciaire à publier un communiqué de presse[133]. La démarche est rare et correspond peu à la personnalité de Claude Fontaine, homme discret et réservé. Mais il a tenu à mettre les points sur les « i ».

Il faut dire que la coupe est pleine pour les enquêteurs. Le Comité P[134], organe nécessaire et fort estimable, mais dont les membres n'ont qu'un très lointain contact avec la réalité de terrain et dont les investigateurs n'ont plus mené d'enquête judiciaire depuis des années, si tant est qu'ils l'aient fait un jour, est en train de mettre la dernière main à un rapport que la presse

annonce comme dévastateur. Réaction de Claude Fontaine : « Ces derniers jours, plusieurs médias ont diffusé des messages négatifs concernant les enquêteurs de la division antiterroriste de la police judiciaire fédérale de Bruxelles (DR3) et leurs responsables. En tant que directeur général de la police judiciaire, la teneur de ces articles me contraint à réagir. »

Et le chef de la PJ de marteler : « Les enquêtes menées dans la lutte contre les organisations terroristes sont complexes. Elles requièrent une attention soutenue et beaucoup de professionnalisme de la part des enquêteurs. Ils reçoivent des informations par centaines et un très grand nombre d'individus sont susceptibles de faire l'objet d'un suivi particulier dans les dossiers en question. De surcroît, nous devons également veiller, dans notre État de droit, à ce que des personnes ne soient liées à un dossier terroriste que sur la base d'informations fiables ou de preuves concrètes. Fixer des priorités n'est pas chose aisée… La DR3 a néanmoins déjà su prouver son efficacité à de nombreuses reprises. C'est ainsi qu'un attentat a été déjoué grâce à l'intervention à Verviers. Vingt-six dossiers ont récemment été soumis au tribunal avec pour résultat des condamnations dans tous ces dossiers. Ces résultats ont pu être obtenus grâce à l'engagement particulièrement soutenu de nos enquêteurs antiterroristes pour préserver notre pays d'un attentat. »

Il conclut : « Ce qui me dérange, en tant que directeur général de la police judiciaire, c'est le fait que ces enquêteurs qui donnent en permanence le meilleur d'eux-mêmes sont ensuite confrontés à certains articles de presse négatifs reposant sur des récits fallacieux. Quand je vois quels efforts ces policiers déploient quotidiennement et les résultats qu'ils obtiennent, il est de mon devoir de les défendre contre certains éléments mensongers qui se basent sur des "informations" de source douteuse ayant parfois uniquement pour but de discréditer notre organisation. Je ne peux que demander avec insistance aux médias de se montrer prudents face à de telles informations. »

Si j'ai choisi de citer un peu longuement ce texte, c'est qu'il éclaire cette autre réalité : le contexte difficile dans lequel les enquêteurs antiterroristes ont eu à travailler durant ces terribles mois de fin 2015 à début 2016. À tel point que, dégoûtés, plusieurs d'entre eux ont choisi de demander leur mutation. Ils n'avaient que très peu apprécié le fait d'être convoqués toutes affaires cessantes devant le Comité P pour y être entendus comme des quasi-suspects. Et ce alors qu'ils étaient engagés dans l'enquête la plus difficile jamais menée en Belgique et en France, et parfois même en plein milieu d'une opération.

Malheureusement, le Comité P continuera son œuvre, véritable charge contre les services d'enquête. Basé sur des faits dont l'interprétation *a posteriori* est évidemment plus facile qu'elle ne l'était au moment où ils se produisaient (et qu'on ne pouvait bien entendu relier les uns aux autres à l'époque, ce qui leur aurait donné un sens particulier), leur rapport final est un petit chef-d'œuvre de perfidie. Il en ressort, ainsi que le soulignera la presse[135], après une « fuite » dont il serait intéressant de savoir qui l'a organisée, que la police belge aurait manqué « à treize reprises » l'arrestation des terroristes avant le 13 novembre. On devine l'effet catastrophique que ces nouvelles « révélations » auront sur le moral des troupes.

Qu'il soit permis de souligner que ce travail d'« enquête » des limiers du Comité P gagnerait sans doute en crédibilité s'il n'était pas nourri, entre autres, des « bavardages » (pour rester poli) d'une fonctionnaire de police en délicatesse avec sa hiérarchie, qui entretenait à l'époque des faits des relations exécrables avec la plupart de ses collègues et n'avait de toute façon qu'une vision très partielle des faits, étant donné le niveau très subalterne auquel elle évoluait.

Il est incontestable que des erreurs ont été commises, tant en France qu'en Belgique, qui ont permis au drame de se survenir. Mais la mémoire des victimes, comme le dévouement des enquêteurs, que ce soit à Bruxelles ou à Paris, mérite mieux que ce médiocre étalage de ragots, de « vérités » sujettes à caution et d'éléments sortis du contexte qui permet de les comprendre.

Bruxelles, ville morte

Les hypothèses sur le sort d'Abdeslam vont bon train. Pour les uns, il se cache à Molenbeek, cette commune de l'ouest de Bruxelles où il a grandi et qui acquiert une « reconnaissance mondiale » en qualité de « mère de tous les djihads » en Europe. C'est, une fois de plus, oublier un peu vite le « Londonistan » des années 1990 et du début des années 2000, la conurbation Lille-Roubaix-Tourcoing et les banlieues de Lyon, Paris, Strasbourg ou Toulouse… mais passons. Les perquisitions se multiplient, la police « tape » sur tout ce qui a un lien avec la fratrie Abdeslam. En vain.

Une autre piste est évoquée, à défaut de pouvoir être réellement explorée : Salah Abdeslam aurait regagné la Syrie, comme l'avait fait après le 15 janvier et le démantèlement (définitif…) de la cellule de Verviers un certain Abdelhamid Abaaoud. Mais là, bien entendu, impossible de vérifier quoi que ce soit.

Soudain, dans la soirée du vendredi 20 novembre, une semaine jour pour jour après la tuerie, une information est transmise à Bruxelles faisant état d'un attentat imminent sur le sol belge. Le renseignement corrobore d'autres sources acquises, elles, par les Belges : un commando s'apprêterait à frapper la capitale. On fait état de cibles relativement précises : les transports en commun et/ou des centres commerciaux. On évoque « plusieurs hommes » lourdement armés et prêts au carnage.

En quelques heures, des décisions sont prises. Dans la nuit, des unités militaires convergent vers Bruxelles. Dans la matinée du samedi 21, le gouvernement décide de fermer le métro de la capitale, puis d'interrompre la circulation de la plupart des lignes de bus, et communique ouvertement sur les menaces. En quelques heures, la capitale de l'Europe se vide. Les uns après les autres, centres commerciaux, grands magasins, musées, lieux de spectacles et restaurants ferment leurs portes. De même que de nombreux autres lieux publics ou entreprises. En début d'après-midi, Bruxelles est une ville morte. On n'y croise plus que de rares curieux, quelques désespérés tentant – souvent en vain – de faire leurs courses et des équipes de journalistes venues du monde entier.

Le spectacle est incroyable. Du jamais vu en Europe – même aux moments les plus tendus de l'opération Sentinelle, en France –, sauf à se replonger vingt ans en arrière, à l'époque où l'Ulster était encore déchirée par les attentats de l'IRA et la contre-guérilla menée avec fermeté par l'armée britannique. Dans une ville vide, on ne voit que des blindés stationnant aux principaux carrefours, des automitrailleuses positionnées devant des sites « sensibles » et des patrouilles militaires allant jusqu'à une dizaine d'hommes, lourdement armés, quadrillant les rues.

Le dimanche 22 novembre, en soirée, c'est le paroxysme.

Un renseignement obtenu par les Belges fait état de l'imminence d'un attentat contre un grand hôtel et le commissariat central de la ville, à un jet de pierre de la Grand-Place. Des autobus et des camions sont placés en travers des rues pour empêcher la progression d'un éventuel véhicule piégé. En même temps, les perquisitions se multiplient.

Mais il ne se passera rien. Quelques jours plus tard, les choses reviennent à la normale. Les autorités seront, par la suite, critiquées pour leur manque de sang-froid et leur « amateurisme ». Mais si la critique est aisée, l'art, lui, est difficile.

Je connais bien Charles Michel, le jeune Premier ministre belge, et son ministre de l'Intérieur, Jan Jambon. Si ces deux hommes – et les autres membres du gouvernement, bien entendu – ont décidé du *lockdown* de

Bruxelles, c'était pour de bonnes raisons, pas simplement pour le plaisir de miner l'économie locale en paralysant la cité à moins d'un mois des fêtes de fin d'année, au moment où certaines enseignes réalisent leurs meilleurs chiffres de l'année. De fait, tout indique que l'on a évité un attentat dans la soirée du dimanche. Mais en contre-terrorisme, si les erreurs sautent aux yeux – puisqu'elles se soldent par la mort et la destruction –, les succès, eux, sont toujours difficiles à quantifier puisque, quand succès il y a, à défaut d'arrestations qui ne sont pas toujours possibles, il ne se passe rien.

La légende d'un Salah Abdeslam « repenti »

La traque d'Abdeslam peut reprendre. Une nouvelle rumeur commence à enfler, encouragée par la découverte, une dizaine de jours après les attentats de Paris, d'une ceinture explosive inutilisée dans une benne à ordure de la rue Chopin, à Montrouge, dans l'Est parisien. Salah, affirme-t-on, « devait se faire exploser le 13 novembre, mais il a reculé. Il a eu peur. Il a fui. Dès lors, il aurait autant à craindre de Daech (qui souhaite se venger de lui) que de la police. » Le pauvre n'aurait d'ailleurs qu'une responsabilité très limitée dans ce qui s'est passé : il a été manipulé par Abaaoud ou par son propre frère, Brahim, qui est devenu kamikaze au Comptoir Voltaire.

Bref, un pauvre garçon abusé et maintenant apeuré qui pourrait même, soulignent certains, collaborer avec la justice si on lui offrait des garanties. Devenir une sorte de « repenti ». En quelques jours, dans certains médias, Salah Abdeslam passe du statut d'ennemi public à celui de naïf, dépassé par des actes qu'il ne voulait pas commettre.

Cet écran de fumée est répandu par son entourage, en particulier par l'un de ses frères, Mohamed, qui se déplace de plateau de télévision en studio de radio. Jusqu'au moment où l'on déterre son passé : ex-ambulancier, il a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir détroussé les cadavres qu'il transportait. Ce qui n'empêchera nullement ce brave garçon d'être engagé… par la commune de Molenbeek ! S'est-il assagi ? Apparemment pas, puisqu'il sera soupçonné d'avoir mis sur pied un trafic d'informations provenant du registre de la population qu'il gérait[136]… Comme témoin de moralité, on repassera. Exit, donc, le frère.

Mais la théorie d'un Salah fugitif et pouvant devenir un éventuel repenti a encore de beaux jours devant elle, propagée désormais par des journalistes qui, il faut le dire, n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent.

Certains font flèche de tout bois, faisant remarquer, argument suprême, que lorsque Daech publie son poster des terroristes du 13 novembre, en janvier 2016, la photographie du « dixième homme », Salah Abdeslam, n'y figure pas. C'est donc qu'il a trahi !

La réalité est beaucoup plus simple. Si Salah n'a pas les honneurs des médias de l'État islamique, c'est simplement parce qu'il est toujours vivant. Ceux qui se sont accrochés à leur séduisante théorie ont oublié un peu vite que Daech ne revendique jamais l'appartenance à ses rangs d'un fugitif ou d'un détenu. Et ce dans le but évident de protéger celui-ci. Mais qu'importent la logique et la connaissance des modes opératoires de ces réseaux quand il s'agit de vendre du papier ou du temps d'antenne. Et elle est si séduisante, cette théorie du djihadiste repenti qui a peur pour sa vie mais n'ose se livrer !

Nous ne serons pas nombreux à l'époque (et c'est un euphémisme) à souligner qu'il n'existe – hors les propos de ses proches – absolument aucune preuve du « renoncement » de Salah Abdeslam le 13 novembre, et que rien n'indique donc que Daech ait des raisons particulières de lui en vouloir. Même le simple rappel des faits ne fera pas mouche. Il fait pourtant pièce à l'image d'un Abdeslam mêlé à un complot qu'il n'a pas compris et dont il n'aurait deviné la finalité meurtrière qu'au tout dernier moment. Outre le fait qu'il était radicalisé, comme son frère Brahim, Salah a été actif du début à la fin du complot. C'est lui qui ira chercher les terroristes partout en Europe, c'est lui qui louera des planques et des véhicules, c'est lui qui achètera les détonateurs… Il connaît l'existence du laboratoire de bombes de Schaerbeek et de la maison « avec cave sèche » dans laquelle les produits chimiques devant entrer dans la composition du TATP sont stockés. Il connaît très bien Abaaoud et ne peut ignorer sa détermination. Cela correspond assez peu à l'image d'un homme qui aurait été abusé.

Reste un point : malgré ce que diront un peu hâtivement certains, entre autres son avocat, outre le fait que le statut de « repenti[137] » n'existe pas en droit belge ou français, rien ne permettrait de faire bénéficier Abdeslam de celui-ci s'il existait.

En principe, dans les pays qui reconnaissent cette possibilité (entre autres l'Italie et les États-Unis), un repenti doit livrer à la justice des informations permettant d'éviter des crimes plus graves que ceux pour lesquels il recherche l'absolution. Il en va de même des informateurs qui peuvent, dans une certaine mesure, être « couverts » par la police. À l'extrême limite, en France, la loi permet d'exempter de peine – et de bénéficier d'une identité d'emprunt destinée à la protéger – toute personne qui aviserait la justice avant de commettre un délit ou un crime… et pour peu que ses aveux permettent d'identifier ses complices.

En d'autres termes, Salah Abdeslam pouvait se repentir jusqu'au 13 novembre, entre 18 et 20 heures. À partir du moment où les terroristes

sont partis vers leurs cibles et, *a fortiori*, après l'explosion de la première bombe au Stade de France ou du premier coup de feu contre les terrasses, l'homme n'avait plus rien à négocier.

Dans l'ombre et la discrétion, la DR3 travaille

Ces péripéties médiatiques ne changent rien au fait que l'on ne trouve pas l'intéressé. Jan Jambon, ministre de l'Intérieur, déclare : « Je pense qu'il doit avoir beaucoup de soutiens sur notre territoire, notamment logistiques[138]. » Des témoins se manifestent pourtant. Abdeslam, on le voit partout en Belgique – dans diverses communes de Bruxelles, à Liège, près de la frontière allemande… –, mais aussi en France où des personnes de bonne foi jureront, la main sur le cœur, l'avoir croisé dans des lieux aussi improbables que la banlieue de Bordeaux. Chaque « témoin » est interrogé, des dizaines de perquisitions sont menées. Toujours en vain.

Fin décembre, le ministre de la Justice belge jette un nouveau pavé dans la marre en déclarant (on se demande bien pourquoi, car l'information est fausse) que le 16 novembre, trois jours après les attentats de Paris, la police l'a raté de peu. Un renseignement fiable le situait dans un immeuble de Molenbeek. Une piste prometteuse puisque la maison en question sert de domicile à une famille dont plusieurs membres sont partis en Syrie rejoindre l'État islamique. Mais l'heure légale de perquisition étant passée, un magistrat a refusé de délivrer le mandat de perquisition nécessaire. Il a donc fallu attendre le lundi matin. Là, l'opération a été retardée pour éviter une possible fusillade au moment où trop de gens circulaient dans la rue. La police interviendra donc à 10 heures du matin. Pas d'Abdeslam. On trouvera plus tard une de ses empreintes dans l'immeuble, ce qui implique qu'il y est passé, mais il en était absent le 16…

La télévision publique belge, la RTBF, se fendra de son scoop : il aurait quitté la maison assiégée, au nez et à la barbe de ceux qui la surveillaient, en se cachant dans un meuble[139]. Une « information » rocambolesque – qui était « en possession de la RTBF depuis plusieurs jours » et qu'elle aurait mieux fait de garder pour elle – dont l'absurdité ne sautera pas aux yeux d'une rédaction pourtant prompte à donner des leçons de déontologie et de professionnalisme. Dans un meuble ? Pourquoi pas dans une valise ou dans un sac à main ?

De temps à autre, pourtant, une trace apparaît fugitivement. Ainsi, aux alentours du 23 novembre, dix jours après les attaques de Paris, une caméra de surveillance de la capitale capte les images un peu floues d'un jeune homme vêtu d'une veste grise et coiffé d'un bonnet noir, marchant,

solitaire, sur un trottoir. C'est Salah. Mais la caméra change d'angle à intervalles réguliers. On le perd[140].

Loin de cette agitation médiatique, un groupe d'enquêteurs de la DR3 travaille discrètement et systématiquement. Son chef, vétéran de l'antiterrorisme dans lequel il a passé près de vingt ans, a une stratégie à laquelle sa hiérarchie et nombre de ses collègues ne croient pas. Il « sent » qu'Abdeslam est toujours à Bruxelles et qu'il s'appuie sur un réseau formé de proches et d'anciennes connaissances. Les policiers vont alors consciencieusement « fermer les portes ». Il s'agit de resserrer la nasse autour d'Abdeslam, de manière à ce que le jour où il sera acculé, ses options soient des plus limitées. Et ce jour viendra, le chef de groupe le sait. Cette stratégie finira par s'avérer gagnante.

Des dizaines de perquisitions et autant d'interrogatoires sont menés. Tous infructueux. Personne ne parle, chacun fait l'innocent. À peine une jeune femme qui a fréquenté les frères Abdeslam lorsqu'ils tenaient un bistrot, fermé pour une affaire de trafic de stupéfiants peu avant les attentats, lâche-t-elle : « Salah est quelqu'un de très réservé, de très timide, mais néanmoins déterminé. Je pense qu'il va aller jusqu'au bout des choses. Il ne se rendra pas[141]. »

Fin novembre, la chance finit par sourire à la police. Dans les noms que les hommes et les femmes de la DR3 brassent inlassablement, en surgissent deux qu'ils connaissent bien. Un certain Mohammed B. et Khalid Al-Bakraoui. Al-Bakraoui a été brièvement entendu mi-octobre, un mois avant les attentats, dans le cadre d'une enquête sur un trafic d'armes, mais laissé en liberté faute d'éléments probants. Tout aussi intéressant : son frère, Ibrahim, est bien connu de la justice pour des faits de banditisme et de violence. En 2010, Ibrahim a été condamné à une peine de neuf ans pour avoir tiré à la kalachnikov contre des policiers à l'issue d'un braquage. Il a été libéré en 2014. Khalid, lui, a pris cinq ans en 2011 pour des vols de voitures avec violences. Au moment de son arrestation, il était lui aussi en possession d'un fusil d'assaut. En revanche, pour cause de cafouillage entre les autorités turques et néerlandaises, les Belges ignorent qu'Ibrahim a tenté de se rendre en Syrie. Il avait été arrêté en Turquie, non loin de la frontière syrienne, en juin 2015 et expulsé par les Turcs vers… les Pays-Bas. À l'aéroport de Schiphol, il a été brièvement contrôlé puis laissé libre de ses mouvements. Les informations se sont perdues quelque part entre Ankara, La Haye et Bruxelles. En tout cas, elles ne sont jamais arrivées à l'antiterrorisme.

Mohamed, le deuxième homme qui attire l'attention des enquêteurs, est un fan de voitures de luxe. Il loue régulièrement de grosses berlines

allemandes équipées de GPS. Les policiers récupèrent les données des instruments de navigation, les comparent aux bornages des téléphones utilisés par les uns et par les autres et isolent un certain nombre de quartiers. En faisant parfois du porte-à-porte, recevant à d'autres moments des informations décisives, ils localisent les planques utilisées entre septembre et novembre pour préparer les attentats. L'une d'elles, à Auvelais, près de Namur, a été louée par Sofiane Kayal, un des coordinateurs des attentats. Les hommes de la DR3 l'identifieront comme étant Najim Lachraoui, un ancien étudiant de l'Université libre de Bruxelles, suspecté d'être l'artificier, ou l'un des artificiers du 13 novembre.

Un Fort Chabrol à Bruxelles et une dernière ligne droite

Mais toujours pas de traces d'Abdeslam. À peine une empreinte digitale ici ou là. L'homme reste invisible, comme ses complices Abrini, Kayal ou Bouzid. Les semaines puis les mois passent. Quatre mois pour être précis.

Une autre enquête est en cours à propos de Djamal Eddine Ouali, animateur d'un réseau de fabrication et de fourniture de faux papiers qui a été arrêté en Italie. La police a découvert que certains de ces documents ont été utilisés par les terroristes, notamment Abdeslam. On découvre alors qu'une autre carte d'identité falsifiée par Ouali a été employée par Khalid Al-Bakraoui pour louer un appartement de Forest, une commune du sud de Bruxelles.

Le 15 mars 2016, six membres de l'équipe commune d'enquête franco-belge perquisitionnent l'appartement. Une fois encore, il s'agit de « fermer des portes », car tous estiment qu'il s'agit d'une « planque froide ». En d'autres termes, elle aurait servi avant les attentats… mais serait désormais vide. L'électricité et l'eau ont d'ailleurs été coupées depuis plusieurs semaines.

Erreur. Lorsqu'ils défoncent la porte d'un coup de bélier, les enquêteurs français et belges sont accueillis par des rafales de kalashnikov. Les unités spéciales arrivent très rapidement sur place. C'est un véritable Fort Chabrol qui commence.

Le tireur est abattu. Il s'agit de Mohammed Belkaïd, un Algérien né en 1980 qui avait déjà été entendu en novembre et avait alors déclaré : « Je ne connais pas de terroristes et j'espère ne jamais en connaître. » Aucun élément n'ayant été découvert à sa charge, l'homme avait été laissé en liberté. Mauvaise décision, prise en début d'enquête, au moment où l'on tente encore de comprendre comment est structuré le réseau. Car Belkaïd n'est autre que… Samir Bouzid, l'un des deux hommes que Salah Abdeslam était allé chercher à Budapest en septembre 2015. L'un des

coordinateurs des attentats. Belkaïd-Bouzid avait rejoint les rangs de Daech en avril 2014 et combattu dans ses rangs sous la *kunya* d'Abu Abdel Aziz al-Jazayri. Il s'était porté volontaire pour un attentat-suicide.

Près de son corps, on découvre un drapeau de Daech, un livre sur le salafisme, son arme encore chaude et une dizaine de chargeurs garnis de cartouches. Dans l'appartement, des détonateurs.

Dès le début de la fusillade, deux hommes ont pris la fuite par les toits, tandis que Belkaïd, déjà blessé, semble-t-il, lors du premier échange de coups de feu, « fixait » les policiers par ses tirs pour couvrir leur retraite. Dans un jardin voisin, ils ont abandonné une kalashnikov et un fusil à pompe, puis ont réussi à quitter le quartier avant qu'il soit bouclé et qu'un périmètre de sécurité soit installé. Un voisin a photographié les fuyards depuis sa fenêtre. L'un d'eux est immédiatement identifié : c'est Salah Abdeslam.

La stratégie d'isolement tentée par le chef du groupe d'enquête va maintenant produire ses effets. Abdeslam doit réagir en toute urgence pour se trouver un nouveau point de chute. Sachant que les policiers sont littéralement sur ses talons, il ne va probablement pas tenter de gagner une autre planque où se trouveraient ses complices Abrini ou Kayal, afin de ne pas mettre en danger ce qui reste du réseau. Ses options sont très limitées. Grâce à leur travail de sape, les policiers savent qu'il n'y a plus que deux ou trois personnes susceptibles d'aider le fugitif. Et sans doute guère plus d'endroits pour le recevoir…

Un intense travail de recoupements téléphoniques débute. En vérifiant quels téléphones ont « borné » près de la rue du Dries juste après la fusillade, on découvre que l'un d'eux a été en contact avec un cousin éloigné de Salah, Abid Aberkan.

Pour la petite histoire des occasions manquées, on notera que fin novembre le nom d'Aberkan était apparu dans un procès-verbal dressé par un inspecteur de la police locale de Malines, en Flandres. L'un de ses contacts dans la communauté marocaine locale signalait l'homme comme possible « radicalisé ». Pour cause de mésentente entre le policier et son chef, le rapport n'avait jamais été transmis à l'antiterrorisme. Mais de toute façon, durant la longue surveillance dont il avait été l'objet, Aberkan n'avait jamais donné de raison aux enquêteurs, qui connaissaient son cousinage avec Abdeslam, de s'intéresser particulièrement à lui.

Fin de parcours

Ce contact téléphonique, bien évidemment, change tout. Salah Abdeslam est désormais dans la nasse. Il faut maintenant la refermer très lentement, de manière à ne pas le laisser filer une nouvelle fois.

Le 17 mars ont lieu les funérailles de Brahim Abdeslam, dont le corps vient d'être rendu à la famille par les autorités françaises. La police est présente en nombre. On filme les quelques personnes qui assistent aux obsèques, on « sonorise » sans doute des voitures, on contrôle l'identité des présents et on s'intéresse à leur téléphonie. Abid Aberkan est l'un des porteurs du cercueil de Brahim…

Le 18 mars, un vendredi, en début d'après-midi, la presse française révèle que les empreintes d'Abdeslam ont été découvertes rue du Dries. En quelques minutes, le scoop est repris par la presse mondiale. C'est un coup dur. À peine habitué à une nouvelle « zone de confort » où il se détend et baisse la garde, Abdeslam ne peut manquer ce tintamarre médiatique et risque de se remettre en route pour échapper, une fois de plus, à ceux qui le traquent.

D'autres fuites sont à craindre. La police apprend en effet que des journalistes et des équipes de télévision rôdent dans le quartier où ils savent désormais que se planque Salah, rue des Quatre Vents, à Molenbeek. Ils décident donc d'avancer de quelques heures l'opération massive prévue pour la tombée de la nuit.

Vers 16 heures, les unités spéciales se déploient et cernent le bâtiment, un logement social occupé par la mère d'Aberkan, âgée de cinquante-cinq ans et handicapée. Quelques minutes plus tard, Salah Abdeslam fait irruption et fonce vers les policiers. Roland Pacolet, le chef des unités d'intervention, estimera plus tard qu'il a peut-être voulu se « suicider » en se précipitant vers des hommes qui pouvaient penser qu'il était porteur d'une arme ou d'un dispositif explosif. Un tir d'immobilisation le frappe à la jambe.

En même temps que lui, est arrêté Amine Choukri, *alias* Monir Ahmed Alaaj. Deux fausses identités. Tout ce que l'on sait de cet homme est qu'il est arrivé en Europe le 20 septembre en tant que réfugié, via l'île de Leros. On apprendra également que c'est lui qu'Abdeslam est allé chercher à Ulm, en Allemagne, en octobre 2015. Pour le reste, mystère. Son implication dans les attentats de Paris ou dans d'autres actions en préparation reste inconnue. Seule certitude, il était bien rue du Dries avec Belkaïd et Abdeslam le 15 mars et a participé à la fusillade : un jeu de faux papiers portant sa photographie y a été découvert. Il s'agit donc du deuxième homme à avoir fui par les toits.

C’est fini. Salah Abdeslam est aux mains de la justice. Il est « tombé » à quelques centaines de mètres de son domicile familial, en plein cœur de Molenbeek.

131. Sur les erreurs commises par les uns et les autres avant le 11 septembre, on pourra se reporter à mon livre *Guerre secrète : services secrets, diplomatie parallèle et opérations spéciales dans la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001* (Encre d’Orient, 2011).
132. Sur ces différentes affaires, voir mes ouvrages *Néodjihadistes* et *Djihad, d’al-Qaida à l’État islamique*, *op. cit*.
133. www.police.be/fed/fr/presse/365-communique-de-presse-du-directeur-general-de-la-police-judiciaire-federale
134. Organe belge dépendant du Parlement, le Comité P est en charge du contrôle des services de police. Le Comité R, lui, « surveille » les services de renseignement.
135. « Attentats du 13 novembre, la police belge aurait pu arrêter 13 fois les auteurs », France 24, 8 octobre 2016.
136. Mohamed Abdeslam sera licencié en avril 2016.
137. Dans certains pays, un « repenti » peut bénéficier d’une forte remise de peine, voire d’une totale immunité s’il collabore pleinement avec la justice. Ce statut n’a, toutefois, rien d’automatique et son attribution reste pleinement du domaine du parquet.
138. Cité dans l’article « En Syrie ou en Belgique, comment Salah Abdeslam échappe-t-il à la police ? », *Le Soir*, 30 novembre 2015.
139. www.rtbf.be/info/dossier/alerte-terroriste-en-belgique/detail_la-police-a-laisse-filer-abdeslam-deux-jours-apres-les-attentats-selon-koen-geens?id=9166010
140. Cette scène est relatée par Élise Vincent, « Salah Abdeslam, récit d’une traque hors normes », *Le Monde*, 1er juillet 2016.
141. Cité par Élise Vincent, dans le même article du *Monde*.

7

22 mars 2016 : la guerre s'invite à Bruxelles

Arrêté en fin d'après-midi le vendredi 18 mars, Salah Abdeslam, blessé à la jambe par un tir d'immobilisation, a été amené à l'hôpital Saint-Pierre, dans le centre de Bruxelles, pour y être opéré. Il y passe la nuit. Dans la matinée du samedi, il est transféré au siège de la section antiterroriste puis présenté à la juge d'instruction, Isabelle Panou, et inculpé pour « meurtres terroristes et participation aux activités d'un groupe terroriste ».

Son premier interrogatoire dure à peine une heure. Convalescent, ayant été anesthésié dans la nuit, le prévenu fait valoir son droit au repos et se mure dans le silence. Une stratégie imparable en démocratie.

On va alors assister à un nouveau florilège de contre-vérités, d'approximations ou de pure désinformation, largement entretenues par Sven Mary, un ténor du barreau devenu l'avocat de l'ennemi public numéro un. Mary est un grand professionnel et sait, en tant que tel, reconnaître les causes perdues. Il comprend que sur le fond il n'y aura pas grand-chose à plaider pour alléger la peine qui sera prononcée contre son client un jour ou l'autre.

Alors il joue la procédure. Une de ses spécialités. La procédure et la diversion, devrait-on ajouter pour être complet : se battre pied à pied sur la forme, mais aussi détourner l'attention, camoufler le rôle précis de son client derrière un rideau de fumée. En bref, le faire passer pour ce qu'il n'est pas, un simple comparse pas vraiment au courant de ce que projetaient ses complices et dépassé par les événements. En fait, il va continuer à creuser le sillon dessiné quelques mois plus tôt par la famille d'Abdeslam : Salah est un imbécile, un second couteau, un minable. Paraphrasons Racine : glorifié par les thuriféraires de Daech, vilipendé par la grande majorité, Salah Abdeslam ne mériterait, en quelque sorte « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ».

Mais Sven Mary a son style. Inimitable. Il va faire monter la sauce à sa façon. Exploitant les premières déclarations de son client, bottant en touche quand les questions deviennent trop précises – et donc trop gênantes –,

mêlant attaque et défense, il multiplie les déclarations fracassantes. Qu'on me comprenne bien : je ne critique nullement Sven Mary, je me contente d'expliquer et d'illustrer la stratégie qui est la sienne. Même la pire des crapules a droit à un procès juste et équitable et doit être défendu. Sven Mary est dans son rôle. Ni plus, ni moins.

Je ne reviendrai pas ici sur l'étendue de la responsabilité d'Abdeslam, je l'ai évoquée à plusieurs reprises dans les chapitres précédents. Présent de A (l'accueil et le transfert des terroristes infiltrés depuis la Syrie) à Z (l'exécution des attentats), il est le « coauteur » des attentats meurtriers de Paris tel que le définit le droit : non pas un « simple » complice (par exemple par fourniture de moyens), mais bel et bien celui qui a participé à la commission du crime avec ses autres auteurs. Et celui, peut-être, sans lequel ledit crime aurait été impossible.

Stratégies de diversion, brouillard de guerre

Une expression utilisée par les stratèges correspond bien à ce travail d'enfumage réalisé par l'avocat : le « brouillard de guerre ». Pour Clausewitz, inventeur de ce concept[142], il correspond à l'absence ou au flou des informations indispensables pour planifier des opérations militaires. En particulier l'incertitude qui entoure les capacités et les intentions réelles de l'adversaire. Depuis la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle les opérations secrètes ont joué un rôle majeur, ce brouillard de guerre désigne aussi certaines pratiques de déception mises en œuvre pour tromper l'ennemi.

Dès l'après-midi du samedi 19 mars, Mary se lance avec toute la force dont il est capable. Dans une interview à *La Dernière Heure*, il annonce d'emblée que son client « collabore avec la justice » (il ajoutera plus tard qu'il « n'a pas nié sa présence à Paris, le 13 novembre ») : « C'était une des conditions que je m'étais données pour assurer sa défense. » Au passage, déjà, une déclaration osée : l'instruction doit être conduite « sans se laisser mener, que ce soit par le parquet fédéral ou par la pression que la France met sur ce dossier. À un moment, il faut arrêter de s'agenouiller, de vivre sur ce sentiment de culpabilité qu'on semble avoir, en Belgique, vis-à-vis de la France, depuis les attentats. On a l'impression qu'il suffit qu'elle claque des doigts[143]… »

« Arrêter de s'agenouiller, devant la France », c'est-à-dire devant un pays qui a quand même connu, du fait de son client, les attentats les plus terrifiants de son histoire. On appréciera.

Devant d'autres journalistes, l'avocat affirme également que son client « refuse sa remise à la France[144] ». Bel essai, mais à portée purement médiatique. Abdeslam fait en effet l'objet d'un mandat d'arrêt européen[145] émis par la France, qui rend la « remise » (on ne parle plus dans ce cas d'« extradition ») obligatoire et incontournable. Seules trois conditions pourraient empêcher cette conclusion : qu'un jugement définitif ait déjà été rendu par un pays de l'Union européenne contre la même personne et pour la même infraction, que l'infraction soit couverte par une amnistie dans le pays de l'Union faisant l'objet de la demande de remise, ou encore que la personne concernée ne puisse pas être considérée responsable par le pays devant exécuter le mandat en raison de son âge[146].

Aucune de ces trois conditions n'est remplie, ce que ne peut ignorer le plaideur. Reste pourtant un possible écueil : une partie des délits qui ont précédé les attentats proprement dits a été commise sur le sol belge – entre autres les actes préparatoires tels que le refuge offert à des personnes recherchées, l'utilisation de faux documents d'identité, l'achat des produits entrant dans la composition des explosifs, l'acquisition probable des armes utilisées, etc. Par ailleurs, Salah est impliqué dans la fusillade qui a eu lieu à Forest le 15 mars, ce qui est constitutif de plusieurs tentatives de meurtre. Il doit donc, en théorie, être également jugé à Bruxelles. Mais la justice belge peut très bien décider de dénoncer ces faits à la France et de lui déléguer le jugement du prévenu. On peut également imaginer que l'ensemble des faits liés aux attentats du 13 novembre soient jugés en France, et ceux relatifs à la suite des événements en Belgique. Rien ne s'y oppose.

Certes, Abdeslam et son conseil peuvent s'opposer à la décision de remise, mais, en tout état de cause, cela ne ferait que rallonger un peu la procédure : au lieu d'être livré en quelques semaines, Salah le serait, de toute façon, au bout de trois mois, une fois tous les recours épuisés.

Dès le lendemain, Sven Mary enfonce le clou. Lors de son unique interrogatoire, Salah a déclaré qu'il aurait dû se faire exploser au Stade de France, mais qu'il y a renoncé. Ces propos sont cités le soir même par le procureur de Paris, François Molins, qui ajoute : « Ces premières déclarations qu'il faut prendre avec précaution laissent en suspens toute une série d'interrogations sur lesquelles Salah Abdeslam devra s'expliquer, en particulier quant à sa présence dans le XV^{e} arrondissement le 13 novembre au soir dès 22 heures[147]. » Mary annonce alors qu'il va, au nom de son client, déposer plainte contre le haut magistrat pour « violation du secret de l'instruction ». Tentative méritoire, à nouveau, mais de même portée que la précédente. Le Code de procédure pénale dispose en effet que « la procédure, au cours de l'enquête et de l'instruction, est secrète », mais il

statue également : « Toutefois, afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public, le procureur de la République peut, d'office et à la demande de la juridiction d'instruction ou des parties, rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause[148]. »

Quelques semaines plus tard, alors que Salah est sur le point d'être remis à la France, Sven Mary livre au quotidien *Libération* une interview aux allures de confession : « Je suis avocat, je me fous de ma cote de popularité. Mais à un moment donné, j'ai pensé arrêter. En tous les cas, si j'avais été au courant des attentats de Bruxelles, je n'aurais peut-être jamais commencé à m'occuper de ce dossier […]. Ce n'est pas facile d'assumer cette défense qui ne me rapporte rien, si ce n'est des emmerdes : j'ai été agressé à plusieurs reprises, soit verbalement, soit physiquement. Deux types m'ont même attendu devant mon cabinet et il y a eu un échange de coups, mais je sais me défendre. À plusieurs reprises, la police a dû escorter mes filles à l'école. »

Il enchaîne : « Ce n'est pas la cour d'assises de Paris qui devrait les juger, mais une cour pénale internationale. Ces gens ont commis des actes de guerre. Chacun a droit à une défense, mais il y a des causes que je n'aurais pas pu assumer, comme la défense des nazis, mon grand-père ayant été déporté. Même chose pour les négationnistes, les racistes, les fascistes. »

Malgré tout, il n'oublie pas de minimiser une fois de plus la responsabilité de son client. C'est probablement la plus marquante de ses déclarations : « C'est un petit con de Molenbeek issu de la petite criminalité, plutôt un suiveur qu'un meneur. Il a l'intelligence d'un cendrier vide, il est d'une abyssale vacuité. Il est l'exemple parfait de la génération GTA [*Grand Theft Auto*] qui croit vivre dans un jeu vidéo. Lui et ses copains ont réussi à rendre antipathique toute une religion. Je lui ai demandé s'il avait lu le Coran, ce que j'ai fait, et il m'a répondu qu'il avait lu son interprétation sur Internet. Pour des esprits simples, c'est parfait, le Net, c'est le maximum qu'ils puissent comprendre[149]. »

Le lendemain, il expliquera ses propos à un quotidien belge : « Tout le monde, à commencer par le procureur de la République de Paris, le considère comme l'un des principaux voire le principal organisateur des attentats de Paris, alors qu'il n'en a absolument pas les moyens intellectuels. Si j'avais dit au journaliste de *Libération* qui m'a interviewé il y a dix jours que Salah Abdeslam n'avait ni la tête, ni les épaules pour avoir imaginé, préparé, organisé les attentats scandaleux de Paris, la formule

n'aurait pas percuté. J'ai donc averti mon client, qui a marqué son accord, que j'allais utiliser une formule-choc pour faire passer notre message commun. D'où ces quelques images bien senties. Aujourd'hui, on me les renvoie à la figure, on m'accuse d'avoir humilié M. Abdeslam, on laisse entendre que je le méprise et que je suis devenu plus son adversaire que son défenseur mais, je le répète, j'assume, nous assumons ce que j'ai dit dans cette interview. C'était une façon spectaculaire de dire que M. Abdeslam ne peut être le concepteur des attentats et que j'attends toujours qu'on avance des éléments montrant qu'il pouvait l'être ou qu'il l'a été[150]… »

Quelque chose se prépare

Revenons aux jours qui suivent immédiatement l'arrestation du terroriste. Le dimanche 20 mars, le ministre des Affaires étrangères belge, Didier Reynders, affirme qu'Abdeslam « était prêt à refaire quelque chose à Bruxelles » : « Nous avons trouvé beaucoup d'armes, des armes lourdes, au cours des premières investigations, et nous avons trouvé un nouveau réseau autour de lui, à Bruxelles[151]. »

Sa présence aux côtés de deux autres terroristes, dont Belkaïd-Bouzid, l'un des coordinateurs des attentats – abattu le 15 mars à Forest, dans le sud de Bruxelles[152] –, mais aussi le fait que ces hommes étaient en possession d'armes de guerre (deux kalachnikovs) et d'un fusil à pompe plaident pour cette thèse. Les armes qui ont servi à Paris ayant toutes été retrouvées sur place, au Bataclan, ou abandonnées dans une voiture, ces nouveaux instruments de mort devaient à l'évidence servir à autre chose. Mais il y a plus, rue du Dries, à Forest, là où s'est déroulé le Fort Chabrol du 15 mars, les enquêteurs ont également trouvé… des détonateurs. En présence de kalachnikovs et de détonateurs, on peut craindre qu'une répétition de la tragédie de Paris ait été en préparation.

Le 21 mars, nouveau coup de théâtre. La justice belge identifie « officiellement » Soufiane Kayal – qui a été, avec Samir Bouzid, le deuxième coordinateur des attentats de Paris – en publiant un appel à témoin. Kayal est en fait Najim Laachraoui, né le 18 mai 1991, un ancien étudiant qui a passé deux ans en Syrie – il y était parti dès février 2013. Les enquêteurs connaissaient sa véritable identité depuis le début de l'année, grâce à l'analyse de traces ADN et d'empreintes trouvées dans deux des planques du réseau, dont le laboratoire de bombes de la rue Henri-Bergé. Le même ADN ayant été retrouvé sur une ceinture explosive utilisée au Bataclan et une autre qui a détoné près du Stade de France, il était soupçonné d'avoir été l'un des artificiers du groupe.

Ayant commencé à se radicaliser dès ses dix-sept ans, Laachraoui avait fréquenté Sharia4Belgium, une organisation salafiste auto-dissoute le 7 octobre 2012, dont on estime qu'elle a joué un rôle majeur dans les premiers recrutements européens de volontaires pour la Syrie. On le retrouvera par la suite au sein du réseau Zerkani aux côtés d'Abaaoud ou Akrouh.

Son nom vient désormais s'ajouter à la longue liste des suspects recherchés par la police belge. Il y côtoie ceux des frères el-Bakraoui, révélés par la presse au lendemain de la fusillade de Forest. On sait maintenant que Khalid et Ibrahim el-Bakraoui ont loué non seulement la planque de la rue du Dries, où Abdeslam a été manqué de peu le 15 mars, mais également plusieurs autres logements dits « conspiratifs », utilisés lors de la préparation des attentats du 13 novembre.

Tout va alors s'accélérer. Dramatiquement.

Mardi 22 mars, 7 h 58, la guerre au cœur de l'Europe

Le mardi 22 mars, à 7 h 58, deux fortes explosions dévastent, à quelques secondes d'intervalle, le hall des départs de l'aéroport de Bruxelles National (ou « aéroport de Zaventem », du nom de la commune de la périphérie sur laquelle il est situé). L'une des explosions s'est produite à hauteur du comptoir d'enregistrement d'un vol American Airlines pour New York, l'autre à celui d'un vol de Brussels Airlines pour Tel-Aviv.

L'attentat ne fait aucun doute. Les destructions sont énormes. Vu l'espace immense dans lequel elles se sont produites (et qui a donc atténué le souffle des explosions), il est évident que l'on n'est pas en présence de ceintures explosives mais de charges beaucoup plus importantes : ce sont des dizaines de kilos d'explosifs qui ont détoné. Les lésions constatées sur les morts et les blessés confirment cette première impression : beaucoup ont été touchés aux jambes et dans les parties basses du corps, ce qui implique que les charges se trouvaient au niveau du sol, donc dans des bagages.

À 9 h 11, alors que l'on prodigue toujours les premiers soins aux victimes, une troisième explosion se produit. Celle-ci se déroule dans une rame de métro, à la station Maelbeek, à trois cents mètres à peine du siège des principales institutions de l'Union européenne.

Les attentats ont fait 32 morts et 340 blessés, dont une dizaine dans un état critique. Sans entrer dans des détails choquants pour les familles des victimes, qu'il soit permis ici de préciser, pour donner une idée de la puissance des explosions et de leurs effets dévastateurs, que confrontés aux corps de certaines victimes, les spécialistes de l'identité judiciaire ne

pourront pas toujours déterminer par un simple examen visuel si elles sont de sexe féminin ou masculin.

La confusion est extrême. Le réseau de communication utilisé par les secours et la police – qui répond au doux nom d'Astrid – est inopérant. Les réseaux de téléphonie mobile, rapidement saturés, disjonctent. Pendant plusieurs heures, il sera impossible de communiquer autrement, à Bruxelles, qu'avec des lignes terrestres. Quant à Astrid, sur 34 000 tentatives de communications, 8 000 n'aboutiront pas (7 000 de ces échecs étant liés à une méconnaissance des fonctions de base du réseau par ses utilisateurs). Et que dire du fait que le camion de l'antenne relais du réseau devant être déployé sur les lieux de l'attentat mettra plus de deux heures à arriver sur les lieux… faute d'un laissez-passer en bonne et due forme ? Une séquence courtelinesque en plein cœur du drame.

Impréparation, laisser-aller, absence de centralisation du commandement

La Belgique paye, ce jour-là, des années d'impréparation, de laisser-aller et d'absence totale de « culture de la sécurité ». Rien, par exemple, n'a été prévu à l'aéroport pour minimiser les effets d'une explosion à l'intérieur des bâtiments. Et ce 22 mars, un seul chien dressé à détecter les explosifs était présent… Autre élément révélateur de cette ambiance relâchée : après les attentats de janvier 2015 à Paris, le démantèlement de la cellule de Verviers qui voulait frapper Bruxelles le 15 janvier, après les attentats du 13 novembre à Paris (préparés en Belgique) et le *lockdown* de Bruxelles le 21 novembre, aucun exercice simulant une attaque terroriste n'a été organisé. Ni au niveau du terrain, ni à celui des états-majors. Et ce alors que la Belgique savait être une cible et connaissait la présence sur son sol de cellules actives de Daech…

On soulignera encore l'insuffisance, voire l'inexistence de formation à l'utilisation d'Astrid et un incroyable « oubli » : les plans d'urgence appliqués le 22 mars prévoyaient les accidents industriels, les accidents de grande ampleur et les désastres naturels, mais pas un mot ne portait sur la manière de réagir face à un attentat !

C'est sans doute pourquoi, après les premières explosions à l'aéroport, l'ordre n'a pas été donné de fermer le métro et d'interrompre le trafic des transports en commun. Or, on sait que les attentats massifs répondent souvent au principe du « multi-ciblage », et que l'on pouvait donc craindre des « répliques ».

Il faudra des semaines de travail à la commission parlementaire d'enquête mise en place au lendemain des attaques pour s'y retrouver dans les déclarations contradictoires des uns et des autres. La structure complexe de l'État belge a elle-même aggravé ce désordre : si l'aéroport dépend du pouvoir central, c'est-à-dire fédéral, le métro, lui, est de la responsabilité des autorités régionales de Bruxelles.

On finira pourtant par avoir une vue claire de la chronologie de cette tragique matinée. Les bombes de l'aéroport explosent à 7 h 58. Dès 8 h 25, le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, est présent au Centre de crise qui dépend de son administration. À 8 h 52, il décide de faire fermer le métro. À 8 h 52 et 8 h 56, des coups de téléphone sont échangés entre le ministère de l'Intérieur et la présidence de la région de Bruxelles. Mais personne ne prend la peine de téléphoner à la STIB, qui gère les transports en commun de la capitale. En fait, aussi incroyable que cela puisse paraître, il semble que personne ne sache clairement qui doit informer les gestionnaires des transports publics de la décision de fermeture. La dilution du pouvoir et des processus de décision peut faire croire à chacun que « quelqu'un d'autre » s'en charge. Mais ce n'est pas le cas. À 9 h 11, un kamikaze se fait exploser à la station Maelbeek. Une minute plus tard, le directeur général de la STIB prend sur lui de fermer le réseau. Trop tard.

Manque de coordination, donc. La question qui se pose est évidemment de savoir pourquoi le ministère de l'Intérieur, et plus particulièrement son Centre de crise, n'a pas immédiatement pris la main, ce qui aurait évité une considérable déperdition d'énergie et une réponse chaotique dans les heures qui ont suivi les attentats. Il faudra par exemple une heure pour passer du niveau d'alerte 3 au niveau 4…

Dans un rapport soumis à la commission parlementaire d'enquête au début du mois de juillet 2016, les experts techniques adjoints aux députés critiqueront le manque de coordination et l'absence de hiérarchie entre les niveaux de pouvoir compétents. Ils recommanderont de « mieux garantir le principe d'unité de commandement en cas d'attaque terroriste[153] ». Estimant que c'est au gouvernement fédéral de gérer ce genre de situation, ils souligneront que le Centre de crise aurait dû se montrer plus actif et déterminé. Mais il ne le pouvait sans doute pas, car si le Centre est doté de trois cellules de travail – évaluation, communication de crise, gestion des mesures –, il lui manque un commandement opérationnel capable de prendre les choses en main et de coordonner les interventions des uns et des autres. Une lacune qui devrait être comblée. Mais les choses avancent lentement : à la fin de l'été 2016, soit cinq mois après les attentats, le risque

terroriste n'avait toujours pas été inclus dans les procédures des plans d'urgence de l'aéroport.

Premières avancées de l'enquête

L'enquête sur les attentats de Bruxelles va se développer beaucoup plus rapidement que celle qui a suivi les tueries du 13 novembre à Paris. D'entrée de jeu, la chance sourit aux enquêteurs. Un chauffeur de taxi se présente spontanément à la police. Le matin, vers 7 heures, il a embarqué trois jeunes hommes, de « type nord-africain », qui souhaitaient se rendre à l'aéroport. Leur comportement l'a surpris. Ils étaient extrêmement nerveux et encombrés de tellement de bagages, volumineux, qu'ils ont été obligés d'en remonter un dans leur appartement. Ces bagages dégageaient une « forte odeur de produits chimiques ». Ils se sont énervés quand le chauffeur a essayé de les mettre dans le coffre de son véhicule, lui interdisant de les manipuler. Pendant tout le trajet, tandis que deux des passagers semblaient prostrés et absents, le troisième a tenu un long monologue très agressif contre les États-Unis.

Ces révélations sont fondamentales. Dès 10 heures, les enquêteurs savent que l'attentat de l'aéroport a sans doute été commis par trois hommes. Ils connaissent l'adresse dont ils sont partis, un appartement de la rue Max-Roos, à Schaerbeek, et sont en possession du numéro de téléphone portable qui a servi à appeler le taxi (+32 487 24 33 73). Vers 11 heures, ils peuvent établir que ce mobile a été en contact avec un autre portable belge, le +32 486 62 84 14. Ces numéros sont « criblés » par la police belge et les services antiterroristes français – puisque l'équipe d'enquête franco-belge est toujours au cœur de l'enquête. Résultat négatif : ils n'apparaissent nulle part, n'ont jamais été en relation avec un numéro connu pour avoir été utilisé par les terroristes du 13 novembre ou d'autres suspects.

Mais les policiers savent désormais quoi chercher et où le chercher. Des équipes se mettent en route vers la rue Max-Roos. L'immeuble d'où étaient partis les tueurs, au numéro 4, est discrètement placé sous observation. Un autre groupe se lance dans l'examen des bandes de vidéo surveillance de l'aéroport. Vers midi, ils trouvent ce qu'ils espéraient : une image montre trois jeunes gens entrant ensemble dans l'aéroport. Ils poussent des chariots sur lesquels sont déposées de grosses valises.

Cette image, je l'ai longuement observée, à de nombreuses reprises, dans les heures et les jours qui ont suivi les attentats. C'est de loin l'une des photographies les plus effrayantes que j'ai vues depuis trente-six ans que je travaille sur les questions terroristes ou en zones de guerre. Effrayante par sa banalité : ces trois jeunes hommes qui savent qu'ils vont tuer des

dizaines de personnes dans quelques instants, qui sont conscients qu'il ne leur reste que quelques petites minutes à vivre, sont calmes, sereins, souriants. On dirait qu'ils partent en vacances. Une telle indifférence face à la mort – infligée aux autres et recherchée pour soi – fait froid dans le dos. Littéralement.

Vers 13 h 30, les restes de deux kamikazes sont découverts au milieu des corps de leurs victimes. Une demi-heure plus tard, les policiers sont en possession d'une information décisive : le troisième terroriste n'est pas mort. Il n'a pas fait détoner sa charge et a quitté les lieux dans les instants qui ont suivi les explosions. Sa valise piégée est retrouvée peu après et les services de déminage tentent de procéder à une explosion contrôlée pour la détruire et sécuriser la zone. L'opération échoue : la charge explose spontanément, preuve de l'extrême instabilité de l'explosif utilisé. Heureusement, cette dernière explosion ne fera aucune victime.

Le fuyard est ensuite repéré sur des images de caméras de circulation. On peut le suivre pendant plusieurs kilomètres : il marche d'un pas tranquille vers la capitale, arrive à la place Meiser, un important carrefour de l'est de la ville, s'engage dans la chaussée de Louvain et disparaît. Très vite, on l'affublera d'un surnom : il devient « l'homme au chapeau », à cause du bob blanc qu'il porte sur les premières images.

En milieu d'après-midi, on ne sait toujours pas si l'explosion du métro est due à un kamikaze ou à une charge abandonnée par un terroriste, mais, ici aussi, des images de caméras de sécurité permettent d'isoler un homme jeune chargé d'un lourd sac à dos de couleur sombre montant dans la rame qui a explosé.

Une certaine confusion règne encore. Ainsi, la police locale de Schaerbeek affirme avoir une information situant Salah Abdeslam à proximité du 4 rue Max-Roos, dans la journée du 18 mars. Mais c'est hautement improbable, puisque le vendredi 18 est le jour de l'arrestation de Salah (en fin d'après-midi) et que rien ne permet de supposer qu'il ait quitté sa planque de Molenbeek dans les heures précédant la fin de sa cavale. Autre point d'interrogation : le terroriste du métro pourrait-il être « l'homme au chapeau » de l'aéroport ? Les enquêteurs hésitent. Bruxelles National est au nord-est de la ville, et la station Beaulieu d'où le terroriste semble être monté dans le métro au sud-est. Pourtant, les 73 minutes séparant les deux attentats auraient pu permettre à l'homme d'effectuer le trajet et de faire exploser une nouvelle charge. À condition d'avoir récupéré celle-ci sur sa route, car il n'en avait pas en sa possession en quittant le terminal de l'aéroport. On saura plus tard que c'est en fait une deuxième équipe qui a exécuté l'attentat du métro.

La communication de Daech s'emballe

Dès le 22 mars, l'ensemble des comptes de réseaux sociaux liés à l'État islamique, à ses branches médiatiques et à ses sympathisants affiche une activité frénétique.

En fin d'après-midi, l'agence Amaq revendique les deux attentats au nom de Daech : « Les combattants de l'État islamique ont mené une série d'attaques à la bombe, avec des ceintures et matériels explosifs, aujourd'hui, visant un aéroport et un métro dans le centre de la capitale belge, un pays participant à la coalition internationale contre l'État islamique. »

En marge de cette revendication, les médias proches de l'EI publient également plusieurs textes, datés du 22 mars, mais parfois rendus publics dans les jours suivants. Ils font figure de « justification » des attaques.

Ainsi, Abu Wahba, aussi connu sous le nom d'al-Laïth al-Kinani, le responsable de l'al-Wafaa Foundation, une des branches médiatiques de Daech, écrit : « La bataille de Bruxelles […] intervient après la bataille de Paris qui avait terrorisé et horrifié le monde de la mécréance. Cette fois encore, l'EI les a attaqués chez eux. Avec la volonté d'Allah, une brigade de l'EI a visé la Belgique qui n'a jamais cessé de combattre l'islam et les musulmans. Dieu a permis à nos frères de terroriser les croisés chez eux. » Plus loin, l'auteur menace la Grande-Bretagne : « Je m'adresse dans cet article à David Cameron, le porc des croisés : il ne faut surtout pas croire, sale croisé, que les attaques menées à Bruxelles et à Paris n'atteindront pas Londres. Bientôt, les soldats du Califat investiront l'Angleterre avant l'Amérique. Nos prochaines attaques seront plus dures et plus amères. L'Europe vivra un cauchemar noir dont elle ne se réveillera que lorsque le drapeau de l'islam flottera sur tous ses territoires[154]. »

Abu Mawadda explique, quant à lui, qu'« il faut d'abord que tu saches ce que représente cette ville. Bruxelles a un intérêt économique et politique et aussi symbolique pour les pays de l'Europe, le continent des croisés, et aussi pour la coalition des croisés à travers le monde de façon générale… Pour toutes ces raisons, Bruxelles est la ville des croisés la mieux protégée et la plus sécurisée au monde [*sic* !]. Le fait de l'attaquer en ce moment précis constitue un coup dur pour les forces de sécurité des pays croisés qui ont déclaré, depuis les attentats de Paris, avoir renforcé les mesures de sécurité dans cette ville, vu son importance. »

Après cette envolée lyrique, l'auteur se fait plus précis : « L'EI a choisi sa cible, comme d'habitude, avec grand soin. Parmi ses cibles figurent la station de métro Maelbeek, située au centre de la rue de la Loi, au centre du

quartier européen, exactement entre le siège de la Commission européenne et le Parlement européen, dans lequel toutes les décisions sont prises et des complots sont ourdis contre les musulmans partout dans le monde et aussi contre le Califat. » À l'aéroport, Abu Mawadda souligne que « les chefs de l'EI n'ont pas oublié de viser les Américains lors de cette opération bénie. Un bureau de la compagnie American Airlines a été ciblé. Plusieurs dizaines de croisés américains sont morts[155]… »

Dire qu'il s'agit là d'une très grossière exagération relève de l'euphémisme : en tout et pour tout, quatre Américains ont été tués et quatre autres blessés. On est très loin de ces « dizaines de morts » revendiqués par les terroristes. Mais qu'importe : plus le mensonge est gros, mieux il passe, disait déjà le maître de la propagande nazie, Joseph Goebbels. Et il passe d'autant mieux que les diatribes de Daech s'adressent entre autres à de jeunes extrémistes nourris à la théorie du complot. Eux ne demandent qu'à croire ce que leur serine l'État islamique.

Le mercredi 23 mars, dans une série de communiqués, al-Battar Media Foundation – autre bras armé de la communication de Daech – menace les États-Unis d'attaques similaires à celles de Bruxelles et de Paris. « Nous vous donnons rendez-vous en Amérique après les batailles de Paris et de Bruxelles », écrit le groupe, affirmant que l'EI portera la guerre sur les territoires de tous les pays ayant pris part à la coalition hostile à l'EI : « L'EI frappera ces pays au fur et à mesure du renforcement de leurs raids contre les musulmans en Syrie et en Irak. »

Dans un deuxième texte, al-Battar affirme que tant que la Belgique n'arrêtera pas sa guerre contre l'EI, elle sera visée : « Comme vous bombardez les musulmans, tuant leurs femmes et enfants, vous ne vivrez pas en paix. Nous attaquerons des cibles sur vos territoires. » Au passage, l'organisation menace également les pays musulmans qui « soutiennent l'Occident » dans la guerre contre l'EI de douloureuses représailles. Des djihadistes membres de l'EI appellent d'ailleurs à viser en priorité les pays arabes qui ouvrent leurs aéroports militaires aux avions de la coalition internationale pour frapper les « musulmans » en Irak et en Syrie.

Le jeudi 24 mars, al-Battar rend publique une vidéo de neuf minutes intitulée « The exile of islam and Brussels attacks ». L'EI s'y félicite de la réussite des récents attentats, expliquant que les « batailles » menées en Europe sont la continuité de toutes les batailles que les musulmans ont menées au cours des premiers siècles de l'islam contre l'Occident, « le pays de la mécréance ».

Daech appelle également les jeunes musulmans à accomplir le djihad, n'hésitant pas à expliquer que c'est une obligation. Grossier mensonge, une

fois de plus. Il leur enjoint de ne pas écouter les oulémas hostiles au djihad et à l'EI, et à ne pas hésiter à se joindre à cette « minorité » qui veut mener la guerre sainte contre l'Occident et permettre à l'islam de conquérir l'Europe.

Le même jour, Ibn-Altayb productions, liée à l'État islamique, diffuse un chant de trois minutes en français pour rendre hommage aux kamikazes tués lors des attaques de Bruxelles. Le chant est illustré par des images des attaques de Bruxelles et de Paris ainsi que par des photographies des victimes :

> Pour Allah Seul nous avons fait ce choix
> Tuer avec des cœurs emplis de joie
> Nous vous tuerons sans aucune pitié
> Entre vous et nous c'est l'inimitié.
>
> […]
>
> Pour Allah Seul nous vous terrorisons
> Vos projets, vos rêves nous les brisons
> Des soldats ou de simples citoyens
> Nous les tuerons tous, par tous les moyens.
>
> […]
>
> Pour Allah Seul nous portons des ceintures
> Pour s'exploser au milieu des impurs
> Sur la foule nous tirons sans hésiter
> Vous ne vivrez plus en sécurité.
> Une voiture piégée bien placée
> Détonation – la cible est terrassée
> Vous serez à tout jamais tourmentés
> Car les lions sont dans vos lieux fréquentés.
>
> […]

Une semaine plus tard, c'est Abu Khaled al-Sanghafuri (« de Singapour ») qui prend la plume. Après avoir affirmé que la France et la Belgique seront visées par de nouvelles attaques, il explique que Daech entend affaiblir la France, « qui mène la guerre contre l'Islam et les musulmans partout dans le monde, avant même les États-Unis » et « soutient » les régimes d'Afrique du Nord. Si Bruxelles a été visée, c'est, d'après lui, parce que cette ville abrite le QG de l'Otan[156].

Dans un nouveau texte, Abu Wahba explique qu'Européens et Américains représentent la « tête de la mécréance » et qu'il est autorisé de les tuer « partout dans le monde », que « verser leur sang et s'attaquer à leurs biens est permis ». Le même sort est d'ailleurs promis, une fois de plus, aux musulmans qui les soutiennent[157].

Enfin, une femme, Oum Nassiba, énumère les dix raisons des attaques qui ont frappé la capitale belge :

1) Bruxelles est la capitale de l'Union européenne, qui prend les décisions hostiles aux musulmans ;

2) la Belgique a bombardé des cibles civiles en Syrie et en Irak ;

3) des « groupes chrétiens extrémistes » menacent et attaquent les musulmans dans les mosquées de Belgique ;

4) des Belges ont attaqué et profané des mosquées et ont aussi insulté le Prophète. « Nous vengerons le Prophète par tous les moyens. […] Rien que cette attaque contre le Prophète est suffisante pour vous attaquer et vous détruire en usant de la bombe nucléaire s'il le faut » ;

5) les attaques ont aussi pour but de « venger Malika » (El Aroud) que les Belges ont arrêtée et déchue de sa nationalité. Les prisonniers musulmans doivent être libérés ;

6) la Belgique « arrête nos combattants. […] Quel est le crime commis par Salah Abdeslam en Belgique ? Vous l'avez arrêté pour plaire à la France. » Et il a été vengé ;

7) l'interdiction de port de voile dans les écoles belges ;

8) la Belgique méprise l'islam et les musulmans et est favorable aux juifs et à leurs intérêts ;

9) les Belges sont des mécréants et il y a obligation de les tuer ;

10) « notre émir » a menacé d'attaquer les Belges, « nous ne faisons que suivre ses ordres ».

Un seul chiffre permet de mieux comprendre l'impact que peut avoir la propagande de l'État islamique, qu'il s'agisse de textes, de vidéos ou de chants : dans les quelques jours suivant les tueries de Bruxelles, un des canaux médiatiques utilisés par l'EI, le blog « issdarat[158] », enregistrera à lui seul cinq millions de visites…

Une découverte capitale

Interrogé dans sa prison de Bruges par des policiers qui avaient quitté Bruxelles quelques heures après les attentats, Salah Abdeslam décide de « faire usage de son droit au silence » et ne répond à aucune question. À leur grande surprise, les policiers se rendent compte que Salah est détenu dans la cellule voisine de celle occupée par Mehdi Nemmouche, le tueur du musée juif de Bruxelles, et que celui-ci « lui a hurlé de se taire ». « Les deux hommes », rapporteront les policiers dans un procès-verbal, « communiquent visiblement en permanence. Salah n'a pas la télé, mais Nemmouche le tient au courant de chaque nouvelle information. »

Apparemment, pour l'administration pénitentiaire belge, l'isolement carcéral est un concept inconnu.

Du reste, deux jours après les attentats, Salah changera encore une fois, et radicalement, de position. Lui qui avait catégoriquement refusé d'être remis à la France affirme désormais qu'il souhaite être extradé « le plus rapidement possible » et collaborer avec les autorités françaises. Sans doute le jeune homme pense-t-il ainsi, naïvement, échapper aux questions gênantes qui pourraient lui être posées sur ses liens avec les attentats du 22 mars.

Vers 18 heures, la cellule d'enquête reçoit les premiers résultats de la perquisition qui a commencé, un peu plus tôt, au 4 rue Max-Roos. Outre deux fausses cartes d'identité aux noms de Miguel Dos Santos et de David Olive Serra, les enquêteurs ont découvert une charge de 20 kilos de TATP prête à l'emploi – ce qui correspond au bagage que les terroristes n'avaient pas pu embarquer dans le taxi. Ils ont également trouvé 150 litres d'acétone conditionnés en bidon de cinq litres, 30 litres d'eau oxygénée (ces deux produits entrent dans la composition du TATP, et ces quantités auraient permis de fabriquer une nouvelle charge d'une vingtaine de kilos), des boulons (pour servir de shrapnel et maximaliser l'effet destructeur de la bombe), des câbles, des détonateurs et trois ventilateurs. Ces derniers sont essentiels – de même qu'un bon frigo – pour disperser les vapeurs toxiques et faire baisser la température du mélange afin d'éviter que le laboratoire improvisé et ses « chimistes » soient pulvérisés.

L'une des trouvailles les plus intéressantes effectuées rue Max-Roos ne sera pas le fait des investigateurs de l'antiterrorisme, mais celui d'un ouvrier municipal qui, dans une poubelle située à quelques mètres de l'immeuble suspect, déniche un ordinateur portable qui sera une véritable mine d'informations.

On pourra déterminer que l'appareil – abandonné pour être récupéré par un complice – a été présent le 11 novembre 2015, soit deux jours avant les attentats de Paris, dans l'appartement « conspiratif » de la rue Henri-Bergé, à Schaerbeek, où ont été cousues les ceintures explosives utilisées le 13 novembre et où a été entreposée une partie des explosifs. Un lieu qui sera, sans doute pour plusieurs semaines, la première planque utilisée par Salah Abdeslam et ses complices lors de leur cavale[159].

Outre « de nombreux documents de décapitations pro-EI », on trouve plusieurs fichiers textes et des enregistrements. Dans le premier d'entre eux, un homme se présentant comme Ibrahim Al-Bakraoui tente de minimiser la responsabilité de son ami, Mohamed Bakkali, détenu depuis plusieurs mois pour son rôle dans la logistique des attentats du 13 novembre : « Il a loué

les planques d'Auvelais et de Schaerbeek ainsi que des voitures […] à ma demande. »

Du 8 au 11 novembre, soit juste avant que les tueurs se mettent en branle, le jeudi 12, pour Paris, plusieurs fichiers présents sur l'ordinateur ont été consultés. On y trouve, par exemple, un dossier « 13 novembre » regroupant trois sous-dossiers intitulés « Groupe Omar » (on peut penser qu'il s'agit de la cellule responsable des attentats de Paris, commandée sur le terrain par Abdelhamid Abaaoud, *alias* Abou Omar al-Belgiki), « Groupe Français » et « Groupe Schiphol ». Ceci permet d'envisager que trois cellules opérationnelles devaient être activées. Le « Groupe Schiphol » implique que l'aéroport du même nom, à Amsterdam, devait être visé. Comme il ne l'a pas encore été, on doit s'attendre au pire.

Différents noms ressortent de l'analyse des textes présents dans la mémoire de l'appareil, dont celui de ce Souleymane, qui a joué un rôle déterminant, on le sait, dans la conception et la coordination des attentats.

Un dossier « Targets » mentionne deux cibles potentielles en France : le mouvement catholique conservateur Civitas et le quartier de La Défense à Paris, qu'Abdelhamid Abaaoud et Chakib Akrouh se préparaient à attaquer lorsqu'ils ont été neutralisés à Saint-Denis, le 18 novembre.

Deux textes intimes, une fenêtre sur la psychologie des djihadistes

Deux documents personnels – une lettre « à Nawal » et le récit d'un rêve – offrent une plongée inédite dans la psyché des terroristes.

Commençons par la lettre destinée à Nawal. Difficile à ce stade de déterminer avec une certitude absolue qui en a été l'auteur, puisque l'ordinateur portable a été utilisé par plusieurs des comploteurs des attentats du 13 novembre et du 22 mars. Mais on sait que Salah Abdeslam et Mohamed Abrini étaient tous deux fiancés ou en relations intimes avec des jeunes femmes portant ce prénom. Étant donné que l'auteur de cette lettre fait allusion à un séjour en Syrie, on peut penser que la lettre a été écrite par Abrini, qui a effectué un court séjour au *Sham* en 2015.

En voici le texte[160] :

> « Je t'avais promis de te donner de mes nouvelles la dernière fois qu'on était ensemble. C'était il y a quatre mois déjà, Dieu que le temps passe si vite. Je suis désolé Nawal, de ne pas t'avoir dit toute la vérité, désolé d'avoir agi ainsi en te laissant toute seule, mais Nawal, si tu peux comprendre la vision des gens du *Hak* ["la vérité", ou "le droit"] qui se battent pour établir la loi d'Allah sur terre et que son nom soit le plus haut, alors tu comprendras que je t'ai abandonnée *fisabi lillah* [en fait "Fi sabillilah", qui peut se traduire par "dans le sentier d'Allah", "au service d'Allah" ou encore "pour la satisfaction d'Allah"] et si tu patientes en demandant à Allah le

paradis pour ce que tu as enduré *Inch Allah*, que tu seras exaucée. Je ne dis pas que tu dois tout lâcher. Fais ta vie, place ta confiance en Allah, je te le réécris. Place ta confiance en Allah *Azawajal* [en fait "azza wa jall" : exempt de toute imperfection], reviens vers Allah sincèrement, demande pardon pour tes péchés, fais de bonnes œuvres c'est tout ce que tu prendras avec toi, les bonnes œuvres, Nawal. N'oublie pas : aujourd'hui, nous sommes en guerre, la *Oummah* ["communauté des croyants"] est attaquée et ça saute aux yeux de tout le monde, sauf celui qu'Allah a rendu aveugle, sourd et muet […]. *Al Hamdoullilah* ["louanges à Dieu"] aujourd'hui nous avons un État islamique qui a remporté beaucoup de victoires et a su instaurer dans beaucoup de régions au Moyen-Orient la Charia […]. Nous n'avons cessé de vivre en pensant qu'Allah était le plus petit spectateur de nos actes hors qu'il voit tout aussi bien que dans la nuit noire, sur une pierre noire, une fourmi noire […]. Sur ce, Nawal, pardonne-moi pour tout. Maintenant tu sais pourquoi je suis revenu du *Sham*, c'était pour frapper fort l'ennemi d'Allah tant qu'il bombarde nos mosquées, nos écoles, nos frères et sœurs en Irak, en Syrie, au Mali, en Palestine, en Libye, et dans plein d'autres endroits. Nous les tuerons par tous les moyens jusqu'à libérer la Palestine *Bi Idini Illah* ["grâce à Allah"]… »

Le deuxième texte, le récit d'un rêve, est lui aussi significatif. Il a été écrit par Khalid Al-Bakraoui[161] :

« Je tiens à vous raconter mon rêve. J'étais sur un bateau avec Hamza, Souleymane [la *kunya* de son frère Ibrahim, comme on le verra bientôt], on avait chacun un otage. J'ai dit à Souleymane qui avait une ceinture [d'explosifs] : "Prends mon arme et donne-moi ta ceinture, je me sentirai plus à l'aise." Il me l'a donnée puis, à ce moment, je me suis précipité avec mon otage vers deux soldats, puis j'ai actionné ma ceinture. Puis, ma tête est arrivée dans une terre. Le cheikh Adnani et Abu Ahmed ont pris ma tête puis ont dit : "Il sourit ou pas ?" À ce moment, j'ai vu l'âme des trois personnes que j'avais tuées devant moi. Ils disaient : "Quel jour heureux." Là, j'ai commencé à avoir peur, pensant que j'étais dans le faux. Je disais : "Alors on était dans le faux, alors on était dans le faux." Puis d'un coup, les âmes de ceux que j'avais tués ont brûlé puis disparu d'une façon très très rapide, puis l'étendard de l'islam est sorti de la terre et s'est élancé vers le ciel. Ça veut dire, un peu en hauteur. Puis j'ai vu une lumière au ciel, dans mon rêve. C'était Allah, qu'Il soit exalté et glorifié : mon âme est devenue une boule de lumière. »

Précision : ce texte a été écrit le 20 mars 2016 à 9 h 24 du matin, deux jours avant les attentats de Bruxelles.

Il est intéressant de confronter ce « brouillon » au texte final, révisé et édité quelques semaines plus tard par l'État islamique dans sa revue *Dabiq*[162]. Les divergences entre les deux textes sont limitées, mais significatives. D'abord, les noms de Hamza et Abou Ahmed ont été omis, l'un est désigné comme « un autre frère » et le second comme « l'un des frères travaillant sur l'opération ». Ensuite, la nationalité des otages est spécifiée : il s'agit de « soldats turcs ». Enfin, et on reconnaît là la « patte » des propagandistes de l'EI, les doutes de l'auteur ont été gommés et la « bannière de l'islam » est « représentée dans le rêve par le drapeau de l'État islamique » !

Il est intéressant également de constater que les terroristes, dans les derniers jours des préparatifs de l'attentat, disposaient encore de plusieurs canaux de communication avec leurs chefs de l'EI. Rappelons-nous que

l'ordinateur contenant le brouillon de ce rêve a été abandonné dans une poubelle pour y être récupéré par un complice. Cela ne se produisit jamais, puisqu'il a été saisi… mais le récit du rêve est tout de même parvenu en Syrie. L'existence de ces différents canaux, la redondance, correspond à une logique militaire qui ne laisse rien au hasard.

Un pense-bête révélateur

Autre texte, daté du 14 novembre 2015, à 0 h 36, alors que l'assaut sur le Bataclan vient de se terminer, qui est probablement le début du brouillon d'une revendication :

> « Quelques soldats du Califat ont suffi à mettre à genoux Paris et ont pu briser votre rêve d'une Europe unie. Bien que votre civilisation périclite au rythme d'une décadence frénétique, nous serons là pour accélérer celle-ci. Les quelques victoires lâches que vous avez pu engranger ici et là seront très vite effacées et les quelques joies qu'elles vous auront procurées laisseront vite place à un effroi sans précédent… »

Une sorte de mémo, de pense-bête, écrit au tout dernier moment, à 21 h 22 le 21 mars 2016, quelques heures à peine avant que les kamikazes se mettent en route pour se faire exploser à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles, nous apporte des éléments intéressants. Le texte est destiné à un inconnu auquel l'auteur demande de « briefer » un certain « Ahmed » :

« – Lui faire un topo de la situation
– La situation
– Les cibles
– Pourquoi on travaille comme ça et pas autrement. »

Ce dernier document mentionne des testaments écrits et audio qui vont « être envoyés » et se termine par une mention particulièrement inquiétante : « On va laisser les armes à Imrane et lui laisser une adresse sur laquelle il peut te contacter comme ça, au cas où, s'il y a d'autres frères qui veulent travailler, alors tu pourras t'arranger pour les faire ressortir. »

Dans un autre fichier du 20 mars 2016, à 9 h 38, il est question de faux papiers : « Dis à Abou Imrane que s'il a encore besoin de cartes d'identité étrangères, il doit passer par le frère Abou Ahmed, Souleymane te dira comment le contacter. » Ce texte est signé Abou Walid, l'une des *kunyas* de Khalid Al-Bakraoui.

Dans la poubelle où a été abandonné l'ordinateur portable, décidément un véritable coffre aux trésors, on trouvera un GSM équipé de la carte Sim correspondant au numéro belge +32 487 35 71 05, qui a été en communication avec le +32 488 09 84 27, correspondant à un appareil abandonné dans sa fuite de l'appartement de Forest par Salah Abdeslam.

Le 23 mars, en début de matinée, on en sait un peu plus sur le déroulement exact de l'attentat de l'aéroport. Une fois débarqués de leur taxi et après que celui qui semble guider le groupe eut envoyé un SMS, les trois terroristes sont entrés dans le hall du terminal, ont examiné le tableau des départs et se sont séparés, l'un se dirigeant vers l'enregistrement d'un vol vers les États-Unis (comptoir numéro 11), le deuxième à l'autre extrémité du hall, au départ d'un vol pour Tel-Aviv (comptoir numéro 2), et le troisième au milieu. Les deux kamikazes situés aux extrémités du hall se sont fait exploser quasi simultanément, tandis que le troisième homme a abandonné son chariot et quitté les lieux.

Dans le métro, on pourra observer non pas un mais deux XH suspects qui se parlent. L'un est porteur d'un sac à dos violet, « manifestement extrêmement lourd », l'autre d'une sacoche destinée à transporter un ordinateur portable. À la station Maelbeek, l'homme au sac à dos quitte précipitamment la troisième voiture de la rame, qui est presque vide, bouscule quelques passagers et entre dans le deuxième wagon, bondé. Les portes se ferment et la rame démarre. L'explosion se produit presque aussitôt, alors que les voitures sont encore à hauteur du quai.

Les frères Al-Bakraoui, logisticiens le 13 novembre, kamikazes le 22 mars

Les empreintes d'Ibrahim Al-Bakraoui sont identifiées à l'aéroport dès le 22 mars. Dans la nuit, les empreintes papillaires permettront de désigner son frère, Khalid, comme le kamikaze du métro. Les frères Al-Bakraoui prendront ainsi place dans la liste – qui commence à s'allonger – des fratries terroristes œuvrant pour le djihad : les Tsarnaïev à Boston[163], les Kouachi à Paris le 7 janvier 2015, et bien entendu Brahim et Salah Abdeslam.

Comme les Kouachi et les Abdeslam, les frères Al-Bakraoui – Khalid, vingt-sept ans, et Ibrahim, vingt-neuf ans – ont bien davantage un profil de truands que de terroristes. Le 30 janvier 2011, Ibrahim avait participé au braquage d'une agence de la Western Union dans le centre de Bruxelles. L'affaire ayant échoué, les gangsters avaient pris la fuite en ouvrant le feu sur des policiers à plusieurs reprises. À la kalachnikov. Huit mois plus tard, il était condamné à neuf ans de détention. Il sera libéré au bout de quatre ans, malgré l'avis négatif de l'administration pénitentiaire. L'année suivante, Khalid tombe pour des vols avec violence et écope d'une peine de cinq ans de prison.

Les révélations qui s'accumuleront dans les semaines suivant les attentats seront, une fois de plus, dommageables pour les autorités. Ainsi, on saura qu'Ibrahim Al-Bakraoui avait été arrêté en Turquie, très exactement à

Gaziantep, près de la frontière syrienne, huit mois avant les attentats. Les services turcs qui le suspectaient de vouloir se rendre en Syrie prévinrent, affirme le président Recep Erdoğan, les autorités belges et mirent Ibrahim dans un avion pour… Amsterdam, où les Néerlandais le laissèrent débarquer sans lui poser de question. Al-Bakraoui disparut dans la nature, mais son nom rejoignit les répertoires de volontaires au djihad péniblement tenus à jour par les principaux services de renseignement du monde. Même le FBI plaça Ibrahim sur sa *watch list*. Incroyable « ascension sociale » pour un truand violent mais sans grande envergure, serait-on tenté de penser.

Il n'en est que d'autant plus étrange que les magistrats belges n'aient pas été légèrement plus attentifs lorsqu'ils ont auditionné son frère Khalid, quelques semaines avant les attentats de Paris, dans le cadre d'un… trafic de pièces détachées de kalachnikov. Placé en garde à vue, il arrive à tromper les enquêteurs malgré la découverte, à son domicile, d'un appareil servant à détecter les écoutes, mais aussi et surtout de nombreux chants et vidéos à la gloire du djihad ainsi que les traces de plusieurs recherches et conversations concernant l'islam le plus radical sur les médias sociaux.

On pourrait s'attendre à ce qu'en 2015, plusieurs mois après les attentats de janvier et alors que tous les signaux sont au rouge écarlate, l'équation fondamentalement assez simple « voyou violent + kalachnikov + fascination pour le djihad » aboutisse au résultat « danger ». Un enfant de douze ans moyennement doué serait probablement arrivé à ce résultat sans trop abuser de son talent. Mais aucun magistrat ne le fera. Or, au moment où il est entendu, Khalid Al-Bakraoui trempe déjà jusqu'au cou dans la logistique du 13 novembre : il a loué quelques semaines plus tôt, à Charleroi, un appartement qui servira de planque à Abaaoud.

Dans un document retrouvé dans l'ordinateur déjà cité, et qui passera pour être le testament d'Ibrahim Al-Bakraoui, celui-ci confie « avoir agi dans la précipitation », ou encore « ne plus se sentir en sécurité et ne plus savoir quoi faire ». En effet, depuis que leurs noms ont été révélés par certains médias et que leurs visages s'étalent à la une des principaux quotidiens mondiaux, suite à la fusillade de Forest le 15 mars et à l'arrestation de Salah Abdeslam le 22, les frères Al-Bakraoui n'ont plus aucune marge de manœuvre. Et Ibrahim craint par-dessus tout de retourner en prison.

Cela étant, on apprendra bientôt que cette fratrie terroriste a joué un rôle central, bien plus important qu'on ne l'avait d'abord pensé, dans les attentats perpétrés dans les capitales française et belge.

Dans sa livraison du mois de Rajab 1437 (dans notre calendrier grégorien, ce mois s'étend du 9 avril au 8 mai 2016), la revue *Dabiq* consacre quatre

pages aux attentats de Bruxelles. Elle y dresse un portrait de plusieurs de leurs auteurs[164].

Ibrahim Al-Bakraoui (*kunya* : Abou Souleyman al-Baljiki) et son frère Khalid (Abou Walid al-Baljiki) y sont décrits comme s'étant radicalisés en prison. C'est en détention que Khalid aurait eu une « vision » : « J'ai vu le Prophète monté sur son cheval, dans une bataille… Je me suis vu moi-même comme un archer criblant l'ennemi de mes flèches. Je me suis alors réveillé dans ma cellule… »

À leur sortie de prison, grâce à leurs contacts criminels, les deux frères ont commencé à amasser des armes et à dresser des plans : « Tous les préparatifs pour les attentats de Paris et de Bruxelles ont commencé avec Khalid et son grand frère, Ibrahim… » peut-on lire dans *Dabiq*. Ou encore : « C'est d'abord grâce à Allah, ensuite à Ibrahim et à son frère que l'attaque de Paris a eu lieu. »

La volonté manifeste de faire des frères Al-Bakraoui les héros des « batailles de Paris et de Bruxelles » se manifestera encore, le 17 juillet 2016, lorsque l'EI publiera une version – sans doute améliorée par les spécialistes en communication de l'organisation – du « testament » de Khalid Al-Bakraoui. Après avoir dressé un véritable catalogue des « souffrances des musulmans dans le monde » et s'en être pris pêle-mêle à la théorie de l'évolution enseignée dans nos écoles, à la pornographie, au mariage pour tous et autres preuves de « dépravation », il accuse les pays occidentaux, particulièrement la France et la Belgique, de participer au « génocide » avant de promettre « sang pour sang, destruction pour destruction ». « Une nouvelle génération a vu le jour [et sa réponse sera] : un couteau sur votre gorge, une ceinture d'explosifs qui vous fera exploser, ou une rafale de kalachnikov contre vous, ou un autre moyen pour semer la terreur dans vos cœurs. »

Des semaines de préparation, au minimum

C'est probablement ce qui explique à la fois un passage à l'acte précipité et le choix de frapper à Bruxelles. Après la mort de Belkaïd et l'arrestation d'Abdeslam, les terroristes ont compris que leurs jours et leurs heures étaient certainement comptés. Ils ont donc agi dans la précipitation. En témoigne, par exemple, le fait que le TATP utilisé à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles a été mélangé « à la va-vite », dans de simples bacs[165]. Quant au choix de la cible, il s'avérera que les terroristes avaient prévu de frapper une deuxième fois à Paris, sans doute de la même manière que pour les attentats du 13 novembre : une attaque réalisée à la fois par des tireurs –

d'où la présence de kalachnikovs et d'un fusil à pompe à Forest le 15 mars – et par des kamikazes. Cela étant, un attentat était peut-être (sans doute) prévu à Bruxelles, puisque, dès janvier 2015, Abdelhamid Abaaoud se documentait sur l'aéroport de Bruxelles[166].

Si la fusillade du 15 mars puis l'arrestation d'Abdeslam, trois jours plus tard, ont incontestablement agi comme un accélérateur, il ne fait aucun doute que les attentats étaient préparés depuis des semaines, sinon, et plus probablement, depuis des mois. Les 150 litres d'acétone et les 30 litres d'eau oxygénée découverts rue Max-Roos, sans compter les quantités impressionnantes des mêmes produits qui ont été nécessaires pour fabriquer cinq charges de 20 à 30 kilos – trois qui ont explosé à l'aéroport, une dans le métro, une retrouvée intacte dans l'appartement conspiratif –, n'ont pas pu être rassemblés durant les trois jours, dont un dimanche, qui séparent l'arrestation d'Abdeslam des attentats. En revanche, ce délai correspond à la réalisation des quantités de TATP nécessaires.

On ne doit donc en aucun cas tirer d'un passage à l'acte hâtif la conclusion que les attentats de Bruxelles auraient été totalement improvisés. Que ce soit dans la capitale belge ou française, les survivants de la cellule du 13 novembre – ceux qui s'étaient surtout occupés de la logistique pour la première vague d'attentats – s'étaient transformés à leur tour en cellule « opérationnelle ».

Seule cette volonté de continuer à frapper explique la présence des armes – certaines retrouvées à Forest, d'autres en nombre inconnu confiées à Imrane – ou la permanence de ce réseau d'appartements clandestins : celui de Forest, où a eu lieu l'affrontement du 15 mars, celui de la rue Max-Roos, d'où partent les kamikazes de l'aéroport, un autre qui sert de base à l'équipe qui va « taper » le métro… et plusieurs autres encore. Sans parler de ce réseau logistique qui continue à entourer les terroristes : Imrane, le gardien des armes, Abou Ahmed, le fournisseur de faux papiers, l'équipe qui ira « nettoyer » l'appartement d'où sont partis les terroristes du métro Maelbeek, retrouvé vide et sans aucune trace papillaire ou ADN…

On peut penser que si d'autres attentats n'avaient pas été prévus, les logisticiens du 13 novembre qui n'avaient pas été immédiatement identifiés (les frères Al-Bakraoui, Belkaïd et Laachraoui) se seraient dispersés ou auraient pris la tangente vers la Turquie ou la Syrie. Comme le fera leur complice Ahmed Dahmani, qui sera arrêté à Antalya le 15 novembre. Or, ils sont restés groupés, dans le même réseau de planques. Avec Mohamed Abdeslam.

Quel rôle pour Salah Abdeslam dans les attentats de Bruxelles ?

J'évoquais précédemment la stratégie de défense de Salah Abdeslam, qui vise à le faire passer pour un simple suiveur, un élément négligeable, voire un kamikaze manqué dont la défection au Stade de France aurait sauvé des vies. Le moment est venu de nous intéresser au rôle qui a probablement été le sien dans la préparation des attentats de Paris.

Risquons une hypothèse.

La (ou les) cellule(s) infiltrée(s) en Europe sous le commandement d'Abaaoud entre la fin de l'été et l'automne 2015, renforcée(s) par des logisticiens qui ne sont jamais allés en Syrie, a (ont) constitué, entre août et octobre 2015, un réseau destiné à commettre plusieurs attaques à Paris et à Bruxelles, sans doute jusqu'à son extinction – par la mort de ses membres.

Il est même probable que les préparatifs aient commencé bien plus tôt. Difficile en effet d'imaginer que l'État islamique ait dépensé tellement d'énergie pour infiltrer certains de ses « combattants » occidentaux d'élite en Europe pour simplement les jeter dans le vide. Certaines planques devaient avoir été repérées et louées avant l'arrivée des terroristes sur les côtes méditerranéennes de l'Union européenne. Les premiers mois sont consacrés à la logistique et à la planification : choix définitif des cibles et de la date des attaques, achat des produits chimiques, détonateurs et armes, éventuels repérages, fabrication des ceintures explosives, etc.

La phase opérationnelle commence avec les attentats du 13 novembre, dont la préparation et la réalisation par des hommes qui avaient été entraînés en Syrie ont permis de former par l'exemple les logisticiens qui n'avaient pas suivi cet apprentissage sur le terrain. Le 18 novembre, l'assaut de Saint-Denis et la neutralisation définitive d'Abdelhamid Abaaoud et de Chakib Akrouh empêchent une réplique, une nouvelle attaque, imminente, contre le centre commercial de La Défense.

Hormis Salah Abdeslam, en fuite, tous les opérateurs présents sur le terrain parisien le 13 novembre sont morts.

Pour la deuxième vague d'attentats, les logisticiens sont devenus opérateurs. Peut-être que ceux qui les entouraient étaient destinés à former une « troisième génération » de kamikazes, soutenus par de nouvelles petites mains. Et ainsi de suite, vague après vague.

Dans le cas de la deuxième série d'attentats, on aurait dû retrouver la structure des attaques de Paris. Trois groupes : l'un avec des armes (Mohamed Belkaïd, Salah Abdeslam et Amine Choukri), destinées à commettre une attaque sur le modèle de celle des terrasses, les deux autres

avec des explosifs. Le 22 mars, seules les deux « équipes explosifs » étaient au rendez-vous, étant donné que les tireurs étaient indisponibles : Belkaïd avait été abattu le 15, Abdeslam et Choukri arrêtés le 18.

On me dira que j'extrapole et que Salah Abdeslam n'a livré aucun aveu permettant de l'impliquer dans les attentats du 22 mars. Certes. Mais outre le fait que je n'accorde strictement aucun crédit aux dires de Salah – petite crapule de droit commun, montée en graine et devenue terroriste –, cette théorie explique ce que le jeune homme faisait de novembre 2015 à mars 2016 avec l'ensemble des protagonistes des attentats de Bruxelles – avec lesquels il avait déjà étroitement collaboré avant le 13 novembre. Qui plus est, il partageait la planque de Forest avec Belkaïd et Choukri, et les trois hommes étaient lourdement armés.

Son implication constante, et d'une importance capitale, dans la préparation du 13 novembre exclut à mes yeux tout doute sur son engagement. Pourquoi en aurait-il été différemment dans la deuxième vague des attentats ? À une nuance près, toutefois : devenu l'homme le plus recherché d'Europe, Salah ne pouvait plus jouer un rôle de logisticien. La seule partition qui pouvait encore être la sienne était celle d'opérateur.

À l'heure où j'écris ces lignes, Salah Abdeslam n'a pas été inculpé pour les attentats de Bruxelles. À défaut d'aveu, et la plupart de ses complices étant morts, il ne le sera peut-être jamais. Mais l'enquête n'est pas terminée et certaines preuves techniques, ou autres, peuvent disperser le *Nebel des Krieges* qui entoure encore l'activité de Salah entre le 14 novembre et son arrestation du 18 mars.

Reste un élément que je livre à la sagacité du lecteur. Il me semble extrêmement intéressant. Dans sa livraison du mois de Rajab 1437, *Dabiq* revient sur le rôle de Mohamed Belkaïd (désigné sous sa *kunya* Abou Abdelaziz al-Jazaïri).

On peut y lire : « Une fois en Belgique, et durant le stade final de la préparation de la bataille de Bruxelles, la police *kâfir* [infidèle] attaqua son appartement. Alors qu'il avait la possibilité de s'enfuir avec son équipe, il décida de se livrer à un dernier face-à-face pour assurer à ses frères une retraite sûre[167]… » Or, on ne l'a pas oublié, l'équipe de Belkaïd, les frères qui quittent en toute hâte l'appartement de la rue du Dries et dont il protège la fuite, ce sont Salah Abdeslam et Amine Choukri. Peut-on dire plus clairement que, jusqu'à la dernière minute, Salah Abdeslam a bien participé à la préparation des attentats et qu'il devait, à l'évidence, y participer ?

Mais il ne faut certainement pas compter sur le principal intéressé pour éclairer son rôle exact, pas plus, sans doute, que celui de ses complices ou

de ses commanditaires. Début octobre 2016, on apprenait que celui que son avocat décrivait comme un « suiveur » et un « cendrier vide » et impatient de « coopérer » avec les enquêteurs aurait déclaré à un codétenu de Fleury-Mérogis, à la faveur d'un déplacement dans les couloirs de la prison : « Personne ici ne me fera parler, je suis protégé par Allah. Moi, je ne parle pas, j'agis[168]… »

Évolution de l'enquête, nouvelles identifications

Dans le courant de la journée du 23 mars, on identifiera, grâce à son ADN, le deuxième kamikaze de l'aéroport. Il s'agit de Najim Laachraoui, suspecté d'être l'artificier des attentats de Paris.

Un journaliste espagnol qui a été l'otage de l'État islamique durant sept mois, entre septembre 2013 et mars 2014, Marc Marginedas, se souviendra que Laachraoui, qui se faisait appeler Abou Idriss, avait été l'un de ses geôliers. Il était, écrira Marginedas, « le plus sympathique » de leurs gardiens et « n'éprouvait aucun plaisir à contempler la souffrance des autres ni à en infliger sans provocation au préalable ». Il ajoute n'avoir jamais douté « que la main de Idriss/Laachraoui pourrait trembler s'il recevait l'ordre de tuer[169] ».

Radicalisé dès ses dix-sept ans, Laachraoui avait étudié un an à l'Université libre de Bruxelles, après le début d'un baccalauréat en « sciences de l'ingénieur ». Après une première tentative infructueuse, le 29 janvier 2013, il arrivait à passer en Syrie le 17 février suivant, y restant jusqu'à l'été 2015. Au début du mois de septembre, il avait été récupéré à la gare centrale de Budapest en compagnie de Mohamed Belkaïd, par l'inévitable Salah Abdeslam qui les avait ramenés à Bruxelles. Sous les pseudonymes de Soufiane Kayal et Samir Bouzid, les deux hommes avaient joué un rôle déterminant dans la préparation des attentats de Paris.

Reportons-nous à ce qu'en dit Daech. Blessé à la jambe en Syrie, après une convalescence de plusieurs mois, « il commença à s'entraîner pour réaliser son rêve de retourner en Europe pour venger les musulmans d'Irak et du *Sham* des bombardements constants des avions croisés. Après avoir terminé son entraînement, il entreprit le long voyage vers la France pour exécuter l'opération. C'est Abou Idriss qui prépara les explosifs des deux attaques de Paris et Bruxelles[170]. »

La police recherche activement deux XH en fuite, l'un de l'aéroport et l'autre du métro : « l'homme au chapeau » qui a quitté le terminal peu après les exposions et un homme qui a été filmé dans le métro aux côtés de Khalid Al-Bakraoui peu avant l'explosion de sa charge.

Ils identifieront assez rapidement le suspect de l'aéroport : Mohamed Abrini, recherché depuis les attentats de Paris dans lesquels il a joué un rôle logistique important aux côtés de Salah Abdeslam. En fouillant la mémoire de l'ordinateur découvert rue Max-Roos, les policiers découvriront le testament d'Abrini, un texte daté du 2 février dans lequel l'intéressé évoque la mort de son petit frère, Souleymane, en Syrie. C'est cet événement, croit-on, qui l'a poussé à se radicaliser.

Âgé de trente et un ans, Abrini a essentiellement un passé de délinquant. Il a été incarcéré une vingtaine de fois pour des délits divers allant du vol au trafic de stupéfiants en passant par la détention et le transport d'armes et de munitions. Son début dans la carrière criminelle a été assez précoce, puisqu'il a commis son premier vol à dix-sept ans, avant même d'avoir abandonné sa formation de soudeur. Au total, plus de quarante condamnations.

Sa radicalisation, pour rapide qu'elle ait été, n'avait pas échappé aux services belges. Le 27 juillet 2015, il avait même été placé en garde à vue suite à son bref voyage en Turquie et en Syrie au début de l'été. Plusieurs surveillances furent organisées devant son domicile, jusques et y compris le 13 novembre 2015…

L'enquête qui suit les attentats du 22 mars est, une fois de plus, internationale. Pendant plusieurs jours, la Belgique vit au rythme des sirènes et des déploiements impromptus des forces spéciales de la police qui cernent des appartements suspects et les sécurisent avant perquisition. Des opérations sont menées à Bruxelles et dans d'autres villes belges, mais également en France. C'est ainsi que le 24 mars les forces antiterroristes françaises mettent fin à la cavale d'un autre suspect : Reda Kriket.

Kriket n'est pas mêlé aux attentats qui ont ensanglanté Paris et la capitale belge. Français vivant en Belgique, ancien braqueur multirécidiviste, particulièrement violent, il se radicalise vers 2012 et participe aux activités du réseau Zerkani, qui se charge d'acheminer des volontaires vers le djihad syrien et sera un véritable incubateur de djihadistes. Il utilise le fruit de ses activités criminelles pour financer le voyage de certains d'entre eux avant de gagner lui-même la Syrie en 2013. Les services français savent qu'il est revenu en Europe fin 2015 et le recherchent activement depuis le mois de janvier 2016.

En mars, il est « logé » à Argenteuil (Val-d'Oise), mais la police a de bonnes raisons de penser que l'appartement qu'il occupe abrite un véritable arsenal. Pour éviter un siège, il est donc décidé de l'arrêter dans la rue, à Boulogne-Billancourt, dans la soirée du jeudi 24 mars. En perquisitionnant sa planque, louée depuis l'été 2015, les policiers trouvent de quoi armer un

véritable commando. Le procureur François Molins évoque même « un arsenal d'une ampleur inédite » : cinq kalachnikovs avec leurs chargeurs, un pistolet-mitrailleur d'origine croate, sept armes de poing, des munitions, de l'eau oxygénée, de l'acétone, une trentaine de litres d'acide, de la glycérine, 1,3 kilo d'explosifs industriels, un détonateur prêt à l'emploi, quatre cartons remplis de billes d'acier, un Tupperware contenant 105 grammes de TATP[171]…

On ne citera que pour mémoire cinq passeports français volés, sept téléphones neufs ou encore deux ordinateurs contenant de la documentation djihadiste et des « recettes » de fabrication d'engins explosifs improvisés.

La présence d'une charge de TATP et d'un détonateur, tous deux prêts à l'emploi, permet de penser qu'un passage à l'acte était imminent. Comme je l'ai déjà signalé à plusieurs reprises, le TATP est extrêmement instable et doit être utilisé le plus rapidement possible après avoir été fabriqué. Un attentat était sans doute prévu pour le week-end de Pâques qui, en 2016, s'étalait du 25 au 28 mars. On ne doit pas compter sur Reda Kriket pour éclairer l'instruction : l'homme se tait ou se retranche derrière des déclarations plus farfelues les unes que les autres. S'est-il rendu en Syrie ? Non, il s'est arrêté en Turquie pour « prendre soin d'un chat ». À qui était destiné l'arsenal d'Argenteuil ? Aucune idée, il n'en était que le « gardien »… Peut-être ses complices arrêtés en Belgique et aux Pays-Bas seront-ils plus bavards, mais rien n'est moins sûr.

L'arrestation de Reda Kriket et de plusieurs opérateurs avec lesquels il était en contact, qui s'apprêtaient sans doute à le rejoindre pour participer à son action, et le fait que ce nouveau réseau n'entretenait aucune relation avec le groupe Abaaoud-Abdeslam-Al-Bakraoui alors que Kriket connaissait Abaaoud de longue date (ils s'étaient côtoyés au sein du réseau Zerkani avant de se retrouver dans les mêmes *katibas* en Syrie) illustrent la stratégie de l'EI consistant à infiltrer en Europe des opérateurs capables de monter des réseaux indépendants les uns des autres en vue de multiplier les frappes.

Arrestation de Mohamed Abrini

Le 7 avril, la police belge diffuse un appel à témoins concernant « l'homme au chapeau ». Il porte ses fruits, puisque plusieurs personnes prennent contact avec les forces de l'ordre. Dès le lendemain, vendredi 8 avril, Mohamed Abrini est arrêté dans un quartier populaire proche du centre-ville. Sur la base des informations recueillies, une surveillance est

organisée dans le quartier de Cureghem, à proximité des abattoirs et de la principale gare de Bruxelles.

Manifestement en fin de course et privé de tout soutien, Abrini logeait chez une femme d'une quarantaine d'années, rencontrée dans un café trois jours auparavant et qui pensait « dépanner » un jeune homme ayant égaré ses clés et ses papiers d'identité…

Quelques heures plus tôt, dans la matinée, Osama Krayem, *alias* Naim al-Ahmed, le XH du métro Maelbeek, était tombé lui aussi. Ce Suédois de vingt-trois ans est un autre des volontaires revenus de Syrie que Salah Abdeslam était allé chercher à l'autre bout de l'Europe – cette fois à Ulm, en Allemagne – pour le ramener à Bruxelles. Krayem a grandi à Rosengard, la cité de Malmö rendue célèbre par le footballeur Zlatan Ibrahimovic. Petit délinquant, comme beaucoup d'autres protagonistes des attentats, il s'est radicalisé assez brusquement, trois mois avant de partir vers la Syrie début 2015.

Les conditions de l'arrestation de ces deux survivants des commandos terroristes de Bruxelles semblent indiquer que le réseau a vécu : plus d'appartements conspiratifs, plus d'armes, plus de logistique. Le 8 avril, on peut considérer que le réseau responsable des attentats les plus graves commis en France et en Belgique a été anéanti : ses membres les plus importants sont morts ou en détention. Seuls, probablement, quelques seconds couteaux restent dans la nature.

Comme il faut une exception à chaque règle pour la confirmer, Abrini, contrairement à Salah Abdeslam, à Mehdi Nemmouche et à d'autres « soldats du Califat » détenus en Europe, sera bavard. Loin de se retrancher dans le silence, il parle. Et même beaucoup. Reste à savoir, bien entendu, quelle confiance on peut accorder aux aveux d'un djihadiste auquel quatorze années de délinquance et des dizaines d'interpellations et d'inculpations ont tout appris du fonctionnement de la police et de ses interrogatoires.

En tout cas, il confirme une impression qu'avaient les policiers : la cible initialement visée par les logisticiens devenus « opérateurs » était bien Paris, et ce sont les progrès de l'enquête après la fusillade de Forest qui les ont convaincus de frapper immédiatement à Bruxelles. Il livrera également quelques renseignements sur des sympathisants anglais qu'il avait rencontrés lors de son passage à Birmingham, en juillet 2015, entraînant leur arrestation.

Mais il est temps maintenant de nous intéresser à l'organisation qui a voulu et rendu possibles les multiples attaques évoquées dans les premiers

chapitres de cet ouvrage.

142. Dans *De la guerre*. L'expression allemande est « *Nebel des Krieges* ».
143. Julien Balboni, « Me Sven Mary : "Arrêter de s'agenouiller devant la France" », *La Dernière Heure*, 19 mars 2016.
144. « Salah Abdeslam pourrait porter plainte contre le procureur de Paris », *Le Figaro*, 20 mars 2016.
145. Créé en 2002, le mandat d'arrêt européen remplace la procédure d'extradition qui était beaucoup plus lourde, contraignante et aléatoire et permettait, parfois, de faire « traîner » les choses un an ou deux…
146. http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=URISERV%3Al33167
147. « Salah Abdeslam pourrait porter plainte contre le procureur de Paris », *Le Figaro*, 20 mars 2016.
148. Article 11 du CPP.
149. Jean Quatremer, « Sven Mary : "Comme si j'étais Abdeslam" », *Libération*, 26 avril 2016.
150. Jean-Claude Matgen, « Voilà pourquoi Sven Mary a déclaré que Salah Abdeslam "avait l'intelligence d'un cendrier vide" », *La Libre Belgique*, 27 avril 2016.
151. « Salah Abdeslam pourrait porter plainte contre le procureur de Paris », *Le Figaro*, 20 mars 2016.
152. Voir le chapitre 7, p. 150.
153. Béatrice Delvaux, « La faille belge : l'unité de commandement », *Le Soir*, 7 juillet 2016.
154. Extrait de « Nous avons commencé par Paris et Bruxelles et nous bâtirons une wilaya à Londres », par Abu Wahba, Alwafaa Foundation, texte daté du mardi 22 mars mais diffusé le jeudi 24 mars. Découvert par les chercheurs de l'Esisc (www.esisc.org) et traduit par notre collaborateur Lhoussain Azergui.
155. Extrait de « Pourquoi nous avons attaqué Bruxelles ? », par Abu Mawadda, Alwafaa Foundation, texte daté du mardi 22 mars mais diffusé le jeudi 24 mars. Découvert par les chercheurs de l'Esisc (www.esisc.org) et traduit par notre collaborateur Lhoussain Azergui.
156. Extraits de « Pourquoi nous les attaquons dans leur pays », par Abu Khaled al-Sanghafuri. Texte diffusé le 30 mars et traduit par notre collaborateur Lhoussain Azergui.
157. Extraits de « Lettre à tous ceux qui ont pleuré les victimes des attaques de Bruxelles », par Abu Wahba, texte diffusé le 30 mars et traduit par notre collaborateur Lhoussain Azergui.
158. Il est aujourd'hui fermé.
159. J'ai pu avoir accès à plusieurs documents judiciaires concernant cet ordinateur et son contenu. Toutes les informations qui suivent sont extraites de ce matériel extrêmement intéressant.
160. J'ai corrigé l'orthographe et la syntaxe originales, et supprimé trois passages sans intérêt afin de rendre ce document plus lisible.
161. Ici aussi, j'ai effectué des corrections.
162. *Dabiq*, n° 14, p. 7.
163. Tamerlan Anzorovitch Tsarnaïev et Djokhar Anzorovitch Tsarnaïev sont les auteurs de l'attentat contre le marathon de Boston qui fit trois morts (dont un enfant de huit ans) et 264 blessés le 15 avril 2013. Tamerlan sera tué dans un affrontement avec la police le 16 avril, Djokhar a été condamné à mort le 15 mai 2015 et attend désormais que la justice statue sur son appel.
164. *Dabiq*, n° 14, Rajab 1437, p. 6-7.
165. Ce détail provient d'un entretien avec un enquêteur belge.
166. On se rappellera qu'un plan de cet aéroport avait été retrouvé dans sa planque d'Athènes, après l'opération contre la cellule de Verviers.
167. *Dabiq*, n° 14, p. 7.

168. Cette communication non autorisée (il est à l'isolement) vaut à Abdeslam une procédure disciplinaire.
169. Marc Marginedas, « Entre les mains d'un kamikaze de Zaventem », *Le Soir*, 29 avril 2016.
170. *Dabiq*, n° 14, p. 7.
171. « L'arrestation de Reda Kriket a "permis d'éviter une action terroriste imminente" », *Le Monde*, 30 mars 2016.

8

Les racines idéologiques d'une dérive

L'État islamique n'a rien d'un « accident de l'histoire » qui serait apparu par hasard ou par génération spontanée. Nouvel avatar d'une dérive ultra-radicale en cours depuis des décennies, il est au contraire le fruit d'une longue maturation idéologique et d'un véritable processus historique.

Dans plusieurs de mes précédents ouvrages[172], je me suis étendu sur la stupidité qu'il y avait à déclarer – comme l'ont longtemps fait de nombreux politiques et comme continuent trop souvent à le faire les dirigeants américains – que le djihadisme « n'a rien à voir avec l'islam ». Je n'y reviendrai donc pas. Cette appréciation politiquement correcte est aussi fondée que de prétendre que les croisades ou les guerres de religion n'ont rien à voir avec le christianisme.

Islamisme et djihadisme sont bel et bien des parties intégrantes de l'islam et du monde musulman, et on ne peut comprendre les premiers en se coupant de toute possibilité d'analyser la manière dont les seconds les ont sécrétés.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici de dire que c'est l'islam qui nourrit intolérance, rejet de l'autre et violence, ce qui aboutirait à désigner tout musulman comme un terroriste en puissance. Les courants d'extrême droite et populistes qui véhiculent – malheureusement avec un certain succès – cette approche jouent le jeu des extrémistes en polarisant la société autour de deux axes : un islam ennemi des libertés d'une part et un monde « non musulman » porteur de valeurs universelles d'autre part. À terme, cette logique ne peut que cliver la société et le monde, provoquer rejet et repli identitaire, aggraver les phénomènes d'exclusion qui, à leur tour, seront des vecteurs de haine, de radicalisation et de renforcement du terrorisme.

Ce que je dis, c'est que l'extrémisme islamiste est une déviance de l'islam, une « hérésie », pour utiliser un terme religieusement connoté, née d'une lecture superficielle (quand lecture il y a), littérale et décontextualisée des textes. Si l'islam, comme toute autre religion, ne peut se juger à l'aune

de ses extrémistes les plus fanatiques, il ne peut pas non plus ignorer ou nier leur existence.

Une précision, encore : lorsqu'il sera question d'« islam » dans ce chapitre, il faudra évidemment lire « islam sunnite », puisque ce qui nous intéresse est une organisation-État salafiste.

Retour aux sources

Avant d'aller plus loin, revenons aux fondamentaux. Sur quoi se fonde l'islam ? La réponse est simple : sur trois sources, le Coran, les hadiths et la Sunna.

L'islam est né et s'est développé dans un contexte sociologique, historique et géographique précis : celui des sociétés tribales et patriarcales de la péninsule Arabique au VIIe siècle. La majorité des tribus de l'époque pratiquaient le nomadisme, ou étaient très récemment sédentarisées, et observaient majoritairement des cultes polythéistes, certaines ayant toutefois adopté le christianisme ou le judaïsme.

Si l'on s'en tient à la tradition, Mahomet, devenu orphelin très jeune, élevé par son grand-père et par son oncle, était entré au service de Khadija, une veuve que le commerce avait enrichie. Il l'épousa à vingt-cinq ans (elle était son aînée de quinze ans). Ce n'est qu'à l'âge de quarante ans qu'il rassembla ses premiers fidèles, après avoir eu une première Révélation (l'apparition de l'archange Gabriel). Ses premiers adeptes furent peu nombreux et se recrutèrent surtout dans les couches les plus pauvres de la société mecquoise, tandis que les riches marchands qui dirigeaient la ville voyaient d'un assez mauvais œil la nouvelle croyance se répandre[173]. Les choses dégénérèrent et, à l'été 622, Mahomet et ses fidèles quittèrent La Mecque pour Yathrib (Médine) : le 16 juillet (1er mouharram) de cette année marque le début du calendrier musulman.

Mahomet meurt en 632, laissant derrière lui une communauté naissante et une Révélation (114 chapitres, appelés sourates). Le texte circule alors dans une version orale dont certains extraits seront écrits, à des moments différents, par ceux qui les ont entendus, ce qui engendra l'existence de plusieurs versions différentes. On en commencera la compilation un an après le décès de Mahomet, mais il ne sera définitivement fixé qu'une quinzaine d'années après sa mort, entre 644 et 656, sous le règne du troisième calife (successeur du prophète), Utman. Toutes les versions non retenues seront alors détruites. Le manuscrit le plus ancien du Coran (qui ne représente qu'un peu moins de la moitié du texte complet, soit une centaine de feuillets) fut découvert au début du XIXe siècle dans une mosquée

du Caire. Il a été dispersé entre les bibliothèques de Londres, du Vatican, de Saint-Pétersbourg et la Bibliothèque nationale de Paris. Une étude paléographique le fait remonter à quelques décennies après l'Hégire.

Au-delà de toute interprétation historiographique (certaines recherches paléographiques, philologiques ou mathématiques font par exemple apparaître que le texte pourrait avoir jusqu'à trente ou même cinquante « auteurs » différents), ce qu'il importe de retenir, c'est que le Coran, pour les croyants, est purement et simplement la parole de Dieu transmise à Mahomet au cours de dictées surnaturelles par l'archange Gabriel. Il est, par définition – et ceci est un dogme –, consubstantiel à Dieu et est donc incréé, éternel et inimitable.

La deuxième source fondant l'islam et sa pratique sont les hadiths. Ils se composent du recueil des paroles et des actes du Prophète par ses compagnons, le tout formant une sorte de « guide » permettant au croyant de savoir comment le Prophète agissait et tranchait les problèmes se présentant à lui, que ce soit au plan personnel ou au niveau de la communauté. Ils ont été compilés sur la base de plusieurs dizaines de milliers de sources, jusqu'à environ cent cinquante ans après la mort du Prophète. Les hadiths n'ont pas tous la même importance ni, donc, la même force.

La Sunna, enfin, peut être résumée comme un « mode de vie » basé sur les enseignements et actes du Prophète (hadiths) et sur l'interprétation du Coran.

Islam traditionnel, islam des lumières et islam radical

Sur ces bases, on a pu, suivant les époques et les régions, vivre l'islam de manière très différente. Un chiite et un sunnite, un wahhabite saoudien et un soufi, un Druze et un disciple de la *Naqshbadiya* (présente en Asie centrale) ont en commun d'être tous musulmans, mais leur mode de vie et leur ouverture au monde non musulman et à la modernité seront extrêmement divers. Il n'y a pas « un islam », mais « des islams ».

Un exemple : en partant du même texte, le Coran, et des mêmes hadiths, les Saoudiens, adeptes du wahhabisme, ont nié les droits de la femme tandis que les Tunisiens, dès l'époque du président Bourguiba, les ont consacrés. C'est en se basant sur le Coran et les hadiths que Bourguiba a « inventé[174] » le Code du statut personnel qui, en 1957, instaurait l'égalité entre hommes et femmes. Le seul point sur lequel il ne put changer la tradition était celui de l'héritage, car il est écrit dans le Coran, à la sourate 4 (*an-Nisa*,

« Les Femmes ») : « Voici ce que Dieu vous enjoint au sujet de vos enfants : au fils, une part équivalente à celle de deux filles. »

Le même texte, suivant qu'on le lira littéralement, qu'on le remettra dans son contexte ou qu'on l'interprétera, sera compris par les uns et par les autres de manières parfois diamétralement opposées. Prenons la question de la polygamie. Le verset 3 de la sourate *an-Nisa* dit : « Il est permis d'épouser deux, trois, ou quatre, parmi les femmes qui vous plaisent, mais si vous craignez de n'être pas juste avec celles-ci, alors une seule. » En Arabie saoudite et dans les milieux musulmans les plus conservateurs, on prendra le texte au pied de la lettre : la polygamie est formellement autorisée. Bourguiba et beaucoup d'autres estiment que la condition, clairement énoncée, de traiter toutes les épouses avec équité est impossible à observer. Comment, en effet, assurer à chacune des deux, trois ou quatre femmes le même amour, le même bien-être, la même écoute ? Pour ces « modernistes », bien loin d'autoriser la polygamie, ce verset l'interdit de fait.

Cette latitude laissée par le texte – mais niée, nous le verrons bientôt, par les intégristes – a fait de l'islam, suivant les temps et les lieux, une religion tolérante et ouverte, ou bornée et fanatique. Ajoutons que, comme beaucoup de croyants d'autres religions, de nombreux musulmans ont de tout temps vécu en « s'arrangeant » avec leur croyance, tirant de la tradition ce qui leur convenait et ignorant le reste.

La tolérance fait en effet partie de l'héritage historique de l'islam. Comment oublier qu'à l'époque où les juifs étaient expulsés ou brûlés en Europe, ou à celle qui vit catholiques et protestants s'entretuer sur le même continent, on pouvait, comme juif ou chrétien, vivre (assez) paisiblement en terre d'islam sous réserve de payer un impôt[175] ?

Bernard Lewis le souligne : « Dans l'histoire musulmane, il n'y a rien qui ressemble à l'émancipation, à l'acceptation et à l'intégration de croyants différents ou de non-croyants, comme en Occident ; toutefois, il n'y a rien non plus qui ressemble à l'expulsion des juifs et des musulmans hors d'Espagne, à l'Inquisition, aux autodafés, aux guerres de religion, sans parler de crimes plus récents commis ou acceptés en silence. De temps en temps, il y avait des persécutions ; liées à des circonstances locales et particulières, elles étaient rares et, généralement, ne duraient pas[176]. »

Dans une autre étude publiée en 1952, Bernard Lewis s'intéresse à la notion d'« hérésie » dans l'histoire de l'islam et démontre que des siècles durant, les juristes musulmans ont fait preuve, sauf exception, d'une très grande tolérance dans les poursuites pour déviance, même lorsque

l'hérétique était poursuivi pour apostasie, un crime puni de mort : « Un adage de juristes pose que, dans un procès d'apostasie, toute règle juridique ou tout précédent même faible qui aboutiraient à l'acquittement doivent être suivis[177]. »

Même s'il est difficile de le concevoir en contemplant les ravages de l'idéologie radicale ou l'état de la société de certains pays musulmans, l'islam peut bel et bien être tolérant et ouvert.

Et ne peut-on considérer qu'une part importante des musulmans d'Europe, sinon la majorité d'entre eux, vivent aujourd'hui leur religion comme le font les chrétiens, n'entretenant plus que des rapports assez lointains avec la foi de leurs parents ? Certains sont même discrètement – ou, plus rarement, ouvertement – athées et ne sont plus musulmans que par leur origine familiale ou leur culture.

Croyant traditionnel, fervent zélateur, extrémiste, pratiquant occasionnel ou athée : tel apparaît donc le musulman contemporain à qui prend le temps de se pencher honnêtement sur sa communauté.

La question de la laïcité dans l'islam

Reste bien entendu le problème fondamental de la société musulmane : l'impossibilité de séparer religion et État. Comme le souligne Bernard Lewis, « la laïcité au sens politique moderne – l'idée selon laquelle la religion et le pouvoir politique, l'Église et l'État, sont des identités différentes qui peuvent ou doivent être séparées – est une notion profondément chrétienne[178] ». Le concept apparaît, en germe, dès l'origine. Le Christ n'aurait-il pas dit, si l'on en croit les Évangiles : « Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu[179] » ?

Le christianisme des premiers siècles s'est développé en marge de l'État… et souvent contre lui ou, du moins, persécuté par l'État. Il faudra attendre la conversion de l'empereur Constantin, en 312, pour commencer à faire du christianisme une religion d'État. Mais tout en se répandant à travers l'Empire, il ne se confondit jamais avec le gouvernement. État et Église, partout en Europe, se développèrent parallèlement, parfois en opposition, souvent en connivence, l'un prenant le contrôle de l'autre, mais chacun ayant sa vie propre. Cette existence de deux corpus différents, l'un voué à la spiritualité, l'autre à l'exercice du pouvoir, permit, à partir des Lumières, de penser puis de réaliser une séparation progressive – qui ne se fit pas sans douleur, mais qui est aujourd'hui effective dans nombre de pays occidentaux. Même quand l'État et l'Église ne sont pas séparés, comme au Royaume-Uni, où la reine est également chef de l'Église et où l'ex-Premier ministre, David Cameron, est l'un des très rares chefs de gouvernement

européens à oser dire que son pays est « chrétien[180] », seuls 24 % de la population estiment qu'être chrétien est un élément constitutif important de l'identité nationale[181]…

Rien de tel avec l'islam. Dès les commencements, le Prophète et ses successeurs eurent à gérer une communauté (à Médine) puis un État et, très rapidement, un vaste empire : « Mahomet […] vainquit ses ennemis et triompha de son vivant. Il conquit sa terre promise et créa son propre État, dont il devint le chef suprême. À ce titre, il promulgua des lois, rendit la justice, leva des impôts, commanda des armées, fit la guerre et conclut la paix. Bref, il gouverna, et l'ensemble de ses décisions et de ses actes est pieusement conservé dans le Coran et la tradition[182]. »

En revanche, l'islam ne créa rien qui ressemblât de près ou de loin à une Église ni même à un clergé, au sens théologique du terme. Ce clergé serait d'ailleurs inutile : la religion musulmane, qui prône une relation directe entre chaque croyant et Dieu, ne reconnaît ni ordination, ni sacrements, ni intercessions sacerdotales. « L'idée qu'il puisse exister des êtres, des activités, ou des aspects de l'existence humaine qui échappent à l'emprise de la religion et de la loi divine est étrangère à la pensée musulmane[183]. » Ajoutons que la doctrine ne reconnaît pas à l'homme le droit de légiférer : toute loi vient de Dieu et est inspirée par sa parole retranscrite dans le Coran.

Cela posé, soulignons-le à nouveau, la marge d'appréciation reste importante et est illustrée par les différences existant entre un extrémiste radical, se contentant de copier la manière dont les premiers musulmans interprétaient le Coran, et un Bourguiba cherchant dans la compréhension du texte sacré les moyens de bâtir un statut légal favorable à la femme.

Ignorants de la laïcité parce que leur religion se confond avec la loi et structure l'État, les musulmans se sont en général également montrés hostiles à son importation ou à son imposition par l'Occident. On notera toutefois deux exceptions qui tendent à prouver que laïcité et islam peuvent cohabiter : celle du Liban et celle de la Turquie. Le Liban n'est certes pas un État laïque, mais la complexité née de l'existence de trois grandes communautés – chrétienne, sunnite et chiite – l'a amené à adopter une constitution qui, en son article 9, décrète que « la liberté de conscience est absolue » et que « l'État respecte toutes les confessions et en garantit et protège le libre exercice à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public ».

La constitution turque, elle, stipule que le pays est un « État de droit démocratique, laïc et social », ainsi que l'a voulu le réformateur moderniste Mustapha Kemal Atatürk, qui s'inspira fortement de la Révolution française

et de l'histoire des trois premières Républiques pour construire un État moderne. L'avenir dira si cette laïcité turque survivra au règne de Recep Tayyip Erdoğan et au « virage à droite » qui a suivi la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016.

La place du fondamentalisme religieux dans l'islam

Reste que l'islam sunnite est en crise et que s'opposent en son sein deux minorités : un groupe restreint de réformateurs qui veulent moderniser la religion et la société musulmanes, et un groupe, minoritaire lui aussi mais nettement plus puissant, qui se réclame d'une lecture « simpliste » des textes et de la tradition. C'est au sein de ce deuxième groupe – que l'on peut appeler « islamiste », « fondamentaliste » ou « radical » – qu'est née et s'est développée l'idéologie profondément réactionnaire mais aussi révolutionnaire qui sous-tend le djihadisme.

En Europe comme dans le reste du monde occidental, on ignore ou on sous-estime trop souvent l'importance du fait religieux dans l'islamisme politique ou armé, parfois par simple incompréhension ou par manque de références historiques, parfois du fait de cette désastreuse approche « politiquement correcte » que j'évoquais dans les premières lignes de ce chapitre.

Cette ignorance des réalités et des plus simples relations de cause à effet équivaut à réduire l'islamisme à un mouvement politique « comme les autres », et le djihadisme à un terrorisme « classique », de type revendicatif. Cette perception induit l'idée fausse qu'il serait possible de composer avec les islamistes politiques et, surtout, de négocier avec les islamistes armés ou de leur faire les concessions qui les ramèneraient à la raison.

Il y a là une erreur fondamentale : l'islamisme ne vise pas à réformer ou à « aménager » la société – ce qui est, peu ou prou, le propre de tout courant politique non extrémiste –, mais bien à la bouleverser de fond en comble, à la changer radicalement en instaurant un nouveau type de régime politique. L'islamisme est une idéologie totale – comme ont pu l'être le national-socialisme ou le communisme – qui entend régir tous les aspects de la vie de la cité comme de l'individu.

Ce régime idéal, les islamistes le nomment le Califat, en référence à l'expérience politique nouvelle menée à la mort de Mahomet. Ce dernier n'ayant pas désigné de successeur, ses compagnons décidèrent après sa mort (8 juin 632 de notre ère) d'en élire un pour diriger l'État musulman créé par le Prophète. Cette élection eut lieu dans la douleur et la violence. Abû Bakr, l'un des plus proches compagnons du Prophète, fut désigné

comme chef de la communauté. Il prit le titre de *Khalîfat rasûl Allâh*, ou « lieutenant de l'envoyé de Dieu ». Les quatre premiers califes, les *Rachidûn* (« bien dirigés »), représentent pour les islamistes sunnites l'idéal auquel il faut tendre dans la gouvernance des affaires de ce monde : proches de leurs sujets, ils se pliaient strictement à la loi religieuse pour administrer l'État.

État parfait – si tant est qu'une institution humaine puisse l'être –, le Califat est donc pour les islamistes la référence absolue : l'ensemble des activités sociales et politiques ainsi que le droit – pénal, civil, commercial, public ou privé – y découlent automatiquement et exclusivement des prescrits religieux. On peut donc résumer l'ambition politique des islamistes comme suit : « Globalement, l'islamisme, ou plutôt le fondamentalisme musulman, est une idéologie politico-religieuse qui vise à instaurer un État islamique régi par la chari'a et à réunifier l'oumma (Nation islamique)[184]. »

Ces dernières décennies, l'Europe s'étant fortement éloignée de la spiritualité et n'ayant plus, en règle générale, que des rapports assez ténus avec Dieu – quel que soit le contenu que l'on donne à ce terme que j'utilise ici au sens générique de « puissance supérieure », éventuellement créatrice du monde –, nous avons des difficultés certaines à comprendre que des hommes et des femmes – dont beaucoup ont été élevés ou éduqués en Occident et ont fréquenté nos écoles et nos universités – puissent mettre leur vie au service d'un idéal religieux et attendre de cette religion qu'elle règle tous les aspects de leur vie. Et il nous est encore plus difficile de comprendre que cet idéal puisse conduire à tuer et à sacrifier, dans la joie, sa propre vie. C'est dire le fossé à combler si l'on veut vraiment comprendre l'islamisme. Pourtant, à long terme, la défaite du terrorisme islamiste ne sera possible qu'à condition de bien analyser ses fondements et d'appréhender correctement les mécanismes religieux et culturels qui le rendent attractif à un nombre sans cesse croissant de personnes à travers le monde.

De l'école hanbalite au wahhabisme

Avant d'aller plus loin, et pour comprendre de quoi nous parlons, il est nécessaire de souligner que l'islam sunnite se répartit entre quatre *madhâhib*, des « écoles de pensée » qui déterminent la manière dont la loi musulmane (la chari'a) doit être appliquée. Ces écoles sont le malékisme, le hanafisme, le chaféisme et le hanbalisme. Le malékisme est aujourd'hui suivi par environ 20 % des musulmans sunnites et est surtout présent en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans plusieurs pays du

Golfe comme le Koweït, le Qatar ou Bahreïn. Le chaféisme est essentiellement représenté en Égypte, en Asie du Sud et au Yémen. Le hanafisme, qui est la plus ancienne des quatre écoles – elle a vu le jour au VIIIe siècle de notre ère –, est présent en Turquie, en Asie centrale, en Chine, en Inde et au Pakistan, ainsi qu'en Jordanie, en Syrie, en Irak et en Égypte. Cette école est généralement considérée comme la plus libérale des quatre *madhâhib* sunnites. À l'inverse, la quatrième école, le hanbalisme, est la plus conservatrice : très minoritaires et surtout représentés en Arabie saoudite, mais aussi un peu au Proche et au Moyen-Orient, les tenants du hanbalisme limitent au minimum toute possibilité d'interprétation du Coran.

C'est dans la péninsule Arabique que la pensée hanbalite s'est imposée au point de devenir dominante. Elle a eu une influence considérable sur Mohammad Ibn Abdel Wahhab (1720-1792), fondateur du wahhabisme.

Philosophe et théologien, Ibn Abdel Wahhab s'est fortement inspiré des travaux d'Ahmed Taqi El Dinne Ibn Taymiyya, juriste et théologien né à Damas en 1236 et mort presque centenaire (mais dans un cachot) en 1328, une des figures de proue du hanbalisme. Ibn Taymiyya s'était, entre autres, attaqué aux philosophes et aux partisans de la logique aristotélicienne qu'il considérait comme des hérétiques parce qu'ils pensaient l'homme capable d'atteindre la vérité par le raisonnement et non par le recours au Coran. Il s'en prit également, avec férocité, aux chiites.

L'école hanbalite en général, et Ibn Taymiyya en particulier, prône une observance absolue de la loi coranique et le retour à la pureté originelle qui était celle du Prophète et de ses compagnons – les *salaf saleh* ou « pieux ancêtres ». Pour les hanbalites, toute innovation est coupable par définition (*bidaa*), et le vrai fidèle ne peut se trouver qu'en position de *taqlid*, c'est-à-dire de soumission totale aux textes – Coran et Sunna, soit l'ensemble figé une fois pour toutes[185] dans le *fiqh* (le droit appliqué des règles de vie ressortant des actes et de l'enseignement du Prophète).

Par exemple, Ibn Taymmiyya est à l'origine d'un concept justifiant aujourd'hui bien des actions djihadistes : un gouvernement musulman qui n'appliquerait pas intégralement la chari'a doit être considéré comme impie, ou apostat, et combattu.

Au XVIIIe siècle, donc, Ibn Abdel Wahhab revient à l'enseignement d'Ibn Taymmiyya qu'il entend appliquer à la lettre : seule la loi religieuse peut être la base de la vie sociale. Si le souverain respecte totalement les principes de l'islam, ses sujets lui doivent une obéissance absolue, mais les mêmes fidèles ont le devoir de répandre l'islam par l'enseignement, la conversion et, au besoin, la conquête. La pensée d'Ibn Abdel Wahhab était

tellement radicale et puritaine, tellement rigoriste et intolérante qu'elle heurta la majorité de ses contemporains et que le théologien fut contraint de se replier sur son Nedjd natal, ce vaste plateau central de l'Arabie saoudite actuelle, où il se plaça sous la protection du chef du village de Diriyah, Mohammad al-Saoud. Les deux hommes s'entendirent et s'allièrent en mariant leurs enfants. De cette alliance entre un théologien extrémiste et un chef de village allait naître un système, le wahhabisme, une dynastie, la Maison des Saoud, et un pays : le royaume wahhabite d'abord et, d'expansion en annexions, l'Arabie saoudite à compter de 1934.

Depuis sa naissance, et surtout depuis les chocs pétroliers successifs d'après 1973 qui lui ont procuré d'immenses ressources financières, l'Arabie saoudite a été le principal propagateur de la conception la plus conservatrice – pour ne pas dire rétrograde – et la plus radicale de l'islam. Il n'est probablement pas un pays au monde dont une partie de la communauté musulmane n'ait profité des largesses de la Maison des Saoud. Largesses intéressées, certes, puisqu'elles s'accompagnent de strictes conditions visant à l'expansion du wahhabisme. C'est l'Arabie saoudite qui a été le grand argentier du djihad afghan contre l'invasion soviétique, entre 1979 et 1989. Et jusqu'en 2001, le royaume saoudien a financièrement soutenu l'ensemble de la galaxie djihadiste à travers le monde – de l'Algérie à la Tchétchénie en passant par la Bosnie, le Soudan, l'Égypte, l'Asie du Sud-Est… De même, elle a politiquement soutenu le régime des Talibans qui, en Afghanistan, offrait une base arrière sûre et de nombreux camps de formation à Oussama Ben Laden et al-Qaida[186].

Aux sources du salafisme

D'autres racines de l'islamisme contemporain sont à chercher au XIXe siècle, et plus particulièrement dans la démarche spirituelle de penseurs musulmans et de théologiens désemparés de voir le monde islamique de l'époque – héritier d'un grand empire qui avait conquis une partie de l'Europe et aurait pu, si les Turcs n'avaient pas été arrêtés à Vienne au XVIIe siècle, la dominer presque entièrement – se retrouver colonisé par des puissances européennes qui avaient fini par le surpasser. Pour ces prédicateurs, cette déchéance était due à la sclérose qui avait peu à peu gagné le monde musulman… et à l'éloignement de la prophétie. Le mouvement auquel ils allaient donner naissance, *al-salafiyya*, le salafisme, a considérablement évolué avec le temps.

Si le salafisme fait référence aux « anciens » (les compagnons du Prophète), et donc à un retour aux sources, il s'agissait pour les premiers

tenants de cette doctrine de revenir aux origines de la Révélation de l'islam pour le débarrasser des scories qui l'avaient obscurci depuis des siècles et le sortir du blocage de la pensée qui l'avait empêché d'évoluer. Le tout pour donner naissance à une société nouvelle, plus égalitaire, avec une meilleure redistribution des richesses. Nous voilà aux antipodes du wahhabisme, conservateur par nature.

Les salafistes contemporains n'ont retenu que le retour aux sources. Ils prétendent nettoyer l'islam de toutes les impuretés dues aux influences étrangères et à l'évolution du monde. Leur démarche religieuse, caricaturale, se résume souvent à une imitation servile du Prophète et de ses compagnons, y compris dans la manière de parler, de s'habiller, de s'alimenter. Ainsi, certains salafistes se cureront les dents avec un bâtonnet d'arak encore vert parce que la tradition rapporte qu'ainsi faisait le Prophète. Comme le souligne Alain Grignard – l'un des spécialistes européens de l'islamisme radical qui, à la fois chercheur en islamologie et commissaire de police spécialisé dans le terrorisme islamiste, a l'avantage de se trouver à la croisée de deux mondes –, les premiers salafistes avaient voulu moderniser l'islam tandis que les salafistes contemporains veulent « islamiser la modernité sans perspective d'ouverture aucune[187] ». Ainsi, par un curieux retournement, voire un détournement total de la démarche originelle, les salafistes qui avaient vocation à moderniser et même à révolutionner l'islam sont devenus des wahhabites… dont la vision et la pratique ultraconservatrices sont tellement excessives que les wahhabites eux-mêmes les considèrent comme des extrémistes.

On remarquera cependant que si tous les djihadistes sont salafistes, tous les salafistes ne sont pas violents. La majorité d'entre eux se rattachent à un courant dit « salafiste piétiste », qui se concentre sur la pratique religieuse et l'influence de la foi sur la vie sociale. Ceux-ci posent un défi difficile au « vivre ensemble » mais ne présentent pas de risques de sécurité au sens premier du terme. Pour autant, j'estime que ce salafisme non djihadiste doit être combattu sans pitié. J'y reviendrai dans le dernier chapitre de cet ouvrage.

Frères musulmans et Takfiris : de l'islam politique à l'islamisme armé

Deux autres courants ont durablement influencé l'islamisme moderne : les Frères musulmans et le takfirisme.

Confrérie fondée en Égypte en 1928 par Hassan al-Banna, un instituteur d'Ismaïliyya, sur le canal de Suez, les Frères sont à ce jour le mouvement le

plus ancien de l'islamisme sunnite. Comme les wahhabites, les Frères musulmans organisent leur doctrine autour du dogme central du *Tawhid*, l'unicité de Dieu. Leur idéologie et leur pratique se résument parfaitement par l'article premier de leur « constitution » : « Dieu est notre but, le Prophète est notre modèle, le Coran est notre loi, le Djihad est notre vie, le Martyre est notre vœu. » Les Frères se sont rapidement imposés comme une des principales forces d'opposition – tantôt purement politique, tantôt violente – en Égypte mais aussi dans d'autres États arabes.

Au fil des ans, ils ont essaimé à l'étranger, ce que Moustapha Machhour, leur Guide suprême, a reconnu pour la première fois en 1995 : « Nous avons des branches à l'étranger. À Londres, en Allemagne, et ailleurs en Europe. Chacun des militants des Frères ayant quitté l'Égypte a formé une branche dans les pays d'accueil et a des contacts avec l'organisation centrale[188]… »

Comme les trotskystes l'avaient fait dans la gauche et les appareils d'État occidentaux entre les années 1950 et les années 1970, les Frères musulmans se sont fait une spécialité de la pratique de « l'entrisme » : la confrérie est longtemps restée occulte, voire secrète, mais ses membres tentaient de prendre le contrôle des organisations caritatives ou culturelles et, dans les pays dans lesquels ils existent, des organes de représentation du culte musulman. Le mouvement acquiert ainsi une influence réelle, sans aucune mesure avec son importance numérique, et est à même de peser lourdement sur l'existence des communautés musulmanes en Europe. Tactiquement, les Frères, sous couvert de légalisme – en Europe, ils condamnent officiellement le terrorisme –, entretiennent ou suscitent les conflits qui permettent d'unifier et de souder les communautés musulmanes et de les radicaliser. Ainsi, c'est sans surprise que depuis des années on les retrouve un peu partout en première ligne dans le combat pour la défense du voile islamique.

L'un des principaux penseurs des Frères musulmans, l'un de ceux qui ont le plus influencé l'islamisme violent, est Sayyed Qotb (1906-1966), un ancien instituteur du Caire, lui-même fortement marqué par le Pakistanais Mawdoudi. Jeté en prison après la dissolution de l'organisation par Gamal Abdel Nasser le 21 janvier 1954, Qotb y développe sa thèse voulant que le monde soit divisé en deux tendances inconciliables, l'islam et la barbarie (*jahiliya*[189]), et que les États indépendants issus de la colonisation, trop corrompus par l'influence occidentale, ne soient pas de véritables sociétés islamiques.

Qotb, condamné à mort et pendu en août 1966 pour avoir comploté contre Nasser, sera le pont entre la démarche légaliste et entriste des Frères musulmans et l'islamisme armé qu'il justifie par ses écrits. Une dizaine d'années après sa mort, un ingénieur, Choukri Ahmed Mustapha, crée la *Jamâ'at al-Muslimin* (« Union des musulmans »), que la police égyptienne surnommera par dérision *Takfir wal Hijra* (« Excommunication et Exil »). En fait, ce qui ne devait être qu'une plaisanterie correspondait bien à l'idéologie de Choukri Mustapha, qui prônait le rejet des « mauvais musulmans » : les Takfiris ne peuvent être fonctionnaires, ne font pas leur service militaire, ne fréquentent pas les écoles, ne prient pas dans les mosquées… mais sont des adeptes de « l'islam des caves ». Mustapha prêchait également la lutte armée contre les infidèles et les gouvernements impies. Il est, lui aussi, condamné à mort et pendu en 1977 pour avoir organisé l'enlèvement et l'assassinat du ministre des Affaires religieuses, le cheikh Dhahabi, ouléma d'Al-Azhar et ancien ministre des Biens religieux, ou *waqfs*. Après sa disparition, le mouvement takfir se répandra à travers le monde, profitant entre autres de la guerre en Afghanistan. Il est aujourd'hui présent dans l'ensemble du monde arabe, en Asie et en Europe.

Pour les Takfiris, ceux qui se prétendent musulmans mais ne combattent pas les gouvernements impies sont des mécréants qu'il est loisible de tuer. On justifie ainsi l'injustifiable : le meurtre d'un musulman par un autre musulman. Cette approche a notamment été celle du GIA en Algérie, et explique les innombrables massacres de civils auxquels se sont livrées des bandes. Elle explique en outre que les « mauvais » musulmans soient, et de très loin, les premières victimes du terrorisme islamiste.

La vitesse avec laquelle le takfirisme s'est répandu et l'influence qu'il a prise dans la mouvance islamiste s'expliquent entre autres par la complaisance des Takfiris envers la délinquance : il est légitime de voler ou de tuer si on le fait dans une société non musulmane ou impie et qu'une partie des produits de la délinquance sert à la cause. Ainsi, pour se procurer des planques, des armes, des véhicules ou l'argent nécessaire à la clandestinité, les Takfiris s'acoquineront avec des milieux purement criminels dans lesquels ils n'hésiteront pas à recruter de nouveaux membres qui trouveront dans l'activisme un caractère rédempteur. Cette particularité permet également aux Takfiris de recruter dans les prisons, ce dont ils ne se privent pas.

Le salafisme encouragé par l'état des sociétés arabes

Dans un premier temps, les salafistes ont bénéficié du climat politique qui régnait dans une grande partie du monde arabo-musulman. La corruption qui s'étalait au pouvoir, les criantes injustices et inégalités sociales, l'absence de réelle démocratie ont servi le développement de cette idéologie. La répression qui, dans de nombreux pays musulmans, frappait les forces de gauche et les organisations syndicales limitait drastiquement les possibilités de contestation. Les mécontents n'avaient souvent d'autre choix que de passer dans la clandestinité, de s'exiler ou de se tourner vers la religion. Pour ces exclus, le discours salafiste pouvait se révéler séduisant puisqu'il promettait une solution globale au problème de l'heure : la stricte observance religieuse et le retour à une foi vivante entraîneraient la fin de la corruption, davantage de justice sociale et la possibilité d'opposer une idéologie forte au matérialisme de l'Occident.

Le sentiment du « deux poids deux mesures » pratiqué par un Occident vécu comme un ennemi participa également à répandre l'idéologie salafiste. Ses tenants avaient beau jeu de dénoncer l'hypocrisie d'un monde occidental qui n'avait que les mots « justice » et « progrès » à la bouche, mais soutenait les pires dictateurs… et la démocratie israélienne, vilipendée par les fondamentalistes car elle occupe non seulement une « terre musulmane » mais également Jérusalem, l'un des lieux saints de l'islam[190].

On soulignera que, même s'il s'oppose à la dictature, le salafisme n'a rien d'un mouvement démocratique. Les intégristes condamnent fermement la démocratie qu'ils jugent impie, puisqu'elle met toutes les idées sur le même plan et fait du citoyen le juge ultime alors que leur projet, directement inspiré par Dieu, n'est pas discutable par l'homme et ne peut être mis en compétition.

Dans certains pays, des conditions particulières favorisèrent la progression du salafisme. Ainsi, après l'indépendance, l'Algérie choisit la voie de l'arabisation pour rompre symboliquement avec cent trente-deux ans de domination française. Mais la jeune République manquait de professeurs arabes et se tourna vers certains pays « frères ». L'Égypte de Gamal Abdel Nasser s'empressa donc d'envoyer à Alger des enseignants qui, le plus souvent, étaient des militants islamistes. Le Caire faisait d'une pierre deux coups : remplissant leur devoir de solidarité avec un pays arabe nouvellement indépendant, les Égyptiens se débarrassaient à bon compte des plus remuants de leurs islamistes.

Ainsi, tantôt légalement, à l'ombre des mosquées, tantôt dans une semi-clandestinité, voire dans une clandestinité totale, le salafisme se développait, attirant d'autant plus de nouveaux adeptes que la plupart des mouvements de gauche ou d'extrême gauche disparaissaient, victimes de la

répression ou atomisés suite à la faillite du modèle soviétique. Même les passages de ses idéologues ou activistes en prison permettaient au mouvement d'avancer : dans les cellules, de nouveaux liens se tissaient, des réseaux informels naissaient.

Bref, un peu partout, les désenchantés ayant reçu une éducation qui leur aurait permis, dans des sociétés démocratiques normales, d'aspirer à des positions dirigeantes rencontreront les véritables laissés-pour-compte, habitants des bidonvilles, anciens détenus, miséreux « ré-islamisés » venus au radicalisme par une démarche sans doute plus instinctive qu'intellectuelle… et leur serviront de guides. De cette rencontre d'une intelligentsia sans avenir réel et d'exclus n'ayant rien à perdre, tous animés par une foi absolue, naîtra la dangerosité de la mouvance du djihad.

Surtout, en quelques décennies, une importante partie du courant salafiste évoluera vers la violence, donnant naissance à ce que l'on appelle le salafisme combattant, ou salafisme djihadiste. Des violences, des attentats, des agressions furent remarqués en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Tunisie. Mais pour la plupart des observateurs occidentaux, ces manifestations visibles du bouillonnement qui commençait à agiter les sociétés musulmanes restaient marginales : ils n'y prêtaient que peu d'importance. Le mouvement s'essoufflait, perdait du terrain, en proie à une riposte d'autant plus musclée des autorités que les actes de violence se multipliaient. Puis vint l'année 1979.

Les « divines surprises » de 1979

Je ne m'étendrai pas, ici, sur l'importance du rôle qu'a joué l'Afghanistan dans la phase finale de cristallisation de la mouvance salafiste djihadiste ; les faits sont désormais bien connus par ailleurs. Mais comme d'autres praticiens et experts, je pense que si l'on devait dater avec plus ou moins de précision la « naissance » de la mouvance djihadiste internationaliste, on pourrait sans doute le faire en utilisant deux bornes : le djihadisme contemporain est apparu entre le 24 décembre 1979 (entrée des troupes soviétiques en Afghanistan) et le 6 octobre 1981 (assassinat d'Anouar el-Sadate au stade de Medinet Nasr, dans la banlieue du Caire).

La première date est celle d'un événement majeur qui aura pour conséquence de populariser le djihad dans le monde musulman, et la seconde marque de manière exemplaire l'application d'un concept cher aux cœurs des salafistes, celui de l'excommunication (*Takfir*) qui permet, nous l'avons vu en nous penchant rapidement sur la naissance du *Takfir Wal Hijra*, de déclarer « impie » celui qui se détourne de l'islam ou le trahit – et

justifie ainsi « religieusement » toute mesure qui sera prise contre lui, y compris l'assassinat.

Encore faut-il prendre en considération un troisième événement historique : la révolution iranienne de 1979.

Il peut sembler surprenant, voire contradictoire, d'affirmer qu'un événement qui a eu pour cadre le monde chiite ait eu une quelconque influence dans le monde sunnite, surtout dans sa frange la plus extrémiste, qui vomit littéralement le chiisme – les massacres interconfessionnels et autres attentats antichiites commis chaque jour par les salafistes, du Pakistan à l'Irak, témoignent de cette haine. Pourtant, le fait est peu discutable. Il faut comprendre que la chute du Shah d'Iran, l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny, au soir du 11 février 1979, et l'instauration de la République islamique au printemps suivant ont constitué un choc inouï aux yeux de beaucoup de théoriciens, mais aussi dans la « rue musulmane ». Pour la première fois depuis des siècles, l'islam remportait une victoire politique majeure, en s'opposant qui plus est à un régime soutenu à bout de bras par les États-Unis[191]. Le fait que cette « révolution » ait précisément été possible parce que Washington avait laissé tomber son allié iranien a peu d'importance : les révolutions et leur propagande se nourrissent de mythes. C'est en Asie centrale que l'essentiel va se jouer.

Lorsque les troupes soviétiques franchissent la frontière afghane en décembre 1979, Washington y voit rapidement une opportunité stratégique : celle de « fixer » le maximum de troupes soviétiques, de les harceler, de les saigner à blanc, du moins de les démoraliser – et, à travers elles, de larges pans de la société russe.

Un plan ambitieux est mis au point. Les Américains et les Saoudiens fourniront l'argent, le Pakistan des bases d'entraînement pour les moudjahidin. Dès 1983, il y a en permanence entre quelques centaines et deux mille volontaires arabes engagés au combat. Ils sont venus d'Égypte, du Yémen, de Jordanie, du Koweït, du Maghreb voire, pour quelques-uns, d'Europe. Bien entendu, ce ne sont ni les modérés ni les doux qui s'engagent, mais les agités, les rebelles, les extrémistes, les exclus, les durs parmi les durs. L'Afghanistan sera pour eux un formidable laboratoire où ils se formeront aux techniques de la guérilla… et du terrorisme. Surtout, se noueront des liens d'amitiés et de connivence qui, vingt-cinq ans plus tard, sont toujours vivaces.

C'est ici que Ben Laden et ses amis créeront al-Qaida. C'est ici qu'ils définiront un objectif – frapper l'« ennemi lointain », c'est-à-dire les puissances occidentales qui soutiennent les régimes arabes ou musulmans corrompus – et une stratégie : le djihad international, ou djihad global.

Qu'est-ce que le djihad ?

Le djihad, au sens de « combat armé », revient ainsi au cœur de la mystique islamiste.

Aux premiers temps de l'islam, le terme « djihad » désignait bel et bien la lutte militaire destinée à défendre la religion ou à la propager. Mais assez rapidement, les docteurs de la loi islamique affirmèrent que l'obligation du djihad[192] devait surtout être comprise comme le combat contre soi-même. Ils opposaient le petit djihad (*jihâd Asghar*, ou « guerre sainte ») au grand djihad (*jihâd Akbar*, ou lutte intérieure contre ses mauvais penchants pour être meilleur, plus pur). Cette interprétation se basait sur un hadith rapporté par Al Khatib al-Baghdadi dans son *Histoire de Bagdad* : « Le Prophète en revenant d'une de ses batailles leur a dit : "Nous revenons sains et saufs, nous rentrons du *jihâd Ashgar* vers le *jihâd Akbar*." Les compagnons demandèrent : "Ô Prophète, quel jihâd peut-il être plus grand que celui que l'on vient d'accomplir ?" Il répondit : "Le jihâd d'un serviteur [d'Allah] contre ses propres désirs[193]." »

Mais pour les islamistes les plus radicaux, le grand djihad ne peut être cette lutte intérieure, appelée aussi *Jihâd ul qalbi* ou djihad du cœur. Ils s'appuient, pour justifier leur interprétation, sur différentes sourates du Coran qui font clairement référence à la guerre. Ainsi la sourate 9, *At-Tawba* (« L'Immunité »), notamment dans ses versets 5 et 20[194], et encore la sourate 4, *An-Nisa* (« Les Femmes »), dans ses versets 95 et 96[195], sont fréquemment citées par les islamistes. Viennent ensuite une multitude de hadiths allant dans le même sens[196] :

> « Un matin ou un soir passé dans le combat est meilleur que le monde et tout ce qu'il contient. »
>
> « Rester debout une heure dans les rangs de la bataille sur le Chemin d'Allah est meilleur que rester en prière durant soixante ans. »
>
> « Un homme est venu chez le messager d'Allah et a dit "Enseigne-moi un acte dont la récompense est égale à celle du djihad." Il répondit : "Je ne trouve pas un tel acte." Puis, il compléta : "Pourriez-vous, tandis que le moudjahid part au combat, rester dans la mosquée sans cesser de prier et de jeûner ?" L'homme s'excuse : "Mais qui le pourrait ?" »

Au tout début des années 1980, un jeune Égyptien, Abd al-Salam Faraj (1954-1982), électricien à l'université du Caire, écrivit un petit ouvrage intitulé *Al-Faridah al-Gha'ibah* (*L'Impératif occulté*), dont voici l'argument principal : le djihad au sens militaire était devenu une obligation oubliée dans un monde musulman soumis et endormi, alors que, d'après lui, le Coran et les hadiths prêchent essentiellement la guerre. S'opposant à l'interprétation classique des oulémas, Faraj en revenait à une interprétation littérale voulant que le musulman soit un soldat de l'islam prêt à utiliser

tous les moyens pour faire triompher sa foi et imposer le règne de Dieu sur terre par l'intermédiaire du Califat.

Imprimé à cinq cents exemplaires, son traité ne fut lu que par quelques dizaines de personnes, alors qu'il était pourtant appelé à connaître un immense retentissement dans la sphère radicale. Car Faraj ne se contentait pas d'écrire. Prêchant par l'exemple, il joua un rôle prépondérant dans le complot qui devait déboucher sur l'assassinat d'Anouar el-Sadate, à l'automne 1981, et participa à la formation du groupe d'assassins. Faraj fut arrêté, jugé et exécuté en 1982. Les quelques exemplaires de son livre qui n'avaient pas été saisis et détruits par la police secrète commencèrent alors à circuler sous le manteau dans tout le monde arabe, bien au-delà de l'Égypte. Il n'est pas excessif de dire que Faraj a inspiré et influencé toute une génération de djihadistes. D'autant qu'Abdoullah Azzam, le mentor d'Oussama Ben Laden, l'admirait. Après la mort d'Abdoullah Azzam, ce sont les Égyptiens du Djihad islamique et du *Jama'at al-Islamiyya*, en particulier le Dr Ayman al-Zawahiri, nourris par l'opuscule de Faraj, qui « prirent en main » Oussama Ben Laden et achevèrent sa formation théorique.

Il est important d'aborder le djihad, au sens de « guerre », dans la rationalité qui est celle des islamistes et qui est, faut-il le préciser, totalement différente de la nôtre. Dans la logique occidentale, on mène un combat pour le gagner, c'est-à-dire pour vaincre son adversaire et lui imposer ses conditions. Évidemment, cet aspect tactique n'est pas absent de la pensée du moudjahid : Ibn Taymiyya, référence doctrinale majeure des djihadistes, disait que le djihad ne prendrait fin que lorsque le monde entier serait converti.

Mais même militaire, le djihad reste avant tout un effort sur soi-même. C'est d'une certaine manière sa propre finalité, et sa propre justification, le but étant de « faire plaisir à Dieu ». Ce point est très régulièrement souligné dans la littérature djihadiste. Dans un petit texte célèbre, *How can I train myself for Jihad*, qui circule depuis des années dans les milieux islamistes et est toujours accessible sur différents sites Internet, une vérité est rappelée à plusieurs reprises : ce qui compte avant tout, c'est la sincérité de l'intention. « La bonne raison de s'entraîner est de s'entraîner pour le djihad qui lui-même est entrepris pour la seule satisfaction d'Allah. » En définitive, la fin importe peu, puisque selon les radicaux le « vrai croyant » mène le djihad pour montrer à Dieu l'étendue de sa foi. Cette raison à elle seule justifie son engagement.

Ceci permet de comprendre qu'une action terroriste avortée – par la capture ou la mort de ses acteurs – aura, *in fine*, le même impact sur les islamistes qu'une action réussie. Parce qu'elle a une valeur d'exemple, parce qu'elle est un encouragement à poursuivre le combat, mais aussi (surtout ?) parce que, pour le prisonnier ou le *shahid*, elle témoigne de sa progression dans la foi par sa participation au juste combat.

Le djihad est donc un cheminement intérieur, une aventure spirituelle autant qu'il est un acte de guerre. Ce que les djihadistes traduisent parfois en disant : « Le chemin est aussi important que l'objectif. »

Qui dit « djihad » dit « martyre », car celui qui meurt sur le « chemin de Dieu » est un martyr, qu'il ait été tué par l'ennemi ou qu'il soit l'auteur d'un attentat-suicide – une action que les islamistes appellent une « opération de martyre ». Les médias occidentaux ont souvent tendance à présenter le kamikaze comme une sorte de paumé quittant sans regret une vie dont il n'a rien à attendre. Les parcours personnels de Mohamed Atta et des autres terroristes du 11 septembre 2001 démentent cette explication. Nous avions là un architecte, des pilotes de ligne, un ingénieur de la construction navale, etc. Bref, des hommes issus de la bourgeoisie, qui avaient beaucoup à perdre, et qui avaient été, au moins superficiellement, « occidentalisés » lors de leur passage en Europe. Par la suite, ces hommes ont vécu plusieurs mois aux États-Unis, souvent séparés les uns des autres, et pourtant leur volonté n'a pas flanché : quand le signal de l'action est arrivé, aucun d'entre eux ne manquait à l'appel.

Même dans le conflit israélo-palestinien, la majorité des kamikazes ne sont pas des exclus ou des déshérités. Ils appartiennent en général aux classes moyennes et beaucoup sont diplômés. Mais cette relative aisance matérielle ne les empêche pas d'être désespérés parce qu'ils estiment être dans une voie sans issue.

La pratique de l'attentat-suicide, si elle remonte dans le monde musulman[197] au Moyen Âge et à l'activisme des chiites contre les Croisés et les traîtres qui pactisaient avec eux, s'est surtout répandue depuis 1983, d'abord dans le contexte de la communauté chiite du Liban et des attentats antioccidentaux du Hezbollah, puis en s'étendant au monde musulman sunnite (Palestine, Cachemire, Tchétchénie, etc.). Dans un article paru il y a une dizaine d'années[198], David Cook, professeur d'islamologie à la Rice University de Houston, souligne que « les attentats-suicides ne visent pas à obtenir un avantage militaire » mais à « frapper l'ennemi de terreur, lui montrer qu'il est lui aussi vulnérable et lui infliger les mêmes souffrances que celles dont on est victime ». Cet élément avait déjà été expliqué, il y a

quelques années, dans l'une des rarissimes interviews données par des responsables anonymes du Djihad islamique palestinien à un journaliste du quotidien *Libération* : « Notre principal objectif est de satisfaire Dieu. »

Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris – et l'un des meilleurs spécialistes français du djihad et de l'islamisme –, fait quant à lui la différence entre les martyrs palestiniens, cachemiris ou tchétchènes, qui vivent directement une situation jugée humiliante du fait de l'occupation de leur sol et de l'impuissance de leurs dirigeants, et ce qu'il appelle « l'humiliation par procuration » des membres d'al-Qaida : « Ils ne l'ont pas subie dans leur propre corps, mais par le biais des médias, d'ailleurs souvent occidentaux, qui leur permet de voir l'humiliation des Palestiniens, des Bosniaques. » Et d'ajouter : « Il existe en Occident même un certain nombre d'ingrédients qui poussent à la radicalisation dans un regard en miroir porté sur les sociétés musulmanes. Cette construction de soi et de l'autre dans un rapport antagonique est liée aux nouvelles formations multiculturelles dans le monde occidental. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des futurs aspirants au martyre au service de la néo-oumma [les martyrs d'al-Qaida] sont des personnes ayant vécu dans les grandes villes occidentales, telles que Hambourg, Londres, Paris ou New York. Ils ne sont pas issus des banlieues d'Alger, du Caire ou de Téhéran, mais de ces "villes-mondes" (*global cities*)[199]. »

Cela étant, quitte à compliquer un peu les choses, il faut souligner que dans l'islamisme, rien n'est jamais absolu – si ce n'est la foi des acteurs – et que ce qui était vrai hier peut s'avérer faux aujourd'hui et retrouver une certaine importance demain. De même, plusieurs vérités en apparence contradictoires peuvent coexister. Ainsi, s'il est vrai que nombre de martyrs d'al-Qaida étaient des membres des classes sociales favorisées, certaines organisations affiliées recrutent leurs candidats au martyre dans les milieux pauvres ou chez les « exclus ». C'était le cas du GICM[200] marocain et c'est aujourd'hui en partie le cas de l'État islamique.

La compréhension de la dimension essentiellement mystique du djihad et du martyre est fondamentale, car elle permet de percevoir que la défaite ou même l'écrasement, comme en Tchétchénie, ne mettront fin ni au djihad ni aux « opérations de martyre ». Cela pose une question que les islamologues n'ont pas encore tranchée : celle de « l'apocalyptisme musulman » ou du « millénarisme ». En d'autres termes, le djihad étant d'essence mystique, est-il lié à une approche apocalyptique ? Force est de constater qu'une importante littérature apocalyptique musulmane s'est développée depuis

quelques années, mélangeant allègrement le Coran, les hadiths… et même la Bible ou les prophéties de Nostradamus. Fervents adeptes de la théorie du complot, les auteurs apocalyptiques multiplient les « analyses » tendant à prouver que l'humanité est entrée dans l'ère des cataclysmes qui précède la fin du monde. Condamnés par les écoles coraniques ayant pignon sur rue, ces auteurs rencontrent toutefois un certain écho auprès du peuple qui n'oublie pas que l'an 1500 de l'Hégire – c'est-à-dire 2076 de l'ère chrétienne – est traditionnellement présenté comme l'année de l'achèvement du monde.

La mouvance du djihad est-elle travaillée par cette pensée apocalyptique ou par le millénarisme ? C'est possible. On sait en tout cas que des auteurs apocalyptiques musulmans estimaient que quelque chose devait se produire en 2000. Est-ce un effet du hasard ? Toujours est-il que la mouvance al-Qaida avait planifié plusieurs attentats pour la fin 2000, notamment aux États-Unis et en France.

Cette approche apocalyptique, millénariste ou messianique, pourrait expliquer que le djihad soit sa propre fin et porte en lui-même sa justification : par l'action, par le sacrifice, le djihadiste se purifie, se lave de ses péchés et, s'il atteint le statut envié de *shahid*, se rapproche de son Dieu qui est seul à dispenser la victoire et à décider de son moment. Par son action, il accroît le chaos qui précédera l'apocalypse. À nouveau, la seule chose que peut faire le croyant est de « faire plaisir à Allah ». En allant au bout de cette logique, on peut même penser que la défaite pourrait être inconsciemment souhaitée par le djihadiste, en ce qu'elle intensifie le sentiment apocalyptique général, entraîne de grands bouleversements et hâte ainsi, peut-être, la fin du monde.

Maison de l'islam, Maison de la guerre

Reste un point à aborder pour mieux comprendre l'univers mental des islamistes : celui de la représentation qu'ils se font du monde. Beaucoup d'entre eux ont fait leur une tradition apocryphe qui répartit les nations du monde en trois « Maisons ». D'abord, le *Dar al-islam* ou « Maison de l'islam », qui correspond aux pays où les règles de l'islam sont appliquées ; ensuite, le *Dar al-harb*, ou « Maison de la guerre », soit les pays dirigés par des non-musulmans et où un état de guerre existe entre musulmans et non-musulmans ; enfin, le *Dar al-solh*, ou « Maison de la trêve », c'est-à-dire les pays dirigés par des non-musulmans mais où les musulmans bénéficient de tous les droits et peuvent, notamment, pratiquer leur religion. On notera que ces concepts n'ont jamais été définis avec précision par aucun juriste

musulman faisant autorité. Si un consensus existe autour du *Dar al-islam*, il n'en va pas de même pour les pays dirigés par des non-musulmans que les auteurs qualifient de *Dar al-harb* ou de *Dar al-solh*, mais aussi de *Dar al-ahd* (« Maison de la conciliation »), *Dar al-bid'ah* (« Maison de l'hérésie »), *Dar al-kufr* (« Maison de l'incroyance ») ou *Dar al-malsubah* (« Maison du pillage »).

Cette imprécision est largement exploitée par les islamistes pour justifier le djihad ou la subversion – en premier lieu lorsqu'ils s'attaquent à des pays musulmans, tels que l'Égypte, la Tunisie, l'Irak ou le Pakistan – voire, nous l'avons vu dans le cas des Takfiris, la simple criminalité crapuleuse. Il se dit d'ailleurs régulièrement dans certaines « mosquées des caves » intégristes que commettre un délit dans le *Dar al-kufr* n'est pas illicite aux yeux de l'islam. Cette tolérance permet évidemment à certains de « récupérer » l'ardeur des jeunes délinquants et, le cas échéant, de les pousser à partager le fruit de leurs délits avec « la cause ». Cette attitude explique également que de nombreux réseaux salafistes, prétendant œuvrer à la victoire d'un islam rigoureux et moraliste, ne se financent en fait que par des délits : vols, escroqueries, détournements… De plus, la très opportune distinction entre *Dar al-harb* et *Dar al-solh* permet à certains islamistes de justifier le fait que, si la violence est légitime dans certains pays ou certaines circonstances, elle doit céder le pas à la simple subversion dans d'autres[201].

C'est inspiré par cette idéologie confuse, mêlant une interprétation unilatérale et simplifiée à l'extrême des textes à des traditions douteuses et à des règles de vie résultant de l'altération des concepts religieux, que s'est développé l'islamisme armé.

Au cours des années 1980 et de la décennie suivante, des mouvements terroristes islamistes, d'abord d'inspiration chiite puis de tendance sunnite, ont fait leur apparition en différents points de la planète où ils ont commencé à mener le djihad. Outre l'Afghanistan, on peut citer l'Égypte, le Liban, le Pakistan et la péninsule indienne, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Turquie, la Cisjordanie et Gaza, l'Indonésie, l'Algérie, la Turquie, le Maroc, la Bosnie, l'Asie centrale ou encore le Caucase.

Mis à part dans les cas du Cachemire, de la Cisjordanie, de Gaza et de la Tchétchénie, où le djihad se confond avec une lutte nationale, ainsi que dans le cas de la Bosnie où il était essentiellement défensif, ces différentes luttes avaient – ou ont toujours – souvent pour point commun d'opposer les islamistes à des pouvoirs totalitaires et corrompus qui, par leur incapacité, ont participé à l'humiliation des musulmans. Dans d'autres cas comme la Jordanie et la Tunisie, les islamistes s'attaquaient à des pouvoirs locaux

qu'ils décrétaient « impies », parce qu'ils tentaient de moderniser leurs pays ou d'adopter, peu à peu, des standards démocratiques incompatibles avec la vision que les islamistes se font du monde.

Laissons la parole à Farhad Khosrokhavar lorsqu'il déclare : « En un sens, l'antagonisme envers un ordre mondial qu'ils perçoivent comme oppressif et humiliant pour les musulmans précède leur islamisation et leur dévouement piétiste… Ce n'est pas la pratique de l'islam qui induit une radicalité ; c'est plutôt l'inverse. La haine de l'Occident se nourrit d'une version radicalisée du religieux qui s'exprime par la suite en termes antagoniques et activistes vis-à-vis du monde occidental[202]. »

Rien n'est perdu, mais…

Tout observateur objectif de la place de l'islam dans nos sociétés occidentales ne peut, s'il est honnête, arriver qu'à une seule conclusion : depuis vingt ans, le paysage a été totalement modifié. L'islam traditionnel régresse tandis que l'islam radical progresse. La quête identitaire d'une partie de la jeunesse musulmane qui se sent rejetée par nos sociétés a transformé le fait religieux en affirmation identitaire. En d'autres termes : « Je ne suis pas français avant toute chose, je suis d'abord musulman, et éventuellement, après, français. »

Dans une interview lumineuse qu'il donnait au *Figaro* début septembre 2016[203], l'anthropologue Malek Chebel, qui se bat depuis trois décennies pour mettre en place « l'islam des lumières, inspiré des Lumières occidentales, et dont la liberté de conscience, l'émergence de l'individu, la raison et l'égalité stricte de droits entre hommes et femmes sont les prérequis », dressait un constat alarmant.

Pour lui, « l'islam apolitique de nos grands-parents et de nos parents a perdu la partie face à l'islam idéologisé des années 1980, puis 1990, puis 2000. Le changement structurel de génération – combien de jeunes qui "posent" problème ont moins de trente ans actuellement ? – a été un bouleversement dont les conséquences sont encore visibles aujourd'hui. Il s'agit d'un séisme profond, avec son immense faille autour de la cité. Depuis deux décennies, le combat était piloté par les fondamentalismes religieux, non seulement extérieurs à l'Hexagone, mais encore au sein même des associations périphériques. »

172. Notamment dans *La Guerre sans visage* (Michel Lafon, 2002), *Djihad*, (Ramsay, 2005) et *Djihad : d'al-Qaida à l'État islamique, comprendre et combattre le terrorisme* (La Boîte à Pandore, 2015).

173. Sur les origines de l'islam, on se référera avec profit à l'œuvre de Bernard Lewis, dont certains des principaux textes ont été rassemblés dans *Islam* (Gallimard, « Quarto », 2005).
174. *Cf.* Genovefa Étienne, « La femme, rempart contre l'extrémisme et l'intégrisme : l'exemple de la Tunisie », 4 mars 2008, publiée sur le site de l'Esisc.
175. Pour être tout à fait précis, le statut de *dhimmi* (citoyen non musulman d'un État musulman) impliquait de payer deux impôts, la *jizya* et le *kharâ*, et était discriminant dans d'autres domaines, mais il prévoyait des droits et garantissait la sécurité des personnes et des biens.
176. Bernard Lewis, « Que s'est-il passé ? », repris dans le recueil *Islam*, *op. cit.*, p. 1265.
177. Bernard Lewis, « La signification de l'hérésie dans l'histoire de l'islam », *Studia Islamica*, 1952 ; repris dans le recueil *Le Retour de l'islam* (Gallimard, « Folio », 2001), p. 35-36.
178. Bernard Lewis, *op. cit*., p. 1248.
179. Marc, XII, 13-17 ; Matthieu, XXII, 21 ; Luc, XX, 25.
180. Entre autres le 17 juin 2014, lors d'une rencontre entre parlementaires.
181. « PM reaffirms Britain is a "Christian country" – British social attitudes figures suggest otherwise » : www.secularism.org.uk, 18 juin 2014.
182. Bernard Lewis, *op. cit.*, p. 1252.
183. *Ibid.*, p. 1251.
184. *Dictionnaire mondial de l'islamisme*, sous la direction des *Cahiers de l'Orient* (Plon, 2002).
185. Le *fiqh* ne pouvant toutefois répondre, à l'évidence, à toutes les questions que pose au croyant le monde moderne, il existe une jurisprudence islamique qui se base sur le *qyas* (raisonnement par analogie) et l'*idjma* (consensus des docteurs de la Loi). À titre exceptionnel, en l'absence de tout texte du Coran ou de la Sunna et de tout précédent connu, on pourra se référer au *ra'i* (jugement humain) ou au *'ourf* (coutume). Toutefois, l'étude critique de la tradition dans le but d'établir de nouvelles règles basées sur une lecture neuve des textes (*ijtihad*) a été bannie par les sunnites au IVe siècle de l'Hégire (XIe siècle de l'ère chrétienne).
186. Sur l'histoire du wahhabisme et de son influence sur l'islamisme, on trouvera des mines d'informations dans quatre ouvrages. Le premier, un peu ancien, est dû au journaliste britannique David Holden : *La Maison des Saoud* (Ramsay, 1982). Holden a été assassiné au Caire alors qu'il rédigeait son ouvrage et ce dernier a été terminé par Richard Johns. Les trois autres livres ont tous été écrits dans la foulée du 11 septembre 2001. Il s'agit de : Robert Baer, *Or noir et Maison Blanche : comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien* (J.-C. Lattès, 2003) ; Antoine Basbous, *L'Arabie saoudite en question* (Perrin, 2002) ; Laurent Murawiec, *La Guerre d'après* (Albin Michel, 2003).
187. Alain Grignard, *Islam, islamisme, mythes et réalités*, in « Custodes » 4/2001. Voir aussi, du même : « Brève genèse de l'islamisme radical », in Gérard Chaliand, *L'Arme du terrorisme* (Audibert, 2002). En 1987, l'islamologue Bruno Étienne remarquait déjà que « face à l'insupportabilité de la modernité perçue comme allogène les islamistes vont en une dizaine d'années (1970-1980) refuser de moderniser l'islam et proposer au contraire d'islamiser la modernité ».
188. Cité dans *Dictionnaire mondial de l'islamisme*, *op. cit*.
189. Le terme *jahiliya*, que l'on peut aussi traduire par « ignorance », est utilisé dans le Coran pour désigner la période préislamique.
190. Selon la tradition, le Prophète, alors qu'il priait durant une nuit de 620, fut emmené par l'ange Gabriel et le cheval ailé Buraq à ce qui allait devenir la mosquée al-Aqsa, à Jérusalem, puis de là au Paradis, avant d'être ramené à son lieu de départ. Cet événement est connu dans l'islam sous le nom de *Isra wal Mi'raj* (« Le voyage nocturne et l'ascension »).
191. Sur la « révolution » iranienne, voir mon ouvrage *L'Iran, un État terroriste ?*, *op. cit.*
192. Le mot lui-même se traduit par « effort » et l'on parle, dans la littérature, d'« effort sur le chemin de Dieu » : *Jihâd fî sabîl Allah*.

193. Cité à partir d'un texte non daté publié sur le site Internet islamiste www.assabyle.com : « *Al Jihaad Akbar wal Jihaad Asghar*, le Grand Djihad et le petit Djihad ».
194. Coran (9 ; 5) : « Après que les mois sacrés se seront écoulés, tuez les polythéistes partout où vous les trouverez ; capturez-les, assiégez-les, dressez-leur des embuscades. » Coran (9 ; 20) : « Ceux qui auront cru, ceux qui auront émigré, ceux qui auront combattu dans le chemin de Dieu avec leurs biens et leurs personnes, seront placés sur un rang très élevé auprès de Dieu : voilà les vainqueurs ! »
195. Coran (4 ; 95-96) : « Les croyants qui s'abstiennent de combattre – à l'exception des infirmes – et ceux qui combattent dans le chemin de Dieu, avec leurs biens et leurs personnes, ne sont pas égaux. Dieu préfère ceux qui combattent avec leurs biens et leurs personnes à ceux qui s'abstiennent de combattre. Dieu a promis à tous d'excellentes choses ; mais Dieu préfère les combattants aux non-combattants et il leur réserve une récompense sans limite. Il les élève auprès de lui de plusieurs degrés en leur accordant pardon et miséricorde… » Ces citations proviennent de l'édition du Coran en français traduit et présenté par D. Masson (Gallimard, 1967).
196. Ces hadiths sont cités à partir du texte déjà utilisé publié sur assabyle.com.
197. Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'attentat-suicide n'est pas propre aux islamistes. Il a été pratiqué, entre autres, chez les nihilistes russes du XIXe siècle, chez les combattants vietminh ou chez les « tigres tamouls » du Sri Lanka. Pour une vision globale de cette question, on se reportera à François Géré, *Les Volontaires de la mort, l'arme du suicide* (Bayard, 2003). Pour une approche plus focalisée sur les opérations de martyre des islamistes, on lira Farhad Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah* (Flammarion, 2002).
198. In *Nova Religio*, octobre 2002.
199. Entretien de Farhad Khosrokhavar avec Jean-François Mayer, 17 octobre 2002, www.religioscopie.com
200. Groupement islamique combattant marocain, responsable des attentats de Casablanca le 16 mai 2003 (41 morts et une centaine de blessés) et, sans doute, de Madrid, le 11 mars 2004 (près de 200 morts et de 1 400 blessés).
201. On trouvera différents textes et définitions concernant ces « Maisons » sur certains sites Internet, tels que www.bismikaallahuma.org (en anglais) ou www.maison-islam.com (en français).
202. Entretien avec Jean-François Mayer, *op. cit.*
203. Malek Chebel interviewé par Eugénie Bastié, « L'islam apolitique de nos grands-parents a perdu », *Le Figaro*, 2 septembre 2016.

9

Un contexte sociologique : la faillite du monde arabe

Je viens de tenter de tracer les contours de l'idéologie qui sous-tend le terrorisme djihadiste : l'islamisme radical, et plus précisément le salafisme armé prenant racine dans l'école de pensée hanbalite et la doctrine d'Ibn Taymiyya. Mais pour comprendre comment et pourquoi le djihadisme a pu surgir et s'imposer en moins de vingt ans comme une menace planétaire, il faut appréhender le contexte historique dans lequel il s'est développé.

Ce contexte est celui d'un monde arabe en échec, paralysé par le népotisme, rongé par la corruption et n'offrant, le plus souvent, aucune perspective d'avenir à sa jeunesse.

Bien entendu, islamisme et djihadisme ne se limitent pas au monde « arabe ». On trouve des courants radicaux et des organisations armées s'en revendiquant en Iran, en Turquie, mais aussi dans le Caucase, en Asie centrale, en Chine, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines et, bien entendu, en Afrique subsaharienne, en Amérique du Nord et en Europe. Mais dans la plupart des pays musulmans non arabes, à l'exception notable du Pakistan et de l'Afghanistan, ces mouvements sont (encore) minoritaires, voire marginaux. Et ils n'arrivent pas à séduire plus de quelques milliers de sympathisants. Rien de tel en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient, où les sympathisants se comptent par dizaines ou centaines de milliers et les éléments les plus radicaux, prêts à passer à l'action, par milliers.

Par ailleurs, l'idéologie salafiste elle-même, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, s'est développée à ses débuts en Arabie saoudite et en Égypte, d'où sont issus ses principaux penseurs. Cette idéologie et ce mouvement se sont développés pour compenser la terrible frustration de la société arabe. Ce sentiment diffus mais réel d'un échec permanent.

Je regrette de devoir écrire que, si l'on excepte une poignée d'écrivains, de cinéastes ou d'autres artistes, la « culture arabe », aujourd'hui, ne représente quasiment rien. Il n'y a pas de grande université arabe, très peu

d'intellectuels ou de créateurs arabes de renommée mondiale, aucun courant de pensée qui offrirait des pistes de réflexion intéressantes, aucun mouvement sociétal ou politique massif qui susciterait l'intérêt, et très peu de succès économiques réels, à la notable et importante exception près des pays du Golfe.

Tentons quelques associations d'idées. Songez « Amérique », vous verrez le cinéma, les gratte-ciel de New York, le Golden Bridge à San Francisco ou la Silicon Valley. Pensez « Asie », ce sera le miracle chinois ou indien, les « tigres asiatiques » et l'extraordinaire dynamisme de sociétés qui, en une génération, sont passées de la misère à la domination technologique et économique. Dites-vous « Europe », et c'est sans doute l'idée d'un continent apaisé et prospère qui vous viendra à l'esprit. Évoquez maintenant le « monde arabe »… Que voyez-vous à part la misère, la dictature, le fanatisme et la violence ?

Un âge d'or, puis la sclérose

Il y a pourtant eu une grande civilisation arabe, ou arabo-musulmane, qui se développa dès la mort du Prophète, au rythme des conquêtes territoriales des califes qui lui succédèrent. En un peu plus d'un siècle, de 635 (conquête de Damas) à 732 (bataille de Poitiers) ou 751 (bataille de Talas, en Asie centrale, dans l'actuel Kirghizistan) – ces deux derniers événements marquant la fin des conquêtes –, les tribus arabes et leurs alliés prirent le contrôle d'un immense territoire s'étendant de la péninsule Arabique à l'Afrique du Nord et à l'Espagne… et jusqu'à l'Asie centrale. Cette expansion avait été rendue possible par le vide politique créé par l'affaiblissement progressif de Byzance et de l'Empire perse, les deux puissances régionales de l'époque.

Cet âge d'or de l'islam conquérant – et des conquêtes arabes, les tribus de la péninsule étant le principal vecteur de cette avancée spectaculaire – donna naissance à une riche civilisation dont témoignent encore les splendeurs de Cordoue, de Grenade, de Damas ou du Caire, ainsi que les progrès des sciences ou de la médecine et une culture littéraire digne de respect.

Quelques siècles plus tard, l'école hanbalite s'imposa comme une force dominante, entraînant la sclérose intellectuelle de la partie de la communauté musulmane qui s'y soumit. Par ailleurs, l'incapacité des chefs arabes à s'entendre et à perpétuer un État centralisé et fort entraîna un basculement historique : entre la fin du XIIIe siècle et le XVIe siècle, c'est un autre peuple musulman, les Turcs, qui s'imposa autour de la Méditerranée

et au Moyen-Orient. Les Arabes s'en accommodèrent tant bien que mal. Un seul pays arabe échappa à la conquête : le Maroc, qui existe en tant qu'État indépendant – et, notons-le, à peu près dans ses frontières actuelles – depuis mille ans.

À la mort de Soliman le Magnifique (1566), commença le lent déclin ottoman, qui s'accentua du XVIIe au XIXe siècle du fait de la montée en puissance de certaines grandes nations occidentales, des révoltes dans certaines provinces de l'Empire et des complots et intrigues affaiblissant le pouvoir des Sultans. Au XIXe siècle, l'Empire ottoman perdit l'Égypte au profit de la Grande-Bretagne, et l'Algérie puis la Tunisie au profit de la France. L'ensemble des autres conquêtes territoriales turques fut perdu à la fin de la Première Guerre mondiale, la Sublime Porte ayant eu la (très) mauvaise idée de s'allier à l'Allemagne.

Durant les quelques décennies qui suivirent, le monde arabe fut contrôlé, voire colonisé, par deux puissances occidentales : la France et l'Angleterre.

Si la domination turque avait été assez bien acceptée par les peuples arabes, qui, comme les Turcs, se définissaient en tant que musulmans, et à qui l'idée nationale était à peu près étrangère, il n'en allait pas de même de celle des nouveaux maîtres chrétiens. Plusieurs révoltes et conflits marquèrent ainsi les colonisations françaises et anglaises, tous menés au nom de la religion.

Dès 1832, la première « insurrection » algérienne contre la France fut ainsi menée par l'émir Abd el-Khader, qui décréta la guerre sainte. En 1871, c'est l'introduction du régime civil, vécu par de nombreux musulmans algériens comme une agression contre leur foi, qui provoqua la révolte des *Mokrani*, révolte qui fédéra plus de deux cents tribus locales. Huit ans plus tard, une nouvelle « guerre sainte » éclatait dans les Aurès. Elle fit long feu.

En Égypte, c'est surtout le Soudan, région vassale du Caire, qui fut le théâtre d'une révolte islamiste avant la lettre, celle du Mahdi qui anéantit successivement les corps expéditionnaires du colonel Hicks et de Gordon Pacha (1885). Le régime mahdiste fut finalement écrasé treize ans plus tard, lors de la guerre du Nil, par une armée anglo-égyptienne commandée par le général Kitchener.

Poussée nationaliste et indépendance

Durant la Première Guerre mondiale, la plus grande partie du monde arabe était dominée par la Turquie, elle-même alliée à l'Allemagne. Pour obtenir l'appui des tribus arabes de la péninsule et de Transjordanie contre les Turcs dans les campagnes d'Orient, Londres leur dépêcha des agents

politiques – dont le plus célèbre reste Thomas Edward Lawrence, *alias* Lawrence d'Arabie – qui leur promirent l'indépendance comme prix de leur assistance. En réalité, seul le Yémen arriva à imposer son existence dès la fin de l'Empire ottoman, en 1918.

Le sort des autres États de la région avait été réglé à Londres le 16 mai 1916, par la signature d'un pacte secret, les accords Sykes-Picot, qui prévoyaient le partage du Moyen-Orient entre la France et la Grande-Bretagne. Les pays arabes se trouvaient ainsi, dans leur immense majorité, soumis aux deux grandes puissances impérialistes européennes, mais leur statut variait considérablement, allant de la colonie pure et simple (Algérie) à des statuts de protectorat étroit (Maroc, Tunisie) ou à d'autres, plus ou moins lâches (Qatar, Bahreïn), l'emprise de Paris ou Londres s'exerçant au cas par cas, avec plus ou moins de rigueur. Suivant les pays, on parlait ainsi de « zone d'administration directe » ou de « zone d'influence ». En 1920, à la Conférence de San Remo, la Société des nations officialisait le mandat de la France sur le Liban et la Syrie, et celui de la Grande-Bretagne sur l'Irak, la Transjordanie et la Palestine – où Londres s'était engagée le 2 novembre 1917 par la déclaration Balfour, du nom du secrétaire au Foreign Office Arthur Balfour, à favoriser l'établissement d'un « foyer national juif ». Que cette promesse soit en totale contradiction avec celles qui, par ailleurs, avaient été faites aux dirigeants arabes ne gênait pas outre mesure la Grande-Bretagne.

La poussée du nationalisme arabe naissant et des considérations politiques locales et régionales permettait, dans l'entre-deux-guerres, à trois nouveaux États d'accéder à l'indépendance : l'Égypte, en 1922, l'Arabie saoudite (par le rapprochement des provinces du Nejd et du Hedjaz) et l'Irak en 1932. En 1943, le Liban devenait à son tour indépendant. En 1946, ce furent la Syrie et la Transjordanie, qui allait devenir la Jordanie, et en 1951, la Libye. En 1956, la France mettait fin à son protectorat sur la Tunisie et le Maroc. En 1962, à l'issue d'un des plus longs et des plus sanglants conflits de la décolonisation, l'Algérie obtenait le droit de se gouverner. Entre 1961 (Koweït) et 1971 (Bahreïn, Émirats arabes unis, Oman et Qatar), les derniers pays de la région échappaient à l'administration britannique et rejoignaient le chœur des nations.

Pour la première fois depuis des siècles, le monde arabe était en mesure d'assumer son destin et de se diriger. Malheureusement, le plus souvent, c'est l'échec qui fut au rendez-vous.

La faillite arabe

Dans les années qui suivirent leur indépendance, aucun État arabe ne parvint à établir un régime démocratique ou à promouvoir un équilibre social permettant au peuple d'approcher le bonheur… sauf, dans une certaine mesure, la Tunisie. Dans le meilleur des cas, comme au Maroc et dans les petits pays du Golfe, on eut droit à des régimes autoritaires. Dans d'autres pays (Égypte, Irak, Libye), ce furent des monarchies corrompues et grotesques qui finirent par être balayées. Dans le pire des cas, émergèrent des théocraties bornées, comme en Arabie saoudite, ou des régimes militaires, comme en Algérie et en Syrie.

Certains de ces gouvernements montrèrent une totale ou relative stabilité – notamment au Maroc et dans la plupart des États du Golfe – qui leur permit parfois d'améliorer peu à peu le sort de leur peuple, mais d'autres connurent une succession de coups d'État plus ou moins sanglants, chacun amenant au pouvoir une équipe ou un dictateur plus féroce que les précédents.

Mais qu'ils soient « socialisants » comme à Alger et Bagdad, ou réactionnaires comme à Riyadh, ces dirigeants se retrouvaient sur deux points : la répression impitoyable de toute opposition et la mise en coupe réglée de l'économie, livrée à des prédateurs sans scrupules.

De même, des points de vue démographique, sociologique et économique, certaines constantes se retrouvent, peu ou prou, d'un bout à l'autre de ce vaste ensemble[204].

La population y est jeune, avec un âge moyen de 23 ans et 2 mois (18 ans et 6 mois au Yémen, pays le plus jeune, 32 ans et 6 mois au Qatar, le plus âgé mais l'un des moins peuplés)[205]. À titre de comparaison, l'âge moyen en France était de 40 ans et 9 mois en 2014… Le taux d'accroissement net de la population y est relativement élevé et augmente régulièrement[206]. Il est en moyenne de trois à quatre fois supérieur à celui de la France.

Première conclusion, facile à tirer : les pays arabes, comme nombre de pays en voie de développement, ont une jeunesse numériquement très importante et, le taux d'accroissement net étant élevé, ils continuent à rajeunir.

Cela pourrait être un atout, mais étant donné le niveau de développement économique des pays les plus peuplés, c'est plutôt un handicap. Le manque d'infrastructures éducatives pénalise cette jeunesse, et les ressources propres de nombre de pays – soit limitées, soit mal exploitées, ou dont le produit est mal redistribué – ne permettent pas de faire face à ce formidable défi, qu'il s'agisse de formation ou de débouchés.

Le taux de chômage des pays arabes est élevé. Il est souvent difficile de l'établir avec précision, faute de statistiques assez récentes et étant donné

les doutes que l'on est en droit de nourrir sur celles-ci. Mais au moment où a débuté le Printemps arabe, en 2011, on peut estimer que la Tunisie comptait plus de 14 % de sans-emploi, l'Algérie environ 10 %, la Libye plus de 30 %, le Maroc environ 9 %, l'Arabie saoudite 10 % et la Syrie 9 %. À titre de comparaison, en France, le taux de chômage était de 8 % fin 2010 (la crise financière de 2011 et une gestion discutable l'ont malheureusement porté à plus de 10 %).

Ce qui est le plus inquiétant quand on examine le chômage dans les pays arabes, c'est le non-emploi des jeunes. Si l'on considère la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au moins 19 % des Syriens, 21,9 % des Marocains, 24 % des Égyptiens, 24,3 % des Algériens, 27 % des Jordaniens, 28,2 % des Saoudiens et 30,7 % des Tunisiens étaient au chômage en 2010.

Dans des sociétés qui sont non seulement très jeunes, mais en rajeunissement constant, cette incapacité à faire une place à la jeunesse ne peut qu'avoir des conséquences dramatiques. Une véritable bombe à retardement sociale.

Corollaire du chômage et du manque de développement économique : la pauvreté endémique de ces pays. La répartition du produit intérieur brut par tête y est une des plus basses du monde : 4 900 dollars au Maroc, 5 100 dollars en Syrie, 5 900 dollars en Jordanie, 6 500 dollars en Égypte, 7 200 dollars en Algérie, 9 500 dollars en Tunisie et 14 100 dollars en Libye. Avant le Printemps arabe, le taux de pauvreté n'était que de 3,8 % en Tunisie, mais il atteignait 12 % en Syrie, 14,2 % en Jordanie, 15 % au Maroc, 22 % en Égypte, 23 % en Algérie et 33 % en Libye.

Des pays en désespérance

Sans surprise, les statistiques concernant le développement humain et la santé ne sont guère meilleures. La plupart des pays arabes ont trop peu d'écoles et d'hôpitaux ou de dispensaires. Les services sociaux y vont de l'inexistant au médiocre. La Jordanie compte – et encore ces chiffres sont-ils souvent largement sous-évalués – 11 % d'analphabètes, la Libye 18 %, la Tunisie 20 %, la Syrie 21 %, l'Arabie saoudite 22 %, l'Égypte 30 %, l'Algérie 31 %, le Maroc 48 %… Tous chiffres confondus, c'est le Yémen qui s'en tire le plus mal, avec un PIB de 2 500 dollars par habitant, un chômage de 35 %, 45,2 % de pauvres et 50 % d'analphabètes.

Le corollaire de cette situation économique souvent désastreuse est évident, même s'il n'est pas scientifique : le monde arabe est malheureux. Un signe parmi d'autres : le chômage, la précarité, la misère font que nombre de jeunes ne peuvent se marier. L'impossibilité pour leur famille de

constituer une dot, indispensable dans ces sociétés traditionalistes, et l'incapacité des candidats à la vie maritale et familiale à avoir leur propre foyer font que seuls 50 % des hommes de 25 à 29 ans sont mariés, soit le taux le plus bas du monde. Une situation qui génère frustration et instabilité.

Comme si cela ne suffisait pas, le citoyen arabe est témoin d'une corruption de tous les instants. Il faut payer pour travailler, pour construire sa maison, pour se soigner, pour obtenir une autorisation quelconque et parfois pour inscrire ses enfants à l'école. Le bakchich est la règle absolue et incontournable. Un fonctionnaire (mal payé) ne fera son travail qu'en échange d'une « gratification », qu'il s'agisse d'une « enveloppe » ou d'un quelconque avantage en nature.

Il faut dire que l'exemple vient d'en haut. Peu de marchés se concrétisent sans que l'on ait « remercié » un ministre, un haut fonctionnaire ou le chef de l'État par un versement discret, à la hauteur de l'investissement envisagé. Et c'est sans compter ceux qui se servent directement dans la caisse du ministère ou de l'administration dont ils ont la charge. L'économie arabe est trop souvent une économie de rente et de pillage.

Cet état de fait est aggravé par le déficit chronique d'infrastructures publiques. Dans de nombreuses régions, il n'y a pas de route, pas ou peu de systèmes de ramassage scolaire, des transports en commun insuffisants ou totalement dépassés. En Algérie, les émeutes de citoyens réclamant des moyens pour aller travailler ou amener leurs enfants à des écoles – qui, en zone rurale, sont parfois éloignées de dizaines de kilomètres – sont presque quotidiennes.

Attardons-nous justement en Algérie. Dans ce pays qui n'a pas d'ennemi extérieur – en dehors des tensions avec le Maroc sur la question du Sahara occidental, et l'on imagine assez mal le royaume chérifien se jeter sur son puissant voisin oriental… –, le gouvernement a trouvé les moyens nécessaires pour investir des dizaines de milliards de dollars dans l'équipement de son armée, notamment en avions de chasse et en blindés. Le fait que les commissions occultes liées aux marchés de l'armement soient notoirement et particulièrement confortables n'est sans doute pas étranger à ce phénomène. Tandis que les Algériens souffrent, les comptes bancaires ouverts par leurs dirigeants en Suisse ou dans d'autres paradis fiscaux produisent des intérêts qui sont systématiquement réinvestis dans l'immobilier de luxe, dans les beaux quartiers de Paris ou de Londres, sur la Côte d'Azur ou sur les bords du lac Léman. Et ce qui est vrai à Alger l'est dans la plupart des autres capitales arabes : la corruption n'est pas l'exception, mais bien la règle.

Qu'a fait l'Occident, toujours prompt à donner des leçons de bonne gouvernance, face à cette catastrophe ? Rien. Ou pas grand-chose.

Les raisons de cette indifférence sont multiples et, avouons-le, elles ne sont pas toutes condamnables. Ce n'est pas être cynique que de constater que chaque État veille d'abord, et légitimement, à défendre ses intérêts propres. Plusieurs pays arabes sont d'importants fournisseurs de gaz ou de pétrole. Fallait-il se brouiller avec eux ? Par ailleurs, nos entreprises bénéficient de contrats qui représentent richesse et emploi. Faut-il, au nom de la morale, y renoncer ?

Enfin, les autocrates arabes sont passés maîtres dans l'art de nous expliquer qu'ils sont les seuls à pouvoir nous protéger du danger islamiste et de la violence. Ce n'est pas toujours faux. Le président Moubarak a été, par exemple, un fidèle allié. Mais l'on pourrait aussi dire que l'étouffement de la société, la répression de toute pensée dissidente ou simplement libre, la gestion exclusivement sécuritaire du champ politique ne pouvaient, à terme, que déboucher sur ce qui était le plus redouté : la vertigineuse montée en puissance de cet islamisme dont nos « amis » au pouvoir devaient nous protéger.

Pas d'alternative en dehors de l'islamisme

Est-ce simplement l'effet mécanique de la répression de toute forme de contestation ou bien le résultat d'un calcul machiavélique ? Toujours est-il que l'islamisme est devenu, dès les années 1980, la seule forme d'alternance aux pouvoirs en place.

Certes, dès les années 1960, il y eut des tentatives pour trouver une autre voie, comme le socialisme arabe en Syrie, en Irak, en Algérie ou en Libye. Mal géré, bâti sur des chimères et n'étant le plus souvent que le cache-sexe de la corruption des élites, il n'a fait qu'aggraver les choses. Dans les années 1960 toujours, une extrême gauche embryonnaire et des mouvements syndicaux ont tenté, dans certaines capitales, de s'imposer comme l'alternative capable de corriger ou de combattre de trop criantes injustices. Ils ont été écrasés dans la plupart des cas, parfois dans le sang – et, soyons honnêtes, le plus souvent avec l'accord tacite ou la participation active de l'Occident. La faillite, à l'Est, du « socialisme réel » a achevé de démobiliser ceux qui croyaient encore aux lendemains qui chantent.

Même échec pour le nationalisme arabe et le panarabisme voulus par Nasser ou d'autres dirigeants. En 1958, les tentatives de rapprochement entre l'Égypte et la Syrie puis le Yémen ont accouché d'une très éphémère République arabe unie, qui sombra en 1961. En 1958 également, une

fantomatique Fédération arabe d'Irak et de Jordanie ne vécut, elle, que quelques mois.

Quant à la démocratie « libérale » ou la social-démocratie, elles n'attirèrent jamais que l'intérêt de quelques poignées d'intellectuels formés dans les universités d'Europe ou des États-Unis, qui furent incapables d'y rallier leurs concitoyens.

Ces échecs successifs d'idéologies importées, la répression et la confiscation du pouvoir par des cliques réduites ou des partis uniques eurent un premier effet : convaincre ceux qui voulaient s'opposer aux dirigeants en place que le seul modèle viable pour le monde arabe était à rechercher dans sa propre culture, loin de toute influence étrangère – qu'elle soit occidentale ou qu'elle vienne, avant 1989, de Moscou. Le soutien apporté aux dictateurs par l'Occident d'un côté et par le bloc communiste de l'autre acheva de détourner les élites des idées venues d'ailleurs.

Vint alors l'âge de la lente progression de l'idéologie des Frères musulmans puis, à compter des années 1980, du salafisme djihadiste. Les événements de 1979 en Iran et en Afghanistan renforcèrent, nous l'avons vu, cette tendance.

Jusqu'au 11 septembre 2001, le monde avait vécu dans l'illusion que le « mal arabe » – ce mélange tragique d'incompétence, de corruption et d'autoritarisme – était certes un handicap, mais qu'il ne présentait aucune menace réelle pour la sécurité internationale.

Pourtant, à deux reprises, il avait fallu faire face à des crises majeures. En 1980, encouragé par Washington et plusieurs autres capitales occidentales, l'Irak se jetait sur l'Iran khomeyniste et déclenchait la première guerre du Golfe. Dix ans plus tard, les armées de Saddam Hussein envahissaient le Koweït. Dans le premier cas, un point de vue cynique prévalut : que l'Irak, pays turbulent s'il en était, et l'Iran, dont la révolution islamique effrayait, se déchirent durant des années et se neutralisent ainsi l'un l'autre ne dérangeait pas grand monde. La crise koweïtienne était plus sérieuse (ne menaçait-elle pas directement les réserves pétrolières ?), mais fut réglée par l'intervention d'une coalition internationale qui repoussa les armées irakiennes dans leurs frontières.

La campagne d'attentats d'al-Qaida allait changer les choses.

Dès le soir du 11 septembre 2001, alors qu'il était pourtant évident que les attaques avaient été préparées par Oussama Ben Laden depuis ses caches d'Afghanistan, les regards des stratèges républicains et des idéologues néoconservateurs qui entouraient George W. Bush se tournèrent vers l'Irak. Deux ans plus tard, une nouvelle coalition menée par Washington et Londres attaquait Bagdad.

On a beaucoup glosé sur les motivations réelles[207] de la guerre d'Irak. Ayant bien connu nombre de ses protagonistes et concepteurs, civils ou militaires, et ayant longuement discuté avec eux lors de nombreux et longs séjours à Washington entre 2002 et 2005, je reste persuadé qu'au-delà de la rancœur personnelle que le président Bush portait à Saddam Hussein, mais aussi de considérations plus intéressées du complexe militaro-industriel américain, le but recherché était bien d'établir la « démocratie » dans un grand pays du Moyen-Orient afin de faire baisser les tensions nourrissant la violence.

Malheureusement, le calcul était biaisé : la démocratie ne se décrète pas et ne s'impose pas – encore moins de l'extérieur et par les armes. Elle ne peut être que le fruit d'une longue maturation et de tâtonnements multiples.

Bien loin donc de stabiliser la région, la guerre la dévasta et créa au centre du monde arabe, dans l'un de ses États les plus peuplés et dans l'une de ses capitales les plus importantes, un vide du pouvoir dont on mesure les tragiques conséquences depuis quelques années. La soif de revanche des chiites, amenés au pouvoir par Washington et qui avaient tant de comptes à régler avec la minorité sunnite – mais laïque – les ayant longtemps opprimés, fit le reste. La contrée s'installa rapidement dans une situation de guerre civile qui perdure.

Le djihadisme international, sérieusement mis à mal dès les débuts de la guerre en Afghanistan, trouva alors un nouveau souffle.

Les espoirs déçus du Printemps arabe

Une nouvelle crise couvait déjà. La montée de l'extrémisme, provoquée à la fois par les progrès de l'idéologie islamiste radicale et la réaction des États-Unis en Irak, acheva d'ébranler des régimes qui, le plus souvent, commençaient tout juste à se maintenir au pouvoir. La crise économique allait leur donner le coup de grâce.

L'ébranlement de l'économie mondiale de 2008 a touché le monde arabe avec une ou deux années de retard. Les marchés se sont rétractés, les exportations vers le monde développé ont chuté (parfois jusqu'à 30 %) tandis que le prix des matières premières s'effondrait de 30 à 40 %. Les recettes touristiques – importantes pour les deux premiers pays touchés par le Printemps arabe, la Tunisie et l'Égypte – baissaient de 4 à 5 %. Alors que les populations subissaient de plein fouet les conséquences de cette évolution, les prix des produits de première nécessité, en particulier des denrées alimentaires, connaissaient des hausses parfois vertigineuses. Il n'en fallut pas plus pour saper les fondements de régimes incapables de faire face à cette nouvelle situation.

Des émeutes éclatèrent, par exemple en Algérie et en Égypte, mais aucune ne fut vraiment significative… et encore moins de taille à faire vaciller les régimes en place avant le suicide de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, en Tunisie, le 17 décembre 2010. À partir de ce « fait-divers » tragique, les choses se sont emballées, échappant rapidement à tout contrôle.

Les événements qui se sont produits en Tunisie et en Égypte – et dans une bien moindre mesure au Maroc, où est apparu le Mouvement du 20 février – ont abouti à la chute des chefs d'État et ont des caractéristiques communes. L'une d'elles est qu'il ne s'agissait ni de mouvements intrinsèquement politiques, ni d'un pronunciamiento voyant l'armée renverser le gouvernement, ni d'un mouvement des élites désireuses de changer le régime.

L'histoire du monde arabe est pourtant jalonnée de complots, de révolutions de Palais, de coups d'État militaires et de révoltes attisées par des formations politiques, laïques ou islamistes.

En juillet 1952, c'est un coup d'État fomenté par le Mouvement des Officiers libres de Gamal Abdel Nasser qui renverse le roi Farouk et instaure la République en Égypte. En 1954, c'est un nouveau coup d'État qui amène Nasser à la tête du pays après l'arrestation du général Mohammed Naguib. En 1969, c'est par un coup d'État que Mouammar Kadhafi renverse la monarchie et s'impose à Tripoli. En 1970, c'est un complot au sein du parti Ba'ath qui voit une faction de celui-ci s'allier à l'armée pour écarter le président Noureddine al-Atassi et amener Hafez el-Assad à la tête de la Syrie. En août 1972, c'est en s'appuyant sur une partie de l'armée que le général Mohamed Oufkir, ministre de la Défense, tente d'assassiner le roi Hassan II. Il échoue et perd la vie.

Le 16 juillet 1979, c'est après avoir œuvré dans l'ombre durant des années au sein du Ba'ath irakien et avoir placé ses hommes aux postes clés que Saddam Hussein accède au pouvoir à Bagdad. Le 7 novembre 1987, c'est par un « coup d'État constitutionnel » que Zine el-Abidine Ben Ali écarte le président Bourguiba.

En février 1982, c'est sous la conduite des Frères musulmans de Syrie que la ville de Hama se révolte contre Assad. Dans les mêmes années 1980, des organisations marxistes-léninistes, parfois alliées à des secteurs de l'armée, complotent contre Hassan II au Maroc, mais n'arriveront jamais à leurs fins. Pas plus que l'Union socialiste des forces populaires (USFP), alliée aux syndicats, qui déclenche au printemps 1981 une grève générale qui dégénère, du 18 au 20 juin, des émeutes réprimées dans le sang à Casablanca.

De la plupart de ces événements, le peuple n'est que spectateur… ou victime. Et quand on lui fait jouer un rôle de premier plan, c'est pour servir de main-d'œuvre à ceux qui s'agitent et tirent les ficelles dans les coulisses.

Rien de tel entre décembre 2010 et mars 2011, en tout cas en Tunisie, en Égypte et au Maroc. Il n'y a pas de « main invisible », pas de partis, pas d'organisations, du moins dans un premier temps. Et si l'armée joue sa partition dans les crises qui feront tomber Ben Ali et Moubarak, c'est par défaut, en s'abstenant de défendre le pouvoir. Les « élites », elles, sont le plus souvent réduites au rôle de simples spectateurs des révolutions.

Les événements de Tunis et du Caire sont bel et bien le résultat de révoltes spontanées, essentiellement de cette jeunesse qui veut du travail, plus de liberté et la fin de l'humiliation, sans agenda politique clair et précis.

Ils auraient pu se produire plus tôt, ou plus tard, mais l'alchimie du moment a joué à cet instant précis, entre la mi-décembre 2010 et la fin du mois de février 2011.

Impossible pour autant de les déconnecter de leur contexte et de la longue chaîne de crises et d'incidents ayant mené à ce paroxysme. Comme l'écrit Marwan Bishara, journaliste à al-Jazeera : « Comme la plupart des révolutions, celle-ci était annoncée depuis longtemps. Les prises historiques de la place du 7-novembre à Tunis, du square Tahrir au Caire et de Pearl square à Manama, entre autres, furent l'aboutissement d'un long conflit politique et social – des *sit-in* sans nombre, des grèves, des manifestations par des gens qui bravaient l'intimidation, la torture et l'emprisonnement. Ce qui a commencé comme un acte d'immolation désespéré par Mohamed Bouazizi, un marchand de rue, s'est bientôt transformé en événement viral sur Internet, et il a mené des Tunisiens en colère à se répandre dans les rues par milliers. Les manifestations se sont muées en soulèvement national et ont culminé en une révolution à part entière qui a renversé le dictateur tunisien puis s'est répandue à l'Est, vers d'autres pays, pour provoquer la plus grande transformation arabe de mémoire d'homme[208]. »

Ce n'est évidemment pas le suicide du jeune Mohamed Bouazizi qui a déclenché le Printemps arabe. Les signes avant-coureurs de la crise étaient bien là, depuis de nombreuses années.

La mort de Bouazizi a été un catalyseur. Elle a eu l'effet d'un électrochoc sur des sociétés arabes qui semblaient endormies, soumises et résignées à leur destin. Mais il y avait déjà eu des cas de protestation, de désespoir et de suicide, par le feu ou par d'autres méthodes, dans le monde arabe. Et même de nombreux cas. Mais aucun de ces drames n'avait eu des effets

approchant, même de loin, la vague de fond qui suivit la mort du jeune marchand tunisien des quatre saisons.

Ainsi, le 30 octobre 2009, un couple accompagné de ses deux enfants en bas âge s'aspergeait d'essence et s'immolait devant la mairie de Chlef, dans le nord de l'Algérie, à deux cents kilomètres à l'ouest de la capitale. Le père de famille avait tenté de rencontrer le maire après la destruction de la maison familiale par les autorités. En vain. Cette action désespérée suivait une vague de suicides de jeunes sans emploi, à Batna, la cinquième ville du pays, dans l'Est[209]. On devait apprendre par la suite que, dans la seule ville d'Oran, on enregistre douze suicides ou tentatives de suicide par semaine causés par la précarité sociale[210].

Moins de sept jours plus tard, le 5 novembre, une cinquantaine de jeunes diplômés sans emploi investissaient un bâtiment administratif à Rabat et tentaient un suicide collectif tandis que trois de leurs camarades s'empoisonnaient devant l'immeuble[211]. Le 3 juin 2010, plus de trois cents jeunes s'aspergeaient d'essence et y mettaient le feu, toujours à Rabat, mais cette fois devant le Parlement. Quarante-cinq d'entre eux furent grièvement brûlés[212]. Le mois de juin voyait une véritable épidémie d'immolations s'étendre à travers l'Algérie, dans la capitale ou ses banlieues, mais aussi à Ain Kermous, M'sila, Batna, Oran.

Aucun de ces drames, aussi spectaculaire qu'il soit, n'avait provoqué davantage que des émeutes locales, rapidement réprimées et, le plus souvent, sans lendemain. À peine un frémissement à la surface du marécage dans lequel s'engluent les sociétés arabes. Alors pourquoi cet « effet Bouazizi » ? Pourquoi la mort d'un seul jeune homme, aussi spectaculaire et navrante soit-elle, déclencha-t-elle une déflagration qui devait secouer non seulement la Tunisie, mais également les pays voisins et, au-delà, ébranler tout le monde arabe ? Pourquoi cette émotion alors qu'un an plus tôt l'immolation de toute une famille en Algérie n'avait suscité qu'indifférence ?

M. de La Palice ou un quelconque fataliste se bornerait sans doute à estimer que « les choses se produisent quand elles doivent se produire ». Mais cela n'explique rien.

La réponse à cette question n'est pas aisée et n'est certainement pas unique. Une seule cause ne peut en aucun cas être à l'origine du bouleversement que nous avons connu et qui est probablement loin d'avoir atteint ses limites.

On pourrait avancer, si l'on compare le drame de Sidi Bouzid à celui de Chlef, que la Tunisie n'avait pas les moyens économiques de l'Algérie et qu'elle ne pouvait distribuer quelques miettes à la population pour la

calmer, comme les maîtres d'Alger le font depuis des années avec un certain succès. On pourrait aussi pointer l'« effet Facebook » ou souligner le poids de la communauté internationale et de ses pressions qui, par exemple, n'ont jamais été exercées sur Alger. Il est vrai que la Tunisie, contrairement à son puissant voisin de l'ouest, n'est pas l'un des principaux fournisseurs de gaz et de pétrole de l'Europe. Ceci explique peut-être cela.

Et puis, il y a autre chose. Une chose indéfinissable. Une sorte d'alchimie imperceptible qui fait que la société sait, ou sent, intuitivement, confusément, que le moment est arrivé. En définitive, tout se résume à une série de questions. Jusqu'où la société est-elle prête à aller pour se défendre ou tenter de changer le cours des choses ? Le gouvernement est-il prêt à faire couler le sang ? La police peut-elle être durablement débordée ? Et dans ce cas, que fera l'armée ?

Telle est, sans doute, la question centrale. En Tunisie comme en Égypte, l'armée a décidé de ne pas tirer sur le peuple. Ses chefs ont jugé que la survie d'un régime à bout de souffle, et qui les avait eux-mêmes déçus, ne valait pas un massacre. Les régimes sont tombés. En Libye, l'armée s'est majoritairement rangée derrière le dictateur. En Syrie, mais pour d'autres raisons, l'armée défend également le régime.

Ce sont des faits objectifs, quantifiables, analysables : des soldats désertent ou ne désertent pas. Des généraux soutiennent leur chef ou se rangent aux côtés du peuple. Parfois, ils restent neutres, ce qui revient souvent à la même chose. L'enchaînement de faits quotidiens et parfois insignifiants, les circonstances particulières, les rumeurs, les sentiments, les conversations, les frustrations, les brusques accès de courage, l'inconscience, l'espoir ou le désespoir qui amènent lentement à ce moment où les choses basculent – ou pas – relèvent de cette alchimie que j'évoquais précédemment.

Tout d'abord, le cadre géographique, physique des événements, compte énormément.

Les multiples conditions d'une révolution réussie

Pour l'économiste américain Edward Glaeser, de l'université de Harvard, une révolution n'a de chance d'aboutir que dans un environnement urbain. « Les insurrections sont inimaginables dans des milieux de faible densité [de peuplement], les villes mettent les agitateurs en réseau. Un protestataire qui s'engage dans une activité illégale de manière isolée […] court un risque certain de se faire arrêter. Le même commettant la même action n'a quasiment aucun risque d'être pris s'il est un parmi des milliers. Parce que le coût de l'émeute (la probabilité d'être arrêté) s'effondre avec le nombre

d'émeutiers… Les émeutes les plus difficiles à comprendre ont lieu après que les gens ont interprété quelque mystérieux signal comme une évidence que la ville allait se soulever. Alors ce signal devient une prophétie qui se vérifie d'elle-même[213]. »

Les villes sont le théâtre idéal des révolutions, car « la proximité urbaine connecte les organisateurs de l'opposition. De grandes populations urbaines créent le rapport de force nécessaire pour déborder les gardiens de l'ordre. Les barrières physiques qui existent dans les cités rendent difficile pour la troupe de manœuvrer et de disperser les manifestants. Et l'importance économique des villes signifie que des manifestations urbaines peuvent désorganiser le cœur de l'économie nationale[214] ».

Glaeser, toujours, estime que c'est « le chômage et non la pauvreté » qui est le plus susceptible de provoquer des émeutes.

Pour aller dans son sens, on pourrait estimer que la pauvreté écrase l'individu, le broie et annihile toute volonté. Le pauvre, dans le tiers-monde, est né pauvre et mourra comme tel. Il le sait. Sa vie entière se résume à une lutte de chaque instant pour sa survie et celle des siens. Il mendie, chaparde, enchaîne, s'il a de la « chance », des petits boulots qui lui permettent de grappiller quelque menue monnaie lui assurant un jour de plus. Au pire, il se détruit par l'alcool ou des psychotropes bon marché pour fuir sa misère et tromper sa faim. Il se trouve, de fait, en dehors de tout schéma social structuré. Il n'a ni relations ni amis, mais des « concurrents » qui fouillent les mêmes tas d'ordures pour récupérer les restes de moins pauvres qu'eux. Il n'est plus qu'une malheureuse épave, dérivant d'épreuve en épreuve. Pour peu que la religion s'en mêle, il accepte sa situation et courbe un peu plus l'échine, dans l'attente d'une vie meilleure quand celle qui lui a été donnée ici-bas s'achèvera.

Celui qui est au chômage a souvent bien plus le sentiment de subir une injustice. Il a eu du travail, ou ses proches en ont. Il sait que ce pourrait être son cas, mais ce ne l'est pas. En naît une frustration qui peut se transformer en revendication puis en colère. Plus il sera diplômé et plus l'injustice lui semblera grande : ce sentiment de colère sera alors exacerbé. Si l'humiliation et le mépris viennent se rajouter à la frustration, les effets peuvent être explosifs.

Le journaliste et commentateur Thomas Friedman a dressé une liste des « forces pas tellement évidentes » qui auraient nourri les révoltes arabes. On connaît, dit-il, les grandes causes : la tyrannie, l'explosion du prix des produits alimentaires, le chômage des jeunes, les médias sociaux… mais il y a autre chose[215].

Thomas Friedman pointe le « facteur Obama ». Un jeune Arabe peut se dire : « Hum, voyons. Il est jeune. Je suis jeune. Il a la peau sombre. J'ai la peau sombre. Son deuxième prénom est Hussein. Mon prénom est Hussein. Son grand-père est musulman. Mon grand-père est musulman… Il est président des États-Unis, et je suis un jeune Arabe au chômage privé du droit de vote et sans droit de regard sur mon futur. »

Il y aurait ensuite l'« effet Google Earth » (du nom de ce logiciel qui fournit des images précises de la Terre) : « Mahmoud, qui vit à Bahreïn, dans une petite maison avec ses parents, quatre proches et leurs enfants, dit que sa frustration a augmenté quand il a jeté un coup d'œil à Google Earth et qu'il a vu des étendues désertiques entourant des palais, alors que des dizaines de milliers de chiites, majoritairement pauvres, s'entassaient dans de petites zones surpeuplées. »

Il souligne l'influence de l'image d'Israël. Cette vision est particulièrement intéressante. Alors que des théories d'experts et de commentateurs nous répètent à l'envi, depuis des décennies, qu'Israël et l'injustice faite aux Palestiniens expliqueraient le désordre dans le monde arabe, et seraient même à la racine de tous ses problèmes, Friedman préfère souligner qu'Israël peut être un exemple positif pour ses voisins arabes. « La télévision arabe al-Jazeera dispose d'une grosse équipe couvrant Israël. Et voici quelques histoires qu'ils ont racontées au monde arabe : l'ancien Premier ministre Ehud Olmert a dû démissionner parce qu'il était accusé d'avoir reçu des enveloppes d'argent d'un supporter américain. Un tribunal israélien a récemment condamné l'ancien président Moshe Katsav pour deux cas de viol, basés sur des accusations d'anciennes collaboratrices. Et il y a quelques semaines à peine, Israël, à la dernière seconde, a annulé la nomination du général Yoav Galant, nouveau chef d'état-major, après que des environnementalistes eurent provoqué une enquête qui a conclu qu'il s'était approprié des terres publiques près de sa maison. Quand vous vivez juste à côté d'un pays qui traîne en justice ses principaux dirigeants pour corruption, et que, dans votre propre pays, tant de dirigeants sont corrompus, eh bien, vous en prenez note. »

Et les Jeux olympiques de Pékin ? « La Chine et l'Égypte furent toutes deux de grandes civilisations, soumises à l'impérialisme, et furent toutes deux pauvres, dans les années 1950, la Chine étant même plus pauvre que l'Égypte. Mais la Chine a construit la deuxième économie mondiale, et l'Égypte continue à vivre de l'aide étrangère. Que pensez-vous que les jeunes Égyptiens ont pensé quand ils ont regardé l'éblouissante cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, en 2008 ? Ces jeux ont été un autre appel au réveil et [ont eu un impact] que l'Amérique et l'Ouest ne

pourraient jamais avoir, disant aux jeunes Égyptiens que quelque chose allait vraiment de travers dans leur pays. »

Enfin, il y a le « facteur Fayyad », du nom du Premier ministre palestinien Salam Fayyad qui a déclaré : « Jugez-moi sur mes performances, sur la manière dont je délivre les services publics, collecte les ordures et crée des emplois, pas seulement sur la manière dont je "résiste" à l'Ouest et à Israël. » Et de conclure : « Les Chinois ont renoncé à leur liberté, mais ils ont reçu la croissance économique et un bon gouvernement en retour. Les Arabes ont renoncé à leurs libertés et ils ont eu, en retour, le conflit arabo-israélien et le chômage. » On pourrait ajouter la corruption, le népotisme, le mépris, la censure, l'ennui…

Certes, en Tunisie, Bourguiba puis Ben Ali ont tenté de développer l'économie, avec un succès certain. Mais quid de la Libye, de l'Algérie, de l'Égypte ?

À Tripoli, il est vrai qu'on ne vivait pas dans la misère et qu'une certaine forme de justice sociale caractérisait le régime du colonel Kadhafi. Mais à quel prix ? Celui d'un peuple infantilisé, corrompu et rendu paresseux par la malédiction de la rente pétrolière, sans autre perspective que de compter les jours qui s'écoulent, chacun pareil au précédent et semblable au suivant. Il faut avoir vu la jeunesse de Tripoli se rassembler, le soir venu, sur les vastes pelouses qui séparaient les hôtels réservés aux visiteurs étrangers et le port, garçons et filles sagement séparés, pour mesurer ce que devait être son ennui.

Quant à l'Égypte, c'était un désastre sans nom, un pays à peine capable de nourrir trente millions d'habitants et qu'une démographie galopante et incontrôlée avait amené à plus du double. Des hôtels de luxe pour les touristes venus visiter les pyramides ou se prélasser au bord de la mer Rouge… et cinq cent mille exclus survivant, au Caire, dans les cimetières qu'ils squattaient et transformaient en gigantesques bidonvilles. Dans les campagnes, une population de paysans pauvres dont on ne peut s'empêcher de penser que les techniques différaient peu de celles de leurs ancêtres, il y a deux ou trois millénaires.

La démocratie arabe n'est pas au rendez-vous de l'histoire

Le Printemps arabe a tétanisé la classe politique et les médias qui y ont vu une sorte de geste épique : les peuples allaient s'emparer de leurs destins et construire, enfin, une démocratie permettant de dépasser la violence. Les pays touchés allaient s'ancrer dans la social-démocratie ou dans le libéralisme éclairé. Tout allait rentrer dans l'ordre, le bien allait triompher du mal et, tous ensemble, nous allions regarder vers un avenir radieux,

oublier nos dissensions et tourner la page de la violence qui ravageait le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis trop longtemps. Alléluia !

Il n'en fut rien, bien entendu.

Seule la Tunisie a réalisé des progrès tangibles et s'est dotée d'une constitution démocratique. Mais ce pays était, je l'ai déjà souligné, le plus proche de l'Europe du point de vue des standards économiques et sociaux. En Égypte, après la désastreuse expérience des Frères musulmans au pouvoir, c'est un militaire qui est revenu à la tête du pays. Et il n'a rien à envier au « dictateur ». Certes, le général-président al-Sissi mène la guerre aux islamistes – c'est sa principale qualité –, mais il s'acharne aussi contre les modernistes, laïcs et autres démocrates qui, tout minoritaires qu'ils sont, ne lui en semblent pas moins dangereux.

Fallait-il être un génie de la géostratégie pour prévoir cette évolution ? Je ne le pense pas. Dès le début de 2012, soit moins d'un an après le renversement de Ben Ali et de Moubarak, j'écrivais un ouvrage au titre provocateur, *Printemps arabe, printemps pourri*[216], dans lequel j'expliquais pourquoi l'échec de la « révolution démocratique » était annoncé. Mais il ne faut jamais avoir raison trop tôt, et en tout cas jamais avant les médias. Ce livre fut superbement ignoré.

J'y développais pourtant une idée simple : quelle qu'ait été la bonne foi des révolutionnaires tunisiens et égyptiens, la possibilité de voir une réelle démocratie s'installer dans ces pays était faible, pour ne pas dire inexistante.

Je me contentais de rappeler les fondamentaux, quitte à être accusé d'enfoncer des portes ouvertes, et de me poser quelques questions. Qu'est-ce que la démocratie ? Comment se développe-t-elle ? Quelles sont les conditions de sa survie ?

La démocratie, telle que nous l'entendons en Occident, est un système dans lequel le peuple se dirige lui-même, par le biais d'institutions qu'il a créées et qu'il peut contrôler. C'est surtout un système dans lequel ce contrôle permet de révoquer les dirigeants quand ils sont mauvais ou incompétents. Et c'est là le plus important : le contrôle et la capacité de se débarrasser, sans passer par la violence, de mauvais dirigeants.

La démocratie sous-entend le respect d'une série de droits fondamentaux : liberté de conscience et de religion, liberté d'expression, liberté d'association, liberté d'aller et de venir, droit à la propriété, égalité de tous devant la loi. Cette courte liste n'est évidemment pas limitative. La déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776, par exemple, établissait pour « évidentes par elles-mêmes, les vérités suivantes : tous les

hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ».

La démocratie n'est donc pas un simple formalisme juridique, mais un système qui vise à permettre à l'Homme de s'épanouir et de réaliser tout son potentiel en ne mettant comme entrave à sa liberté que le respect de celle de l'autre. Elle ne peut donc être figée et la conception de ce qu'elle est réellement a évolué au cours des siècles. Aujourd'hui, tout le monde sera sans doute d'accord pour estimer que l'égalité entre les genres, le respect des minorités et de la différence, le droit à l'éducation, le droit au travail et le droit d'accéder à des soins de santé font partie intégrante de ce que devrait être une démocratie moderne.

Face à ces droits qui nous paraissent essentiels, on comprend que le suffrage universel n'est pas une fin en soi, mais un moyen.

La démocratie est-elle vraiment le meilleur système de gouvernement qui soit ? On connaît la réponse que Winston Churchill donnait à cette question : ne pouvant, presque par définition, être parfaite, elle n'est que « le pire système à l'exception de tous les autres[217] ».

Il fallait donc être réaliste. L'Europe a mis des siècles pour arriver à ce niveau de développement – encore loin d'être idéal. Et ce dans un contexte historique qui était plutôt favorable : l'imprimerie avait permis aux idées libérales et réformatrices de se répandre, l'Église perdait son emprise sur la société, l'extension du commerce puis la révolution industrielle créaient les conditions économiques permettant une évolution sociale qui, elle-même, allait susciter de nouveaux espoirs et de nouvelles revendications – comme l'accès à l'éducation.

Mais entre la Révolution française et le vote des femmes, avant lequel la moitié de la population était privée du droit de vote, il a fallu attendre cent cinquante-six ans en France, et cent cinquante-neuf ans en Belgique. De la Déclaration d'Indépendance des États-Unis à la fin de la guerre de Sécession (1865), qui a entériné l'abolition de l'esclavage, quatre-vingt-neuf ans se sont écoulés. Et il fallut encore cent ans pour que le Civil Right Act (1964) et le Voting Rights Act (1965) mettent fin aux discriminations et permettent aux Afro-Américains de participer pleinement à la vie politique de leur pays.

Comment, dans ces conditions, a-t-on pu croire une seconde que la démocratie allait s'installer en quelques jours de révolution, ou même en quelques années, dans des pays pauvres, où les taux d'alphabétisation sont faibles, les rivalités, voire les haines, entre tribus importantes, et le poids de la religion sur la vie sociale considérable ?

Avant d'en arriver à la démocratie, il faut faire évoluer les esprits et les mœurs, changer les mentalités, faire admettre le principe d'égalité.

L'Américaine Jeane Kirkpatrick ne disait pas autre chose, il y a plus de trente ans, dans un texte qui devait faire date. Il n'est pas possible de « démocratiser des gouvernements à n'importe quel moment, n'importe où et dans n'importe quelles circonstances. Cette approche est démentie par une énorme quantité de preuves basées sur l'expérience de dizaines de pays qui ont tenté avec plus ou moins de succès (généralement moins) d'évoluer de l'autocratie à un gouvernement démocratique. Beaucoup des plus sages spécialistes en sciences politiques de ce siècle et du précédent s'accordent [sur le fait] que des institutions démocratiques sont particulièrement difficiles à établir et à maintenir parce qu'elles sont très exigeantes pour tous les segments de la population et dépendent de conditions sociales, culturelles et économiques complexes […]. Des décennies, sinon des siècles sont normalement nécessaires au peuple pour acquérir les habitudes et la discipline nécessaires[218]. »

Reste que nos dirigeants ont cru à la chimère de la « démocratie » arabe.

Pis, oubliant les leçons de la guerre d'Irak, ils se sont mis en tête de forcer le destin et de renverser un autre dictateur : Mouammar Kadhafi. Pour des raisons obscures et au nom d'une stratégie fumeuse, la France a pris la tête d'une coalition qui s'est donné pour but d'en finir avec un homme certes peu fréquentable, mais qui présentait peu de dangers pour le monde. On constate aujourd'hui les conséquences de cette « politique » à courte vue : la Libye est un pays sans État, sur les rives mêmes de la Méditerranée, à quelques encablures de l'Europe. Le vide qui s'y est développé est d'ores et déjà le berceau d'une nouvelle menace terroriste qui déstabilise toute une région.

En Syrie, fort heureusement, « on » n'a pas pu aller aussi loin. Mais l'isolement imposé au régime – infréquentable, lui aussi – de Bachar el-Assad s'est traduit par le morcellement du pays et par l'installation durable de l'État islamique, qui représente aujourd'hui la plus importante menace terroriste que nous ayons eu à affronter.

Bien loin de permettre d'en finir avec la violence et de tourner la page du djihadisme, le Printemps arabe, son échec et sa « gestion » désastreuse par la communauté internationale ont donné raison à ceux qui, dans le monde arabe, prétendent que la démocratie est un leurre inventé et propagé par l'Occident pour tromper les peuples… et qu'il n'y a de solution qu'islamique.

À titre subsidiaire, les mêmes conditions ont insufflé une nouvelle vigueur au djihadisme.

204. Les chiffres qui suivent sont extraits du *CIA World Factbook* et de diverses sources statistiques internationales (Insee, Banque mondiale, etc.). On soulignera toutefois que certains chiffres sont à prendre avec prudence, notamment ceux concernant l'alphabétisation et l'emploi, les premiers ayant pu être gonflés à la source et les seconds minimisés.
205. Maroc : 28,1 ; Algérie : 27,3 ; Tunisie : 31,4 ; Libye : 27,5 ; Égypte : 25,1 ; Arabie saoudite : 26,4 ; Syrie : 23,3 ; Jordanie : 21,8 ; Yémen : 18,6 ; Bahreïn : 31,6.
206. Maroc : +1,5 % ; Algérie : +1,5 % ; Tunisie : +1,1 % ; Libye : +2 % ; Égypte : +1,9 %. Arabie saoudite : +2,18 % ; Syrie : +2,3 % ; Jordanie : +2,49 % ; Yémen : +2,64 % ; Bahreïn : +1,45 %. À titre de comparaison, ce taux est de +0,4 % en France.
207. Sur les causes de cette guerre, les manipulations diverses qui la rendirent possible et ses conséquences, j'invite le lecteur à se reporter à mon ouvrage *Guerre secrète : services secrets, diplomatie parallèle et opérations spéciales dans la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001* (Encre d'Orient, 2011).
208. Marwan Bishara, *The Invisble Arab : the Promise and Peril of the Arab Revolution* (Nation Books, New York, 2012).
209. Esisc, alerte WTW : « Algeria : social frustration highlights worrisome trends », 30 octobre 2009, 17 h 37.
210. Esisc, alerte WTW : « Algeria : latest developments highlight risk of outbreak of violence », 18 mai 2010, 15 h 48.
211. Esisc, alerte WTW : « Morocco : 50 young graduates attempt to kill themselves in Rabat », 5 novembre 2009, 17 h 27.
212. Esisc, alerte WTW : « Morocco : Around 310 unemployed graduates attempt to self-immolate in front of Parliament », 3 juin 2010, 18 h 28.
213. Edward L. Glaeser, « It's always the urban pot that boils over », *The New York Times*, 1er février 2011.
214. *Ibid*.
215. Thomas L. Friedman, « This is just the start », *The New York Times*, 1er mars 2011.
216. Encre d'Orient, 2012.
217. Discours à la Chambre des Communes, 11 novembre 1947.
218. Jeane Kirkpatrick, « Dictatorships and Double Standards », *Commentary Magazine*, novembre, 1979.

10

Brève histoire du djihad avant Daech

Le djihad, je l'ai précisé, dans les chapitres précédents, n'a pas commencé avec l'État islamique. Ni même avec al-Qaida. Il est tout sauf une nouveauté. Dans les siècles passés, et surtout aux débuts de la colonisation du monde arabe par la France et la Grande-Bretagne, des guerres saintes, mêlant étroitement revendications religieuses et « nationales », ont été livrées – et toutes perdues – par des populations musulmanes qui voulaient se libérer de l'emprise de l'envahisseur.

Les Frères musulmans, des précurseurs

C'est en Égypte que le terrorisme islamiste « moderne » commença réellement à se développer, après la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1943, les Frères musulmans (*jamiat al-Ikhwan al-muslimin*) avaient créé au sein de leur organisation un « appareil secret » qui devait veiller à protéger la direction et à rendre coup pour coup aux « forces de répression ». En 1948, cette cellule commit l'un de ses premiers attentats en assassinant le juge Ahmad Khazendar, réputé pour la dureté de ses décisions à l'égard des membres de la confrérie. Quelques mois plus tard, c'est le Premier ministre Mahmoud an-Nukrashi Pacha qui tombait sous les balles des tueurs, un meurtre condamné par la grande majorité des Égyptiens et par toutes les autorités religieuses du pays. Six ans plus tard, le 26 octobre 1954, une tentative d'assassinat de Gamal Abdel Nasser conduisait à une répression massive, à l'emprisonnement de milliers de Frères et à l'exécution d'une demi-douzaine de leurs chefs.

Malgré diverses tentatives au cours des années 1960 et 1970, l'*Ikhwan* n'arriva jamais à bâtir et à conserver une organisation armée présentant une menace significative pour le régime. Par la suite, la confrérie changea de stratégie et renonça, en tout cas en Égypte, à l'usage de la violence, privilégiant le travail social et politique qui devait, peu à peu, assurer son ancrage dans la société et en faire une force politique incontournable.

D'autres groupes caractérisés par une radicalité de plus en plus affirmée prirent alors la relève, nés aux marges de la mouvance des Frères musulmans et formés par des militants qui refusaient de déposer les armes. Ce fut le cas du *Takfir wal Hijra*, déjà présenté, d'*al-Jihad*, d'*al-Gama'a al-Islamiyya* (« Groupes islamiques »), des *Tanzim al-Jihad* (« Brigades du Djihad »), de *Talaa'al al-Fateh* (« Avant-garde de la Conquête ») et d'autres groupuscules qui, pour être violents, ne rassemblèrent jamais plus de quelques dizaines de membres et quelques autres dizaines de sympathisants.

Certains attentats marquèrent pourtant l'histoire et eurent une profonde influence sur la sphère djihadiste, tel l'assassinat du président Anouar el-Sadate, en octobre 1981, et celui du président du Parlement Rifaat el-Mahgoub en octobre 1990, ainsi qu'une série d'attaques qui firent plus d'un millier de morts en 1993. Dans la matinée du 17 novembre 1997, par exemple, une opération menée conjointement par *al-Gama'a al-Islamiyya* et par *Talaa'al al-Fateh* tuait soixante-deux touristes et accompagnateurs égyptiens au temple d'Hatshepsout, à Deir el-Bahari, en face de Louqsor. La sauvagerie de l'attaque menée à l'arme automatique et à la grenade, suivie de la décapitation et du démembrement de certains survivants, révulsa le monde.

La Syrie s'embrase, déjà…

Un autre pays de la région n'avait pas été épargné par la violence djihadiste : la Syrie.

Depuis les années 1940, le parti Ba'ath, à la fois nationaliste et socialiste, arrivé au pouvoir par un coup d'État dans les années 1960, se heurtait à l'opposition déterminée des Frères musulmans syriens. Ceux-ci reprochaient au Ba'ath d'être non seulement laïc et socialiste, mais également de représenter les minorités alaouite – donc chiite – et chrétienne de la population. À partir de 1976, estimant sans doute que l'invasion du Liban par les troupes syriennes affaiblissait le régime en le privant d'une partie de ses forces armées, les Frères et d'autres groupes se lancèrent dans des activités de guérilla et de terrorisme à travers tout le territoire.

À compter de 1979, cette action devint particulièrement soutenue : fonctionnaires, militaires et policiers étaient visés quasi quotidiennement. Le 16 juin de cette année-là, une quarantaine d'élèves et d'officiers de l'École d'artillerie d'Alep furent assassinés. Dans les mois qui suivirent, des centaines de représentants de l'État tombèrent. Le 26 juin 1980, Hafez el-Assad, chef de l'État, échappait de peu à la mort et moins de deux semaines

plus tard, le 7 juillet, les autorités adoptaient la « loi numéro 19 », faisant de l'appartenance à la Confrérie un crime capital. Mais le pire était à venir.

Dans la nuit du 3 février 1982, vers 2 heures du matin, des membres des forces de sécurité recherchant Umar Jawwad, l'un des dirigeants locaux de l'insurrection à Hama (une ville de près d'un million d'habitants, au centre du pays, à 213 kilomètres au nord de Damas), tombaient dans une embuscade. Ce fut le signal de la révolte ouverte : tous les groupes armés de la ville joignirent leurs efforts. Au petit matin, près d'une centaine de fonctionnaires et de cadres du parti Ba'ath avaient été tués et la ville se trouvait en situation d'insurrection, les rebelles la proclamant « territoire libre » et appelant la population de tout le pays à se révolter contre le pouvoir.

La répression qui suivit devait faire une vingtaine de milliers de morts en trois semaines. L'insurrection était brisée et les Frères musulmans syriens, du moins ceux qui avaient échappé à la mort et à l'arrestation, n'eurent d'autre choix que l'exil.

Entre 1969 et 2000, le djihad s'installe en Afrique du Nord

Le Maghreb ne fut guère épargné par le djihadisme, mais il s'y développa avec des fortunes diverses.

En Tunisie, *Harakat al-Ittijah al-Islam* (« Mouvement de la Tendance islamique », ou MTI), l'ancêtre du parti *Ennahda* directement inspiré par l'expérience des Frères musulmans égyptiens, mais aussi par les écrits de Sayyid Qotb[219] et par la révolution iranienne, tenta de défier le pouvoir à la fin des années 1970. Ses sympathisants se livrèrent à quelques actes de terrorisme, mais le mouvement fut rapidement mis au pas par Zine Ben Ali, l'ancien ministre de l'Intérieur devenu président de la République après le renversement de Bourguiba.

Les choses furent plus sérieuses en Libye où *al-Jama'a al-Islamiyyah al-Muqatilah fi-Libya* (« Groupe islamique combattant libyen », ou GICL) se livra lui à quelques attentats afin de créer des maquis dans la région de Benghazi. Mal lui en prit : entre 1996 et 1998, de véritables opérations de guerre – avec bombardements aériens et utilisation massive du napalm – eurent lieu dans le nord-est du pays, autour de Benghazi et dans la Cyrénaïque, pour éradiquer des maquis réels ou supposés.

Au Maroc, c'est en 1969 qu'avait été créée la *Chabiba Islamyya* (« Jeunesse islamique ») de Mustapha Moti[220], un inspecteur de l'enseignement primaire âgé de trente-quatre ans, qui, dès 1972-73, se spécialisa dans les coups de main « musclés » contre les étudiants de

gauche dans les principales villes du pays. Très rapidement, la situation dégénéra, les agressions et quelques assassinats – dont celui du militant socialiste et syndicaliste Omar Benjelloun, massacré au sabre et au poignard le 18 décembre 1975 – rendant rapidement Moti « infréquentable », même si, dans un premier temps, les services de sécurité l'avaient utilisé pour casser les mouvements d'extrême gauche.

Les procès contre les membres du groupe se multiplièrent et la stratégie « islamiste » ne fut pas poursuivie. Cependant, en quelques années, elle avait installé dans les universités marocaines des noyaux durs islamistes qui s'y développèrent et prirent peu à peu le contrôle des organisations étudiantes. L'Unem (Union nationale des étudiants marocains), par exemple, très présente non seulement au Maroc mais aussi dans de nombreuses facultés européennes, dominée par les marxistes en 1980, était, vingt ans plus tard, presque totalement dans la main des organisations islamistes.

Nombre de militants et de sympathisants de la *Chabiba* participèrent au djihad d'Afghanistan. À leur retour en 1990, ils créèrent la *Salafiya Jiadiyya* (« Djiadisme salafiste », ou SD), nom générique d'une mouvance assez peu structurée qui regroupait des cellules disparates à Casablanca, Meknès, Rabat, Tanger, Fès et d'autres villes. Rassemblant des anciens Afghans, des étudiants, des jeunes désœuvrés et défavorisés issus de l'exode rural, la SD n'organisa qu'une seule action d'éclat : l'attaque d'un hôtel de Marrakech, l'Atlas-Asni, le 24 août 1994, par trois jeunes gens[221] venus de la Cité des 4000 à La Courneuve, dans la grande banlieue de Paris. L'attaque fit deux morts, des touristes espagnols, et plusieurs blessés, dont des Français.

Dans les années qui suivirent, les membres de la SD et d'autres éléments gravitant autour d'eux se livrèrent à de multiples agressions individuelles contre des « dépravés » – marchands et consommateurs d'alcool, prostituées, homosexuels – et contre quelques touristes étrangers. Souvent commises au sabre ou au couteau, la plupart de ces agressions furent traitées comme de simples faits-divers par des autorités qui ne souhaitaient pas donner du Maroc l'image d'un pays où l'islamisme se répandait dangereusement. Ces agressions se comptèrent tout de même par dizaines, dont un certain nombre mortelles.

Mais, dans les années 1990, c'est bien entendu sur l'Algérie que se focalisa l'attention des spécialistes.

Algérie : cent cinquante mille morts dans la guerre civile

Le djihad algérien se développa massivement après l'annulation des élections en décembre 1991 – les autorités avaient compris que ces premières élections libres ne pouvaient se solder que par la victoire du Fis, ennemi juré du FLN au pouvoir depuis l'indépendance. La tentation de la guerre sainte n'était pas nouvelle : le chaudron de l'islamisme avait commencé à bouillonner dès le début des années 1980 où, comme en Égypte, quelques responsables religieux avaient émis l'idée que le recours à la violence était autorisé contre le « tyran ». Dès 1986, un premier maquis dirigé par l'émir Mustapha Bouyali menait des actions armées dans la Mitidja. Bouyali avait créé un premier groupe en 1979 afin de forcer le gouvernement à s'orienter vers une politique plus en accord avec la religion. En 1982, son organisation changeait de nom et devenait le Mouvement algérien islamique armé (Maia). Manquant d'assise populaire, le Maia était défait en 1987, Bouyali était tué et plus de deux cents de ses camarades arrêtés.

En 1990, la branche algérienne du *Takfir Wal Hijra* créa ses propres groupes armés. Son premier attentat sanglant, en novembre 1991, fut l'attaque d'une caserne de Guemmar, à la frontière tunisienne, durant laquelle trois jeunes militaires furent égorgés.

À partir de 1992, les choses changèrent. Le gouvernement avait largement fait la preuve de son incurie et l'arrêt du processus électoral, imposé par l'explosion du mouvement social, convainquit nombre d'Algériens qu'il n'y avait d'autre issue que la lutte armée.

Je ne m'attarderai pas sur l'histoire de cette guerre civile qui a ensanglanté le pays et que j'ai déjà traitée dans plusieurs ouvrages[222]. Je rappellerai seulement que les « événements » des années 1990 se sont soldés par 150 000 à 200 000 morts, un million de blessés ou de sans-abri, et des milliards de dollars de dégâts – un millier d'écoles, par exemple, furent détruites.

La France ne fut pas épargnée.

Le 24 décembre 1994, un commando terroriste prenait le contrôle d'un Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger et tuait rapidement trois personnes. À Marseille, au cours d'une escale technique, le GIGN donnait l'assaut, tuant les quatre preneurs d'otages et libérant passagers et équipage. Les autorités françaises avaient en effet appris, par les services secrets, que le but des terroristes n'était pas de négocier la satisfaction d'une revendication quelconque, mais bien de jeter l'avion sur Paris. Exactement comme le feront, sept ans plus tard, les hommes d'Oussama Ben Laden à New York et Washington.

Six mois plus tard, le 11 juin 1995, Cheikh Abdelbaki Sarhaoui, cofondateur du Fis, était abattu à Paris. Le 25 juillet, c'était la bombe du RER à Saint-Michel : huit morts et cent dix-sept blessés. Jusqu'au 17 octobre, sept attentats ou tentatives d'attentats suivront, faisant près de quatre-vingts blessés.

Comment le GIA s'est implanté en Europe

Pour perpétrer ces attentats, le GIA avait mis en place plusieurs réseaux d'action et de logistique sur le sol français, mais aussi dans des pays périphériques. En France, quatre groupes coexistaient, créés par Ali Touchent, dit Tarek (qui sera tué dans la casbah d'Alger en 1997), et Boualem Bensaïd : le groupe de Khaled Khelkal à Vaulx-en-Velin, celui de Safé Bourada à Chasse-sur-Rhône, une cellule à Paris et une autre à Lille, regroupées autour d'un artificier du GIA, Aït Ali Belkacem. En tout, une quarantaine de membres. Au-dessus de Touchent et Bensaïd, à Londres, Abou Farès, de son vrai nom Rachid Ramda, le responsable d'*al-Ansar*, le bulletin de liaison du GIA. Ali Touchent, arrivé en France en 1988, était actif sur le sol européen depuis un moment déjà : le 8 novembre 1993, il avait échappé à la police lors du démantèlement d'un réseau logistique. C'est Chérif Gousmi qui, en 1994, l'avait nommé responsable du GIA pour l'Europe.

Mais la chance devait finir par passer du camp des islamistes à celui des enquêteurs. Le 26 août, une bombe était désamorcée *in extremis* le long des voies du TGV Paris-Lyon. Et l'engin « parlait ». Il livrait des empreintes sur la surface du ruban adhésif fixant le détonateur à bombe, celles de Khaled Kelkal, un petit voyou de la banlieue lyonnaise fiché depuis 1990 et connu pour des attaques à main armée. C'est en prison que Kelkal avait connu la « réislamisation » ; mais les prêcheurs furent de mauvais bergers qui l'orientèrent vers le terrorisme. Un parcours aujourd'hui tristement classique.

Recherché activement, le jeune homme tombe sous les balles des gendarmes le 29 septembre. Très vite, les enquêteurs sont convaincus que le groupe Kelkal est derrière les attentats de l'été. Mais il n'est, manifestement, pas le seul : une semaine plus tard, le jour de son enterrement, une bombe explose au métro Maison-Blanche, du même nom que le lieu-dit où Kelkal a rencontré son destin. Elle a été posée par une autre filière du réseau, concentrée pour l'essentiel autour de Lille.

Arrêtons-nous un peu à ce groupe lillois, qui va nous permettre de découvrir comment le GIA a recruté en Europe.

Tout commence en 1994. Abdellah Nasr, un cadre important du Fis en exil en France, fréquente alors assidûment la mosquée de Lille-Sud et se lie avec deux jeunes gens, Mohamed Drici et Ali Ben Fattoum. Amis d'enfance, les jeunes gens offrent pourtant un profil assez différent. Drici est un « pur » et Ben Fattoum un petit délinquant qui vient de « renouer » avec l'islam. De fil en aiguille, Drici va rendre de petits services à Abdellah Nasr et à ses amis combattants. Grâce aux liens que son ami Ben Fattoum entretient dans le milieu, il procure à Nasr des jeux de faux papiers. Le 1er mars 1995, la rafle qui entraîne la chute du réseau Zaoui à Bruxelles interrompt momentanément cette escalade.

Mais quelques jours plus tard, un nouveau venu fait son apparition dans le circuit. Celui qui se présente alors comme « Tarek » demande, lui aussi, des faux papiers et de l'argent à Drici. Il les recevra. À deux reprises, Drici va rencontrer Tarek, de son vrai nom Ali Touchent, aux Pays-Bas. Le discours de Tarek est limpide : « Nous, on bosse pour les maquis algériens. Après l'accident de Bruxelles, il nous faut remettre sur pied un réseau de fourniture d'armes. Tu veux nous aider ? » Drici hésite, puis, à nouveau, cède. Il est désormais totalement pris dans l'engrenage. « À un moment, m'expliquera plus tard son avocat, Frank Berton, Drici et Ben Fattoum ont voulu se retirer du jeu. Ils se rendaient compte que cela les dépassait, que ça devenait trop grave. Mais Tarek les a rappelés à l'ordre : "Chez nous, on ne se retire que quand on tombe, ou alors, avec une balle dans la tête[223]." » Grâce à un marchand d'armes de Charleroi, Drici et Ben Fattoum se procurent des pistolets-mitrailleurs Uzi qu'ils sont chargés de convoyer à Lyon, où est basé le groupe Kelkal. Ils remettent les armes à deux Français convertis, Patrick Jaime et David Varla. En juillet 1995, c'est l'attentat Saint-Michel…

Arrive alors à Lille Aït Ali Belkacem, *alias* Sofiane. Il est là, explique-t-il, « pour faire monter la pression dans le Nord ». De simples fournisseurs, les apprentis moudjahidin de Lille sont devenus des terroristes à part entière.

Après plusieurs semaines de recherche, Sofiane décide de frapper un grand coup, un « beau coup » comme le GIA les aime : une bombe sur un marché de la métropole du Nord. Mais ce que tous ignorent, c'est que le travail de fourmi du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière et de ses enquêteurs commence enfin à payer. Après la mort de Kelkal, des organigrammes ont été dressés et plusieurs écoutes téléphoniques sont en place.

Dans la soirée du 1er novembre, les hommes de la 6e DCPJ[224] interceptent ainsi une conversation entre Sofiane et son contact parisien, Mehdi, en fait

Boualem Bensaïd. Celui-ci se sent surveillé depuis un certain temps et prend la précaution de sortir de chez lui pour donner un coup de téléphone à Lille. Ce qu'il ignore, c'est que la quarantaine de cabines téléphoniques de son quartier ont été mises « sur bretelles » par la police.

Les propos tenus ce soir-là[225] sont explicites.

Quelques jours auparavant, le groupe de Lille, dont Sofiane est devenu l'artificier, a fait l'essai d'une bombe artisanale dans un champ non loin de la ville. C'est de cet essai qu'il est question, dans le langage imagé propre aux milieux islamiques, en cette soirée de novembre : « Elle s'est allumée comme tu l'as dit, frère, blanche, toute blanche, on aurait dit un soleil… » Mehdi s'impatiente et interroge :

« Alors, vous allez la déposer ?

— *Inch'Allah*, le matin qui vient, *Inch'Allah*… »

Pour la justice, l'heure d'agir est venue, car le message intercepté est des plus clairs : dans les heures à venir, un nouvel attentat aveugle sera commis à Lille. À l'aube du 2 novembre, à Paris et à Lille, les membres du réseau sont arrêtés. La veille, Boualem Bensaïd a été « cueilli » sans coup férir. Quelques jours auparavant, une cellule logistique avait été démantelée à Évry. Et Rachid Ramda sera arrêté à Londres le 4 novembre. Les Britanniques refuseront pourtant de le livrer durant plusieurs années et ne finiront par l'extrader qu'après les attentats de septembre 2001, très exactement le 1er décembre 2005[226]. Avec les interpellations effectuées dans la région de Lyon à la fin de l'été, les réseaux français du GIA sont virtuellement disloqués.

Le gang de Roubaix

Cela ne signifie aucunement que le GIA baissait les bras. Au contraire, il continua à s'implanter en France et en Europe, profitant parfois de la porosité entre milieu criminel et groupes terroristes intégristes. La triste odyssée du gang de Roubaix le prouvera.

Le 28 mars 1996, trois jours avant l'ouverture d'un sommet du G7 à Lille, une Peugeot 205 garée devant le commissariat central est secouée par une explosion : le détonateur d'une bombe artisanale s'est déclenché, mais la bombe n'a pas sauté. On est passé à côté d'un massacre : trois bouteilles de gaz étaient reliées au détonateur. Cela faisait alors plusieurs mois que la région était ébranlée par des braquages d'une violence extrême. Lance-roquettes, grenades et kalachnikovs étaient couramment exhibés lors de ces attaques, utilisés contre un convoyeur de la Brink's ou un particulier qui refusait de céder les clés de sa limousine. Un mort et plusieurs blessés

graves jalonnaient le parcours de ceux que la police considérait encore comme de simples braqueurs.

Les services avaient fini par mettre sous surveillance les planques déjà repérées. Or, le matin de ce 28 mars, la 205 piégée avait été vue à proximité immédiate d'un de ces lieux. Cette fois-ci, un élément solide permettait d'intervenir. Dans les premières heures du 29 mars, une « panne d'électricité » obscurcit la petite rue Henri-Carette, à Roubaix, coupée du reste de la ville par des barrages de police. À 6 heures, le Raid donne l'assaut. Il est accueilli par des rafales d'armes automatiques et des jets de grenades. Puis la maison brûle et est détruite par une série d'explosions. Suicide collectif ? Accident dans une vieille bâtisse transformée en arsenal de fortune ? On ne le saura jamais. Une certitude, cependant : les assiégés n'ont à aucun moment fait mine de sortir des lieux. Ils ont préféré mourir qu'être pris.

Un peu plus tard dans la journée, un véhicule fonce vers la Belgique toute proche. Il est pris en chasse par la police française persuadée, à raison, qu'il emporte des survivants du groupe. À Courtrai, en Belgique, c'est l'affrontement. L'un des passagers, Christophe Caze, est tué. Son complice, Omar Zemmiri, s'enfuit, prend un otage et finit par être blessé et capturé. Dans la voiture, un lance-roquettes, des pistolets-mitrailleurs, des automatiques, des grenades.

Nous sommes juste après la vague d'attentats qui a ensanglanté Paris. Le pouvoir veut calmer le jeu. Pour Jean-Louis Debré, alors ministre de l'Intérieur, « il ne s'agit ni de terrorisme ni d'islamisme. Il ne faut pas faire d'amalgame. » Soit.

Pourtant, dans les décombres de la rue Henri-Carette, on retrouve une abondante documentation islamiste. Et plusieurs des membres de la bande sont des Français convertis à l'islam. Orientée vers le grand banditisme, l'enquête piétinera longuement avant de revenir enfin aux juges antiterroristes. Ceux-ci identifieront et retrouveront plusieurs membres de la bande. Deux d'entre eux, le converti Lionel Dumont et Mouloud Bouguelane, se sont réfugiés à Zenica, en Bosnie. Curieusement, Dumont s'évadera trois jours avant son extradition vers la France. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il a été liquidé par des responsables bosniaques peu soucieux de voir étalés au grand jour, dans un tribunal français, leurs liens inavouables avec la mouvance islamiste armée[227].

Vingt ans avant le 13 novembre, la Belgique était déjà une base arrière du djihadisme

Les aveux de ceux qui acceptent de se mettre à table après ces diverses arrestations sont des plus révélateurs pour quiconque s'intéresse aux liens entre islamistes français et belges. Entendu le 19 janvier 1996 à 16 h 40 par le juge d'instruction antiterroriste Laurence Le Vert, Safé Bourada, l'un des terroristes arrêtés, raconte son parcours. Un itinéraire classique, qui commence par le retour aux sources[228] : « Cet engagement religieux dans l'islam a été le fruit de mes lectures et de mes réflexions, et il a été favorisé par ma double culture et appartenance. » Puis c'est l'engagement, d'abord aux côtés du Fis, puis du GIA. « En septembre 1994, Ali Touchent, qui jusque-là occupait un appartement près de la gare avec ses amis, m'a demandé de prendre un appartement à mon nom à Bruxelles… Dans cet appartement, loué à mon nom, […] plusieurs personnes sont venues vivre, et notamment Ali Touchent. En fait, c'est Ali Touchent qui a installé cet appartement et qui y a placé ceux qu'on a appelés "le groupe de Bruxelles" qu'il a lui-même constitué. »

Le groupe de Bruxelles n'est autre que le groupe Zaoui, démantelé par la Sûreté de l'État belge et la gendarmerie le 1er mars 1995. Zaoui est un cas à part dans l'histoire judiciaire belge. Un cas qui ferait pâlir d'envie bien des justiciables qui ont à se plaindre de la lenteur des tribunaux. Jugé en première instance quelques mois à peine après son arrestation, il verra son procès en appel expédié quelques semaines plus tard. Un inculpé « normal » aurait attendu au minimum deux ou trois ans pour son procès, et au moins un an de plus pour l'appel. Cette comédie permit à la Belgique de ne pas tenir compte des informations venues de France et de condamner Zaoui à une peine légère, donc d'éviter d'éventuelles représailles[229].

Mais Bruxelles n'est pas la seule planque de Touchent en Belgique : « Je sais qu'Ali Touchent et ses amis avaient ouvert un autre appartement à Verviers où il y avait des jeunes Français ainsi que des clandestins poursuivis en Algérie et réfugiés dans la clandestinité en Belgique. »

La Belgique, précisons-le, n'est pas simplement une base de repli pour le GIA. « Pour ma part, de l'automne 1994 jusqu'à la fin de février 1995, je faisais beaucoup d'allées et venues, précise encore Bourada, car mon rôle était de récolter de l'argent et de faire circuler l'information. C'est le groupe de Bruxelles qui, animé par Touchent, se chargeait d'utiliser l'argent pour acheter les armes, le matériel et assurer l'acheminement des gens vers les maquis. Beaucoup de gens passaient à Bruxelles. »

Et beaucoup de gens en profitaient pour conclure des affaires juteuses. Entre autres, un armurier marron arrêté près de Mons, à la mi-mars 1997, suite à une enquête conjointe des polices française et belge coordonnée par un magistrat belge et Jean-Louis Bruguière. C'est l'enquête sur le réseau

Touchent qui a conduit les magistrats vers cet homme dont le numéro de téléphone a été découvert dans les carnets de plusieurs inculpés détenus en France. Il aurait fourni des armes aux « Français » du réseau, aux maquis algériens, mais aussi à des Bosniaques proches du GIA qui seront condamnés pour le grenadage de deux gendarmes sur une autoroute belge en décembre 1995. Musulmans originaires de Bosnie, ils appartenaient à un réseau d'approvisionnement du GIA. Leur chef, Kamel Merabeh, connu notamment sous le nom de guerre de Nourredine, sera arrêté ultérieurement.

Dans la nuit du 11 au 12 décembre 1995, un contrôle de routine près de Bastogne, dans le sud-est de la Belgique, tourne mal. Refusant de s'arrêter, un véhicule force un barrage et vient s'écraser, après une folle poursuite, contre un rail de sécurité. Deux hommes arrivent à s'extraire du véhicule et prennent leurs jambes à leur cou. Alors qu'ils sont sur le point d'être rattrapés par les gendarmes, ils lancent une grenade dans leur direction, blessant l'un d'eux au cou et à la jambe, avant de disparaître dans la nuit. Dès le lendemain, les restes de la grenade parlent : elle est du modèle « yougoslave » M75, c'est-à-dire exactement semblable aux grenades découvertes neuf mois plus tôt lors des perquisitions effectuées dans le cadre du dossier Zaoui. Près du véhicule abandonné, les enquêteurs découvrent également un fusil automatique de même origine. L'enquête permet d'identifier assez rapidement l'un des deux fuyards : le Bosniaque Nusret Jusuvovic, vivant au Grand-Duché de Luxembourg et déjà surveillé par les services de sécurité. Cette découverte conduira à l'arrestation de plusieurs de ses compatriotes suspectés d'être des militants intégristes et mêlés à un trafic d'armes de guerre.

Pas plus que la mort de Khaled Kelkhal, ces vagues d'arrestations en Belgique et en France ne paralyseront longtemps l'activité du GIA en Europe. En 1997, à Paris, coexistent au moins deux groupes : celui d'Abdallah Kinaï et celui d'Omar Saïki. Le premier « travaille », pour l'essentiel, sur les lieux de culte de la région parisienne et s'est donné pour objectif, en s'appuyant sur une minorité particulièrement agissante, de prendre le contrôle de la Grande Mosquée de Paris – d'où un affrontement ouvert avec son recteur, Dalil Boubakeur. Pour autant, ainsi que me l'ont indiqué à l'époque des responsables de la lutte antiterroriste, on ne peut pas affirmer que l'assassinat de Boubakeur ait été planifié. On en a parlé, certes, comme on parle régulièrement dans ces groupes d'éliminer une personnalité algérienne, mais aucun début d'exécution n'a été mis au jour. Aucune consigne formelle n'a été donnée, aucun repérage n'a été fait, et la police n'a même pas découvert d'arme dans le cadre de cette affaire.

Le deuxième groupe, celui d'Omar Saïki, comprend une dizaine de membres actifs autour desquels gravite un cercle plus large de sympathisants. Il pratique le recrutement, la propagande et la collecte de fonds et de matériel pour les maquis. De nombreuses réunions semi-clandestines sont organisées dans les caves de certaines mosquées et dans des planques de la rue Jean-Pierre-Timbaud, une artère du XIe arrondissement allant du boulevard du Temple au boulevard de Belleville – et qui est considérée comme l'un des hauts lieux de l'islamisme militant à Paris.

À la fin de 1997, les services français ont sous surveillance l'ensemble de ces deux structures, dont ils ont la preuve qu'elles dépendent directement de la mouvance d'Hassan Hattab, un dissident du GIA qui a créé le Groupement salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), une mouvance plus internationaliste.

Les 5 et 6 mars 1998, à Bruxelles, le groupe Mellouk, une antenne des cellules françaises, est démantelé. La réaction dans l'Hexagone est immédiate : les réunions cessent du jour au lendemain, des militants connus changent d'apparence, se rasent la barbe et s'habillent de manière à passer inaperçus… Surtout, Omar Saïki disparaît du jour au lendemain. Pendant un mois et demi, tout se passe comme si ces groupes n'avaient jamais existé. Enfin, à la mi-avril 1998, Saïki refait son apparition outre-Rhin. D'Allemagne, il continue à envoyer ses ordres et les expéditions de matériel vers l'Algérie reprennent. Les agents français assistent ainsi « en direct » à l'envoi vers Alger d'une unité informatique complète permettant la mise sur pied d'une cellule de propagande.

Au début du mois de mai, les interceptions – écoutes téléphoniques – permettent d'entendre les membres du groupe Saïki parler d'« entraîneurs venus de l'étranger », d'« équipe », de « vétérans »… autant de métaphores relevant d'un langage semi-codé et qui évoquent des attentats en préparation contre la Coupe du monde de football, quelques semaines plus tard.

La proximité de cette manifestation, qui est évidemment une cible toute désignée pour les terroristes, la présence en France de deux équipes d'Hassan Hattab, connu pour son radicalisme, le comportement clandestin adopté par certains membres de ces groupes sont autant de signaux qui poussent le juge Jean-Louis Bruguière à conseiller aux autorités de passer à l'offensive.

Les 26 et 27 mai 1998, plus de cent cinquante personnes sont interpellées dans divers pays européens, dont la France et la Suisse. La documentation

saisie fait apparaître de manière indubitable que deux organisations, *el-Jama'a es-Salafiyya li Dawa wal Qital* (le GSPC de Hassan Hattab) et le *Takfir Wal Hijra* ont uni leurs forces en vue de frapper Paris. Une découverte étonnante quand on sait que les Takfiris, d'une prudence maladive, se méfient de tous et refusent tout contact avec d'autres groupes qui, moins étanches que le leur, pourraient faire l'objet d'infiltrations.

C'est en 1998 que Hattab[230] a rompu avec le GIA, auquel il reprochait ses attentats aveugles, et a créé le GSPC pour poursuivre son propre objectif : attaquer le gouvernement algérien et « exporter » le djihad vers la France et le continent européen. La coopération mise en place entre les deux mouvements, à l'occasion de la préparation des attentats contre la Coupe du monde, annonce déjà celle qu'imposera, un peu plus tard, Oussama Ben Laden. Le djihad vient d'entrer dans une nouvelle ère…

L'Afghanistan, creuset du djihad global

Des années 1960 à la fin des années 1990, les différents djihads que l'on avait pu observer dans le monde arabe – de même que la plupart de ceux qui se développaient en Asie – avaient été marginalisés (Égypte, Algérie) ou éradiqués (Syrie, Libye, Tunisie). Nulle part les stratèges de la terreur sacrée n'étaient arrivés à établir des mouvements de masse pérennes.

Cela était dû à plusieurs éléments, l'un d'eux, et non des moindres, étant que chacune de ces organisations s'épuisait dans un combat local contre son propre gouvernement. Or, ces gouvernements disposaient de services secrets ou de polices politiques bien formés, omniprésents, et de moyens considérables pour réprimer toute dissidence. Repérer et détruire les cellules et organisations armées étaient d'autant moins un problème que la violence la plus extrême pouvait être employée. Par exemple, lorsque le pouvoir syrien se livra au massacre de Hama en 1982, il ne suscita aucune réaction. Le monde était alors divisé en deux blocs – Ouest contre Est, la Syrie étant dans le camp soviétique. Chacun protégeait les « siens » et neutralisait l'autre bloc, interdisant toute intervention… sauf à courir un risque d'escalade vers un conflit mondial dont personne ne voulait.

Ajoutons qu'Internet était inexistant jusqu'en 1995 – balbutiant jusqu'au début des années 2000 – et qu'il n'y avait évidemment aucun « média social » pour servir de caisse de résonance ou de relais de propagande aux organisations armées et à leurs actions. Bref, djihadistes contre gouvernements, le drame se jouait à huis clos, l'information était totalement cadenassée.

La première guerre d'Afghanistan commença à changer cet ordre de choses – même si les effets mettront vingt ans à se faire sentir. L'intervention soviétique en Afghanistan et son corollaire direct, la réaction occidentale, allaient en effet permettre au djihad de sortir de la confidentialité.

Le 24 décembre 1979, donc, les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan. Pour Moscou, il ne s'agit que d'une « opération limitée », destinée à venir en aide à un régime communiste rejeté par la population locale. Mais en dix ans, ce pays, sauvage s'il en est, deviendra le tombeau de l'orgueilleuse Armée rouge et accélérera la décomposition et la chute de l'Union soviétique.

Dès le début 1980, les stratèges occidentaux – et pas seulement américains – comprennent que l'occasion est unique de créer un « abcès de fixation » qui va saigner l'URSS. Mais pour éviter tout risque d'affrontement ouvert, l'Occident ne doit évidemment pas s'impliquer directement. Dans certains cercles, à Washington, Londres ou Paris, une idée puis un véritable plan se font jour[231], conséquence de l'immense émotion soulevée dans le monde musulman par l'intervention de Moscou : financer, armer et encourager une guérilla formée de volontaires musulmans venus du monde entier pour épauler les rebelles afghans. Les États-Unis fourniront les armes et une partie du financement – jusqu'à un milliard de dollars par an –, l'Arabie saoudite complétera cette manne et recrutera des combattants, le Pakistan mettra des bases arrière à leur disposition.

Dès le début des années 1990, des milliers de moudjahidin arabes, mais aussi des Pakistanais, des ressortissants d'Asie centrale et quelques Européens, se pressent pour aller combattre les *Chouravis* (les Russes). Sans en être conscients, les Américains viennent d'allumer la mèche de la bombe qui, quinze ans plus tard, leur explosera au visage lorsque débuteront les premiers attentats islamistes dirigés contre les États-Unis. Car bien entendu, ce ne sont pas les modérés qui se bousculent à la frontière afghane, mais les agités, les extrémistes, les « durs », les exclus ainsi que tous les vaincus des djihads locaux – évoqués au chapitre précédent – qui, défaits, ont dû fuir leur pays.

Le djihad afghan sera donc un extraordinaire laboratoire où, en marge du combat principal contre les Soviétiques, se cristallisera le terrorisme islamiste au niveau international. C'est ici que bien des hommes apprendront à combattre, que des chefs se révéleront ou se rencontreront, que se noueront les réseaux d'amitiés et ceux de la connivence idéologique ou religieuse. En Afghanistan, les futurs terroristes font leurs classes.

Combien sont-ils ? Faute de statistiques fiables, et étant donné le caractère clandestin de leur acheminement sur zone, cela reste difficile à dire précisément. Mais on peut avancer sans risque d'erreur une fourchette de vingt mille à trente-cinq mille hommes. Milton Bearden, qui fut le chef d'antenne de la CIA au Pakistan durant la dernière phase de la guerre (1986-1989) et dont la mission essentielle était de superviser l'assistance à la « résistance » antisoviétique, évoque vingt-cinq mille combattants étrangers pour toute la durée du conflit[232]. Une certitude : dès 1982, il y aura en permanence entre mille et trois mille volontaires arabes engagés au combat.

Venus d'Égypte, mais aussi d'Arabie saoudite, du Koweït et d'autres États du Golfe, du Maghreb, des territoires palestiniens – on trouve aussi des Français d'origine algérienne et une poignée d'Européens convertis à l'islam –, la plupart sont intégrés dans les unités du plus extrémiste des mouvements de la résistance afghane : le *Hezb-e-Islami* (« Parti de l'islam ») de Gulbuddin Heykmattiar. Ce dernier passe pour être très proche de l'Inter Services Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais qui agiront comme conseillers auprès de la CIA durant toute la durée de la guerre.

La légion arabe, comme on la surnomme parfois, n'est pas là pour faire de la figuration. Ses combattants sont le plus souvent engagés en première ligne… et ne font pas de prisonniers – ce qui ne chagrine pas vraiment les Afghans, qui ont souvent eux-mêmes une conception assez personnelle du droit de la guerre.

Dès cette époque (1983-1984), un nouveau chef émerge. Né à Riyadh en 1957, appartenant à une richissime famille saoudienne d'origine yéménite, il s'appelle Oussama Ben Mohammed Ben Awad Ben Laden.

Préhistoire et naissance d'al-Qaida

Je ne vais pas réécrire ici l'histoire d'al-Qaida, ni une biographie d'Oussama Ben Laden (OBL), mais seulement m'attarder sur quelques grandes étapes de la montée en puissance de l'organisation[233], afin de mieux déterminer quelle fut son importance dans la globalisation du djihad.

Lorsque la guerre éclate, Ben Laden a moins de vingt-cinq ans. C'est un jeune homme riche, donc sans inquiétude pour son avenir, très pieux et à la recherche d'un idéal. L'un des amis de sa famille – un clan très influent, des entrepreneurs ayant construit une bonne partie des bâtiments et infrastructures publics d'Arabie saoudite – n'est autre que le prince Turki Ibn Fayçal, qui dirige al-Mukhabarat al-A'amah, les services secrets

saoudiens. C'est lui qui présente Ben Laden à l'ISI pakistanaise. Les chefs de l'ISI comprennent aussitôt tout le bénéfice qu'ils peuvent tirer de ce jeune homme riche et bien introduit. Ils le présentent à Abdoullah Azzam, un homme charismatique qui aura une influence considérable sur le jeune Ben Laden et, indirectement, sur le djihad mondial.

Né en 1941 dans une famille de la petite bourgeoisie palestinienne, Azzam a d'abord été instituteur avant de poursuivre des études de droit islamique à Damas et, enfin, de passer un doctorat dans la même matière à la prestigieuse université al-Azhar, au Caire. C'est probablement lors de ce séjour dans la capitale égyptienne (1971-1973) qu'il se rapproche des Frères musulmans et, surtout, découvre les écrits de Sayyid Qotb[234]. Après un bref passage en Arabie saoudite, il gagne le Pakistan, attiré par le djihad afghan.

C'est en 1983 ou 1984, avec Ben Laden – ce dernier procurant probablement les fonds nécessaires –, qu'Azzam crée avec le soutien de l'ISI le *Maktab al-Khidimat al-Mujahidin al-Arab* (« Bureau des services des moudjahidin arabes », ou MAK), une organisation de collecte de fonds, de propagande et de recrutement de volontaires.

Ben Laden collecte des fonds, organise des tournées de conférences et autres rendez-vous, donne des interviews et, de temps à autre, se rend sur le terrain pour participer aux combats. Fils de bâtisseur, il fait venir des engins de travaux publics d'Arabie saoudite, débauche quelques techniciens d'origine pakistanaise ou afghane travaillant de longue date dans sa famille, et ouvre des routes, des pistes plutôt, qui lui permettent d'acheminer hommes, armes et munitions. Viendront ensuite des tunnels, puis des abris souterrains parfois extrêmement complexes, creusés à partir de grottes, entre autres dans le massif de Safed Koh, dans l'est de l'Afghanistan, à un jet de pierre de la frontière du Pakistan – il y installe une base secrète dans le réseau de cavernes de *Tora Bora* (« poussière noire »). Sur plusieurs étages, au cœur de montagnes imprenables, ces bunkers abritent dortoirs, salles communes, arsenaux, salles d'état-major et même un petit hôpital de campagne.

Son activisme, son énergie et certainement son argent attirent d'autres volontaires arabes qui se regroupent autour de lui. Parmi eux, une petite phalange qui aura sur le jeune chef naissant une influence au moins égale à celle d'Abdoullah Azzam : celle des Égyptiens.

Ceux-là ont quitté leur pays suite à la vague de répressions provoquée par l'assassinat d'Anouar el-Sadate, en octobre 1981. Parmi eux, Ayman-al-Zawahiri, l'un des principaux chefs des djihadistes du Caire, et Omar Abdel

Rahman, le « cheikh aveugle », *murchidal-ruhi* (« guide spirituel ») et *mufti* (« juge religieux ») du *Gama'a al-Islamiyya*.

On est alors dans la deuxième moitié des années 1980. Il est clair pour chacun que les Soviétiques ont perdu la guerre : les moudjahidin contrôlent environ 80 % du territoire et les forces gouvernementales ne peuvent circuler qu'en journée, sur les grands axes et dans les villes principales. La nuit, elles se terrent dans leurs casemates. À compter de 1987, les Soviétiques ne participent quasiment plus aux combats, ils se retireront d'Afghanistan le 15 février 1989. En un peu plus de dix ans de guerre, ils ont perdu environ quinze mille hommes – en comptant ceux morts d'accident, de maladie ou suicidés – et ont eu quelque cinquante-cinq mille blessés. La guerre leur a coûté, d'après les estimations les plus récentes, entre dix-huit et trente milliards de dollars…

Autour des feux de camp, entre les volontaires étrangers du djihad, un rêve commence à naître. Pour ces hommes qui jusqu'alors avaient été battus partout et chassés de leurs pays, la « victoire » contre les Soviétiques a un goût de triomphe. Peu importe au fond qu'elle ait été davantage due à l'armement fourni par les Américains – entre autres les fameux missiles sol-air portables Stinger qui interdisent aux hélicoptères russes de s'approcher des zones de combat – et à l'épuisement de l'économie soviétique : l'Histoire est souvent bien plus belle quand on la rêve que quand on l'observe. Tout à leur joie, les moudjahidin se prennent au jeu et l'on commence à entendre, dans les camps afghans, une lancinante interrogation : « Nous avons vaincu la deuxième armée du monde [la soviétique], pourquoi ne pas retourner nos armes contre la première [l'américaine] ? »

Cette idée résume à elle seule l'apport essentiel d'Oussama Ben Laden à l'univers du djihad, risque sécuritaire local qu'il va transformer en menace stratégique globale. Les volontaires étrangers qui avaient été accueillis dans les camps afghans étaient des perdants de l'Histoire, des vaincus, des soldats en déroute, écrasés depuis des décennies dans les dizaines de combats isolés qu'ils livraient, chacun pour soi, à leurs propres gouvernements. Oussama Ben Laden et ses amis égyptiens vont profondément modifier cette réalité.

D'abord, ils apportent à leurs camarades une méthode : la mise en réseau. Naguère éloignés les uns des autres, les djihadistes venus des quatre coins du monde se connaissent désormais. Ils ont pu échanger expériences et idées, et même bâtir des projets communs. Ils ont appris à collaborer et sont prêts à s'épauler.

Ensuite, c'est d'une stratégie que se verra dotée cette nouvelle génération de combattants, endurcis dans les batailles afghanes. L'idée est simple, mais géniale. Jusqu'à présent, les djihads étaient écrasés parce qu'ils se concentraient sur le combat contre leur « ennemi proche » (leur gouvernement). Or, les gouvernements des pays concernés sortent gagnants de la confrontation car ils sont soutenus politiquement, mais aussi financièrement et parfois même militairement, par l'Occident – principalement par Washington, Londres et Paris, les trois capitales les plus impliquées dans le monde musulman. Si les coups se concentrent sur ces alliés des autorités haïes, l'« ennemi lointain », et si ces coups sont redoublés et terribles, ledit ennemi peut être dégoûté d'intervenir et convaincu de se retirer du monde musulman. Dans le face-à-face avec un pouvoir affaibli et sans soutien extérieur, le djihad pourrait alors l'emporter.

En quelques années, cette mise en réseau et cette stratégie de guerre contre l'ennemi lointain vont faire entrer l'islamisme armé dans une nouvelle ère et le propulser au rang de menace numéro un pour l'Occident : le djihad global est né.

Autour de Ben Laden, tout le monde n'est pas d'accord avec cette nouvelle approche. Abdoullah Azzam, par exemple, entend concentrer ses efforts et ceux de ses camarades sur la construction d'un État islamique en Afghanistan plutôt que se lancer dans une nouvelle guerre. Entre Azzam d'un côté et al-Zawahiri de l'autre, l'affrontement est direct. Ben Laden, lui, compose. Idéologiquement séduit par les Égyptiens, il entend néanmoins préserver son amitié avec son mentor palestinien.

Le 24 novembre 1989, Abdoullah Azzam et ses deux fils sont tués dans l'explosion de leur voiture alors qu'ils se rendent à la mosquée pour la grande prière du vendredi, à Peshawar, dans les provinces tribales du nord-ouest du Pakistan, véritable place-forte des moudjahidin. Plus rien ne s'oppose à la « nouvelle ligne » défendue par Ben Laden et al-Zawahiri.

C'est en 1988 ou 1989 que naît al-Qaida, l'organisation rêvée par Oussama Ben Laden et ses conseillers égyptiens, mais le début de la dernière décennie du XXe siècle sera celle de l'errance pour le Saoudien, désormais trentenaire.

Premiers réseaux, premiers attentats

À la fin de la guerre, il est retourné en Arabie saoudite où il a proposé aux autorités de lever une nouvelle « légion arabe » pour combattre les armées de Saddam Hussein qui viennent d'envahir le Koweït. Une offre rejetée. Il quitte alors son pays natal pour le Soudan où, sous couvert de diverses

sociétés commerciales – *Wadi al Aqiq Company* (import-export), *Toba investment Company Ltd* (développements de projets agricoles), *Al Hikrah Construction and development Ltd* (génie civil) –, il organise et développe al-Qaida. Pour le gouvernement islamique du Soudan, Oussama Ben Laden construit des aéroports, des infrastructures militaires et des routes, notamment une autoroute longue de douze cents kilomètres reliant Khartoum à Port-Soudan.

En même temps, il fait d'al-Qaida une organisation verticale des plus classiques. Au sommet, l'Émir (c'est-à-dire lui-même), qui dirige le groupe, et autour de l'Émir, le *Shoura Majlis*, une sorte de « conseil des sages » au sein duquel siègent ses principaux lieutenants. Parmi eux, Mohammed Atef, un ancien policier égyptien, rallié à Ayman al-Zawahiri. Comme al-Zawahiri, c'est en Afghanistan qu'Atef – qui entre autres noms de guerre portera fréquemment celui d'Abou Hafs – a rencontré Ben Laden. Au début des années 1990, il deviendra le chef militaire d'al-Qaida. Subordonnés au *Shoura Majlis*, quatre comités « techniques » : affaires militaires ; affaires religieuses et légales ; finances ; médias et relations publiques.

Les *fatwas* (ordonnances religieuses) qui confèrent la légitimité aux actions des membres et sympathisants de l'organisation sont émises par le comité des affaires religieuses et légales. Les « opérations spéciales » qui en découlent sont confiées à des hommes de confiance choisis au sein du comité des affaires militaires.

Ali Abdul Saoud Mohammed, dit Ali Mohammed, est un membre important du comité militaire. Encore un Égyptien, mais naturalisé Américain. Homme au parcours exceptionnel, devenu sergent dans les Marines, Ali Mohammed est chargé de la formation des futurs membres des forces antiterroristes. C'est lui qui leur explique comment fonctionne la mouvance islamiste. Mais en sous-main, il reste un homme de confiance de Ben Laden. Entre les États-Unis et al-Qaida, il jouera un jeu tellement personnel et complexe – informateur et « taupe » infiltrée aux yeux des premiers, fidèle parmi les fidèles pour la seconde – qu'il est probablement le seul à savoir aujourd'hui qui il a le plus trahi[235]…

Une fois al-Qaida devenue totalement opérationnelle, Oussama Ben Laden peut passer à la deuxième phase de son plan : rassembler le maximum d'organisations islamistes armées sous sa bannière. Des contacts sont pris avec le GIA algérien, avec des réseaux peu organisés en Europe, avec des mouvements naissants dans d'autres pays au Maghreb, dans la région du Golfe ou en Asie du Sud-Est. Petit à petit, la pieuvre grossit.

L'heure de l'action est venue, et c'est en Somalie que seront frappés les trois coups. Dans ce malheureux pays de la Corne de l'Afrique, le pouvoir central s'est effondré. Les chefs de guerre tribaux se livrent à une lutte sans merci pour contrôler les différents trafics qui sont la seule source de richesse du pays. La population, elle, meurt de faim. L'Onu a fini par décider d'envoyer une mission de rétablissement de la paix civile doublée d'une aide humanitaire importante. C'est l'opération Restore Hope. On y trouve des contingents de plusieurs nationalités, mais les Américains forment l'épine dorsale de la petite force multinationale qui débarque dans le pays.

Oussama Ben Laden y voit une tentative de se rapprocher du Soudan pour y déstabiliser le régime islamique. Une *fatwa* enjoignant aux « bons musulmans » de frapper les Américains en Afrique aussi bien que dans la péninsule Arabique est émise. Mohammed Atef est chargé de sa réalisation.

Atef installe une cellule logistique au Kenya, pour servir de base d'appui à des actions « militaires » en Somalie, puis plusieurs membres d'al-Qaida passent discrètement en Somalie pour y entraîner des groupes locaux au combat[236]. Le 29 décembre 1992, une bombe de forte puissance explose dans un hôtel d'Aden dans lequel des soldats américains en transit pour la Somalie ont séjourné. Les Américains sont déjà partis, mais deux touristes autrichiens sont tués. Deux militants yéménites qui ont été entraînés en Afghanistan sont arrêtés. La bombe d'Aden est le premier attentat du groupe de Ben Laden.

Le 3 octobre 1993, dans une embuscade tendue non loin de Mogadiscio, la capitale somalienne, dix-huit soldats américains – la plus importante perte au combat de l'armée américaine depuis la guerre du Vietnam – et plusieurs centaines de Somaliens sont tués. Les images des cadavres de ces jeunes militaires traînés derrière des véhicules au milieu d'une foule haineuse bouleverseront l'Amérique. Ils n'étaient venus en Somalie que pour sauver les civils de la famine et de la guerre… Au-delà de l'émotion, l'embuscade de Mogadiscio exercera une forte influence sur la doctrine américaine d'utilisation des troupes au sol. Et il faudra plusieurs années à Washington pour apprendre que les hommes d'al-Qaida étaient derrière ce tragique événement[237].

Objectif : le World Trade Center, déjà…

Mais le terrain de l'affrontement principal, ce sera l'Amérique elle-même, Oussama Ben Laden le sait déjà. En tout cas, il le veut. Et en Amérique, il a ses bases. C'est là que s'est installé, depuis plusieurs années maintenant, le

cheikh aveugle Abdel Rahman. Il n'est pas seul. Le centre de réfugiés *al-Kifah* à New York est également un endroit où se rencontrent les volontaires de la guerre sainte.

Durant la guerre d'Afghanistan, il a été utilisé comme centrale de recrutement par la CIA, qui y repérait ceux qu'elle pourrait envoyer combattre sur le terrain. Mais depuis le retrait soviétique, les services spéciaux américains se sont totalement désintéressés de l'association, comme d'ailleurs de la situation en Afghanistan. Ils ne surveillent même plus *al-Kifah*, et le gros des bataillons de la CIA a quitté le Pakistan. Ce désintérêt total, et incompréhensible, est l'une des explications de l'évolution de la situation. Charlie Wilson, le parlementaire américain dont le rôle avait été essentiel dans l'organisation du soutien de Washington aux combattants antisoviétiques d'Afghanistan, dira dans une interview en 2001, commentant et le rôle de la résistance afghane et la débâcle qui suivit : « Ces choses se sont vraiment produites. Elles ont été glorieuses et elles ont changé le monde… et alors nous avons merdé à la fin[238]… »

À *al-Kifah*, un ingénieur, El Sayyid Nosair, est particulièrement en vue. À ses côtés, Mahmud Abou Halima. Ces deux hommes, un peu paumés, vont faire entrer le djihad sur le sol des États-Unis d'Amérique.

Le 5 novembre 1990, Nosair pénètre dans une salle bondée de l'hôtel Marriott, sur la 49e Rue. Il abat devant tout le monde le rabbin Meir Kahane, un enragé dont le programme politique se réduit à « chasser d'Israël les chiens arabes ». Le plan est simple : après les coups de feu, Nosair doit sauter dans le taxi conduit par son camarade Abou Halima pour s'enfuir. Il le fait. À un détail près : il se trompe de taxi. Les deux hommes sont arrêtés. Dans l'appartement de Nosair, au milieu d'une importante documentation, on trouvera des repérages des cibles et des photos – entre autres celles de l'Empire State Building et du World Trade Center[239].

Deux ans plus tard, le 26 février 1993, la neige qui tombe sur New York n'amortit pas le bruit de l'explosion qui se produit dans les sous-sols du World Trade Center. Un camion piégé y fait six morts et mille blessés. Il s'agit de la première attaque terroriste majeure commise par des étrangers sur le sol américain.

Le FBI et la CIA se perdent en conjectures, soupçonnant un temps l'Irak d'être derrière la bombe du WTC. Mais en quelques semaines, la plupart des auteurs ou complices de l'attentat sont identifiés et quatre d'entre eux sont arrêtés. Ce sont tous d'anciens « Afghans » qui sont liés au cheikh aveugle Omar Abdel Rahman, inspirateur de l'action. Youssef Ramzi, leur chef, s'est enfui en s'envolant de Kennedy Airport, quelques heures à peine

après l'attaque. Il sera repéré, quelques années plus tard, à Manille, aux Philippines. Il y côtoie un autre ancien volontaire d'Afghanistan, Wali Khan Amin Shah, un proche de Ben Laden. Les deux hommes planifient l'opération Bojinka, la destruction simultanée d'une douzaine d'avions de ligne américains au-dessus du Pacifique. Un attentat d'une ampleur jamais égalée, qui sera empêché par le travail des services antiterroristes. La cavale de Ramzi s'achèvera le 7 février 1995 lorsqu'il sera capturé au Pakistan, où il séjourne dans une agréable *guesthouse* créée naguère par Ben Laden pour loger les volontaires du djihad[240].

Pour mémoire, on signalera qu'au cours de l'enquête un élément matériel important était tombé entre les mains des enquêteurs. Ahmed Ajaj, l'un des terroristes condamnés pour cet attentat[241], a passé quatre mois au Pakistan en 1992. Il en est revenu avec un manuel technique expliquant comment fabriquer différentes sortes de bombes et comment les utiliser pour provoquer le maximum de dégâts. Des erreurs de traduction amèneront les experts du FBI à penser que ce livret technique a été publié à Amman en 1982 et qu'il s'intitule *La Règle de base*. En réalité, des contre-expertises réalisées quelques années plus tard, notamment à la demande d'investigateurs du *New York Times*, permettront de découvrir que le manuel a été édité en Afghanistan en 1989 et que, plutôt que *La Règle de base*, il faut lire comme titre, *La Base*. Soit, en arabe, *al-Qaida*.

Entre deux complots contre les États-Unis, Ben Laden n'oublie pas d'aider ses camarades égyptiens qui sont à ses côtés depuis la première heure. Ce sont les financements et les armes venus du Soudan qui permettront aux groupuscules du Caire de se livrer aux attentats massifs évoqués dans le chapitre précédent. Hosni Moubarak, en juin 1995 à Addis Abeba, et son Premier ministre, Atef Sedki, en 1998, n'échapperont que de peu à la mort.

Le 23 août 1996, al-Qaida déclare « officiellement » le djihad en vue de « chasser les Américains de la péninsule Arabique, renverser le gouvernement, libérer les lieux saints musulmans ». Une nouvelle escalade s'annonce. Mais Oussama Ben Laden n'est déjà plus au Soudan. Il en a été expulsé en mai 1996, sous l'intense pression des Américains qui pensent avoir ainsi remporté une victoire diplomatique. Elle leur coûtera cher.

Guerre ouverte : Alec Station contre OBL

En obtenant l'expulsion d'Oussama Ben Laden du Soudan en 1996, l'administration américaine pensait couper de ses bases celui qu'elle avait, enfin, commencé à considérer comme un réel danger. Privé de la protection

de Khartoum, Ben Laden finirait bien, à un moment ou à un autre, par tomber entre les mains de ceux qui le traquaient. Cette erreur de calcul, car c'en est une, sera payée au prix fort.

Tout naturellement, c'est vers l'Afghanistan, pays avec lequel il avait gardé de nombreux liens et où il avait conservé le contrôle de quelques camps d'entraînement, que se tourna Ben Laden. Sur le terrain, le départ des Soviétiques n'avait rien arrangé. Pas plus que la chute du régime communiste. Certes, l'ennemi était vaincu, mais les factions de la résistance se déchiraient. Interminablement.

Dans un premier temps, Ben Laden mit son expérience et ses moyens financiers au service du Mollah Omar et des Talibans pour les aider à prendre le pouvoir – ce fut chose faite en septembre 1998, après plus de deux ans de combat. Désormais assuré d'avoir un havre dans lequel il est intouchable, Oussama Ben Laden peut s'atteler à la dernière partie de sa grande œuvre : achever la construction d'al-Qaida.

À Washington, on a fini par prendre la mesure de l'individu, souvent désigné par l'acronyme de son nom : OBL. Vers 1996, une équipe opérationnelle d'experts est rassemblée. Elle travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans une suite de bureaux des sous-sols de l'Agence, à Langley, en Virginie. Placée sous la direction de Michael (« Mike ») Scheuer, un vétéran de la CIA spécialisé dans la lutte contre le terrorisme islamiste, la *Bin Laden Issue Station*, surnommée *The Bin Laden Room*, est désignée dans les documents officiels de l'Agence sous le nom de code d'Alec Station[242].

La cellule Ben Laden, qui comptera à ses débuts une douzaine d'officiers, est totalement transversale – tous les départements de la CIA y sont représentés – et fonctionne comme une antenne de la CIA à l'étranger, mis à part qu'elle ne s'intéresse pas à un pays ou à une région mais à un homme. Très rapidement, Scheuer et ses collègues prennent conscience de la dangerosité de leur adversaire, qui est suivi pas à pas. La NSA s'est même procuré le numéro d'appel de son téléphone satellitaire (873-682505331) et il est écouté en permanence. La CIA arrive à « retourner » l'un ou l'autre proche d'OBL et va jusqu'à passer un accord avec Ahmed Shah Massoud, l'homme fort de l'Alliance du Nord, seul chef de guerre afghan à être assez « favorable » aux Occidentaux et ennemi juré des Talibans. Massoud met à la disposition de Gary Schoen, chef d'antenne de la CIA à Islamabad, une équipe de Tadjiks qui organise la surveillance physique de Ben Laden sur le terrain.

À une demi-douzaine de reprises, entre 1996 et 2000, Alec Station proposera au président Clinton d'enlever Ben Laden pour le ramener aux États-Unis et le juger – voire de l'éliminer. À chaque fois, Clinton refusera, parfois au tout dernier moment[243].

Ben Laden, lui, va de l'avant. Le 23 février 1998, une déclaration commune d'une dizaine d'organisations djihadistes regroupées par al-Qaida sous la bannière du « Front islamique mondial » appelle les musulmans à tuer les Américains, même les civils, partout dans le monde. Cette *fatwa* d'une trentaine de lignes, connue sous le nom de « Djihad contre les Juifs et les Croisés[244] », jette la base « légale » de tous les attentats à venir : « Depuis plus de sept ans, les États-Unis occupent les pays de l'Islam et ses lieux les plus saints dans la péninsule Arabique… Tuer les Américains et leurs alliés, civils et militaires, est un devoir individuel pour chaque musulman qui peut le faire, dans chaque pays où il est possible de le faire. »

Les camps d'entraînement installés par OBL en Afghanistan, avec la bénédiction du régime taliban, attirent des centaines de volontaires, venus en majorité du monde arabe mais aussi d'Asie – y compris de Chine – et, pour quelques-uns, d'Europe.

On est loin des dizaines de milliers de volontaires qui avaient rejoint le pays à l'époque du djihad antisoviétique, mais si la quantité fait défaut, la « qualité », elle, est au rendez-vous. Nombre de moudjahidin ont reçu une certaine instruction, et beaucoup d'entre eux ont des diplômes universitaires ou assimilés. On trouve ainsi dans les baraquements des camps afghans des ingénieurs, des chimistes, des architectes, des électroniciens. Cela permet à al-Qaida de caresser le rêve de développer des armes chimiques ou bactériologiques. Fort heureusement, ce fantasme ne se réalisera jamais, et les seules victimes des gaz asphyxiants ou neurotoxiques des chimistes du djihad seront de malheureux chiens errants sacrifiés comme cobayes dans des chambres à gaz improvisées.

Ben Laden « professionnalise » le djihad en le soumettant à des règles et à des procédures dignes d'une entreprise multinationale. Il va jusqu'à prévoir un contrat d'engagement pour ses sympathisants ! Le document, long d'une demi-douzaine de pages, explique les buts de l'organisation – supporter la religion de Dieu, rétablir des lois islamiques et le Califat – et définit avec précision le futur rôle de l'employé, son salaire, les avantages en nature auxquels il peut s'attendre ou encore ses droits aux soins médicaux et aux vacances. Une rémunération et des indemnités différentes sont même prévues suivant que le nouveau venu est célibataire ou marié : 6 500 roupies pakistanaises, soit un peu plus de 50 dollars, pour un célibataire,

700 roupies de plus par épouse. De son côté, le salarié s'engage à respecter les règles d'al-Qaida et les lois de l'islam, à obéir à ses chefs, à n'avoir aucune relation avec un autre groupe islamique – une véritable clause de non-concurrence – et à répandre l'idéologie du djihad dans sa famille et parmi ses amis.

Le 8 juin 1998, Ben Laden est secrètement inculpé par un grand jury américain suite à une enquête commencée en 1996. Deux mois plus tard, le 6 août, le Front islamique mondial menace de « bientôt délivrer aux Américains un message que nous espérons qu'ils liront avec soin parce qu'il sera écrit, avec l'aide de Dieu, dans un langage qu'ils comprendront… ». Le lendemain, 7 août 1998, les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya sont soufflées par de gigantesques explosions. Deux cent vingt-quatre personnes (dont une dizaine d'Américains) trouvent la mort dans les deux attentats, 4 500 autres civils sont blessés.

Le 20 août 1998, une pluie de missiles s'abat sur les camps d'Oussama Ben Laden en Afghanistan et sur des installations lui appartenant au Soudan. Ce sera la seule action quelque peu « musclée » de l'administration Clinton contre Ben Laden. Mais les dirigeants d'al-Qaida et OBL lui-même échappent à la mort. Avec leur chef, ils devaient participer à un dîner dans le camp *al Badr* de Khost, à une centaine de kilomètres au sud-est de Kaboul. Le déplacement a été annulé au dernier moment.

Deux jours plus tard, Ayman al-Zawahiri téléphone à un journaliste américain en poste au Pakistan : « Grâce à Dieu, Oussama Ben Laden est vivant. Les Américains devront attendre un peu avant de recevoir sa réponse… »

Le 12 octobre 2000, un zodiac chargé d'explosifs percute le destroyer *USS Cole* dans le port d'Aden. Dix-sept membres d'équipage sont tués et cinquante autres blessés. En décembre 1999, un djihadiste algérien, Ahmed Ressam, est arrêté à la frontière entre le Canada et les États-Unis alors qu'il s'apprête à y pénétrer avec soixante kilos d'explosifs et des détonateurs. Il avouera avoir été envoyé pour commettre des attentats, sans doute à Seattle et à Los Angeles[245].

Mais c'est le 11 septembre 2001, après plus de deux ans de préparation, que Ben Laden fera réellement basculer la perception du terrorisme du niveau sécuritaire au niveau stratégique.

Le 11 septembre 2001, le monde bascule

Lorsque l'Égyptien Mohammed Atta et ses dix-huit complices, saoudiens pour la plupart, précipitent deux avions de ligne sur les Twin Towers et un

sur le Pentagone – et tentent, avec un quatrième appareil qui s'écrasera en Pennsylvanie, d'atteindre la Maison-Blanche ou le Congrès –, ils ne tuent pas « seulement » trois mille personnes : ils font entrer le monde dans une nouvelle ère.

Jusqu'au 11 septembre 2001, le terrorisme était considéré – et « géré » par les services compétents – comme un problème de sécurité, une forme de criminalité particulière et inquiétante, certes, mais dont l'impact était limité. La terreur tuait quelques personnes, parfois quelques dizaines, certes, mais l'attentat le plus meurtrier que l'Europe eût eu à subir était celui de la gare de Bologne, perpétré par des néo-nazis italiens le 2 août 1980 : 85 morts et 200 blessés.

Aux États-Unis, c'est à Oklahoma City que, le 19 avril 1995, le terrorisme – d'extrême droite, une fois encore – avait été le plus meurtrier : 168 morts, 680 blessés. En dehors de l'Occident, des attentats de grande ampleur avaient été commis en Palestine le 22 juillet 1946 (par le mouvement juif Irgoun ; 91 morts), à Tyr au Sud-Liban le 4 novembre 1982 (par le Hezbollah contre un QG de l'armée israélienne ; 141 morts), à Beyrouth le 18 avril 1983 (contre l'ambassade américaine ; 63 morts) et le 23 octobre 1983 (contre des contingents de l'Onu ; 241 soldats américains et 58 soldats français tués), à Colombo au Sri Lanka le 21 avril 1987 (113 morts), à Bogota en Colombie le 6 décembre 1989 (63 morts), à Buenos Aires le 17 mars 1992 (par le Hezbollah contre l'ambassade d'Israël ; 29 morts), à Bombay le 12 mars 1993 (treize bombes, 257 morts), de nouveau à Buenos Aires le 18 juillet 1994 (par le Hezbollah contre un centre culturel et social juif ; 85 morts), à Zakho en Irak le 20 février 1995 (76 morts), à Boudionnovsk en Russie le 14 juin 1995 (172 morts).

D'autres attentats contre des avions avaient fauché des centaines de vies : au Canada, le 23 juin 1985, contre un appareil d'Air India (329 morts), contre Egyptair, le 24 novembre 1985 (61 morts), contre Korean Air, le 29 novembre 1987 (115 morts), contre Pan Am, au-dessus de Lockerbie, en Écosse, le 21 décembre 1988 (270 morts), contre un avion d'UTA au-dessus du Niger, le 19 septembre 1989 (170 morts), contre Avianca, en Colombie, le 27 novembre 1989 (110 morts).

J'arrête ici cette macabre énumération. Dans les deux décennies qui ont précédé le 11 septembre 2001, le terrorisme a tué entre 3 000 et 3 500 personnes, et en a mutilé des milliers d'autres. Mais l'immense majorité de ces attentats étaient commis par des groupes agissant dans leur propre pays, et les plus meurtriers d'entre eux avaient « seulement » causé la mort de quelque trois cents personnes.

Le 11 septembre 2001, pour la première fois, les morts se comptent par milliers et on relève 6 291 blessés.

Le coût financier, direct et indirect, de ces attaques est quant à lui tout simplement incalculable : plusieurs milliards de dollars de dégâts et d'indemnisations (cette estimation n'est pas arrêtée et au printemps 2015, treize ans et demi après le 11 septembre, des centaines de personnes étaient toujours en traitement), 43 000 emplois et 2,8 millions de dollars de salaires perdus dans les trois mois qui suivirent les attentats, 10 millions de mètres carrés de bureaux ou d'habitations détruits ou endommagés, 1,4 trillion – soit 1,4 milliard de milliards – de dollars de valorisation boursière perdus du fait de la fermeture de la bourse du 11 au 17 septembre, près de 22 milliards de dollars d'aide directe de l'État à la ville de New York entre septembre 2001 et le début de 2002…

Enfin, cette attaque d'un groupe non étatique contre l'État le plus puissant du monde, d'une ampleur sans précédent dans l'Histoire, ne venait pas de l'intérieur des frontières, mais bien de l'étranger.

Au-delà du décompte des victimes et du bilan financier, le 11 septembre a donné au terrorisme sa dimension de menace stratégique majeure, parce qu'il a totalement changé le monde dans lequel nous vivons. Les relations entre musulmans et non-musulmans se sont gravement détériorées ; deux guerres ouvertes (Afghanistan et Irak) en ont été les conséquences directes ; les conflits de « basse intensité » et autres opérations spéciales ciblées se sont multipliés au Pakistan, au Yémen, en Somalie, dans certains pays d'Asie du Sud-Est, au Sahel, au Nigeria…

Peu à peu, se sont ainsi mises en place les conditions qui ont permis à une nouvelle menace terroriste islamiste – de bien plus grande ampleur que celle représentée par al-Qaida – de se développer.

Stratégie gagnante d'al-Qaida, erreur majeure de Washington

Ce qui a permis à al-Qaida de survivre, c'est un choix stratégique réfléchi et intelligent : celui de la dispersion, du *franchising*, comme cela a pu être écrit à l'époque. Dès l'hiver 2001, al-Qaida met à profit les années passées par Ben Laden et ses lieutenants à tisser des liens avec des groupes et organisations islamistes à travers le monde. De groupe structuré et centralisé, elle se transforme en nébuleuse.

Au centre, Ben Laden et, sans doute, quelques dizaines de ses proches collaborateurs entourés de quelques centaines d'autres moudjahidin assurant leur sécurité, leur logistique et certaines « missions spéciales ». Un groupe réduit, traqué, se déplaçant d'une zone à l'autre et jouant à saute-

mouton avec la frontière entre l'Afghanistan et les provinces du nord-ouest du Pakistan, la zone tribale échappant presque totalement au contrôle d'Islamabad.

Des conditions de vie difficiles. La nécessité d'être très mobile pour échapper aux forces spéciales américaines et aux drones complique les choses et limite les capacités opérationnelles du groupe, le réduisant de plus en plus à un rôle de référence religieuse et morale, de « centrale » qui franchise des groupes affiliés plus qu'un véritable centre de commandement. Du reste, ce groupe se dispersera en 2005-2006, lorsque Ben Laden gagnera la résidence fortifiée qu'il a fait construire à Abbottabad, une ville de garnison à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Islamabad, au Pakistan.

C'est là qu'il sera tué dans la nuit du 2 mai 2011, au cours de l'attaque d'une unité des forces spéciales américaines[246] agissant sur ordre du président Barack Obama et dans le cadre d'une mission confiée à la CIA.

À l'époque où Ben Laden quitte la scène, s'il ne reste plus grand-chose d'al-Qaida, le djihadisme, lui, est en plein essor. L'évolution de l'organisation a bien entendu été conditionnée par la riposte américaine et internationale aux attentats du 11 septembre.

On peut penser aujourd'hui, au vu de l'importante documentation découverte et exploitée par les services de renseignement dans diverses caches d'al-Qaida en Afghanistan, en Irak, à Abbottabad, qu'OBL et ses principaux lieutenants étaient parfaitement conscients de ce qu'ils allaient déclencher en commettant les plus importants attentats de l'Histoire : une intervention enclenchant la confrontation globale dans laquelle la mouvance du djihad souhaitait entraîner l'Occident.

La réponse américaine n'a donc nullement surpris les moudjahidin et leurs chefs. Bien au contraire. On sait aujourd'hui, autant par les interrogatoires de prisonniers à Guantanamo que par le renseignement collecté sur le terrain, que les djihadistes avaient largement anticipé cette attaque. Ceci est d'ailleurs confirmé par les déclarations à usage semi-public de certains cadres d'al-Qaida.

Ainsi, dans un texte intitulé *Leçons apprises en Afghanistan*[247] et attribué à Saif al-Adel[248], un ancien officier égyptien qui était, au début des années 2000, l'un des principaux cadres militaires du noyau central de la mouvance, on peut apprendre que les familles des membres de ce noyau avaient été dispersées dans des villages afghans, loin des bases terroristes principales, plusieurs semaines avant le 11 septembre. Ces bases, notamment celle de Kandahar, avaient été évacuées à la même époque et les

liens avec les sympathisants pachtounes d'al-Qaida et du régime taliban au Pakistan avaient été renforcés en vue de s'assurer de l'aide qu'ils pourraient apporter aux amis de Ben Laden une fois l'Afghanistan attaqué.

Ces liens ont notamment permis, pendant l'offensive alliée, d'évacuer secrètement et de soigner les blessés les plus graves. Par la suite, ces relations étroites ont été utilisées pour créer dans les provinces du nord-ouest du Pakistan, à majorité tribale, de nouveaux camps de repli et d'entraînement.

Le projet qui sous-tendait le 11 septembre – déstabiliser le monde arabo-musulman puis provoquer un affrontement généralisé entre ce monde et l'Occident – ne s'est peut-être pas réalisé, mais les tensions s'exacerbent dans bien des pays arabes et au Pakistan, la pérennité des régimes en place a été remise en cause par le Printemps arabe, et toute cette partie du monde est aujourd'hui en proie au chaos.

Certes, les « masses musulmanes » n'ont pas basculé dans l'intégrisme. Pour autant, on observe sur le terrain que la mouvance du djihad qui « a osé s'attaquer à l'Amérique » rencontre nettement plus de sympathie aujourd'hui que ce n'était le cas avant le 11 septembre. Et cette sympathie s'est répandue jusqu'à l'Europe.

Reste qu'al-Qaida a été incapable de rester aux commandes du djihad mondial, et n'a pas été davantage en mesure de porter d'autres coups sévères à l'Occident – si l'on excepte les attentats de Madrid en mars 2004 et de Londres le 7 juillet 2005.

En revanche, la stratégie de dispersion et de *franchising* a porté ses fruits. Des organisations sont nées et se sont développées dans le Sahel, en Afrique de l'Ouest et de l'Est, dans la péninsule Arabique… Surtout, les États-Unis, en se lançant dans une désastreuse opération en Irak, ont permis au djihad mondial de trouver une deuxième vie.

Voulue par George W. Bush et les néoconservateurs qui l'entouraient, l'invasion de l'Irak qui débutera le 20 mars 2003 est une erreur stratégique majeure. Premièrement, la guerre a été lancée sous de faux prétextes. L'Irak de Saddam Hussein n'avait rien à voir ni de près ni de loin avec les attentats du 11 septembre, n'entretenait aucune relation avec al-Qaida, et Bagdad, contrairement à ce qui avait été prétendu, ne disposait d'aucun programme de fabrication d'armes de destruction massive. Deuxièmement, pour attaquer l'Irak, Washington a considérablement affaibli son dispositif militaire et de renseignement en Afghanistan, laissant ainsi les Talibans et les moudjahidin reconstituer leurs forces[249]. Troisièmement, certains

épisodes de la guerre, comme les tortures infligées aux prisonniers d'Abu Ghraïb, ont gravement nui à l'image des États-Unis et de leurs alliés.

Ce conflit a créé un véritable « appel d'air » pour le djihad et a suscité l'apparition d'une nouvelle génération de djihadistes. Surtout, le pays a été détruit, son équilibre fragile totalement bouleversé et des centaines de milliers de vies ont été gaspillées dans les conflits sectaires entre chiites et sunnites, et entre islamistes et laïcs, qui ont suivi l'invasion et se poursuivent douze ans plus tard.

C'est dans ce nouveau « chaudron du diable » qu'est apparue l'organisation qui représente aujourd'hui la principale menace sécuritaire que l'Occident ait eu à affronter depuis des décennies, et peut-être depuis la Seconde Guerre mondiale : l'État islamique.

219. Voir chapitre 8, p. 209.
220. Condamné deux fois à mort par contumace (en 1981 et en 1985), Mustapha Moti vit aujourd'hui en exil.
221. Redouane Hamadi, Stéphane Aït-Idir et Tarek Fellah. Les deux premiers ont été condamnés à mort, une peine qui n'est plus exécutée au Maroc depuis 1993. Ils sont toujours détenus à Kénitra.
222. Voir, entre autres, *La Guerre sans visage*, *op.cit*.
223. Entretien avec Frank Berton, Lille, 1997.
224. Après avoir été rebaptisée Division nationale antiterroriste (DNAT), la 6e DCPJ est aujourd'hui connue sous le nom de Sous-Direction antiterroriste (SDAT).
225. J'ai eu, il y a une quinzaine d'années, accès au compte-rendu d'écoute. Ces propos sont donc retranscrits *verbatim*.
226. Rachid Ramda a été condamné le 13 octobre 2009 à la détention criminelle à perpétuité assortie d'une peine de vingt-deux ans de sûreté.
227. Lionel Dumont, qui avait entre-temps rejoint les filières d'al-Qaida, finira pourtant par être arrêté en Allemagne en décembre 2003. Extradé vers la France, il a été condamné à deux reprises, le 16 décembre 2005 (trente ans de réclusion criminelle, dont vingt ans de peine de sûreté) et le 5 avril 2007 (vingt-cinq ans de réclusion criminelle, dont seize ans et quatre mois de peine de sûreté). Théoriquement libérable en 2023, il a été mis en examen le 21 juillet 2011 pour association de malfaiteurs en vue de préparer une évasion.
228. Ici aussi, j'ai eu accès aux pièces de la procédure et toutes les citations sont *verbatim*.
229. Ahmed Zaoui, placé en résidence surveillée, s'enfuit pour la Suisse puis pour le Burkina Faso et enfin la Nouvelle-Zélande où il demanda l'asile politique. Après une longue bataille juridique et un emprisonnement, il obtint gain de cause et acquit la nationalité néo-zélandaise en mai 2014.
230. Depuis, Hassan Hattab a rompu avec son passé et soutenu la politique de réconciliation nationale algérienne. Il réside dans une confortable villa de Ben Aknoun, dans les hauteurs de la banlieue ouest de la capitale et jouit de la protection des services de sécurité algériens.
231. Les prémices et les modes d'action de l'intervention américaine en Afghanistan ont été remarquablement racontés dans un livre de Georges Crile, *Charlie Wilson's War : the extraordinary story of how the wildest man in Congress and a rogue CIA agent changed the history of our times* (Grove Press, New York, 2003). Ce livre a été adapté au cinéma en 2007 par Mike Nichols sous le titre *Charlie Wilson's War* (*La Guerre selon Charlie Wilson*).
232. Cité dans Jason Burke, *Al-Qaida, la véritable histoire de l'islam radical* (La Découverte, 2005).

233. Ceux de mes lecteurs qui s'intéressent aux débuts d'al-Qaida et à son histoire pourront se référer à trois de mes ouvrages : *La Guerre sans visage* (Michel Lafon, 2002), *Djihad, histoire secrète des hommes et des réseaux en Europe* (Ramsay, 2004) et *Guerre secrète* (Erik Bonnier, 2011). Ils consulteront aussi avec profit Peter Bergen, *Guerre sainte multinationale* (Gallimard, 2002), ou encore Rohan Gunaratna, *Inside Al Qaida global network of terror* (Berkley Books, New York, 2003).
234. Voir chapitre 8, p. 205.
235. Au début des années 2000, Mohammed sera arrêté par les Américains, apparemment lassés de son double jeu, et jugé pour cinq accusations de conspiration « dans le but de tuer des citoyens américains ». Il ne sera toutefois jamais condamné, le prononcé du jugement étant reporté *sine die*. Il vit actuellement en régime de semi-détention ou de résidence surveillée quelque part aux États-Unis.
236. Je me base ici sur certains témoignages d'Ali Mohammed auxquels j'ai pu avoir accès, à Washington, au début des années 2000.
237. Les événements de Mogadiscio ont donné lieu à un livre d'enquête de Mark Bowden : *Black Hawk Down, a Story of Modern War* (Atlantic Monthly Press, Berkeley, 1999). Le livre a été adapté au cinéma en 2001 par Ridley Scott : *Black Hawk Down*. Il existe en version française sous le titre *La Chute du Faucon noir*.
238. « *These things happened. They were glorious and they changed the world… and then, we fucked up the end game.* » Cette citation clôt le film *Charlie Wilson's War*. Charlie Wilson est mort le 10 février 2010.
239. Depuis, Nosair a été condamné à la prison à vie plus quinze ans, et Abou Halima à deux cent quarante années de prison sans possibilité de libération sur parole.
240. Ramzi sera condamné à trois peines de prison : deux fois la perpétuité et une fois deux cent quarante années de détention.
241. Ajaj sera condamné à cent quinze ans de prison.
242. Plusieurs séjours à Washington, au début des années 2000, et de nombreux entretiens avec Mike Scheuer et d'autres officiers de la CIA m'ont permis de me faire une idée assez nette du travail d'Alec Station, dont j'ai décrit la genèse et le fonctionnement dans *Guerre secrète*, *op. cit*.
243. Voir *Guerre secrète*, *op.cit.*, et Richard Miniter, *Losing Bin Laden : How Bill Clinton's Failures unleashed Global Terror* (Regnery Publishing, Washington, 2003).
244. On en trouvera le texte complet sur le site de la Federation of American Scientists : http://fas.org/irp/world/para/docs/980223-fatwa.htm
245. Initialement condamné à vingt-deux ans de prison le 27 juillet 2005, Ressam est détenu à la prison *supermax* (de sécurité absolue) ADX Florence dans le Colorado, où sont également enfermés une vingtaine d'autres membres d'al-Qaida, dont le Français Zacarias Moussaoui. Il est engagé dans une procédure d'appel et son cas n'est pas encore définitivement tranché.
246. Très exactement par un détachement du United States Naval Special Warfare Development Group, les forces spéciales de l'US Navy, aussi appelé DEVGRU ou Seal Team Six.
247. « Al Qaeda's advice for Mujahideen in Iraq : lessons learned in Afghanistan », document du 14 avril 2003, diffusé en traduction anglaise avec le texte original arabe par le site www.intelcenter.com
248. De son vrai nom Mohammed Salah al-Din Zaidan, al-Adel a été colonel dans les forces spéciales égyptiennes avant de rallier le djihad. Il a occupé de très hautes fonctions au sein d'al-Qaida en devenant le chef « par intérim » à la mort de Ben Laden. Il vivrait aujourd'hui en Iran, sous étroite surveillance.
249. Sur les causes, la conduite et les conséquences de la guerre en Irak, voir mon ouvrage, *Guerre secrète*, *op. cit*.

11

Naissance et développement de l'État islamique

L'ancêtre du groupe qui allait, un jour, se transformer en État autoproclamé et faire trembler le monde a vu le jour en 1999. Une naissance sans tambour ni trompette, au fin fond de la Jordanie. Il vivotera chichement pendant quelques années avant que l'invasion américaine de l'Irak ne lui permette de sortir de l'ombre. Proche d'al-Qaida pendant des années, c'est pourtant après avoir rompu avec cette dernière, et en tirant profit de la guerre civile syrienne, qu'il sera propulsé à la première place de la galaxie terroriste mondiale.

Abou Moussab al-Zarqawi, truand, psychopathe et chef de guerre

À l'origine de tout, un homme : Ahmad Fadeel al-Nazal al-Khalayleh, né en Jordanie, dans une famille palestinienne pauvre, en 1966. Il grandit dans la sinistre ville industrielle et minière de Zarqa, à vingt-cinq kilomètres au nord-est d'Amman. Zarqa était alors une cité comptant environ cent mille habitants – ils sont aujourd'hui plus de sept cent mille mais la ville n'y a guère gagné de charme.

Dès son adolescence, le jeune homme se fait remarquer par sa violence. C'est un voyou, sans foi ni loi, qui totalisera rapidement près de quarante arrestations et traîne une réputation d'alcoolique. En 1989, après avoir semble-t-il été « réislamisé » dans des cercles salafistes, il décide de changer de vie et gagne l'Afghanistan. Las, la guerre contre les *chouravis* (les « Russes ») vient de se terminer. Il traîne son désœuvrement, ses rêves de grandeur et sa soif d'action dans les camps des moudjahidin arabes et y rencontre Oussama Ben Laden, qui n'est son aîné que de quelques années.

D'après plusieurs services de renseignement, il participe alors à la création de *Jund al-Sham* (« Les soldats du Levant », *Sham* désignant en arabe à la fois l'Orient et la Syrie), petite organisation djihadiste fondée en Afghanistan et financée par OBL. Celui-ci fait don de quelque deux cent mille dollars à son protégé – qui prend le nom de guerre d'Abou Moussab

al-Zarqawi – et l'installe dans le camp al-Matar, près de Herat, dans le nord-ouest du pays. Peu après son retour au pays, en 1992, il est arrêté. On trouve des armes et des explosifs dans son logement. Direction : la prison.

Libéré en 1999, al-Zarqawi est rapidement impliqué dans différents complots ; démasqué, il s'enfuit au Pakistan et, de là, passe en Afghanistan. Il retrouve Ben Laden qui met à nouveau la main au portefeuille et l'aide à installer un nouveau camp d'entraînement près de Herat. C'est là que naît le *Jama'at al-Tawhid wal-Jihad* (JTJ ou « Organisation du Monothéisme et du Djihad »), lointain ancêtre de Daech, dont il est, cette fois, le seul maître.

Son but premier est de renverser le régime « impie » de Jordanie, mais il se trouve toujours en Afghanistan lors de l'intervention internationale d'octobre 2001. Selon certaines sources, il aurait même été blessé, mais les informations dont on dispose à cet égard sont fragmentaires et contradictoires. On évoque tantôt une blessure au combat, tantôt les suites de l'effondrement d'une maison bombardée… De même, on le dit blessé à la cage thoracique, à l'épaule ou à une jambe – qu'il aurait perdue, selon certains…

Toujours est-il qu'il retourne vers son pays d'origine auréolé du prestige des combattants. Il y organise quelques attentats dont, sans doute, celui qui coûtera la vie au diplomate américain Laurence Foley, responsable de la coopération à l'ambassade d'Amman abattu le 28 octobre 2002[250].

Mais c'est l'invasion américaine de l'Irak qui va lui amener ses heures de gloire. Une gloire bien sanglante, qui préfigure déjà, mais à une moindre échelle, les multiples horreurs perpétrées par l'État islamique.

Dès le déclenchement des hostilités, ou même peut-être un peu avant, il a gagné le Pays des deux Fleuves – en référence au Tigre et à l'Euphrate. Le 7 août 2003, c'est l'attentat contre l'ambassade de Jordanie à Bagdad (17 morts, 40 blessés). Deux semaines plus tard, l'attentat contre le Canal Hotel qui abrite le QG de l'Onu en Irak : 23 morts (dont Sergio Vieira de Mello, représentant personnel du secrétaire général des Nations unies) et une centaine de blessés. Ces deux attaques marquent le début du djihad en Irak.

Le groupe d'al-Zarqawi multiplie les attentats – souvent des attaques suicides – dirigés contre la présence étrangère (Américains, Britanniques, Italiens…), les nouvelles autorités irakiennes, la police, les chiites ou les chrétiens. Entre août 2003 et décembre 2004, près de six cents personnes seront massacrées par les djihadistes et des milliers d'autres blessées.

Quand ils ne fabriquent pas leurs bombes, les hommes de Zarqawi se livrent à une autre sinistre activité : l'enlèvement d'étrangers, dont

beaucoup sont égorgés devant des caméras[251].

Al-Qaida en Irak

En octobre 2004, la JTJ prête le serment d'allégeance à Oussama Ben Laden et change de nom, pour devenir *Tanzim Qaidat al-Jihad fi Bilad al-Rafidayn* (« Organisation du Djihad d'al-Qaida au Pays des deux Fleuves ») qui sera surtout appelé « al-Qaida en Irak » (AQI). Le changement de nom n'augure en aucune manière une modification des méthodes. Violences et crimes se multiplient : plus de 700 morts en 2005, plus de 2 000 en 2006. Et des milliers de blessés.

Ces chiffres ne peuvent qu'être très approximatifs : les années 2004-2008 sont celles du plus grand chaos en Irak. Chaque jour, des bombes explosent et des embuscades sont tendues. Certains attentats – notamment contre les mosquées ou des marchés chiites – feront des centaines de morts en une seule frappe ; tous les corps ne sont pas toujours identifiés, ni même retrouvés. Beaucoup d'entre eux sont enterrés à la va-vite, dans des fosses communes. Au pire moment, c'est-à-dire entre fin 2005 et le milieu de 2007, on recensera parfois jusqu'à 100 ou 130 morts par jour !

Le 7 juin 2006, date à marquer d'une pierre blanche, al-Zarqawi paye enfin ses crimes : il est tué dans une frappe américaine. Abou Ayub al-Masri, qui lui succède le 12 juin, est un Égyptien, comme son nom de guerre l'indique. « Éduqué » chez les Frères musulmans, il a rapidement rejoint Ayman al-Zawahiri en Afghanistan en 1999, avant de venir épauler – et sans doute surveiller – al-Zarqawi en Irak, où il sera, pour le compte de la « maison-mère » al-Qaida, son principal lieutenant.

Cinq mois après la mort de Zarqawi, son groupe change à nouveau de nom et devient l'État islamique d'Irak (EII), mais par facilité, la plupart des observateurs et experts continueront à l'appeler « al-Qaida en Irak ». Le projet politique révélé par cette nouvelle dénomination est pourtant particulièrement intéressant. Les insurgés salafistes, au sommet de leur puissance, sont très présents dans les provinces d'Anbar, de Diyala et autour de Bagdad : le plan qui prévaut est de prendre le contrôle total du centre et de l'ouest de l'Irak, en chassant les troupes américaines et irakiennes, et d'y établir un véritable État.

La nouvelle stratégie adoptée à la Maison-Blanche, et mise en œuvre par le général David Petraeus, le Surge, va faire barrage à cette ambition.

Le Surge consiste à redéployer massivement de nouvelles troupes sur le terrain pour sécuriser les zones vitales, les axes de communication, et repasser à l'offensive. Entre le 10 février 2007 (date de sa prise de

commandement) et le 16 septembre 2008 (depuis avril 2008, il dirige également le United States Central Command, ou CentCom, dont la zone d'action s'étend du Moyen-Orient à l'Asie centrale et englobe donc à la fois l'Irak et l'Afghanistan), Petraeus va démontrer l'efficacité des mesures de contre-insurrection, dont il est sans doute le meilleur spécialiste aux États-Unis.

Comprendre et combattre l'insurrection

Le fait que nous soyons confrontés, depuis 2001, non seulement à des organisations terroristes mais aussi à des mouvements insurrectionnels – en Afghanistan et en Irak, bien entendu, mais aussi au Yémen, en Somalie, au Nigeria, dans le Sahel – explique pour une large part que ces entités aient pu survivre aux formidables coups de boutoir américains et alliés.

En effet, la guerre contre-insurrectionnelle répond à des règles claires et immuables. On estime parfois que dans un conflit traditionnel entre États, celui qui perd au moins 30 % de ses forces combattantes est condamné et finira par être vaincu. Rien de tel dans l'insurrection. Il suffit de continuer à disposer des moyens nécessaires pour perpétrer, de temps à autre, une action « militaire »… et les insurgés ne sont pas battus. Pour l'emporter dans ce type de conflit, les forces légalistes doivent absolument écraser et éradiquer l'insurrection – ou l'amener à renoncer au combat, comme ce fut le cas avec l'IRA en Ulster. Tant que les insurgés peuvent combattre et commettre des attaques significatives, ils gardent l'avantage politique. L'insurrection a donc seulement besoin de survivre pour ne pas être vaincue. Et tel était bien le cas en décembre 2001 en Afghanistan, puis en 2007 en Irak. En Afghanistan, les Talibans et al-Qaida étaient certes dispersés et en fuite, durablement affaiblis, mais ils n'avaient pas été vaincus de manière décisive et n'avaient pas reconnu leur défaite. Il en va de même avec al-Qaida, six ans plus tard, en Irak.

Dès le premier abord, la stratégie à développer eût donc été celle de la contre-insurrection classique, telle qu'elle a été théorisée par le Français David Galula, en 1963.

Mort jeune – il avait quarante-neuf ans lorsqu'il fut emporté par un cancer du poumon –, Galula était un militaire atypique. Entré à Saint-Cyr à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il participa aux combats de la Libération puis fut un observateur et un acteur des guerres révolutionnaires qui accompagnèrent ou suivirent la décolonisation. Il fut ainsi en poste en Chine et assista à la victoire de Mao Zedong. En Grèce, il fut le spectateur de la défaite de l'insurrection communiste. Revenu en Extrême-Orient, il observa de près les guérillas menées en Indochine, en Malaisie et aux

Philippines. Commandant de compagnie puis chef de corps adjoint d'un bataillon d'infanterie coloniale durant les premières années de la guerre d'Algérie, il put ensuite mettre en pratique les méthodes qu'il avait conçues en décryptant celles des insurgés avant d'être transféré à l'état-major.

Ayant quitté l'armée, il s'installa aux États-Unis et devint chercheur associé à Harvard. C'est là qu'il publia un petit livre qui, plus de quatre décennies plus tard, est considéré comme la Bible de la contre-insurrection : *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*[252]. Dans la préface à la récente édition française de cet ouvrage, le général David Petraeus, estimant que « toute expérience de guerre non complétée par la réflexion intellectuelle n'est qu'une longue succession d'horreurs absurdes », lui a rendu le plus bel hommage : « Bernard Brodie disait du *De la guerre* de Clausewitz qu'il s'agissait "non seulement du plus grand, mais du seul grand livre jamais écrit sur la guerre". De la même façon, on peut dire de l'ouvrage de Galula qu'il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle. »

Galula n'est pourtant pas le seul théoricien français de la contre-insurrection. Deux ans avant lui, en 1961, le colonel Roger Trinquier – qui avait combattu en Indochine et durant la campagne de Suez avant de devenir l'adjoint du général Massu lors de la bataille d'Alger, puis de guerroyer en Kabylie et en Oranie – avait publié *La Guerre moderne*[253]. Sans trahir sa pensée, on peut avancer que Trinquier, fortement influencé par son expérience de la Bataille d'Alger, définit les conditions de la victoire comme étant l'utilisation massive de méthodes extrêmement coercitives. Il justifie ainsi l'emploi de la torture contre des rebelles qui pratiquent le terrorisme et ont perdu tout droit d'être traités en soldats. Il plaide par ailleurs pour la création de « hameaux stratégiques » destinés à protéger la population.

Galula, lui, insiste sur le caractère éminemment politique de l'insurrection, et donc sur le fait que la contre-insurrection se doit d'être tout aussi « politique ». Il ne s'agit pas de se lancer dans une compétition avec l'ennemi, qui ne peut se terminer que par une escalade dangereuse dans la violence et l'horreur, mais de démontrer aux populations l'illégitimité de la rébellion et, *a contrario*, la légitimité du pouvoir légal. Malheureusement, David Galula – qui est aujourd'hui plus célèbre dans les écoles militaires américaines[254] qu'en France – a été redécouvert fort tard. Mais que nous explique-t-il exactement ?

De manière succincte, disons qu'il définit un schéma opératoire en huit phases.

La première consiste à « écraser ou anéantir » la rébellion dans des régions sélectionnées, mais sans considérer ce volet comme une fin en soi. La guerre contre-insurrectionnelle ne se gagne pas par des moyens uniquement militaires. Ceux-ci doivent toutefois être utilisés avec détermination et intelligence. Ce sont les forces loyalistes qui choisiront le lieu de l'affrontement et mettront en ligne une supériorité suffisante pour battre l'ennemi sans coup férir. Dans le même temps, une intense propagande sera développée à l'intention de la population, non pour la rallier – et risquer ainsi de l'exposer à des représailles –, mais pour s'assurer sa neutralité.

Dans une deuxième phase, on déploiera des troupes, en petites unités très mobiles, au plus près de la population, à la fois pour protéger celle-ci et pour empêcher le retour des insurgés. À ce stade, la propagande vise à faire comprendre que les loyalistes sont là pour longtemps et que l'on peut donc envisager de s'engager à leurs côtés. La troisième étape consiste à reprendre le contrôle politique de la population. Les buts poursuivis ici sont de rétablir l'autorité loyaliste, d'isoler davantage la guérilla et de recueillir du renseignement opérationnel.

On pourra ensuite passer à la quatrième étape : la destruction de l'appareil politique de l'insurrection par l'arrestation de ses agents et le démantèlement de ses cellules de propagande et de recrutement. La cinquième phase verra l'organisation d'élections locales et, au cours de la sixième, on mettra à l'épreuve les dirigeants élus – tout en assurant leur protection. Au cours de la septième étape, on créera un parti politique regroupant les dirigeants locaux les plus capables. Enfin, la huitième et dernière étape consistera à rallier, pousser au départ ou éliminer les derniers insurgés.

Pour appliquer cette stratégie avec le maximum d'efficacité, on veillera évidemment à agir à la fois sur les plans sécuritaire, militaire, politique et social. Il ne s'agit pas de contraindre la population à se détacher de la rébellion et à revenir vers les forces légales, mais bien de lui faire comprendre que l'insurrection n'a pas d'avenir et que les autorités seules peuvent assurer la protection et le bien-être du peuple. Ainsi, en gagnant « la bataille des cœurs et des esprits », on asséchera peu à peu le marais dans lequel vit l'insurrection – « le révolutionnaire est au sein du peuple comme un poisson dans l'eau », a écrit Mao Zedong – et on isolera l'ennemi afin de le détruire, ou de le réduire à un niveau auquel il ne présente plus de dangerosité réelle.

Ce type de guerre sous-entend l'emploi massif de la troupe afin de « quadriller le territoire ». En Algérie, par exemple, le contingent français

compta jusqu'à cinq cent mille soldats. Cette guerre contre-insurrectionnelle implique également que la sécurité des populations et de ses dirigeants loyalistes puisse être assurée et, enfin, que le pouvoir soit légitime et efficace afin que la population bénéficie réellement de son action et le respecte.

2007-2014 : de la déroute de l'insurrection islamiste à sa renaissance

Ce n'est pas pour étaler ma culture stratégique que je me suis attardé à expliquer la pensée de David Galula. Il s'agit de montrer que les forces légales ont été victorieuses quand elles l'ont appliquée, mais ont perdu la partie pour en avoir négligé l'essentiel.

L'application des méthodes de Galula par le général Petraeus se traduit, dès les premiers mois, par un net recul de l'État islamique. Dès juillet 2007, soit moins de cinq mois après la prise de fonction du général, l'EII perd ses bastions du centre de l'Irak et doit se concentrer dans la région de Mossoul, dans le nord du pays. Contenue puis battue sur le terrain, l'organisation voit son contrôle des populations s'effriter et, pour les punir de leur « trahison », se lance dans une série d'attaques meurtrières contre les tribus sunnites qui avaient été ses soutiens, se coupant ainsi de la grande masse de ses alliés potentiels. En 2010, le commandement américain estimait que 80 % des quarante-deux principaux chefs de l'EII avaient été tués – dont Abou Ayyub al-Masri et son successeur, Abou Omar al-Baghdadi – ou arrêtés et que le groupe avait « perdu le contact avec le commandement central d'al-Qaida au Pakistan[255] ».

Du point de vue militaire, donc, la stratégie a été parfaitement exécutée et a porté ses fruits : l'État islamique en Irak est en déroute. Malheureusement, les volets politiques de la contre-insurrection ne sont pas aussi bien appliqués – mais ceci, il est vrai, n'est pas du ressort de David Petraeus. Là où le bât blesse, c'est dans le choix des personnels politiques qui doivent gagner la population à leurs vues. La guerre des cœurs et des esprits qui va être perdue.

L'homme fort de Bagdad mis en place par les Américains est alors Nouri al-Maliki, un ancien activiste chiite – durant la dictature de Saddam Hussein, il a vécu en exil à Téhéran puis à Damas, d'où il a organisé des attentats contre les intérêts irakiens à l'étranger. Il aurait fallu à l'Irak un homme capable de « forcer à la réconciliation » entre chiites et sunnites et d'offrir à ces derniers non seulement la protection de l'État, mais aussi une juste place dans la société. Le Premier ministre al-Maliki est tout le

contraire. C'est un sectaire, totalement et exclusivement dévoué aux intérêts des chiites, une marionnette aux mains des maîtres de Téhéran. Il truffe d'agents iraniens les plus hauts niveaux de son administration, mais aussi de l'armée et des services de renseignement et de sécurité. Sous son gouvernement, les escadrons de la mort chiites – souvent formés, armés et entraînés par le ministère de l'Intérieur – enlèvent, torturent et assassinent des centaines, si ce n'est des milliers de dignitaires sunnites. Certains matins, des dizaines de corps mutilés sont retrouvés au bord des routes ou dans des décharges publiques. Ainsi, les tribus sunnites du centre de l'Irak – et particulièrement de la province d'Anbar – dont la défection avait été cruciale pour battre l'EII se détournent du gouvernement Maliki ou recommencent à soutenir les djihadistes.

C'est dans ce contexte que, le 16 mai 2010, Abou Bakr al-Baghdadi devient le nouveau chef de l'EII.

De son vrai nom Ibrahim Awad Ibrahim Ali al-Badri, il est probablement, car de nombreuses zones d'ombre demeurent dans sa biographie, né en 1971 à Samarra. Ayant reçu une éducation religieuse, il œuvre à partir de ses vingt-trois ans dans une petite mosquée de la banlieue ouest de la capitale et est décrit par ceux qui l'ont côtoyé à l'époque comme « discret », voire « insignifiant ».

Après l'invasion de 2003, il rejoint rapidement la frange islamiste de l'insurrection mais continue à cultiver le secret. Il entretient le mystère sur son passé, parle à peine, a fort peu de contacts avec ses subordonnés, évite d'être photographié et, contrairement aux autres chefs de la mouvance salafiste, répugne aux apparitions dans des vidéos de propagande, ce qui lui vaudra le surnom de « Cheikh invisible[256] ». C'est après un internement[257] à Camp Bucca, un centre de détention de l'armée américaine, qu'il rejoint l'État islamique en Irak, ou plus exactement la mouvance qui prendra un jour ce nom, et entame son ascension dans l'appareil clandestin.

À la tête de l'EII, pourtant déjà réputé pour sa brutalité, l'homme va se faire remarquer par sa férocité. On lui attribue entre autres l'attaque-suicide contre la mosquée sunnite Umm al-Qura (trente-deux morts, le 28 août 2011). Pendant le printemps et l'été 2011, l'EII revendiquera vingt-trois attentats à Bagdad ; le deuxième semestre de la même année verra plusieurs dizaines de nouvelles attaques qui feront près de cent cinquante morts et des centaines de blessés. L'escalade continue en 2012 et l'année suivante, avec un total d'au moins mille morts pour le seul mois de juillet 2013, un triste record qui rappelle les pires moments de 2005 ou 2006.

Le miracle syrien et la naissance de l'État islamique

En mars 2011, lorsque la situation commence à dégénérer en Syrie, al-Baghdadi comprend qu'il y a là une formidable carte à jouer. Durant l'été, il envoie de l'autre côté de la frontière quelques membres aguerris de son organisation chargés de mettre sur pied une nouvelle structure qui annoncera sa création le 23 janvier 2012, sous le nom de *Jabhat al-Nusra li Ahl al-Sham* (« Front de soutien du peuple du Sham »).

Le principal de ses envoyés est Abou-Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed Hussein al-Shar'a. Âgé de plus de trente-cinq ans, al-Joulani est déjà un vétéran de la guerre sainte. Né dans une famille de la bourgeoisie syrienne (son père est ingénieur des pétroles et auteur de plusieurs ouvrages d'économie, sa mère enseigne la géographie), il a fréquenté les meilleurs lycées de la capitale et commencé des études universitaires en communication à l'université de Damas, mais les a interrompues pour rejoindre le djihad en Irak après l'invasion de 2003.

De nombreux détails de sa biographie restent inconnus, mais l'on sait qu'il a été proche d'al-Zarqawi, puis d'Abou Bakr al-Baghdadi, qu'il a probablement rencontré lors d'une période de détention à Camp Bucca[258]. Lorsqu'il est renvoyé en Syrie et y crée al-Nosra, il est l'un des principaux hommes de confiance de son chef. Seize mois plus tard, ils se déchireront.

Le 8 avril 2013, alors que le Front al-Nosra s'est installé comme l'une des principales organisations islamistes s'opposant au régime de Bachar al-Assad, al-Baghdadi fait diffuser un communiqué enregistré dans lequel il explique qu'al-Nosra a été créé par l'État islamique en Irak et que les deux organisations viennent de fusionner pour créer l'État islamique en Irak et en Syrie.

Mais al-Baghdadi sait que certains, au sein d'al-Nosra, à commencer par al-Joulani, sont en désaccord avec cette stratégie. Il lui faut donc jouer son va-tout. Un témoignage récent, mais à ce jour unique, et donc difficile à vérifier, éclaire ce qui s'est passé dans la première quinzaine de ce mois d'avril 2013. Il s'agit de celui d'Abou Ahmed, un volontaire syrien qui a rejoint les rangs djihadistes dès 2012[259].

Vers le 15 avril 2013, la ville de Kafr Hamra, dans le gouvernorat d'Alep, est le théâtre de rencontres qui vont marquer l'histoire du djihad. D'un côté Abou Bakr al-Bagdadi et un de ses seconds, Haji Bakr[260]. De l'autre, Abou al-Atheer[261], dirigeant du *al-Majlis Shura Mujahideen* (MSM), le principal mouvement djihadiste du nord de la Syrie, contrôlant une vaste région allant d'Alep à Homs, Abou Mesaab al-Masri, un chef djihadiste égyptien influent, Abou Omar al-Chichani[262], un Géorgien venu du Caucase pour

combattre le régime syrien, Abou al-waleed al-Libi, un djihadiste libyen, Abed al-Libi, l'un des chefs de la *Katiba al-Battar*[263], et deux officiers de renseignement du Front al-Nosra.

Cette véritable conférence au sommet ne durera pas moins de cinq jours. Abou Bakr al-Baghdadi tente de convaincre ses interlocuteurs que leurs groupes doivent quitter al-Joulani et al-Nosra et se rassembler sous sa direction. Les autres hésitent et font remarquer qu'ils ont, pour la plupart, prêté allégeance à Ayman al-Zawahiri et à al-Qaida et ne peuvent les trahir. Il les rassure : il a prêté le même serment mais l'a gardé secret, à la demande expresse d'al-Zawahiri, mais c'est bien sur ordre de ce dernier qu'il agit. C'est un double mensonge, mais qui le sait ?

Vient ensuite une question encore plus sensible : al-Baghdadi affirme que l'heure est venue de créer un Califat, un État islamique, un pas qu'Oussama Ben Laden et son successeur se sont toujours refusés à franchir. On lui objecte que sortir de la clandestinité équivaut à attirer une riposte militaire forte de l'ennemi qui saura désormais qui attaquer et où.

Mais le Cheikh invisible dispose d'un argument de poids : la création d'un *Dawla* (un « État ») pourra agir comme un catalyseur et attirer des milliers sinon des millions de musulmans vers le djihad qui, désormais, aura une adresse.

Jour après jour, les discussions qu'on imagine fiévreuses se poursuivent, à peine entrecoupées de repas composés de poulet rôti et de frites, arrosés de Coca-Cola que les hommes prennent dans la pièce même où ils palabrent. Quand le soir tombe, le Cheikh invisible, Haji Barkr et leurs gardes du corps remontent dans leur voiture et gagnent un endroit secret où ils passent la nuit.

Le cinquième jour, enfin, al-Baghdadi l'emporte. Tous les chefs présents lui prêtent allégeance et le reconnaissent pour leur Émir. On introduit ensuite des combattants de chaque groupe, qui a désormais disparu pour se fondre dans la nouvelle organisation, qui répètent à leur tour le *ba'yat* (serment). Dans les jours qui suivent, des centaines puis des milliers de combattants les imitent. Parmi eux, nombre de « soldats » et de cadres du Front al-Nosra.

29 juin 2014 : création du Califat

Ayman al-Zawahiri prendra rapidement position contre le coup de force d'al-Baghdadi. En quelques mois, les relations entre al-Qaida et l'ISIS vont se refroidir et en février 2014, la rupture est consommée.

Au-delà des querelles, des divergences stratégiques importantes séparent al-Nosra, toujours soutenue par al-Qaida, et l'ISIS. La première souhaite avant tout renverser le régime syrien en jouant le jeu d'une alliance avec les autres forces d'opposition ; la seconde vise prioritairement à conquérir des territoires pour y imposer la stricte observance de la chari'a. Mais l'extrême brutalité de ses méthodes va favoriser les projets d'ISIS, qui combat davantage al-Nosra et les autres groupes armés que les forces loyalistes de Bachar al-Assad. Rapidement, le groupe d'al-Baghdadi prend la prééminence sur une grande part du centre et du nord de la Syrie, et s'empare de villes-clés qui lui permettent de s'assurer le contrôle des frontières turque, irakienne puis jordanienne, et donc celui des flots d'armes et de combattants étrangers qui s'écoulent en Syrie.

Le 29 juin 2014, al-Baghdadi se sent assez fort pour proclamer un « Califat mondial » placé sous sa direction et qui prend l'appellation d'État islamique – aussi désigné sous le nom de *Da'ish* ou *Daesh*, acronyme arabe d'« État islamique d'Irak et du Levant ». L'État islamique affirme ainsi qu'il entend exercer l'autorité religieuse, politique et militaire sur l'ensemble des musulmans du monde.

La création du Califat, notons-le, illustre une autre divergence stratégique majeure entre al-Qaida et l'État islamique. Là où la première souhaitait fédérer les « musulmans du monde » pour attaquer l'Occident frontalement et l'amener à cesser son soutien aux régimes apostats, le second s'est concentré sur des objectifs locaux qui transparaissaient déjà dans ses choix tactiques des années 2005-2007 : « libérer » des territoires, les purger de tout ennemi ou déviant, et y mettre sur pied une gouvernance « islamique » pure et pérenne.

Soulignons-le : plusieurs responsables et idéologues d'al-Qaida comme Hareth al-Nadari (le 11 novembre 2014), mais aussi Abdelaziz al-Tarifi, Hamed al-Ali et Abou Bassir al-Tartoussi ont dénoncé la création du Califat qui, selon eux, ne s'est pas déroulée dans le respect des procédures islamiques et aura pour effet de « diviser la communauté musulmane ».

2014-2015 : montée en puissance d'une nouvelle menace mondiale

L'ascension de l'EI sera fulgurante.

Sur le terrain, tout en consolidant sa mainmise sur une grande partie de la Syrie, al-Baghdadi lance une offensive vers l'Irak et conquiert, en quelques semaines à peine, entre un quart et un tiers de son territoire. Il ne sera arrêté, le 13 octobre 2014, qu'à moins de vingt-cinq kilomètres de Bagdad.

Au plan international, si la totalité des pays musulmans et l'immense majorité des dirigeants religieux – de même que la direction d'al-Qaida – ont bien évidemment rejeté la prétention d'al-Baghdadi de se proclamer calife et ont contesté la légitimité religieuse et politique de l'État islamique, plusieurs groupes et organisations salafistes dispersés dans le monde prêtent le serment d'allégeance au nouvel homme fort de la région. De même que des milliers de personnes à titre individuel.

Dès le 23 juillet 2014, le groupe philippin *Abu Sayyaf* rompt avec al-Qaida et rejoint l'EI. En septembre, en Kabylie, un groupe de combattants d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) décide de se séparer de cette organisation et fonde *Jund al-Khilafah* (« Les Soldats du Califat »). En novembre, c'est au tour des Égyptiens d'*Ansar Bait al-Maqdis* (« Armée de la Maison Sainte ») de se rallier et de prendre le nom de *Wilayat Sinaï* (« Province du Sinaï »). Début 2015, c'est en Libye, en Ouzbékistan et en Afrique de l'Ouest – avec le ralliement de Boko Haram le 7 mars), que l'EI s'installe.

Son « débarquement » en Libye et dans le Sinaï, de même que son rapprochement avec Boko Haram sont d'une importance extrême pour l'EI. En Libye, en Égypte et en Afrique de l'Ouest, des territoires sont déjà contrôlés par ceux qui lui prêtent allégeance ; al-Baghdadi peut donc espérer y voir se développer de véritables zones franches échappant au contrôle des États – ce qui est déjà le cas en Libye où, depuis la désastreuse intervention menée à l'initiative de la France, l'État n'a plus d'existence que virtuelle et n'exerce que très peu d'autorité. Une gouvernance inspirée de celle du Califat pourrait donc y voir le jour.

Certes, il n'y aura pas de continuité territoriale entre les différentes zones dirigées par l'EI et ses franchises, mais une sorte d'« État dispersé » pourrait naître. Les désordres locaux, l'impuissance des gouvernements concernés et l'impossibilité pour l'Occident d'intervenir partout à la fois pourraient permettre d'étendre ces « zones libérées » et de donner plus de consistance au Califat… tout en créant autant « d'abcès de fixation » qui épuiseraient l'adversaire et feraient diminuer la pression internationale sur la « maison-mère » du Califat en Syrie et en Irak.

D'où l'importance symbolique de la référence faite fin 2014 par l'EI à « l'annexion » de provinces en Algérie (*Wilayat al-Jazair*), en Libye (*Wilayat al-Barqah*, *Wilayat al-Tarabulus* et *Wilayat al-Fizan*), dans le Sinaï (*Wilayat Sinai*) ou en Arabie saoudite (*Wilayat al-Haramayn*). Tant pis si, à ce jour, seules les « provinces » libyennes représentent une certaine réalité

territoriale et si les autres sont purement virtuelles : l'élan est donné. Le reste se fera peu à peu.

Ainsi, en Égypte, même si *Wilayat Sinaï* continue à agir essentiellement comme un groupe terroriste sans ancrage territorial réel, des pratiques inspirées du Califat ont été observées au début 2015. Le 2 janvier, une « opération de police » a été menée et a conduit à la confiscation et à la destruction de stocks de stupéfiants ; le 7 janvier, des fonds et de la nourriture ont été distribués à des résidents de Rafah qui avaient été expulsés par l'armée de leurs maisons, détruites pour constituer une zone de sûreté à la frontière avec Gaza[264].

Quant à la Libye, la création de trois « provinces » aux contours flous et à la réalité discutable – à l'exception de la ville de Derna, proche de l'Égypte – a permis à la succursale locale de l'État islamique d'étendre ses opérations à Benghazi, Syrte et Tripoli. Cette présence a commencé à attirer des combattants étrangers – essentiellement, et pour l'instant, des Algériens, des Marocains, des Égyptiens, des Soudanais et des Tunisiens. Ils sont certes encore en nombre réduit – même si certaines estimations font état du fait que 20 % des djihadistes libyens seraient des étrangers –, mais démontrent que sur les bords de la Méditerranée, comme en Syrie et en Irak, l'EI est attractif.

Outre ces ralliements, l'organisation compte des « antennes » et des réseaux de sympathisants au Yémen, en Somalie, au Pakistan, en Afghanistan, au Liban, en Jordanie, dans le Caucase et, bien entendu, en Europe, en Amérique du Nord et en Australie.

Au début 2015, des pénétrations d'envoyés de l'EI à Hong Kong et en Malaisie ont été signalées et des recrutements observés, entre autres en ce qui concerne Hong Kong, parmi les immigrés malais et indonésiens. Ce qui inquiète particulièrement Pékin.

La plupart des organisations ralliées ne comptent que quelques centaines de membres actifs et parfois même seulement quelques dizaines, mais leur dispersion permet une présence « mondiale » à l'État islamique et l'assure de la possibilité de frapper à peu près n'importe où au Moyen-Orient, en Afrique (du Nord ou subsaharienne), en Russie et en Asie.

Comment expliquer cette croissance rapide, qui fait passer le groupe d'al-Baghdadi du rang d'organisation locale – jusqu'à fin 2011, son champ d'action se limitait à l'Irak – de taille moyenne, comptant peut-être trois mille membres, à celui de menace planétaire, étendant ses ramifications sur tous les continents ? La réponse est double, mais assez simple.

D'abord, en créant un « État » et en proclamant le Califat, Daech répond aux aspirations secrètes de centaines de milliers d'islamistes à travers le monde. Toutes proportions gardées, cet établissement d'un État « musulman » pur a le même effet que, trente-trois ans plus tôt, celui de la révolution islamique en Iran : c'est une victoire de l'islam politique radical. La première depuis très longtemps.

Ensuite, al-Qaida est une organisation en perdition dont les dirigeants songent essentiellement à survivre et n'avaient pas été capables, depuis plusieurs années – au moment où naquit l'EI –, d'organiser des attentats massifs ou spectaculaires contre l'Occident – le dernier remonte à juillet 2005, à Londres. Or, la nature a horreur du vide…

Ajoutons que la direction qui a succédé à Oussama Ben Laden, et singulièrement Ayman al-Zawahiri, est fortement remise en cause par la « base », non seulement pour son incapacité opérationnelle mais également pour le « caporalisme » dont elle fait preuve. Loin d'être un chef charismatique, comme a pu l'être OBL, al-Zawahiri est tatillon, borné, jaloux de ses prérogatives et insupporte nombre des sympathisants d'al-Qaida par son étroitesse d'esprit et ses consignes impossibles à appliquer.

La nature a horreur du vide, nous venons de le dire. La disparition de Ben Laden et la marginalisation de son groupe ont précisément créé un vide immense au sein de la mouvance djihadiste… que l'État islamique et al-Baghdadi ont comblé en 2014.

En outre, la création du Califat a enthousiasmé les jeunes djihadistes en leur fournissant un nouvel espoir, un modèle et, surtout, une nouvelle cause à défendre. Bien entendu, les succès de l'EI en Syrie et en Irak, sa capacité de résistance, sa résilience face aux attaques internationales, sa désignation comme « ennemi numéro un » par l'Occident et les régimes arabes impies en ont fait un point de ralliement et le porte-étendard dont le djihad a besoin pour passer dans une nouvelle ère.

Sur quels effectifs l'État islamique peut-il compter ?

Dès l'avènement du Califat, les opinions des observateurs divergeaient quant à la force de l'État islamique. Les plus optimistes ne créditaient Daech « que » de vingt à trente mille combattants. Toutefois, vu l'étendue des territoires à contrôler en Syrie et en Irak, la vigueur de ses offensives et sa capacité de résistance aux troupes irakiennes en 2014-2015 (syriennes et russes aujourd'hui), ou encore en constatant sa résilience aux bombardements de la coalition internationale qui ont commencé durant l'été 2014 et ne se sont pas interrompus depuis, cette estimation paraît largement sous-évaluée. En se basant sur ces différents éléments, on peut

penser qu'au moins cinquante à soixante-dix mille moudjahidin ont été aux ordres d'al-Baghdadi lorsque l'EI a été au faîte de sa puissance (entre l'hiver 2014 et le printemps 2015).

Cette estimation semble corroborée par celle des volontaires « étrangers » (ni syriens ni irakiens) attirés par ce nouveau théâtre d'opérations djihadiste. En novembre 2014, le Conseil de sécurité de l'Onu estimait leur nombre à 15 000[265] et trois mois plus tard, en février 2015, la CIA avançait le chiffre de 20 000[266] hommes. Certaines de mes sources ont été jusqu'à 25 000 à 30 000 étrangers présents en Syrie ayant rallié, pour la plupart d'entre eux, l'État islamique.

Que l'on choisisse de se référer au chiffre le moins important ou au plus élevé, cela signifie que le djihad syro-irakien a attiré entre 2011 et 2016 plus d'étrangers que l'ensemble des djihads ayant existé entre 1990 et 2010. Là où, en Afghanistan du temps de Ben Laden ou en Irak entre 2003 et 2008, on ne constatait la présence que de quelques centaines d'individus, c'est à une véritable ruée d'extrémistes que l'on a assisté ces cinq dernières années.

Plus inquiétant, sur ces quinze à vingt mille terroristes, entre 3 500 et 7 000 proviennent de pays occidentaux : Europe, États-Unis, Canada, Australie… Leurs nationalités leur permettent aisément de voyager, ils parlent nos langues, connaissent nos coutumes et nos habitudes… Là où un terroriste moyen-oriental serait dépaysé, aisément repérable et, somme toute, fort peu efficace, ils peuvent se noyer dans la foule. Quant aux ressortissants de pays non européens, leur présence n'est pas moins inquiétante : ceux qui sont déjà retournés chez eux ou qui y rentreront présenteront autant de risques de voir se créer de nouvelles cellules et de nouveaux réseaux qui, à leur tour, menaceront la sécurité locale, mais aussi celle des intérêts occidentaux (ambassades, entreprises, touristes) présents dans le monde.

Je ne me hasarderai pas à risquer des évaluations pays par pays. Les sources officielles elles-mêmes sont imprécises. D'autre part, si l'on considère le seul cas de la France, il faut savoir qu'environ 50 % des volontaires présents sur zone ne sont repérés qu'une fois sur place, par des contacts avec leurs familles, leur activité sur les réseaux sociaux, des interceptions, les rapports de « services amis »… Parallèlement, 40 % étaient purement et simplement inconnus des services avant d'être localisés dans les rangs de l'EI[267].

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, citait le 6 septembre 2016 des chiffres extrêmement précis : « 689 Français sont présents sur le théâtre des opérations, dont 275 femmes et 17 mineurs combattants. » À cette

évaluation, il faut ajouter « 195 Français présumés morts », « plus de 180 en transit » et « plus de 900 velléitaires », c'est-à-dire des personnes ayant manifesté leur volonté de gagner la Syrie ou commencé des préparatifs pour ce faire[268]. Soit un total d'environ 2 000 personnes « concernées », dans l'Hexagone, par le djihad syrien.

Attardons-nous sur la difficulté à identifier près de la moitié de ces volontaires du djihad. Si la France, pays développé où la menace terroriste est prise en compte depuis de nombreuses années et qui dispose de services efficaces, peut ainsi être prise au dépourvu, qu'en est-il de pays où la sensibilité sécuritaire est moins forte, comme le Danemark, la Finlande ou la Suède ? Et *quid* des pays ayant moins de moyens ? Ou des États moins développés, comme ceux du monde arabe ou d'Asie ?

Enfin, si l'on ne peut s'apercevoir qu'un volontaire radicalisé prend la route de la Syrie, qu'est-ce qui autorise à penser que l'on sera plus efficace pour remarquer son retour ?

Dernier point à souligner : si un certain nombre d'attentats ont été commis ou préparés par des individus revenant du djihad – comme le 13 novembre à Paris et le 22 mars à Bruxelles – d'autres le furent par des terroristes « auto-radicalisés » qui n'avaient jamais voulu ou pu rejoindre le Moyen-Orient et n'avaient parfois aucun contact avec une structure terroriste – ni, *a fortiori*, avec l'État islamique. Ils avaient simplement été « infectés » à distance par sa propagande. Qu'on pense à Nice, le 14 juillet 2016, ou au sauvage assassinat du père Jacques Hamel, le 26 juillet.

Et je ne mentionne que pour mémoire l'effet d'émulation (effet *copycat*[269], disent les Anglo-Saxons) qui peut pousser un individu déséquilibré à agir suite à un attentat réussi, même si lui-même est éloigné de l'idéologie à l'origine de cette action.

La dangerosité sécrétée par l'État islamique est donc très loin de se limiter aux vecteurs de violence que sont les djihadistes ayant fréquenté ses camps de formation et les champs de bataille.

Pourquoi Daech a supplanté al-Qaida

Comment expliquer le formidable impact de l'État islamique auprès des radicaux européens ? Impact qui dépasse de très loin celui qu'eut al-Qaida, il y a une dizaine d'années ?

La création du Califat, procurant une réalité territoriale à l'idée djihadiste, et une propagande bien pensée utilisant les techniques les plus modernes y sont certainement pour beaucoup. Mais si l'EI a attiré des milliers de jeunes de nos quartiers et cités, c'est aussi parce qu'il a pu compter sur des

structures locales qui ont pris en charge ou relayé sa propagande et qui ont eu une démarche extrêmement agressive de recrutement.

L'un des principaux réseaux ayant rempli ce rôle est évidemment l'organisation belge Sharia4Belgium, inspirée de l'exemple des mouvements anglais *al-Muhajiroun* (« Les Émigrants »), *al-Ghurabaa* (« Les Étrangers ») et Islam4UK, créés par le Syrien Omar Bakri Muhammad et par le Britannique d'origine pakistanaise Anjem Choudary[270] – et tous successivement interdits par les autorités au titre des lois antiterroristes.

Sharia4Belgium a vu le jour en mars 2010 et a annoncé sa dissolution deux ans et demi plus tard, en octobre 2012. Dans un premier temps, le groupe s'est fait remarquer par des prêches de rue et par la mise en ligne de vidéos exprimant une vision particulièrement extrémiste et agressive de l'islam. Vint ensuite le temps des émeutes : dans la banlieue d'Anvers ou dans la commune bruxelloise de Molenbeek, Sharia4Belgium organisa des rassemblements qui tournèrent à l'affrontement direct avec la police. C'est dans ce contexte, et alors que les enquêtes judiciaires commençaient à s'accumuler – pour incitation à la haine, menaces de mort, trouble de l'ordre public –, que l'organisation fondée par Fouad Belkacem[271] annonçait sa dissolution, le 7 octobre 2012, tout en affirmant que son « travail allait se poursuivre sous une autre forme ».

Cette forme, on le sait aujourd'hui, fut le recrutement de jeunes volontaires pour le djihad syrien. De nombreux anciens membres du groupe partirent pour rejoindre le Front al-Nosra puis l'État islamique. On estime que plusieurs dizaines de moudjahidin ont ainsi été convaincus de rejoindre les rangs des deux groupes terroristes.

L'influence de Sharia4Belgium – dont les vidéos postées sur YouTube ont parfois été vues plusieurs dizaines de milliers de fois, l'une d'elles atteignant le score de 314 000 visionnages – s'est étendue loin des frontières belges. Le groupe a ainsi essaimé aux Pays-Bas (Sharia4Holland), en Espagne (Sharia4Spain) et même en Pologne (Sharia4Poland), où il compte quelques dizaines de membres.

Preuve de son influence internationale, le groupe apparaît également en France, où son nom est cité dans plusieurs procédures judiciaires ouvertes contre des extrémistes ayant rejoint ou tenté de rejoindre le djihad syrien. Dans des dépositions dont j'ai pu prendre connaissance, des inculpés affirment que c'est la propagande de Sharia4Belgium qui les a incités au départ. Ils ont même parfois été directement aidés par des membres de l'organisation.

Le réseau Zerkani, aux origines du réseau Abaaoud

Les anciens de Sharia4Belgium ne sont évidemment pas les seuls à avoir recruté et acheminé des volontaires vers le djihad syrien. Un autre réseau, belge lui aussi, mérite notre attention, car nous allons y rencontrer quelques protagonistes des attentats du 13 novembre. Il s'agit du réseau Zerkani, du nom de son fondateur, Khalid Zerkani.

Né à Zinata, au Maroc, le 23 septembre 1973, mais résidant à Molenbeek, Zerkani est un véritable VRP du djihad. Il n'hésite pas à venir traîner à la porte des mosquées ou des écoles pour expliquer, convaincre, recruter. À l'ouverture de son procès en appel devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, le 18 février 2016, le procureur Bernard Michel estime qu'il a « perverti toute une jeunesse de Molenbeek ». Il souligne aussi que l'homme était en relation avec des ténors du djihad, tel Seifallah Ben Hassine (Abou Iyadh), cofondateur du Groupe combattant tunisien (GCT)[272], qui fut un proche de Ben Laden et organisa pour lui l'assassinat du commandant Massoud en septembre 2001.

Il était également lié à des « soldats » du djihad, comme Soufiane Amghar et Khalid Ben Larbi, tués à Verviers le 15 janvier 2015 alors qu'ils préparaient, sous la supervision d'Abdelhamid Abaaoud, des attentats sanglants à Bruxelles.

L'homme était d'une prudence presque maladive : « Il apparaît toutefois que le prévenu Zerkani a veillé à n'utiliser les téléphones qu'avec une extrême parcimonie, prohibant les SMS et usant ordinairement des téléphones portables de tiers en utilisant un langage codé ou sibyllin dans ses communications. Du reste, il semble n'avoir jamais utilisé l'outil informatique pour communiquer (mail, Facebook ou autre) ou, s'il le fit, il n'en subsisterait aucune trace […]. L'enquête a d'ailleurs démontré qu'il usait, à l'occasion, de techniques de contre-filatures et qu'il poussait la précaution jusqu'à faire détenir ses propres téléphones par des tiers[273]. »

Dans son réseau, les jeunes étaient pris en main et encadrés, de manière à s'assurer que leur détermination ne flancherait pas. Zerkani allait jusqu'à financer leur voyage en Syrie. Pour rassembler les fonds nécessaires, il encourageait ses adeptes à voler les « infidèles ». Sa « générosité » lui vaudra le surnom de « papa Noël du djihad ».

Le groupe a été une « pépinière de talents » du djihad entre 2012 et 2014. On y retrouve, entre autres, Abdelhamid Abaaoud, Chakib Akrouh (qui sera tué à Saint-Denis le 18 novembre 2015, aux côtés d'Abaaoud), Gelel Attar (arrêté à Casablanca le 15 janvier 2016, en lien avec les attentats de Paris), Reda Kriket (arrêté à Boulogne-Billancourt en mars 2016 alors qu'il

préparait des attentats à Paris). En fait, Abaaoud rejoignit le groupe dès sa sortie de prison, c'est-à-dire après le 29 septembre 2012, et n'y fut actif que quelques mois, avant de gagner lui-même la Syrie en février 2013. Mais cet activisme joua certainement un rôle clé dans la phase finale de sa radicalisation.

Le rôle de Reda Kriket dans la galaxie Zerkani est particulier et illustre en partie la manière dont le djihadisme se finance en Europe. Kriket est un truand, un braqueur multirécidiviste. Ayant retrouvé le chemin de la foi – dans une version particulièrement radicale correspondant bien à son caractère de voyou violent –, il a continué à exercer ses talents avant de prendre lui aussi le chemin du *Sham* durant le dernier trimestre de 2014. Mais cette fois-ci, au profit de son idéal. Il pratiquait donc la *ghanima*, la répartition du « butin de guerre » telle qu'elle est autorisée par l'islam. À une (toute) petite nuance près : la *ghanima* doit provenir de biens saisis au cours d'opérations de guerre. Or, il semble difficile d'assimiler vols et braquages à la guerre, sauf par cette gymnastique intellectuelle dans laquelle les salafistes sont passés maîtres pour justifier leurs actions. Toujours est-il qu'il est prouvé, entre autres, que Kriket a remis 12 000 euros à l'un de ses complices pour financer son voyage vers la Syrie[274].

Condamné en appel à quinze ans de prison, en avril 2015, Khalid Zerkani s'est pourvu en cassation. Il devra par ailleurs à nouveau comparaître devant les tribunaux pour d'autres affaires liées au djihad international. Nul doute qu'à l'avenir les noms d'autres membres de son réseau apparaîtront dans des affaires terroristes.

La France a bien entendu eu ses propres propagandistes, comme Omar Diaby (dit Omar Omsen), un Franco-Sénégalais de trente-neuf ans qui a diffusé de nombreuses vidéos d'embrigadement sous la signature « 19HH ». On estime généralement que « 19 » est une référence aux dix-neuf pirates de l'air du 11 septembre 2001, et que « HH » symbolise les deux tours du World Trade Center.

Les films de Diaby, au nombre d'une trentaine, sont très stylisés, alternant sur fond musical prêches et images détournées de superproductions hollywoodiennes. La sociologue Dounia Bouzar, fondatrice du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, affirme que « 80 % des jeunes candidats au djihad repentis ont fait la découverte des thèses extrémistes par le biais de ces vidéos [qui] auraient contribué à plusieurs dizaines de départs effectifs[275] ».

D'anciens membres du groupe radical *Forsane Alizza* (appelé aussi « Les Cavaliers de la Fierté »), dissous le 1er mars 2012 par Claude Guéant,

alors ministre de l'Intérieur, pour avoir « incité à la lutte armée » et préparé des attentats sur le sol français, ont également joué un rôle de catalyseurs dans le recrutement de djihadistes pour le Moyen-Orient.

Toutes les apparences d'un « État »

Le Califat se donne toutes les apparences d'un État « normal ». C'est un des deux axes de sa propagande. Il tente de se faire passer pour le seul « pays » où les musulmans peuvent vivre heureux, en pratiquant librement leur religion dans un environnement et une atmosphère purement islamiques, loin de la « répression des musulmans » – peu importe que cette répression soit un mythe – dans le monde occidental et de la corruption des pays « impies » ou apostats du monde arabe. C'est cette apparence de normalité qui a poussé de nouveaux « profils » à le rejoindre à compter de l'automne 2014.

Loin de l'extrémiste mal dans sa peau, en situation d'exclusion et déjà fortement radicalisé que l'on s'était habitué à trouver en Afghanistan au début des années 2000 et dans l'Irak des années 2003-2008, on voit aujourd'hui partir des jeunes femmes désireuses de fonder une « vraie famille musulmane », des familles entières – le moudjahid, son épouse et ses enfants – ou des personnes en apparence parfaitement intégrées dans la société. Ainsi, en septembre 2016, plus de 30 % des Français présents en Syrie étaient des femmes. On trouve également des ingénieurs, des techniciens, des médecins, des graphistes : toute une immigration dite « de spécialistes » (par opposition à celle des djihadistes), partis non pas pour combattre mais pour participer à la « construction d'un État ».

Car pour convaincre, l'État islamique s'est doté de toutes les structures d'un véritable État, ou presque. Et elles lui sont nécessaires, puisqu'on estime que huit à dix millions de personnes ont vécu dans les zones syriennes et irakiennes contrôlées par les hommes d'al-Baghdadi au moment de l'apogée de l'EI[276].

L'EI, donc, adopte un budget officiel. Celui de 2015, dévoilé au début du mois de janvier, était de 2 milliards de dollars, avec une « réserve spéciale » de 250 millions destinée à financer les « opérations militaires » contre la coalition. Il est gouverné par une structure comprenant al-Baghdadi, assisté de deux adjoints, l'un pour la Syrie, l'autre pour l'Irak, et de douze gouverneurs de provinces.

Cette entité est renforcée par des comités spécialisés : finances, gouvernance, affaires militaires, affaires légales, assistance aux volontaires étrangers, sécurité, renseignement, médias, etc. Une assemblée consultative

(*Shoura*) s'assure de la conformité des décisions prises avec la chari'a. Il s'est même doté d'un Bureau de protection des consommateurs, dont le chef à ar-Raqqah est Abou Salih al-Ansari. Ce bureau, qui compte une douzaine de membres et une équipe médicale, organise des patrouilles et contrôle quotidiennement magasins, restaurants et abattoirs, pour s'assurer « qu'aucun produit dangereux ou toxique n'est mis en vente ». Il dispose d'une sorte de ligne verte permettant aux consommateurs de signaler abus et problèmes[277].

Partout où il s'est installé, l'EI a commencé à réparer les dégâts dus à la guerre, relancé la production, remis sur pied les infrastructures de santé – il a organisé, par exemple, des campagnes de vaccination contre la polio pour les jeunes enfants. Il a attaché une importance particulière à l'agriculture et à la production de denrées alimentaires. Des services sociaux, incluant des distributions aux nécessiteux de pain, de viande, de fruits et de légumes, ont été mis en place. Cela était vrai en 2014 et durant la première moitié de 2015. En 2016, étant donné la pression militaire mise sur l'EI, par la coalition internationale et par l'armée syrienne soutenue et encadrée par la Russie, les choses ont bien changé.

La capitale du Califat est installée à ar-Raqqah, à 160 kilomètres à l'est d'Alep. Cette ville se doit d'être une vitrine de ce que représente l'EI et de sa « bonne gouvernance ». L'organisation y a maintenu en poste les fonctionnaires syriens qui ont prêté allégeance au calife et s'est appuyée sur eux pour restaurer les services publics tels que l'enseignement, la santé ou le contrôle des prix, mais aussi le téléphone, les transports, la poste et les travaux publics. Un nouveau souk, véritable centre commercial à la mode orientale, y a été construit. L'eau et l'électricité semblent ne pas manquer, fournies par un barrage proche, et leur consommation est contrôlée.

La gestion des affaires publiques et des finances est particulièrement contrôlée, de manière à donner une image d'efficacité et d'empêcher la corruption. Toutes choses bien accueillies par la population.

Quand les compétences recherchées ne sont pas, ou plus, présentes dans ses enclaves, l'EI les recrute parmi ses volontaires étrangers ou tente de les attirer. Ainsi, des appels ont été lancés à des médecins et autres personnels médicaux, des ingénieurs, techniciens et enseignants.

Un mot encore sur le financement de l'État islamique. On a pu estimer qu'en 2014 l'EI disposait de quatre à cinq milliards de dollars, soit dix à quinze fois plus que n'a jamais thésaurisé al-Qaida – qui, au moment de sa plus grande puissance, soit juste avant les attentats du 11 septembre, ne

devait pas avoir de réserves supérieures à deux ou trois cents millions de dollars. Et encore s'agit-il ici d'une estimation très généreuse.

L'argent de l'EI provient de plusieurs sources : de l'exploitation et la vente du pétrole syrien – dont les puits étaient situés dans des zones contrôlées par le groupe jusqu'à ce que les bombardements américains les rendent à peu près inutilisables à la fin de l'été 2014 –, de la revente du coton produit dans les zones contrôlées en Syrie, mais aussi de riches donateurs privés du Golfe, des rançons perçues pour la libération d'otages – selon sa nationalité, un otage se négocie entre deux et cinq millions de dollars –, du pillage systématique des banques syriennes et irakiennes tombées entre ses mains, du détournement de l'aide humanitaire, du trafic d'œuvres d'art et, sans doute, du trafic de stupéfiants. Plusieurs éléments, dont des saisies effectuées au Liban, font penser que l'EI fabrique notamment du Captagon, un puissant psychostimulant faisant disparaître la fatigue, ayant un effet euphorique et rendant partiellement insensible à la douleur. Cette amphétamine, facile à synthétiser, fait fureur au Moyen-Orient et particulièrement en Arabie saoudite, où elle est le principal produit stupéfiant consommé. Coûtant à peine quelques centimes à la production, la pilule de Captagon peut atteindre vingt dollars au prix de la revente de rue. Or, en 2013, les services de police libanais ont saisi au moins douze millions de comprimés provenant apparemment de Syrie et devant être écoulés par des dealers dans différents pays, soit une valeur de revente de 240 millions de dollars.

À nouveau, cet état des finances de Daech était valable entre 2014 et 2015. La situation militaire a fortement évolué et l'organisation a vu son accès à la Turquie devenir de plus en plus difficile. Or, ce pays jouait un rôle majeur dans le financement de l'EI, puisque c'est là que se négociaient pétrole, coton et nombre d'œuvres d'art. Début septembre 2016, une offensive turque a fermé les derniers points de passage entre la Syrie et la Turquie, ce qui devrait évidemment affaiblir le mouvement.

Gestion de la barbarie

Voilà pour le côté face de la gestion des affaires par l'EI : une efficacité et une rationalité destinées à assurer une vie « normale ». Le côté pile, lui, est horrible : c'est celui d'une des plus atroces organisations criminelles que le monde ait connues, qui ne peut se comparer qu'à l'Allemagne nazie ou aux pires années de la domination stalinienne sur l'URSS.

Depuis sa prise de contrôle d'immenses territoires en Syrie et en Irak, l'EI a en effet multiplié les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Chacun a en mémoire les images d'égorgement de prisonniers – militaires,

civils ou otages occidentaux – et celles de ce jeune pilote jordanien capturé et brûlé vif. Ce ne sont pas des cas isolés : des milliers de prisonniers de guerre et des milliers de civils ont été assassinés.

Du point de vue religieux, l'EI pratique, sous menace de mort ou de torture, la conversion forcée à sa version du sunnisme. Les chrétiens ont le choix entre la conversion, l'exil et le paiement d'une taxe spécifique (la *jizya*[278]), qui participe au « contrat » de *dhimma*[279].

Pour les autres, pas de pitié. L'EI exécute les religieux sunnites qui refusent de reconnaître sa légitimité et massacre les minorités religieuses, en particulier les chiites et les chrétiens (assyriens, chaldéens, syriaques, arméniens…) qui refusent de payer la *jizya*. Il s'acharne particulièrement contre les mandéens, les yazidis et les zoroastriens, ainsi que contre les membres de « sectes musulmanes déviantes », tels que les Druzes ou la tribu Chaïtat. On estime qu'environ cinq mille Yazidis ont été massacrés lorsque l'EI a conquis des zones du nord de l'Irak en août 2014.

L'esclavage a été rétabli. Quand les hommes appartenant à des minorités sont tués, leurs épouses, filles et fils mineurs sont vendus sur le marché aux esclaves d'ar-Raqqah ou dans d'autres places fortes de Daech, les femmes comme esclaves sexuelles destinées aux combattants, les enfants comme domestiques. Les femmes qui se refusent à ce sort sont assassinées. Les homosexuels et autres « déviants » de la morale islamique, comme les trafiquants d'alcool ou de drogue, sont mis à mort.

En ce qui concerne les modes d'exécution, le moins que l'on puisse dire est que l'imagination ne manque pas aux bourreaux de l'État islamique. Les plus courants sont l'égorgement et la fusillade, mais la lapidation et la crucifixion sont également pratiquées… et certaines victimes ont été enterrées vivantes. Des homosexuels, eux, ont été jetés dans le vide des étages supérieurs d'immeubles et achevés par lapidation quand ils survivaient à la chute.

Pour que ce catalogue des horreurs soit à peu près complet, ajoutons le recrutement d'enfants soldats. À Mossoul et dans d'autres villes tombées aux mains de l'EI, des enfants de six à neuf ans ont été vus en train de s'entraîner au maniement des armes ou de patrouiller dans les rues. Dans plusieurs vidéos et photographies diffusées sur les médias sociaux par l'EI, certains de ses « combattants » montrent des enfants assistant à des exécutions barbares ou y participant, voire exhibant la tête d'un ennemi décapité. Des rapports émanant d'associations de défense des droits de l'homme ou de protection de l'enfance font état de « cours », dans les

écoles du Califat, pendant lesquels de très jeunes élèves sont forcés de s'exercer à la décapitation sur des poupées…

À côté des monstruosités, la destruction systématique des antiquités préislamiques en Syrie et en Irak – que ce soit dans des musées ou dans les ruines de villes anciennes, comme à Palmyre – paraît presque banale et sans gravité. Mais il n'en est évidemment rien. Le Moyen-Orient est l'un des berceaux de la civilisation. C'est ici, entre le Tigre et l'Euphrate, dans des villes-États puis des Empires, que l'homme s'est sédentarisé, plusieurs milliers d'années avant notre ère. C'est ici qu'il a appris à cultiver les champs et les vergers, qu'il a développé les premières techniques d'élevage. C'est ici que sont nés l'écriture ou les premiers codes juridiques.

Et que nous a montré l'État islamique ? À partir de l'hiver 2014-2015, on a pu voir des « guerriers » hirsutes détruire statues et monuments à coups de pioches, de barres de fer ou de bulldozers, dans une tentative aussi vaine que profondément stupide d'effacer toute trace de ce qui avait précédé la révélation de l'islam. Dans le meilleur des cas, des biens culturels ont été pillés et revendus à des collectionneurs peu scrupuleux pour financer l'EI – au moins ceux-là ont-ils été sauvés et reviendront peut-être un jour dans les musées. Dans le pire des cas, ils ont été réduits en poussière, alors qu'ils avaient survécu à plus de six ou sept mille ans de troubles et désastres naturels.

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a évoqué un véritable « nettoyage culturel », comme on parle de « nettoyage ethnique » : « Les extrémistes tentent d'effacer l'identité car ils savent que, s'il n'y a pas d'identité, il n'y a pas de mémoire, il n'y a pas d'histoire[280]. »

En agissant de la sorte, ces nouveaux barbares, ces vandales du XXIe siècle, ne détruisent pas que des pierres : ils s'en prennent au patrimoine mondial de l'humanité.

Tuer les êtres humains, réduire en esclavage les survivants, piller leurs richesses, effacer leur présence en écrasant les traces de leur passé : tel est le programme de l'EI. C'est aussi, comme le stipulent plusieurs conventions internationales[281], un crime de guerre que de détruire délibérément et « sans nécessité » des sites historiques ou des lieux de culte.

Daech se fait une gloire de sa barbarie

Le plus étonnant dans ce déferlement d'horreur est que l'État islamique non seulement ne s'en cache pas, mais va jusqu'à s'en vanter. Et ceci est nouveau.

Les deux grands systèmes totalitaires du XXe siècle, le communisme et le fascisme, camouflaient leurs crimes. Les Khmers rouges, qui ont assassiné environ deux millions de Cambodgiens, avaient interdit leur pays aux médias internationaux ; les tueries se déroulaient à huis clos.

Le meilleur exemple de ce voile de mystère entourant les grands massacres nous est donné par Heinrich Himmler, chef suprême de la SS, responsable et maître d'œuvre des persécutions nazies et tout particulièrement de la Shoah : non seulement il ne parla jamais publiquement de ce qui se passait dans les camps d'extermination ou de concentration, mais il n'aborda le sujet que dans des discours secrets[282], devant un aréopage soigneusement limité de hauts dignitaires SS. « C'est une page glorieuse de notre histoire, mais elle n'a jamais été écrite et ne le sera jamais », estimait-il. Ainsi, un des plus hauts responsables nazis, un des plus grands tueurs de masse de l'Histoire, un homme habité par le plus effrayant délire antisémite et chargé de traduire cette folie en actes, savait que le secret devait être préservé parce que le monde – et même la majorité de ses concitoyens – ne pourrait accepter de tels crimes.

Rien de tel avec l'État islamique.

L'EI ne cache pas ses crimes : il s'en fait une gloire et les utilise dans sa propagande. Et il ne s'agit pas de quelques « dérapages » de la part de l'un ou l'autre moudjahid.

Certes, de nombreux volontaires ont posté des images de crimes, photographies ou vidéos, sur les médias sociaux. On a ainsi vu des pères montrant fièrement leurs fils, le plus souvent âgés de moins de dix ans, tuant un prisonnier ou posant près d'un cadavre. Sur Twitter, on a pu suivre les « discussions » entre moudjahidin sur les femmes yazidies vendues comme esclaves. Combien coûtent-elles ? Que peut-on faire avec elles ? Que faire si une esclave donne naissance à un enfant ? Doit-on, si l'on est marié, demander l'autorisation de son épouse pour avoir des relations sexuelles avec une esclave ?

Mais l'État islamique va beaucoup plus loin. Là où aucun système totalitaire n'avait osé franchir le pas, les médias officiels de l'EI diffusent des images de massacres et d'assassinats, se vantent du rétablissement de l'esclavage, nous donnent à voir des hommes précipités dans le vide, égorgés, crucifiés ou brûlés vifs.

La vidéo de la mise à mort du pilote jordanien âgé de vingt-six ans, Moaz el-Kasasbeh, aspergé d'essence et brûlé vif dans une cage au début du mois de février 2015, a particulièrement choqué. Les images atroces, montrées au ralenti, des derniers instants de la vie d'el-Kasasbeh ont été justifiées par

l'EI au nom du principe islamique de la *qisas* – qui prévoit, dans certains cas, qu'un crime soit puni de la manière dont il a été commis. Tout en signalant que la punition par le feu est considérée comme « absolument interdite par de nombreux musulmans », le chercheur Shiraz Maher, du King's College de Londres, pense qu'il s'agit là d'une démonstration de la manière dont l'EI mène une « guerre asymétrique » : « Toute armée vise à développer un avantage, une supériorité sur ses adversaires. De manière typique, ceci implique l'investissement dans de meilleurs équipements permettant de projeter plus de puissance. L'EI sait que ce n'est pas un domaine dans lequel il peut nous concurrencer. En revanche, ce qu'il a, c'est le pouvoir de l'asymétrie – la possibilité de choquer et de terrifier avec des vidéos comme celle qui vient d'être diffusée[283]. »

En agissant ainsi – c'est le deuxième axe de sa propagande, le premier servant à populariser l'image d'un État fonctionnant de manière normale –, Daech poursuit un double but : effrayer l'adversaire, le paralyser, mais aussi séduire un type de « volontaires » dont il a besoin pour commettre ces crimes – des tueurs, des sanguinaires, des psychopathes.

Ceux-là forment une partie des recrues de l'EI et sont particulièrement représentés parmi ses volontaires occidentaux. Si ceux qui ont gagné la Syrie en 2012 ou 2013 peuvent essayer de nous faire croire qu'ils l'ont fait par générosité, par humanisme, pour aider un peuple écrasé par une dictature, les volontaires qui ont rallié ar-Raqqah après le printemps 2014 ne peuvent brandir cette excuse : ils savaient. Car nous savions tous.

C'est donc délibérément, pour prendre part aux crimes ou en être complices – par fanatisme ou pour en tirer un bénéfice –, qu'ils ont rejoint les rangs des djihadistes. Ceci les rendra d'autant plus dangereux quand ils décideront de revenir dans leurs pays d'origine.

Même al-Qaida, qui n'est pourtant pas une référence morale, a dénoncé la diffusion d'images de meurtres par l'EI. Dans une vidéo de quarante-trois minutes diffusée le 8 décembre 2014, Nasser Ben Ali al-Annasi, l'un des dirigeants d'al-Qaida dans la péninsule Arabique (Aqpa), affirme : « Il est certain que nos frères sont affectés par ces images de décapitation largement répandues ces derniers mois. Nous n'approuvons pas ces pratiques et nous les condamnons fermement. Le fait de filmer cela et de le diffuser pour que ce soit vu par le maximum de gens, au nom de la religion et du djihad, est une énorme erreur… C'est horrible… Ces pratiques sont utilisées pour porter atteinte à l'image des moudjahidin. »

Une propagande extrêmement « professionnelle »

Un dernier mot sur les moyens de propagande de l'État islamique.

Il est incontestable que l'art de la propagande est poussé au maximum par les hommes du calife. Des films de qualité professionnelle sont ainsi diffusés, en plusieurs langues, par al-Hayat Media Center, l'une des branches médiatiques de l'EI. Outre une revue hebdomadaire en arabe (*al-Naba*), Daech publie pour le public non arabophone deux bulletins d'information – *IS Report* et *IS News* – et deux magazines – *Dabiq* en anglais et *Dar al-Islam* en français. Début septembre 2016, on assistait à la naissance d'un nouveau média : *Rumiyah.* Édité en anglais, en russe, en pachtou, en turc, en allemand, en chinois et en français, le premier numéro de la revue contenait les habituelles menaces contre les ressortissants des pays de la coalition et autres « ennemis de l'islam ».

Dans *Dabiq* et *Dar-al-Islam*, on peut trouver des articles d'explication religieuse, des reportages sur les « réalisations » de l'État islamique, des récits et des images d'exécutions et de massacres, des témoignages de « martyrs » ou de « combattants » et, bien entendu, des revendications d'attentats. La mise en page, le graphisme, les illustrations en font des lectures attrayantes pour quiconque n'est pas rebuté par la bêtise crasse, l'horreur ou le fanatisme.

Il est manifeste que les concepteurs, graphistes et réalisateurs de ces revues, bulletins et documentaires sont des professionnels maîtrisant parfaitement les codes de communication occidentaux et les méthodes de persuasion les plus récents. Ils utilisent de toute évidence un matériel technique et des programmes qui auraient leur place dans des médias européens ou américains.

Faisant feu de tout bois, al-Hayat Media Center s'est également adjoint les services d'un de ses otages, John Cantlie. Ce photographe et correspondant de guerre britannique de quarante-cinq ans a été capturé en Syrie le 22 novembre 2012, en même temps que James Foley, journaliste américain qui fut le premier otage américain décapité par Daech le 19 août 2014.

John Cantlie, lui, a eu la chance de ne pas être tué. Il a fait sa réapparition en septembre 2014, un mois jour pour jour avant l'assassinat de Foley, dans une vidéo de l'EI. Cette séquence de trois minutes est le premier d'une série de neuf films d'une durée de trois à douze minutes, diffusés sous le titre générique de *Lend me your Ears* (« Prêtez-moi l'oreille ») entre le 18 septembre 2014 et le 9 février 2015. Cantlie, vêtu d'une tenue orange – à l'instar des prisonniers de Guantanamo –, y analyse de manière extrêmement critique la politique des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Par la suite, il est apparu – habillé en civil – dans trois véritables « reportages de guerre[284] » réalisés selon les standards *broadcast* les plus classiques – donc diffusables par des chaînes de télévision –, y compris les incrustations du logo de al-Hayat, du nom de Cantlie et de la localisation de l'endroit où ont été tournées les séquences. Le journaliste y témoigne des progrès sur le terrain des troupes de l'EI.

Cantlie signe également des chroniques ou reportages dans *Dabiq*, à moins que son nom soit utilisé par d'autres. Cette « collaboration » de John Cantlie avec ses ravisseurs, par ailleurs assassins de son camarade James Foley, a fait naître de multiples rumeurs. Certains ont évoqué une conversion à l'islam et un ralliement réel aux thèses de Daech, d'autres une étrange manifestation du syndrome de Stockholm, cette pathologie qui voit des otages épouser les revendications de leurs gardiens.

Je me contenterai de remarquer que John Cantlie agissant sous une contrainte manifeste, et très probablement pour sauver sa vie, nul ne peut ni ne doit juger de ses motivations. En outre, il me semble important de rappeler que la prise d'otages civils est interdite par la Quatrième Convention de Genève (article 34), de même que l'exposition volontaire de civils au danger (article 28), la contrainte (article 31) et le travail forcé (articles 40 et 51). L'utilisation de l'otage Cantlie comme propagandiste est donc constitutive de plusieurs crimes de guerre.

Reste à souligner un point crucial : une des explications à l'engouement pour l'État islamique dans la mouvance djihadiste mondiale est certainement liée aux réseaux sociaux et à leur utilisation. Ces réseaux – surtout Twitter, Facebook et YouTube – sont apparus en 2005 (YouTube) et 2006 (Twitter et Facebook). Ils étaient donc inexistants en septembre 2001, et *a fortiori* dans les années de formation et de montée en puissance d'al-Qaida. Dans les années suivantes, ils n'ont jamais été utilisés de manière extensive par l'organisation de Ben Laden. L'EI, en revanche, en fait un usage massif et coordonné : création de comptes par les organes de propagande, encouragement aux membres et sympathisants à les utiliser, diffusion de très nombreux messages[285]…

L'usage de ces nouveaux disséminateurs de propagande a donné un avantage décisif à l'EI si on le compare à al-Qaida. Là où cette dernière reste prisonnière de vieux schémas et continue à répandre des communiqués interminables qui n'ont aucune chance de provoquer le moindre sentiment d'adhésion, l'État islamique a adopté une communication moderne, jeune, en phase avec son temps.

250. Ses deux assassins, le Libyen Salem bin Suweid et le Jordanien Yasser Freihat, ont été condamnés à mort en 2004 et exécutés le 11 mars 2006. Al-Zarqawi avait été condamné à la même peine, mais par contumace.
251. Les Américains Nick Berg (7 mai 2004), Eugene Amstrong (20 septembre 2004), Jack Hensley (21 septembre 2004) ; le Sud-Coréen Kim Sun-Il (22 juin 2004) ; les Bulgares Georgi Lazov et Ivaylo Kepov (8 juillet 2004) ; les Turcs Murat Yuce (2 août 2004) et Dumus Kumdereli (13 septembre 2004) ; le Britannique Kenneth Bigley (7 octobre 2004)…
252. L'une des curiosités ayant marqué la courte vie de Galula est que l'œuvre majeure de ce stratège français fut d'abord rédigée et publiée en anglais. Il a, depuis, été traduit en français : David Galula, *Contre-insurrection : théorie et pratique* (Economica, 2008).
253. Roger Trinquier, *La Guerre moderne* (Economica, 2008).
254. *Counterinsurgency Warfare* y est une lecture obligatoire.
255. Tom Shanker, « "Qaeda Leaders in Iraq Neutralized", U.S. Says », *New York Times*, 4 juin 2010.
256. Paul Crompton, « The rise of the new "Caliph", ISIS chief Abu Bakr al-Baghdadi », *al-Arabia News*, 30 juin 2014.
257. Nouveau mystère : selon les sources, la durée de cet emprisonnement dure de neuf mois à cinq ans.
258. Plusieurs cadres importants de Daech semblent avoir été détenus à Camp Bucca en même temps qu'al-Baghdadi. Les longues conversations entre détenus ont probablement joué un grand rôle dans la formation de ce « premier cercle » du chef de l'EI.
259. Il a été recueilli par Harald Doornbos et Jenan Moussa, deux journalistes en poste au Moyen-Orient, et publié le 16 août 2016 par *Foreign Policy*, sous le titre « Present at the creation : The never-told-before story of the meeting that led to the creation of ISIS, as explained by an Islamic State insider ».
260. De son vrai nom Samir Abd Mihammad al-Khlifawi, Haji Bakr a été membre du parti Ba'ath et colonel dans l'armée irakienne. Ayant rejoint l'insurrection, il est capturé en 2006 et interné vingt-quatre mois à Camp Bucca. Membre du conseil militaire de l'État islamique d'Irak, il appartient au groupe envoyé en Syrie pour créer al-Nosra en 2011 et est notamment chargé du recueil du renseignement sur les factions rivales. Il sera tué le 14 janvier 2014 à Tall Rifaat, près d'Alep.
261. Aussi connu sous le nom d'Amr al-Absi, tué par une frappe aérienne le 3 mars 2016.
262. De son vrai nom, Tarkhan Batirashvili, né en 1986 dans la vallée du Pankissi. Après avoir appartenu à un groupe de renseignement militaire géorgien, il a gagné la Syrie en 2012 avec des volontaires tchétchènes. Visé par une frappe américaine le 4 mars 2016, on le dit mort des suites de ses blessures, ce qui est démenti par Daech. Toutefois, le 13 juillet 2016, l'agence Amaq annonce qu'il a été tué dans la bataille d'al-Shirqat.
263. La Katiba al-Battar devait être l'une des unités les plus puissantes de l'insurrection islamiste en Syrie, regroupant, autour de centaines de combattants libyens, des dizaines de volontaires français et belges.
264. *ICSR Insight : The Islamic State Model*, Department of War Studies, King's College, Londres, 2015.
265. Revathi Siva Kumar, « UN Report on 15 000 Foreigners Joining Isis Fighters in Syria and Iraq », *International Business Times*, 3 novembre 2014.
266. « Isis by the Numbers : Foreign Fighters Total Keeps Growing », NBC News, 28 février 2015.
267. Ces estimations résultent d'un entretien à Paris, en février 2015, avec un haut responsable de la lutte antiterroriste.
268. Ces chiffres sont extraits d'un article de Jean-Marc Leclerc, « Terrorisme islamique : le spectre des retours du djihad inquiète en haut lieu », *Le Figaro*, 7 septembre 2016.

269. L'effet *copycat* désigne le comportement d'imitation (ou de mimétisme) provoqué par le retentissement médiatique d'un acte.
270. Anjem Choudary, qui a longtemps été la bête noire des services britanniques mais ne pouvait être poursuivi en raison des lois sur la liberté d'expression, sacrée outre-Manche, a fini par passer la ligne rouge en prêtant publiquement serment d'allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi. Reconnu coupable d'incitation au terrorisme et de soutien à une organisation terroriste, il a été condamné, le 6 septembre 2016, à cinq ans et demi de prison.
271. Fouad Belkacem, *alias* Abou Imran, a été condamné à douze ans de prison le 11 février 2015, à l'issue d'un procès au cours duquel comparaissaient plus de quarante anciens membres ou sympathisants de Shari4Belgium, dont beaucoup ont été condamnés à de lourdes peines.
272. Le GCT a vu le jour en 2000 et avait pour but d'établir un État islamique en Tunisie. Marginalisé, fort seulement de quelques dizaines de membres, il a gagné l'Afghanistan et les camps de Ben Laden. Ben Hassine a été tué en Libye, le 14 juin 2015, par une frappe américaine.
273. Jugement de la 49e chambre du Tribunal de première instance de Bruxelles, 29 juillet 2015, p. 45.
274. *Idem*, p. 84.
275. William Audureau, « Plongée dans la folie de "19HH", principal canal français d'embrigadement djihadiste », *Le Monde*, 5 décembre 2014. Voir aussi le rapport de Dounia Bouzar, Christophe Caupenne et Sulayman Valsan : « La métamorphose opérée chez le jeune par les nouveaux discours terroristes », novembre 2014. Il peut être trouvé à cette adresse : www.bouzar-expertises.fr/metamorphose
276. Fin 2016, l'emprise territoriale de l'EI a fortement diminué, et donc la population du Califat a baissé.
277. *Islamic State Report*, n° 1, Shaban 1435 (mai-juin 2014).
278. Traditionnellement, la *jizya* est un impôt personnel payé par les sujets non musulmans d'un pays islamique en âge de remplir leurs obligations militaires. Elle compense le fait que le non-musulman ne sert pas dans l'armée et n'est pas redevable de la *zakat*, l'aumône. Elle symbolise également l'acceptation par celui qui la paye de l'autorité qui lui est imposée.
279. Le *dhimmi* est un croyant d'une religion du Livre non musulman (juif ou chrétien, mais il n'y a évidemment pas de juifs dans les territoires contrôlés par l'EI), bénéficiant d'un statut qui le protège mais consacre son infériorité.
280. « Iraq's heritage needs protection from Islamic State – Unesco », Reuters, 2 novembre 2014.
281. Notamment la Charte de Nuremberg, dite Charte de Londres, ou la Convention de La Haye de 1954.
282. Ces textes nous sont parvenus et sont publiés en français : Heinrich Himmler, *Discours secrets* (Gallimard, 1978).
283. « Jordan Pilot Murder : Islamic State deploys asymetry of fear », BBC News, 4 février 2015.
284. *Inside Ayan al-Islam (Kobani)*, 9.58 minutes, 28 octobre 2014 ; *Inside Mosul*, 8.15 minutes, 3 janvier 2015 ; *Inside Aleppo*, 12 minutes, 9 février 2015.
285. Voir l'étude *#Greenbirds : Measuring Importance and Influence in Syrian Foreign Fighter Networks*, *International Center for the Study of Radicalisation and Social Violence* (ICSR), Department of War Studies, King's College, Londres, 2014.

12

L'État islamique, objet polymorphe

L'histoire tourmentée de l'État islamique, les fréquents changements de nom de l'organisation qui allait un jour devenir Daech, la nature particulièrement opaque de sa gouvernance et l'obsession du secret qui caractérise sa direction, le fait d'être à la fois un groupe infra-étatique et un « État », même autoproclamé et non reconnu, les multiples modes opératoires d'une insurrection régionale qui est également un réseau terroriste multinational : tout cela fait de Daech un objet atypique, polymorphe, difficile à comprendre et à décrire.

On s'en rend compte quand on suit la couverture médiatique accordée à l'EI ou à ses actions, mais les médias ne sont pas les seuls à être à la peine. Cette situation explique, entre autres, l'inconcevable confession de Barack Obama en septembre 2014 : « Je ne veux pas mettre la charrue avant les bœufs : nous n'avons pas encore de stratégie[286]. » Et ce alors que l'EI venait de prendre le contrôle d'immenses territoires en Syrie et en Irak. De la part d'un président américain, chef du monde libre, cela passe mal.

Dans ce chapitre et le suivant, je vais donc tenter d'approfondir et clarifier les choses, au-delà de la trame purement historique et chronologique précédemment développée. Mon but sera d'abord de faire mieux comprendre l'État islamique dans son fonctionnement, d'éclairer ainsi les raisons de son succès, ensuite de déterminer ce que les tragédies de 2015 et 2016 nous ont appris de nouveau sur l'organisation. De là, nous pourrons tenter de discerner comment les choses vont se développer dans un avenir proche et tenter d'établir comment combattre cette menace d'un nouveau type.

Une direction unie, mais loin d'être homogène

Premier point, il semble que ce flou qui entoure l'EI tient en partie au fait que nous sommes confrontés à une organisation caractérisée par une direction qui, pour être unie, est loin d'être homogène.

Certes, autour d'al-Baghdadi, ce sont des salafistes purs et durs, essentiellement irakiens, et dans une moindre mesure syriens, qui donnent l'orientation générale. Mais ils ne sont pas seuls.

Pour ce premier groupe, citons entre autres les Irakiens Abou Muhammad al-Shimali (de son vrai nom Tarad Muhammad al-Jarba), responsable de la logistique et de l'acheminement des volontaires étrangers, Adnan Ismail Najm al-Bilawi al-Dulaimi, ancien chef du conseil militaire[287], Nabil Saddiq Abou Saleh al-Jabouri (Abou Sayyaf al-Iraqi), qui fut responsable des opérations financières liées à l'exploitation du pétrole[288], Muwaffaq Mustafa Mohammed al-Karmouh (Abou Saleh al-Afri), l'un des principaux financiers du groupe[289], Shaker Wahib al-Fahdawi al-Dulaimi (Abou Waheeb), responsable de l'EI dans la province d'Anbar[290], ou encore Abdulrahman Mustafa al-Qaduli (Abou Ali al-Anbari), qui fut une sorte de « proconsul » en Syrie[291].

Du côté syrien, on retiendra Haji Bakr, qui a assuré la pénétration du groupe d'al-Baghdadi dans son pays d'origine[292], Abu Luqman (utilisant également les *kunyas* Abou Ayyub al-Ansari et Ali al-Ahmoud, de son vrai nom Ali Moussa al-Shawakh), gouverneur de Raqqah, ou encore, mais dans un rôle plus symbolique, la Syrienne Ahlam al-Nasr, propagandiste zélée dont la poésie exalte le djihad et le sacrifice. Syrien également, et non des moindres, Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole et « ministre des attentats », comme ont pu l'écrire certains médias, du Califat[293].

Ce groupe où se mêlent salafistes syriens et irakiens est étroitement soudé. Beaucoup de ces hommes ont partagé l'exaltation et le danger des débuts du djihad en Irak après 2003, mais aussi les années difficiles de la détention à Camp Bucca, au cours desquelles al-Baghdadi s'est imposé comme leur chef naturel. Un certain nombre d'entre eux n'avait d'ailleurs pas attendu l'invasion de 2003 pour s'activer dans les cercles djihadistes salafistes.

À leurs côtés, des « internationalistes », c'est-à-dire des djihadistes qui ne sont ni irakiens ni syriens, mais qui ont adhéré à leur cause. Comme Faysal Ahmad Bin Ali al-Zahrani, un Saoudien qui joue un rôle important dans les trafics de pétrole ; Turki Moubarak Abdoullah Ahmad al-Binali, un ressortissant de Bahreïn devenu grand mufti[294] de l'EI ; l'Autrichien Mohamed Mahmoud (Abou Oussama al-Gharib), un des chefs des quelques centaines de germanophones à avoir rejoint l'EI ; le Tchétchène Abou Omar al-Shishani, dont j'ai déjà évoqué le rôle dans le précédent chapitre.

Les anciens des services de Saddam et l'EI : mariage de raison, mais contre nature

Au sein de ce que l'on pourrait appeler le Comex (comité exécutif) de Daech, si l'on comparait le groupe à une multinationale, la phalange qui me semble la plus intéressante est celle des ex-partisans de Saddam Hussein. Anciens du parti *Ba'ath*, ils ont appartenu à l'armée du régime, à ses forces spéciales, à ses services de renseignement. Ils furent, avant l'invasion de 2003, les ennemis implacables des salafistes, servant un régime dictatorial mais laïc qui leur menait une guerre sans merci. Puis vinrent les Américains.

La plupart des « saddamites » auraient probablement pu s'arranger du renversement du dictateur – qu'ils craignaient certainement autant en secret qu'ils le révéraient en public –, à condition de trouver leur place dans le nouvel Irak. Mais les Américains commirent deux erreurs impardonnables. La première fut de jeter à la rue, du jour au lendemain, des centaines de milliers de militaires, agents secrets ou autres policiers qui avaient fidèlement servi le régime. Là où il aurait fallu exercer de la chirurgie fine pour distinguer les vrais criminels des simples suiveurs, Washington opta pour le nettoyage par le vide. En l'espace de quelques heures, les vaincus furent privés et de leur dignité et de leur gagne-pain. Cela fait beaucoup.

La deuxième erreur fut de purement et simplement éradiquer les sunnites de la direction du pays et de les remplacer par des chiites, sous prétexte que ceux-ci étaient majoritaires et avaient souffert sous l'ancien régime. Une direction et une administration mélangées, au sein desquelles se seraient retrouvés chiites et sunnites, auraient peut-être eu des chances d'être acceptées. La solution choisie par Washington n'en avait aucune. Dans un pays clanique et tribal, profondément clivé autour du rapport de forces entre les deux dénominations musulmanes et imprégné de cette culture moyen-orientale de la revanche, ce n'était rien d'autre que la meilleure recette pour aboutir à la catastrophe. Et ce fut le cas : ivres de vengeance, instrumentalisés par Téhéran, les nouveaux maîtres chiites du pays accumulèrent erreurs et massacres, jetant les tribus sunnites dans les bras de la rébellion qui se développait.

Ayant bien connu les milieux néo-conservateurs qui inspiraient la politique de George W. Bush dans cette partie du monde, je suis tout prêt à croire que l'administration américaine, dans sa naïveté, pensait que les anciens esclaves d'hier méritaient qu'on les mette au pouvoir. Et même qu'elle espérait, après quelques inévitables tensions, une grande réconciliation nationale autour de cette magnifique idée de construire une démocratie.

C'était faire abstraction d'un « détail » : ce projet ne se déroulait pas en Nouvelle-Angleterre ou dans le Maine, mais au Moyen-Orient. Et au Moyen-Orient, personne n'est vraiment intéressé par la démocratie. Au Moyen-Orient, on ne tend pas la main à l'ennemi vaincu, on le massacre. Au Moyen-Orient, on ne cultive pas la différence, on l'écrase.

Donc, les anciens cadres de Saddam Hussein, privés d'emplois, humiliés, soumis au bon vouloir de l'occupant et de leurs anciens adversaires chiites, se joignirent en masse à l'insurrection. Au sein de celle-ci, ils rallièrent ceux qui pouvaient faire le plus de mal aux Occidentaux qui les avaient transformés en parias et aux chiites qui les martyrisaient : al-Qaida en Irak pour commencer, l'État islamique ensuite.

Dans ce groupe si particulier, on retrouve entre autres Ayad Hamid Khalaf al-Jumaili, l'un des patrons de l'*amniyat* (les services de sécurité de l'EI), un ancien officier de renseignement « saddamite » originaire de Fallujah, ou Waleed Jassem al-Alwani (Abou Ahmad al-Alwani), un ancien officier de l'armée irakienne devenu membre du comité militaire de la direction du Califat[295]. Sans oublier Adnan Latif Hamid al-Sweidani al-Dulaimi[296], un ancien lieutenant-colonel irakien qui a travaillé des années dans le service de renseignement de l'armée de l'air. Détenu à Camp Bucca pour avoir rejoint l'insurrection après 2003, il deviendra le chef du conseil militaire de l'EI à la fin de 2013 ou au début de 2014[297]. Autre ancien haut gradé de l'armée de Saddam : Fadel Ahmed Abdullah al-Hiyali (Abou Muslim al-Turkmani), un ex-colonel du renseignement militaire[298] et des forces spéciales. Après avoir été enfermé à Camp Bucca, il rejoindra al-Baghdadi et prendra en charge l'encadrement des « gouverneurs de provinces » de l'EI. C'est lui qui mettra sur pied des « cabinets fantômes » suivant de près les affaires des provinces que l'EI ne domine pas encore mais souhaite intégrer au Califat. Une démarche originale devant permettre une transition rapide après la conquête[299].

Quelques experts militaires formés à l'étranger ont également rejoint les rangs de Daech. Je n'en citerai qu'un : le Tadjik Gulmurod Khalimov. Une recrue de choix. Après avoir été l'un des principaux responsables des Omon[300] du Tadjikistan, Khalimov a participé à pas moins de cinq sessions de formation au contre-terrorisme organisées par Washington pour ses alliés entre 2003 et 2014. Il est donc particulièrement au fait des techniques et méthodes des services de renseignement occidentaux et de leurs forces spéciales. Ayant sans doute été une « taupe » de l'EI depuis un certain temps, il disparaît en avril 2015 et refait surface le 28 mai suivant dans une vidéo de propagande de Daech.

Ces hommes – et des dizaines ou des centaines d'autres moins en vue, mais partageant le même passé – ont immanquablement exercé une influence certaine sur l'État islamique dans ce qui est leur sphère de compétence : le renseignement, les opérations militaires et la sécurité.

Car Daech, en tout cas au niveau de sa direction, a un fonctionnement relativement « démocratique ». Nous ne sommes pas face à un Hitler ou un Staline qui dicterait sa volonté sans tenir compte de ce que pensent ses seconds. La gouvernance islamique traditionnelle repose en effet sur le système de la *Choura* (que l'on pourrait traduire par « conseil »), définie entre autres dans le verset 159 de la troisième Sourate (*al-Imran*) du Coran : « Consulte-les sur toute chose ; mais, quand tu as pris une décision, place ta confiance en Dieu. Dieu aime ceux qui ont confiance en lui. »

Certes, Abou Bakr al-Baghdadi est le calife, et, comme tel, le chef suprême : c'est lui qui tranche et a le dernier mot. Mais les décisions sont précédées de longues discussions durant lesquelles chacun peut faire valoir son point de vue et le défendre.

Ces anciens de Saddam sont-ils « convertis » au salafisme ? Certains, oui, sans doute. Les autres non. Tant qu'ils ne se démarquent pas trop et ne se mêlent pas de la direction des affaires religieuses, ce n'est probablement pas ce qu'on leur demande. Ils sont là pour transformer en actes et en coups les paroles du calife. Et c'est ce qu'ils font… avec un talent certain.

L'apport des professionnels du renseignement

C'est cette adhésion de professionnels du renseignement qui a permis la transhumance de l'organisation d'al-Baghdadi d'Irak à la Syrie et assuré, un an plus tard, son retour triomphal en Irak. Pour ce faire, ils ont infiltré des réseaux d'espionnage en Syrie dès 2011, créé des cellules dormantes et infiltré ou créé de toutes pièces des groupes rebelles[301]. Prenant peu à peu le contrôle du terrain « sous faux pavillon », l'EI nourrissait ainsi une documentation qui allait être d'une importance cruciale pour identifier possibles alliés et adversaires en puissance – mais aussi les forces et les faiblesses des uns et des autres.

Ce sont les mêmes professionnels qui, une fois un territoire conquis, permettent le contrôle social immédiat, ou du moins rapide, des populations assujetties. Ainsi, une des premières choses que font les hommes des services de sécurité de Daech, lorsqu'ils prennent le contrôle d'une ville ou d'une province, est de mettre en sécurité les archives de la police et des autres services officiels. L'exploitation de cette documentation permet ensuite de saisir toutes les armes en circulation et d'identifier les ennemis

potentiels (anciens policiers, informateurs), les « déviants » et les minorités religieuses. Les deux premières catégories seront impitoyablement éliminées, la troisième réprimée, forcée à l'exil ou rançonnée. Pour arriver à leurs fins, les anciens maîtres-espions de Saddam Hussein usent et abusent de leurs talents. Ils montent de véritables opérations de pénétration des milieux suspects, « retournent » certaines cibles pour les employer comme provocateurs et accumulent les renseignements avant de frapper. Dans le cas des homosexuels, on sait que les médias sociaux ont été utilisés pour attirer les « amis » de ceux qui avaient déjà été pris.

Les mêmes experts ont mis leur savoir-faire au service de leurs nouveaux maîtres pour créer et gérer les bases de données et fichiers qui sont le socle de toute gestion des populations. On leur doit notamment le recensement des combattants étrangers qui ont rejoint Daech. Au printemps 2016, un défecteur syrien a vendu à la chaîne américaine NBC News un support électronique qu'il avait volé à un « commandant » de l'organisation, et sur lequel se trouvait une partie importante de ce fichier constitué en 2013-14 : 4 018 individus étaient concernés par le fichier le plus important, celui des « Données des moudjahidin ».

On y trouvait vingt-trois mentions, allant du nom et de la *kunya* du volontaire à la date et au lieu de sa mort éventuelle en passant par l'identité de sa mère, le groupe sanguin, le niveau d'études et la profession, la connaissance de la chari'a, l'expérience du djihad et les recommandations éventuelles. On demandait également au nouvel arrivant s'il souhaitait être combattant, chargé d'une mission-suicide, travailler dans la sécurité ou occuper un poste administratif. Une documentation essentielle pour mieux cerner les profils des étrangers ayant rejoint Daech[302].

L'intelligence de Daech a donc été, comme le souligne dans un article récent Craig Whiteside[303], professeur au Naval War College de Monterey (Californie), de mixer « l'expérience de djihadistes [accumulée] de conflits précédents avec celle de professionnels de l'armée et du renseignement[304] ».

C'est probablement de la rencontre de ces deux expériences qu'est née l'idée de maintenir une organisation clandestine alors que l'EI rencontrait le succès – en 2014-2015. Les dirigeants de Daech savent que la « territorialisation » de leur idéologie – une étape qu'al-Qaida avait toujours refusée – les expose, comme les dirigeants du djihad syrien l'avaient dit à al-Bagdadi lors de la réunion fondatrice de 2013, à une riposte foudroyante de l'ennemi. Ils ont beau être fanatisés, ils savent que leur « État » pourrait sombrer. Et ils y sont prêts. Différentes interceptions réalisées par les

services de renseignement sur zone montrent depuis quelques mois que Daech se prépare tranquillement et sans angoisse apparente à la chute de places fortes aussi importantes que Mossoul ou Raqqah. L'idée de retourner dans la clandestinité est loin d'effrayer al-Baghdadi et ses lieutenants, qui estiment qu'à l'instar de la Longue Marche[305] de Mao cette étape leur permettra de se purifier et de se renforcer. Sans compter qu'ils la voient très probablement comme une épreuve que Dieu leur envoie pour raffermir leur foi.

Cette transition pourrait être d'autant plus facile que la domination qu'ils exercent depuis plus de deux ans sur de vastes zones syriennes et irakiennes leur a sans nul doute permis de mettre en place des réseaux de caches d'armes et de planques leur permettant de continuer à agir en attendant le moment où ils pourront ressortir au grand jour.

Le Califat, un « État » dispersé

Après avoir tenté de comprendre la gouvernance de Daech, il nous faut maintenant nous atteler à une deuxième analyse pour appréhender l'importance de son rayonnement mondial. Cette « dispersion » est également un des facteurs qui assureront la survie de Daech si son sanctuaire syro-irakien est éliminé, puisque le Califat est mondial. État des lieux.

En Libye, Daech est présent depuis 2014 dans trois provinces : celles de Tripoli dans l'ouest, de Barqa dans l'est et du Fezzan dans le sud. Les trois groupes sont géographiquement séparés, mais on estime qu'une coordination, voire un commandement commun, les unit. De plus, ils peuvent compter sur des réseaux dans les principales villes du pays, qu'il s'agisse de Tripoli, Misrata, Derna ou Benghazi. Les autorités libyennes et les principaux services de renseignement actifs en Libye s'accordent pour évaluer à environ cinq mille le nombre de combattants libyens ayant prêté allégeance à al-Baghdadi.

En 2014 toujours, *Ansar Beit al-Maqdis*, un groupe salafiste du Sinaï, s'est transformé en *Wilayat Sinaï* (« Province du Sinaï ») du Califat. Formé de djihadistes égyptiens qui ont participé aux combats en Afghanistan et en Irak, de Bédouins et d'anciens d'al-Qaida, ce groupe, qui serait fort de plusieurs milliers de combattants et sympathisants, contrôle une partie du nord de la péninsule. On lui doit l'attentat du 31 octobre 2015 contre l'avion de la Metrojet qui fit 224 morts.

En janvier 2015, c'est la formation de la *Wilayat Khorasan*, à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan. Ici aussi, on recense plusieurs milliers de

sympathisants de Daech. Trois mois plus tard, en mars, c'est l'organisation terroriste du nord-ouest du Nigeria, Boko Haram, qui prête allégeance, amenant à Daech plusieurs milliers de nouveaux suiveurs. Le groupe, extrêmement sectaire et dont les autorités de Lagos annoncent régulièrement la fin, représente désormais une menace contre le Cameroun, le Niger et le Tchad.

En mars 2015 encore, une *Wilayat* de Sanaa de l'EI est apparue au Yémen. Dans la capitale, les partisans de Daech ont profité des désordres nés de l'affrontement entre la coalition militaire soutenue par l'Arabie saoudite et les rebelles (chiites) Houthi pour lancer des attaques meurtrières contre les mosquées chiites. On estime le nombre de ces combattants à quelques centaines, pour la plupart des « défecteurs » d'al-Qaida dans la péninsule Arabique (Aqpa).

Deux mois plus tard, la *Wilayat Najd* en Arabie saoudite attaque trois mosquées dans le royaume saoudien et au Koweït. Ce groupe, formé de quelques centaines de militants, pour la plupart très jeunes et sans expérience, peine à se développer. Mais il est symboliquement important pour al-Baghdadi, puisqu'il permet d'assurer la présence de son Califat dans la Terre des deux mosquées.

Pour être complet et précis, il faudrait ajouter à ces *Wilayat*, réparties sur trois continents, des dizaines de cellules et des milliers de sympathisants présents de l'Australie à l'Europe, en passant par l'Amérique du Nord et l'Extrême-Orient.

C'est l'ensemble de cette architecture terroriste, unique dans l'histoire, qui garantit à Daech, au même titre que son mode de gouvernance, de pouvoir survivre… même éradiqué dans la région syro-irakienne.

On notera que si certaines de ces provinces ont été créées de toutes pièces, d'autres ont décidé de renoncer à leur allégeance pour se rapprocher de l'EI. Et si les succès remportés sur le terrain expliquent en partie ces ralliements, d'autres éléments ont joué. Certains groupes auraient été « achetés », soit en monnaie sonnante et trébuchante, soit par la promesse de leur envoyer des moyens d'action et des cadres capables de les entraîner et de les conseiller.

Une adaptabilité remarquable

L'une des principales caractéristiques de Daech est certainement son intelligence et sa faculté d'adaptation.

En 2014, Daniel Milton, du Combatting Terrorism Center (CTC, un centre de recherche spécialisé installé à l'académie militaire américaine de West Point), écrivait : « La réémergence de l'EI et son succès ont provoqué

d'interminables discussions. Comment une organisation insurrectionnelle qui fut repoussée aux marges de la société a-t-elle pu se transformer victorieusement en une organisation qui contrôle un territoire, attire des recrues de partout dans le monde et continue à remporter des victoires contre d'autres groupes rebelles et des armées nationales ? Nous pourrions arguer qu'une grande part de la réponse est la capacité de cette organisation à apprendre du passé et à mettre en place les changements qui lui permettent d'espérer éviter de répéter les erreurs commises. En même temps, une autre clé du succès de l'EI est son habileté à user de ses capacités dans divers domaines pour extraire le maximum de bénéfice possible de chacune de ces activités[306]. »

Cette adaptabilité se traduit entre autres par la remarquable organisation de la propagande de l'EI. Sur le fond, j'ai déjà évoqué la puissance de la propagande du groupe et l'impact profond qu'il peut avoir sur ceux qui reçoivent son message. La forme mérite également qu'on s'y attarde un instant.

La propagande de l'EI est à la fois centralisée et décentralisée. Au niveau de la production, on trouve un « ministère de l'Information » qui gère plusieurs médias et des bureaux régionaux qui peuvent intervenir en fonction des compétences locales, ou amenées par des volontaires étrangers, qu'ils sont capables de mobiliser. Enfin, les simples membres de l'EI et ses sympathisants ont leur partition à jouer.

Sur le plan des canaux de diffusion, on trouve des médias officiels, gérés par le ministère et les bureaux régionaux, des médias officieux, contrôlés par les mêmes mais souvent nourris par des simples membres ou sympathisants, et bien entendu des forums et comptes individuels de médias sociaux par lesquels ces mêmes individus peuvent retransmettre les informations reçues par les voies officielles et officieuses. Enfin, ces mêmes informations seront adaptées aux publics visés, qu'il s'agisse de sympathisants, de populations contrôlées, étrangères, ou d'adversaires.

Cette structure à la fois souple et complexe permet d'assurer une propagande vivante et efficace. Et la redondance des centres de conception induit une extrême difficulté à éliminer ou même limiter l'influence médiatique de l'EI.

Cette propagande, l'adaptabilité, une gouvernance jugée par certains conforme à l'islam, les succès remportés par l'organisation ont attiré des volontaires du monde entier, du Moyen-Orient à la Chine en passant par l'ensemble des autres continents. Dans un chapitre précédent, j'ai tenté une évaluation du nombre de combattants étrangers présents en Syrie ou en Irak. Les dernières estimations du renseignement américain dépassent les chiffres

que j'avançais, alors que l'image est loin d'être complète : 43 000 étrangers, dont 7 400 Occidentaux (et 250 Américains) auraient gagné la Syrie ou l'Irak, ou tenté de le faire, depuis 2011[307]. Au début de l'été, avant que l'armée turque ne rende la frontière avec la Syrie à peu près étanche, cinq cents à mille volontaires étrangers continuaient de pénétrer chaque mois dans les territoires contrôlés par Daech. Ces derniers chiffres proviennent entre autres de l'exploitation de quelque 10 000 documents et de 4,5 terabytes de données digitales saisies par les rebelles kurdes lors de la chute de Manbij, dans le nord de la Syrie.

On ne contrôle pas uniquement par la répression

Ce que Daech a parfaitement compris, illustrant une fois de plus son adaptabilité, c'est que l'on ne gouverne pas exclusivement par la peur et la répression.

Devenu un « État », l'EI, contrairement à al-Qaida, n'est plus un simple pourvoyeur de violence et de mort : il se doit de prodiguer les services que l'on attend d'un gouvernement. Par une application stricte de la chari'a, l'organisation-État assure par exemple la sécurité et le respect des « bonnes mœurs ». Dans le Califat, on ne vole pas… sous peine d'avoir la main tranchée. Et l'adultère est puni de mort.

Daech va également faire fonctionner les écoles et les hôpitaux, reconstruire et entretenir les routes, installer ou améliorer l'éclairage public, créer des parcs et des jardins, nettoyer les rues, bâtir des centres commerciaux. Il va contrôler les marchés et les prix des denrées de première nécessité. Pour cela, bien entendu, une bureaucratie est nécessaire. Son organisation ne doit rien au hasard : elle suit très précisément un manuel de vingt-quatre pages, intitulé *Principes de l'administration de l'État islamique*[308], que l'on doit à un haut fonctionnaire de Raqqah.

Cette même politique mêlant répression et fourniture de services est appliquée à la lettre dans chacune des « provinces » contrôlées par l'EI. Cela prouve bien que cette politique, mûrement réfléchie, est notamment destinée à montrer que Daech, quand il s'installe quelque part, est là pour rester. Quelles que soient les vicissitudes de la guerre. Bien entendu, la pression militaire exercée par la coalition arabo-occidentale et l'armée syrienne soutenue par la Russie rend de plus en plus difficile cette gestion d'État, mais une fois encore, l'EI peut en tirer profit. Si les territoires qu'elle perd ne sont pas bien gérés, si l'insécurité, le chômage et la pénurie reviennent, une partie de la population locale en viendra à « regretter » le

temps de Daech… et pourrait décider de rejoindre une nouvelle génération de combattants désireux de rétablir la domination du Califat.

La soif d'apocalypse

Un dernier point important. On ne peut comprendre Daech si l'on continue à ignorer un élément fondamental de sa doctrine. L'EI est une organisation apocalyptique, dans le sens où elle se donne en partie pour mission de hâter la venue de la fin des temps. Ce n'est pas par hasard si la principale revue anglophone de l'organisation a été baptisée *Dabiq*, du nom de la ville syrienne proche d'Alep où aura lieu, selon la tradition, la bataille finale entre musulmans et « Romains » (comprendre, aujourd'hui, « Occidentaux »).

Abou al-Hussein Muslim cite le hadith suivant dans la compilation qu'il réalisa au IXe siècle : « L'heure dernière n'arrivera pas avant que les Byzantins n'attaquent Dabiq. Une armée musulmane regroupant des hommes parmi les meilleurs sur terre à cette époque sera dépêchée de Médine pour les contrecarrer. Une fois les deux armées face à face, les Byzantins s'écrieront : "Laissez-nous combattre nos semblables convertis à l'islam." Les musulmans répondront : "Par Allah, nous n'abandonnerons jamais nos frères." Puis la bataille s'engagera. Un tiers s'avouera vaincu ; plus jamais Allah ne leur pardonnera. Un tiers mourra ; ils seront les meilleurs martyrs aux yeux d'Allah. Et un tiers vaincra ; ils ne seront plus jamais éprouvés et ils conquerront Constantinople. » Al-Hussein se base sur un hadith plus ancien, dû à Abou Hurayrah[309], qui cite deux localisations possibles pour cet ultime affrontement : Dabiq et al-Amaq, dans l'actuelle province du Hatay, en Turquie. Suite à cette bataille, Jésus, deuxième prophète le plus révéré en islam sous le nom d'*Issa*, redescendra sur terre, transpercera l'antéchrist (*Dajjal*) et mènera les musulmans à la victoire. Et tout sera consommé, car comme le stipule le Coran : « Il sera un signe au sujet de l'heure [du jugement]. N'en doutez point[310]. »

C'est à cette lumière qu'il faut lire les crimes et provocations de l'État islamique. Il vise à répandre le chaos et rêve d'attirer des troupes « chrétiennes » au sol pour livrer cette bataille mythique qui annoncera le triomphe final de l'islam. Cela explique également la résilience du Califat face à ses défaites militaires. L'équation est simple : par sa gouvernance, Daech aura « prouvé » que l'islam est « la » solution. Les *Roumi* (« Romains », donc les « chrétiens ») prendront peur et voudront l'éradiquer. Ce faisant, ils courront à leur perte.

Des millions de salafistes dans le monde partagent, peu ou prou, cette vision des choses. Mais c'est peut-être également là que réside sa principale faiblesse : on peut douter que les « professionnels saddamites » qui ont rejoint l'EI aient un tel désir de mort. Pour eux, la violence n'est pas une fin mais un moyen : celui d'établir ce « Sunnistan » qui les protégerait. On peut penser qu'il y a là les ferments d'une dissidence, voire d'un schisme mortel pour le Califat. L'avenir le dira.

286. Chelsea J. Carter, Catherine E. Soichet, Hamdi Alkhshali, « Obama on ISIS in Syria : "We don't have a strategy yet" », CNN, 4 septembre 2014.
287. Tué en Irak le 4 juin 20 14, c'était un ancien détenu de Camp Bucca.
288. Apparemment tué dans une opération des forces spéciales américaines dans la nuit du 15 au 16 mai 2015, dans l'est de la Syrie.
289. Tué en Irak en novembre 2015.
290. Il aurait été tué le 6 mai 2016 et était un ancien détenu de Camp Bucca.
291. Il aurait été abattu en mars 2016 dans une opération des forces spéciales américaines.
292. Il aurait été tué en 2014.
293. Al-Adnani, qui avait rejoint le djihad en Irak dès l'invasion américaine de 2003, avait passé plus de cinq ans en détention à Camp Bucca. À la fin du mois d'août 2016, l'État islamique a annoncé son « martyre » à Alep. Il serait mort dans une frappe revendiquée à la fois par les Russes et les Américains.
294. Le grand mufti est l'autorité juridique supérieure de l'État islamique.
295. Sa mort a été annoncée, mais jamais confirmée, à la fin de 2014.
296. Si tant de suiveurs et de cadres du Califat sont des « al-Dulaimi », c'est simplement parce que les Dulaim forment l'une des plus puissantes tribus arabes (7 millions de personnes, un millier de clans) et la plus importante tribu irakienne, avec au moins 3 millions de membres dans la province d'Anbar (berceau des insurrections de 2003 et de 2013-2014).
297. Il aurait été tué dans une frappe aérienne américaine en novembre 2014.
298. La Direction générale du renseignement militaire (*Mudiriyyat al-Istikhabarat al-Askariyya al-Amma*) faisait fonction de service de renseignement, de sûreté militaire et de « bras armé » de Saddam Hussein à l'étranger, chargé de l'élimination des ennemis du régime.
299. Al-Turkmani a été tué près de Mossoul le 18 août 2015.
300. En russe : *Otriad Mobilny Ossobogo Naznatchénia* ou « Détachement mobile à vocation particulière », les forces spéciales de la police dans plusieurs ex-Républiques soviétiques.
301. À ce sujet, voir Aaron Y. Zelin, *The Islamic State's Territorial Methodology*, The Washington Institute for Near East Policy, janvier 2016.
302. Elle est analysée dans Brian Dodwell, Daniel Milton et Don Rassler, *The Caliphate's Global Workforce : An Inside look at the Islamic State Foreign Fighter Paper Trail*, Combatting Terrorism Center, avril 2016.
303. Craig Whiteside est un ancien officier doté d'une expérience en contre-insurrection acquise en Irak en 2006-2007. Il est également associé au Center on Irregular Warfare and Armed Groups du Naval War College de Rhode Island.
304. Craig Whiteside, « New Masters of Revolutionary Warfare : The Islamic State Movement (2002-2016) », *Perspectives on Terrorism* vol. 10, issue 4, août 2016, p. 4-18.
305. Le 15 octobre 1934, pour échapper à l'encerclement, la guérilla communiste de Mao, forte de 130 000 combattants, entame une retraite de 12 000 kilomètres qui lui fera traverser onze provinces.

Seuls 20 000 à 30 000 communistes survivront à cette épreuve qui s'achèvera le 19 octobre 1935.
306. Daniel Milton, *The Islamic State : An Adaptative Organization Facing Increasing Challenges*, in *The Group that calls itself a State : understanding the Evolution and Challenges of the Islamic State*, CTC, West Point, décembre 2014, p. 73.
307. Eric Schmitt, « US Secures Vast New Trove of Intelligence on Isis », *The New York Times*, 27 juillet 2016.
308. Shiv Malik, « The Isis papers : behind "death cult" image, lies a methodical bureaucracy », *The Guardian*, 7 décembre 2015.
309. Abû Hurayrah ad-Dawsi al-Yamani (603-681) fut l'un des compagnons du Prophète avec lequel il passa deux ans à guerroyer. On lui doit 5 374 hadiths.
310. Coran, sourate 43 (*az-Zukgrûf*, « Les Ornements »), verset 61.

13

Ce que les attentats nous apprennent

Les attentats commis, ou tentés, en Occident par Daech ou ses sympathisants depuis 2014 nous en apprennent beaucoup sur les modes opératoires de cette organisation… et donc sur ce qu'il faut en attendre dans l'avenir.

Ces révélations proviennent à la fois des enquêtes menées *a posteriori*, de l'interrogatoire de certains inculpés qui acceptent de se confier lors de leur audition – ils sont rares –, et du travail des services de renseignement. Par ailleurs, l'Esisc, que je codirige, a organisé une veille-collecte permanente d'informations pertinentes pour mieux conseiller ses clients. Les renseignements ainsi rassemblés, triés et analysés sont régulièrement confrontés aux découvertes de certains services avec lesquels nous entretenons des relations privilégiées dans différents pays. Tentons une synthèse.

Trois types d'attentats pour l'EI

L'organisation État islamique a démontré à ce jour sa capacité à organiser trois types d'attentats, très différents les uns des autres.

1. *Des opérations planifiées et préparées par l'organisation centrale.* La première catégorie d'attaques, la plus rare en Occident, est aussi la plus complexe. Elle requiert une longue préparation, la sélection rigoureuse des opérateurs, leur formation, leur « projection » sur zone et un soutien logistique important. Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris ressortent de ce type d'actions.

Avant le 13 novembre, Daech n'avait jamais organisé d'opération de ce type[311]. Comme je l'ai souligné et largement illustré au début de cet ouvrage, le 13 novembre a bel et bien marqué un « saut qualitatif » important pour l'organisation. Pour autant, nous n'avons pas connu d'attaques similaires, que ce soit par leur sophistication ou leur létalité, après le 15 novembre.

Trois raisons à cet état de fait. D'abord, ces attaques nécessitent une préparation lourde, faisant appel à toutes les ressources de l'EI. Or, même si elles sont importantes, elles ne constituent pas la priorité absolue du groupe qui concentre l'essentiel de son énergie à la préservation de ses gains territoriaux et à l'expansion de ses *Wilayat*.

Ensuite, les conditions militaires sur zone ont rendu nettement plus difficile l'acheminement vers l'Europe de combattants – ainsi que leur infiltration/exfiltration en/de l'Europe. Enfin, parce que le 13 novembre a agi comme un véritable électrochoc pour la « djihadosphère » et suscité de nombreuses attaques individuelles qui, pour le moment, suffisent à satisfaire l'EI.

On peut argumenter que dans d'autres cas des attentats nécessitant la projection de « personnels » ont été tentés ou réalisés : les tentatives d'Ibrahim Boudina et Abdelkader Tliba à Nice au début de 2014, le complot de Verviers en janvier 2015, l'attentat de Mehdi Nemmouche à Bruxelles le 24 mai 2014… Mais ils ne sont pas de la même ampleur. Dans chacun des cas que je viens de citer, ce sont des combattants formés en Syrie mais isolés qui ont été envoyés. Pour préparer le 13 novembre, c'est un réseau entier comprenant opérateurs, artificiers et logisticiens qui a été infiltré avec son propre encadrement sur le terrain – entre autres, mais pas seulement, Abdelhamid Abaaoud.

2. *Des opérations initiées par des sympathisants isolés mais « doués ».* Les attaques du deuxième type sont perpétrées par des sympathisants de l'État islamique qui n'ont pas été formés en Syrie mais qui sont intelligents, structurés et capables de préparer une action sur une période assez longue, en prenant toutes les mesures nécessaires pour ne pas être repérés et empêchés d'agir.

L'exemple type est celui de San Bernardino[312], le 2 décembre 2015 : un couple sans histoire, formé d'un ingénieur et d'une pharmacienne qui jettent le masque et passent à l'action. Bilan : quatorze morts et plusieurs dizaines de blessés. Autre exemple, qui s'est soldé, lui, par un échec : le complot des églises de Villejuif de Sid Ahmed Glam en avril 2015. Tout comme les attaques nécessitant une planification et une préparation longues, ce type d'attentat n'est pas le plus fréquent. Probablement parce que les plus doués des sympathisants de l'EI vivant en Occident sont jusqu'à présent davantage tentés par l'aventure syrienne que par l'action individuelle isolée.

3. *Les attaques par des djihadistes individuels.* La troisième catégorie d'attentats concerne ceux commis par des sympathisants de l'EI, parfois

récemment radicalisés, qui n'ont pas été capables de gagner la Syrie ou n'ont pas souhaité le faire.

Il s'agit le plus souvent d'individus « à problème » qui décident, parfois pour des raisons personnelles comme une situation de crise ou une situation psychologique compliquée, de passer à l'acte. On remarquera que certains de ces acteurs n'ont aucune culture musulmane réelle et ont souvent mené, jusque-là, une vie aux antipodes de la morale islamique. Pour eux, le djihad est aussi une manière de se laver de ses péchés et de sortir de la période de *jâhilîya* (ignorance préislamique) qui était la leur avant de (re)découvrir la vraie foi. Certains protagonistes de ces attaques individuelles ayant un passé criminel violent et/ou des problèmes psychiatriques lourds, on peut également les considérer comme des sociopathes ou des psychopathes.

À ce jour, la majorité des attentats commis dans le monde occidental « par Daech » correspond à ce troisième type. Citons pour mémoire les actes des convertis canadiens Martin Couture-Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau en octobre 2014, de l'Américain Zale Thompson quelques jours plus tard, de Yassine Salhi à Saint-Quentin-Fallavier le 26 juin 2015, d'Ayoub el-Khazzani dans le Thalys le 21 août 2015[313].

Certes, la plupart des attentats de ce type échouent. Leurs promoteurs sont trop peu expérimentés, mal préparés, ou tout simplement d'une intelligence plus que limitée – voire atteints de troubles mentaux tellement aigus qu'ils nuisent à leur action. Les protagonistes de la tentative d'attaque à la voiture piégée dans le quartier de Notre-Dame à Paris, le 4 septembre 2016, m'ont été décrits par des enquêteurs comme « totalement fanatisés et acquis à la cause de Daech, mais extrêmement bas de plafond ».

Certaines de ces actions individuelles sont néanmoins des « réussites ». Au plan quantitatif d'abord. À Orlando, le 11 juin 2016, Omar Mateen massacre 55 personnes et en blesse une cinquantaine d'autres. À Nice, le 14 juillet 2016, plus de 80 civils sont tués et 200 autres blessés par Mohamed Bouhlel. Avec un simple camion et une préparation minimale qui n'a rien coûté à Daech, un homme seul fait près de deux tiers des victimes d'un commando de dix tueurs entraînés pendant un an et lourdement armés – le 13 novembre à Paris.

D'autres attentats individuels font nettement moins de victimes mais sont porteurs d'une terrible charge symbolique et émotionnelle. On pense notamment à l'assassinat du couple de policiers à Magnanville par Larossi Abdalla, le 13 juin 2016, ou à celui du père Hamel, dans son église de Saint-Étienne-du-Rouvray, à la fin du mois de juillet.

Certains commentateurs accusent parfois Daech de pratiquer la « revendication opportuniste » et de se déclarer responsable ou inspirateur de tout et de n'importe quoi, y compris d'actions individuelles commises par des individus n'ayant aucun lien avec l'organisation. Soyons bien clairs : cette approche est erronée. Daech, contrairement à d'autres groupes – notamment des réseaux talibans pakistanais –, n'a jamais assumé un acte terroriste sans qu'il existe un minimum de contact avec son auteur. Le schéma classique est celui d'un individu fanatisé ou à la dérive qui décide de passer à l'acte et fait précéder son action, ou accompagne celle-ci, d'un serment d'allégeance à l'EI et à son calife. Ce *bay'at* est ensuite rendu public par l'organisation quand elle l'estime nécessaire.

De même, Daech ne revendique jamais une action commise par un auteur qui serait encore en vie et n'aurait pas, lui-même, publiquement clamé son adhésion au Califat. Cette prudence se justifie par le souhait de ne pas aggraver la situation d'un « prisonnier de guerre ».

Économie de moyens, mais dans un cadre déterminé sur des cibles « légitimées »

L'État islamique a très bien intégré le fait qu'il ne lui fallait pas être sans cesse à la manœuvre. De ce point de vue, on peut dire qu'il a tiré les conclusions de l'échec d'al-Qaida qui, dans les années qui suivirent les attentats du 11 septembre 2001, s'épuisa à tenter d'organiser des attentats massifs dont la plupart échouèrent.

Il suffit à Daech de réussir, de temps à autre, une action d'éclat et de continuer à assurer sa présence médiatique récurrente pour attendre que par émulation d'autres tueurs se manifestent spontanément. Ce qui compte ici est moins de réussir un attentat majeur que de multiplier les attaques de basse intensité. Elles maintiennent la pression, assurent la couverture médiatique mondiale dont l'organisation a besoin pour exister, épuisent les forces de l'ordre et les services de sécurité, instillent la peur par leur simple répétition.

Cette peur, ce dégoût sont nécessaires. Car le but de Daech est double : d'une part, aller tellement loin que les pays ciblés n'auront plus d'autre choix que d'envoyer des troupes au sol, de l'autre provoquer des troubles graves au sein des sociétés occidentales. La première hypothèse, si elle se réalise, permettra de remobiliser les sympathisants du monde entier en criant à l'agression contre un pays musulman, et aussi de hâter la venue de cette apocalypse que l'EI appelle de ses vœux. La seconde offrirait l'occasion de nouveaux recrutements : si, demain, des éléments d'extrême

droite ou incontrôlés s'attaquaient à des musulmans, certains pourraient être tentés de rallier l'organisation. Patrick Calvar, directeur général du Renseignement intérieur, ne disait pas autre chose au printemps dernier devant les parlementaires : il expliquait qu'il craignait des troubles graves provoqués par des attaques antimusulmanes venant de l'extrême droite[314].

Il faut encore souligner que si les djihadistes isolés, que les médias nomment le plus souvent des « loups solitaires[315] », agissent d'eux-mêmes, ils le font le plus souvent dans un cadre général, par des méthodes prédéterminées – au minimum « préconisé » par l'EI – et contre des « cibles » que cette organisation estime légitimes.

Quand Couture-Rouleau ou Bouhlel se mettent au volant de leur véhicule pour le transformer en arme mortelle, ils appliquent à la lettre les recommandations d'al-Adnani du 22 septembre 2014 : « Écrasez l'infidèle avec une voiture[316]. » Quand Mateen s'en prend à un club de rencontres homosexuelles, et Abdalla à des policiers ou Petitjean et Kermiche à un prêtre, ils s'attaquent à des « objectifs » désignés.

L'État islamique ne se borne d'ailleurs pas à définir qui peut être frappé et comment. Ni à conseiller des modes opératoires. Il pousse ses sympathisants, les « soldats du Califat », à adopter la plus grande prudence et à suivre des mesures de sécurité : ne pas parler, faire profil bas, ne pas se faire remarquer, utiliser des méthodes simples. Derrière ces conseils, il y a une véritable méthodologie.

« Pourquoi on travaille comme ça et pas autrement »

Les spécialistes n'ont jamais douté de cette réalité qui apparaît de manière éclatante le 22 mars, quelques heures après les attentats de Bruxelles, lorsque les services belges mettent la main sur l'ordinateur portable utilisé par les terroristes rue Max-Roos. Dans une sorte de mémo déjà évoqué, on peut lire une phrase simple et limpide : « Pourquoi on travaille comme ça et pas autrement[317]. » Ces quelques mots impliquent bel et bien qu'il y a une méthode, apprise par ceux qui ont été formés en Syrie ou ailleurs et inculquée à distance, au moins partiellement, par les « isolés ».

Bien entendu, plus l'attaque est sophistiquée, plus ce mode opératoire est visible, puisque les opérateurs ont été formés, parfois sur de longues périodes.

On sait ainsi que Daech conseille fortement à ceux dont il entretient la flamme à distance – et impose à ceux qu'il entraîne – l'utilisation de messageries cryptées telles que True Crypt, WhatsApp ou Telegram. Ces dernières années, plusieurs enquêtes ont fait apparaître que les djihadistes entraînés en Syrie et renvoyés à l'étranger étaient souvent munis d'une clé

USB sur laquelle est enregistré un système de cryptage « durci » par les experts informatiques de Daech – et, parfois, un logiciel CCleaner qui permet d'effacer définitivement les fichiers d'un disque dur sans laisser de traces exploitables.

On leur recommande d'acheter une nouvelle clé dans le premier pays occidental dans lequel ils arrivent et d'y recopier les programmes avant de détruite le support original – pour empêcher de déterminer où les systèmes ont été « améliorés » et copiés.

Sécurisation des échanges téléphoniques, réseaux logistiques déconnectés, cloisonnement, Retex…

Les communications téléphoniques sont également soumises à des règles très strictes.

Arrêté le 11 août 2015 alors qu'il a été renvoyé en France pour y commettre des attentats, Reda Hame[318] se confie longuement à ses interrogateurs de la DGSI. Il leur révèle que Daech dispose de plusieurs cartes Sim turques dont ont été équipés des téléphones eux aussi achetés en Turquie. Ces appareils sont utilisés par des coordinateurs abrités dans des « villas conspiratives » situées en Syrie, à très courte distance de la frontière, ce qui leur permet d'accrocher des réseaux mobiles turcs. Ainsi, les envoyés du groupe parvenus en Europe, si leurs communications sont interceptées, semblent correspondre avec des interlocuteurs turcs et non syriens, ce qui est évidemment moins suspect.

Du reste, et tant que possible, il n'y a même pas de conversation. Sur le chemin du retour, les djihadistes se procurent une carte Sim prépayée dans chaque pays européen par lequel ils passent. Ils appellent alors le numéro turc qui leur a été assigné et laissent sonner dans le vide. Personne ne décroche, mais ces appels en absence permettent aux superviseurs, grâce au préfixe de chaque carte appelante – et peut-être à l'horaire de l'appel et/ou au nombre de sonneries – de suivre la progression des « missionnaires » de Daech.

Sur le terrain, les mêmes règles s'appliquent. On évite d'utiliser les téléphones et, si on y est obligé, on en change régulièrement… de même, que de cartes Sim. Lorsque Abaaoud et Akrouh sont abattus à Saint-Denis au matin du 18 novembre 2015, on trouve à leurs côtés de très nombreux téléphones neufs, dans les emballages d'origine, et des cartes non utilisées.

Dans la soirée du 13 novembre, de nombreux mobiles n'ont été employés que quelques heures, voire moins. Les numéros apparaissent sur les réseaux dans les moments qui précèdent les attaques et disparaissent ensuite à

jamais. Ainsi le kamikaze Bilal Hadfi, qui se fit exploser à proximité du Stade de France, utilisa son appareil entre 20 h 41 et 21 h 28, heure de sa mort, soit 47 minutes. Les téléphones qui servirent à coordonner les attaques depuis Bruxelles furent activés le 12 novembre vers 22 h 30, et désactivés le 13 novembre à 21 h 45, après avoir reçu le dernier message envoyé par les tueurs du Bataclan : « C'est parti, on entre. »

Autre enseignement des attentats de Bruxelles et Paris : l'existence de réseaux logistiques cloisonnés et indépendants des réseaux opérationnels, ce qui les rend presque indétectables.

Une preuve ? Sur l'ordinateur de la rue Max-Roos, on trouve dans des fichiers deux mentions extrêmement intéressantes. D'abord : « On va laisser les armes à Imrane et lui laisser une adresse sur laquelle il peut te contacter comme ça, au cas où, s'il y a d'autres frères qui veulent travailler, alors tu pourras t'arranger pour les faire ressortir. » Ensuite : « Dis à Abou Imrane que s'il a encore besoin de cartes d'identité étrangères, il doit passer par le frère Abou Ahmed, Souleymane te dira comment le contacter. » C'est Khalid al-Bakraoui, cheville ouvrière des attentats de Paris et Bruxelles, et kamikaze le 22 mars 2016, qui a rédigé ce dernier message.

Que cela nous apprend-il ? Que les terroristes du 13 novembre et du 22 mars ont laissé un stock d'armes à un complice et que c'est celui-ci qui peut entrer en contact avec l'intermédiaire de futurs opérateurs, et non le contraire. Ainsi, si l'intermédiaire ou les opérateurs sont arrêtés, le « gardien des armes », Imrane, ne sera pas inquiété. Et son arsenal restera disponible pour une autre mission. Idem pour les faux papiers. On passe d'intermédiaire en intermédiaire. Une technique qui rappelle les réseaux cloisonnés de la résistance ou du renseignement.

Cette étanchéité entre réseaux opérationnels et logistiques est remarquable, car elle est de nature à assurer la survie à long terme des logisticiens et la disponibilité des matériels pour de nouveaux missionnaires qui arriveront « les mains dans les poches » dans trois mois, six mois ou deux ans.

À ce jour, soulignons-le, ces logisticiens n'ont pas été identifiés et les armes sont toujours dans la nature, sans doute dans des box de parkings, des caves ou des appartements « conspiratifs » dont les loyers sont payés rubis sur l'ongle.

Le retour d'expérience, ce que les militaires français appellent le Retex, est également intéressant. Je l'ai déjà dit, Daech est une organisation intelligente. Elle analyse ses succès et ses échecs et en tire les conclusions nécessaires. Trois exemples.

En 2014 et 2015, les opérations extérieures de l'EI ont accumulé les échecs en Europe, en ne s'appuyant que sur des éléments locaux ou sur des « combattants » projetés de manière isolée. La leçon a été apprise. Il fallait réussir un gros coup contre la France, et on a donc envoyé tout un « détachement » avec un ou plusieurs coordinateurs de terrain, comme Abaaoud. Résultat : les succès de Paris et Bruxelles.

Le 21 août 2015, dans le Thalys Bruxelles-Paris, Ayoub el-Khazzani commet une erreur en chargeant sa kalachnikov. Elle s'enraye. Dans les semaines qui suivent, des comptes de médias sociaux liés à Daech répandent des schémas expliquant comment charger correctement son arme.

Le 13 novembre, à Paris, les terroristes du Stade de France et du Bataclan sont équipés de ceintures explosives, c'est-à-dire de « petites » charges. Les résultats sont mitigés puisque l'immense majorité des victimes est tuée par balles. Quatre mois et demi plus tard, le 22 mars, à Bruxelles, ce seront des charges lourdes, de 20 à 30 kilos chacune, qui seront utilisées. C'est un massacre.

C'est ça le Retex…

Des méthodes qui ne s'improvisent pas

Rapidement raconté, tout cela semble simple. Mais ça ne l'est pas. L'une ou l'autre des méthodes que je viens d'exposer – et quelques autres dans le détail desquelles je ne vois pas l'intérêt d'entrer, étant donné les enquêtes en cours – peut être utilisée par hasard ou par instinct. Mais leur coordination ne doit rien au hasard. Cela s'apprend. « Pourquoi on travaille comme ça et pas autrement… »

C'est à l'*amniyat*, le service de sécurité de l'EI – en grande partie des anciens des services de Saddam – que les djihadistes doivent ces procédures. D'abord installée pour assurer la sécurité de l'organisation, l'*amniyat* est devenue une sorte d'État dans l'État, une administration centralisée, toute-puissante et notamment chargée des opérations à l'étranger. Sous la supervision d'Abou Bakr al-Baghdadi, mais sous la direction d'Abou Mohammed al-Adnani, elle a reçu carte blanche pour remplir sa mission et est libre de prélever partout les moyens humains ou matériels qui lui sont nécessaires.

Plusieurs adjoints entourent al-Adnani, ou peut-être entouraient al-Adnani, puisque ce « ministre des Attentats » aurait été tué durant l'été 2016. On connaît les *kunyas* de deux d'entre eux : Abou Souleymane al-Faransi et Abou Ahmad. Le premier est un Français, comme son nom l'indique. Il doit posséder un talent exceptionnel pour être arrivé aussi haut

dans l'organigramme du service le plus secret de Daech tout en étant européen. Mais il n'est pas le seul : à un niveau sans doute moins important, Abaaoud était également de l'*amniyat*, comme plusieurs autres opérateurs du 13 novembre.

Le nom d'Abou Ahmad doit dire quelque chose au lecteur : il apparaissait dans le rêve décrit par Khalid al-Bakraoui, retrouvé dans l'ordinateur portable de la rue Max-Roos. Il est également cité dans le dossier concernant l'Algérien Adel Haddadi et le Pakistanais Muhhamad Usman, arrêtés dans un camp de réfugiés de Salzbourg le 10 décembre 2015. Les deux hommes avaient reçu de lui l'ordre de se rendre en France, sans doute pour y retrouver les kamikazes du 13 novembre et pour participer à leurs attentats[319]. Coincés en Autriche, ils n'ont pu gagner Paris à temps. On trouvera sur eux le numéro du téléphone portable turc d'Abou Ahmad. Le même numéro avait été découvert le 17 janvier 2015 en possession d'un proche d'Abaaoud arrêté à Athènes, ou encore dans la poche d'un kamikaze déchiqueté au Stade de France.

Rukmini Callimachi, du *New York Times*, l'une des meilleures spécialistes des filières européennes de Daech avec laquelle j'ai eu le plaisir de collaborer à plusieurs reprises ces douze derniers mois, a consacré une enquête passionnante à l'*amniyat*, résultat de plusieurs mois de travail, de la consultation de milliers de pages de procédures, d'entretiens avec des responsables du renseignement en Europe et aux États-Unis, et de l'interview d'Harry Sarfo, un Allemand, ancien membre de Daech, aujourd'hui détenu dans une prison de haute sécurité de Brême[320].

Sarfo décrit ses rencontres avec les hommes de l'*amniyat*. Ces derniers voulaient le recruter en raison de son profil : des études techniques supérieures poursuivies en Allemagne et en Grande-Bretagne, une parfaite maîtrise de l'allemand comme de l'anglais…

La France ? Mafi mushkilah !

Or, l'Allemagne et la Grande-Bretagne posaient des problèmes à l'*amniyat*. Plusieurs volontaires qui en provenaient avaient refusé leur offre, d'autres l'avaient acceptée mais s'étaient montrés décevants. Ils étaient arrivés à réimplanter des djihadistes en Autriche, en France, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Liban, en Tunisie et dans plusieurs pays asiatiques (Bangladesh, Indonésie, Malaisie), mais Berlin et Londres restaient leur premier souci. La qualité de leurs recrues locales laissait à désirer. Ces deux pays étaient pourtant importants : Daech souhaitait organiser des attaques massives et simultanées à Londres, Berlin

et Paris, ou dans d'autres grandes villes de ces trois États européens. « "Et en France, demanda Sarfo, vous avez le même problème ?" Et alors, ils ont commencé à rire. Mais sérieusement, à rire aux larmes. "Ne vous inquiétez pas pour la France. Nous en avons plus qu'il nous en faut. La France ? *Mafi mushkilah !*" » *Mafi mushkilah* signifie « pas de problème ».

L'*amniyat* créait donc des cellules dormantes un peu partout. Des groupes d'hommes bien entraînés, entourés de logisticiens sûrs et pourvus en armes qui n'avaient d'autre mission que d'attendre le moment d'agir. Sarfo comprit alors que ses interlocuteurs avaient créé un vaste réseau en Europe et dans d'autres pays, et qu'ils tentaient de « combler les vides » pour s'assurer une omniprésence.

Un vétéran du renseignement américain et un autre du département de la Défense ont affirmé à Rukmini Callimachi que Daech avait réussi à infiltrer « des centaines d'opérateurs au sein de l'Union européenne » et « des centaines d'autres rien qu'en Turquie ». Sarfo confirme : « Des centaines, sans aucun doute… »

Le vol, le braquage et les trafics divers sont des crimes punis cruellement dans l'État islamique, mais le service de sécurité de Daech s'intéressait particulièrement à tout volontaire européen ayant un passé criminel : ceux-là avaient l'habitude de se jouer de la police et disposaient des contacts pour trouver armes, argent et planques.

Une deuxième catégorie d'individus intéressait l'*amniyat* : ceux que les interlocuteurs de Sarfo appelaient des *clean men*, des « hommes propres ». Tout à l'opposé des premiers, ils n'avaient aucun passé délictueux, n'avaient jamais attiré l'attention de la justice et des services de renseignement, et n'avaient eu aucun contact avec des milieux salafistes. S'ils étaient convertis et avaient gardé secrète leur attirance pour Daech, c'était encore mieux. Ils étaient employés comme agents de liaison et facilitateurs, transmettant les consignes et assurant le soutien des infiltrés.

L'interrogatoire d'un Américain arrêté le 14 mars 2016 par les *Peshmergas* kurdes, Mohamed Jamal Khweiss, confirme les propos de Sarfo mais cite une autre structure de Daech. Porteur de plusieurs téléphones, de trois cartes Sim et de deux cartes de banques lors de son interpellation, celui qui se faisait appeler Abou Omar a été approché en janvier 2016, lors de son arrivée dans le Califat, par des hommes de *Jaysh Kalifa* (« l'armée du Califat »), un département des « forces spéciales » de Daech qui, en étroite collaboration avec l'*amniyat*, recrute des étrangers acceptant d'être entraînés et renvoyés chez eux. Ils recherchent des célibataires, en bonne forme physique, qui sont formés dans des endroits

secrets et mèneront une vie discrète une fois retournés dans leurs pays d'origine[321].

Les plus prometteurs de ces volontaires ne passent que très peu de temps en Syrie. De quelques jours à une semaine, le temps d'une formation sommaire au maniement des armes et des explosifs : « On leur conseille, explique Sarfo, de faire passer leur voyage pour des vacances en Turquie… Au plus longtemps ils restent dans la région, au plus soupçonneux seront les services de renseignement de l'Ouest, c'est pour ça qu'on tente de les entraîner le plus rapidement possible. »

Les cellules ainsi formées peuvent être activées sur ordre ou, le plus souvent, sont dirigées dans un cadre beaucoup plus souple, théorisé par les stratèges allemands et plus particulièrement par von Moltke[322] : l'*Auftragstaktik* – qui consiste à laisser une grande latitude aux chefs sur le terrain en se contentant de leur fixer un but bien défini, de leur donner les moyens d'agir et de définir une période d'action. Adapté à la planification d'une action terroriste, cela consisterait par exemple à implanter en Europe un groupe d'opérateurs, à lui fournir la logistique (armes, planques, explosifs), à fixer une cible (« vous frapperez la France ») et à déterminer la période la plus propice à l'action (« avant la fin de l'année »). C'est peut-être ce qui s'est passé avant le 13 novembre.

Une précision : la pensée stratégique allemande a eu une grande influence sur les académies militaires arabes. L'application de l'*Auftragstaktik* au djihad serait donc, encore, un apport des anciens officiers de Saddam Hussein.

311. Voir chapitre 2, p. 31.
312. Voir chapitre 3, p. 54.
313. Voir chapitre 2, p. 38.
314. Certains médias ont cru pouvoir en conclure que Patrick Calvar estimait que la France se trouvait « au bord de la guerre civile », ce qui constitue une déformation de propos certes inquiétants, mais nettement plus modérés.
315. Je ne suis pas le seul à récuser cette appellation. Si, par définition, le djihadiste « isolé » est seul lorsqu'il passe à l'acte, il a souvent été entouré, dans la phase préparatoire de son geste, par ceux qui lui en ont procuré les moyens logistiques. Par ailleurs, il agit dans un cadre et selon des modes opératoires définis par d'autres. Enfin, il a été endoctriné, radicalisé et, dans le cas de Daech, a prêté le serment d'allégeance. Il est donc tout sauf « solitaire ».
316. Voir chapitre 2, p. 36.
317. Voir chapitre 7, p. 174.
318. Voir chapitre 2, p. 49.
319. Il est possible qu'ils aient été chargés de ce fameux attentat du « XVIII^{e} arrondissement », cité dans la première revendication de Daech et qui ne s'est jamais produit.

320. Rukmini Callimachi, « How a Secretive Branch of ISIS Built a Global Network ok Killers », *The New York Times*, 3 août 2016.
321. United States Criminal Court for the Eastern District of Virginia, *Criminal complaint, United States of America vs Mohamad Jamal Khweiss*, 11 mai 2016.
322. Helmuth Johann Ludwig von Moltke (1848-1916) a été chef d'état-major de l'armée allemande de 1906 à 1914.

En guise de conclusion

À quoi devons-nous nous attendre ?

On ne peut faire l'économie d'un peu de prospective. Après ce que nous avons vécu depuis 2014, et singulièrement depuis le 1er janvier 2015, à quoi faut-il s'attendre ?

Dans une interview donnée à la télévision belge le 4 août 2016, l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic déclarait : « L'année va être épouvantable avant les élections présidentielles. La tentation pour l'organisation terroriste État islamique va être très grande de s'en prendre au pays. On est dans une guerre en temps de paix. C'est le principe de l'attentat terroriste. Mon espérance à moyen terme, c'est l'essoufflement suite au degré d'horreur. Mais cela peut durer dix ans. Ce n'est pas exclu[323]. »

Je partage ce qui peut sembler être du pessimisme, mais n'est que du réalisme. À Paris, Bruxelles, Magnanville, à Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray, Orlando, et bien entendu en Irak, Daech a montré qu'il n'a aucune limite. L'État islamique frappe dur et pour faire mal, le plus mal possible. Il cherche, par ses actions, à provoquer le rejet et la haine de manière à nous attirer sur le terrain, ou, au minimum, à susciter des réactions violentes qui serviront ses projets, sans même évoquer sa fascination morbide pour l'apocalypse.

La situation militaire difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui l'organisation ne va pas tempérer ses ardeurs. Bien au contraire.

D'une part, la pression mise sur l'EI l'oblige à réagir. D'autre part, elle lui en fournit les moyens. En effet, si des centaines de djihadistes bien entraînés sont déjà retournés dans leurs pays d'origine, isolément ou envoyés former des cellules dormantes, des centaines d'autres sont aujourd'hui empêchés de rejoindre ce qu'ils considèrent comme l'État idéal. Les premiers n'attendent que le moment d'agir, les seconds formeront demain les bataillons de « soldats du Califat » qui se lanceront dans des actions individuelles pour marquer leur solidarité avec Daech.

Et la période électorale qui s'ouvre en France est évidemment porteuse de bien des menaces. On doit donc s'attendre à des attentats massifs du type

13 novembre, mais également à une multiplication des attentats individuels ou commis par de petites cellules.

Montée en puissance

Les modes opératoires des attentats de masse pourraient continuer à correspondre à ce que nous connaissons déjà : tueries à létalité maximale, prises d'otages puis retranchement dans l'attente des forces de sécurité et affrontement final. Toutefois, on sait que Daech aime surprendre et n'est jamais là où on l'attend.

De nouveaux modes opératoires sont donc possibles, sinon probables. Patrick Calvar déclarait le 24 mai 2016, devant la commission parlementaire d'enquête : « Vous vous souvenez que dans le passé on avait mis au jour des projets visant à récupérer dans les poubelles un ensemble de produits radioactifs d'origine hospitalière et dont l'assemblage aurait permis la création d'une bombe sale. On a arrêté plus tard, aux États-Unis, un individu qui avait conçu un tel projet. C'est donc un projet que les islamistes ont toujours eu en tête. Par ailleurs, le groupe islamique armé (GIA), à la même époque, effectuait des recherches sur la ricine. Ne pouvant, à l'aide de cet agent biologique, tuer beaucoup de personnes en même temps, il s'agissait de créer un effet de panique en enduisant de ricine les poignées des portières des véhicules afin que les personnes ainsi contaminées en meurent. L'effet médiatique aurait été désastreux. D'autres recherches sur le sujet ont été menées dans la vallée de Pankissi, en Géorgie, puis dans le nord de l'Irak. Les islamistes ont donc, j'insiste, toujours marqué leur intérêt pour ce type d'armes. La différence avec aujourd'hui est qu'ils ont acquis en la matière une capacité quasi industrielle. En tout cas, ils ont récupéré ce dont disposait l'armée de Saddam Hussein ou l'armée de Bachar el-Assad et ils n'hésitent pas à l'utiliser sur le terrain. S'ils en ont l'opportunité, ils vont exporter ces armes. La vraie difficulté pour eux est d'y parvenir, notamment à cause de la dangerosité des produits en question. Aussi, pour l'heure, en restent-ils à des attaques basiques et, comme vous, je suis persuadé qu'ils passeront au stade des véhicules piégés et des engins explosifs, et qu'ainsi ils monteront en puissance… Il faut nous souvenir que c'est ce que nous avons connu en 1986 et en 1995 : il s'agit de modes opératoires classiques. Ensuite, ils vont finir par projeter des commandos dont la mission consistera à organiser des campagnes terroristes sans nécessairement aller à l'assaut avec la mort à la clé. Pour cela, il leur faut des artificiers et organiser toute une logistique, c'est-à-dire s'installer sur notre territoire, acquérir tous les produits. »

Et le haut fonctionnaire d'insister : « Ils peuvent, de toute façon, fabriquer des bombes de manière artisanale, en achetant du nitrate d'ammonium par exemple. Rappelez-vous 1995. La pire catastrophe a pu être évitée grâce à un *timer* [minuteur] défaillant : à l'école juive de Villeurbanne, une voiture piégée avec une centaine de kilogrammes d'explosifs a sauté à un moment qui, contrairement à ce qui avait été programmé, n'était pas celui de la sortie des enfants. Sinon, c'eût été un massacre. Nous savons très bien qu'ils vont recourir à ces modes opératoires : ils ont bien vu les effets provoqués par une opération massive. Ce qui s'est passé en Belgique résulte du fait que, coincés, ils ne pouvaient plus s'engager dans des actions multiples. Mais, encore une fois, dès qu'ils auront projeté sur notre territoire des artificiers, ils pourront éviter de sacrifier leurs combattants tout en créant le maximum de dégâts. »

Le scénario Oradour-sur-Glane

Au niveau des attentats individuels encouragés mais non organisés par Daech, on a vu, début septembre 2016, des femmes s'engager pour la première fois dans des projets terroristes concrets sur le sol français[324]. Cet exemple devrait être suivi : de très nombreuses femmes sont radicalisées et aspirent au martyre, alors que jusqu'à présent elles étaient cantonnées à des rôles de soutien moral, voire dans des missions logistiques.

D'autant que l'instrumentalisation des femmes permet de culpabiliser les hommes, comme l'a très bien compris le propagandiste Rachid Kassim qui déclarait au lendemain de l'arrestation du commando de femmes de Paris : « Des femmes, des sœurs passent à l'attaque. Où sont les frères ? […] Il faut que vous compreniez que si ces femmes sont passées à l'action, c'est certainement parce qu'il n'y a pas assez d'hommes qui passent à l'action. Pourquoi attendez-vous autant, au point que des femmes vous ont dépassé dans l'honneur ? Toi, c'est quoi ton excuse[325] ? »

De même, des adolescents pourraient être employés pour commettre des attentats. Un jeune garçon de quinze ans n'a-t-il pas été arrêté à Paris, à la mi-septembre, alors qu'il se préparait à passer à l'acte ?

Au-delà de l'aspect psychologique, l'avantage tactique de l'utilisation de femmes et d'adolescents est évident : ils suscitent moins de méfiance.

Retenons bien ce que nous avons appris et n'oublions pas, c'est une règle absolue, que les terroristes islamistes font toujours ce qu'ils annoncent. On peut leur faire de très nombreux reproches, mais pas celui d'être hypocrites.

Ils envisagent et souhaitent des attentats multi-cibles simultanés dans plusieurs pays européens, en tout cas en France, en Grande-Bretagne et en

Allemagne ? Ils auront lieu, ou du moins seront tentés.

Ils ont infiltré des dizaines ou des centaines de djihadistes – ce dernier chiffre me semble un peu excessif, j'espère ne pas faire preuve d'un optimisme déplacé – bien entraînés en Europe et constitué des « cellules dormantes » ? Elles seront activées pour des attentats particulièrement spectaculaires. On peut s'attendre à ce que toutes ne soient pas mises en action au même moment. Au contraire, l'intérêt de Daech est d'user de cette réserve stratégique avec parcimonie en commettant, de temps à autre, des attaques massives. Peut-être deux fois par an. Ces « campagnes de terreur », entrecoupées d'attentats individuels plus « spontanés », peuvent avoir un effet terrifiant sur nos sociétés.

Et n'oublions pas que plus l'EI sera mis à mal sur zone, plus les attentats seront à redouter.

Comprenons bien, enfin, que nous pouvons être frappés sur le sol national aussi bien que dans nos intérêts et notre présence à l'étranger : les entreprises françaises, ou européennes, les touristes, les ambassades sont autant de cibles potentielles. Du reste, nos alliés en Afrique du Nord doivent s'attendre à des campagnes de terreur-déstabilisation. Des milliers de djihadistes marocains et tunisiens sont présents en Syrie. Ceux qui rentreront chez nous y rapporteront ce qu'ils ont appris sur place. Et d'autres pays seront visés : la Russie, la Chine…

Quant aux cibles, je l'ai dit, Daech veut faire mal. Qu'il s'agisse d'attentats sophistiqués ou individuels, on doit donc s'attendre à ce que des lieux très fréquentés et, peut-être, particulièrement sensibles soient visés : aux côtés des centres commerciaux et des transports en commun, on pourrait donc trouver des écoles, des hôpitaux, des lieux de culte, des parcs d'attractions… Des occasions ou des dates particulières peuvent elles aussi donner lieu à des attaques. Les fêtes de Noël, par exemple, ou les grandes vacances et d'autres périodes de détente. Ne pourrait-on imaginer, par exemple, des attaques sur des stations de sports d'hiver ?

Parmi les sinistres scénarios sur lesquels se penchent les services spéciaux, je n'en citerai qu'un seul pour illustrer mon propos : celui dit d'Oradour-sur-Glane, du nom de ce village du Limousin martyrisé par les SS le 10 juin 1944. Dans cette hypothèse, un petit commando pourrait « prendre le contrôle » d'une localité isolée et massacrer, en pleine nuit, le maximum de ses habitants. On imagine sans peine l'impact médiatique, psychologique et politique qu'aurait une telle action. Elle est évidemment transposable dans un immeuble d'une grande ville ou dans un quartier pavillonnaire. À une moindre échelle, mais de manière tout aussi horrible, n'est-ce pas ce qui s'est passé le 13 juin 2016 à Magnanville, quand deux

fonctionnaires de police, Jean-Baptiste Salvaing et sa compagne Jessica Schneider, ont été assassinés chez eux, devant leur fils âgé de trois ans ?

Les attentats individuels, de toute façon, vont se poursuivre et se multiplier, comme on l'a déjà vu à plusieurs reprises depuis le 13 novembre. Certains pourraient se finir en massacres. Ce fut le cas à Nice, le 14 juillet 2016. D'autres, commis par exemple à l'arme blanche, auront fatalement une létalité beaucoup plus faible ou même ne feront « que » des blessés. Mais qu'importe : ce qui compte aux yeux de Daech, c'est de maintenir la pression, d'entretenir la terreur et de diffuser cette crainte de « l'autre » qui est l'un de ses buts.

Et pour ce faire, renouant avec sa vieille tradition de s'adresser aux psychopathes qui ne cherchent qu'une cause à embrasser pour satisfaire leur appétit de violence et de mort, la propagande de Daech sait comment susciter les vocations. Le numéro 2 de *Rumiyah*, sa nouvelle revue *online* multilingue, paru début octobre 2016, affichait une couverture qui aurait pu être conçue par un évadé d'asile psychiatrique (d'ailleurs, qui sait… ?) : le gros plan d'un couteau dégoulinant de sang. La sinistre illustration renvoyait à un article de deux pages expliquant comment « choisir son couteau » pour attaquer et égorger sa victime.

Au passage, des conseils avisés étaient dispensés : « Quant au choix de la victime, cela revient à chasser une proie. Pour mener une opération au couteau, il n'est pas conseillé de cibler une foule, car ceci présente des inconvénients et augmente le risque de ne pouvoir perpétrer la tuerie […]. La cible devrait être un petit groupe […]. Celui qui vise une campagne de terreur prolongée peut cibler une personne isolée. Par exemple, il peut s'agir d'un infidèle ivre qui rentre chez lui par une route tranquille, ou d'un infidèle prenant son service de nuit, ou de quelqu'un se promenant seul dans un parc… » Et l'auteur de rappeler que, comme il s'agit de répandre la terreur : « Plus horrible sera l'attaque, plus proche on sera du but recherché[326]. »

Mais rien ne sert d'épiloguer. La guerre continue. Elle durera, et le pire est sans doute à venir.

Comment combattre ?

Dernière question, dès lors, comment combattre ? Ma réponse : sans illusion, avec résilience, de manière cohérente, efficace et, surtout, avec détermination et pragmatisme.

Sans illusion, car nous devons nous attendre à ce que la victoire soit longue à venir. Je n'ai aucun doute sur l'issue de la guerre : les démocraties

gagneront. Mais pas demain, ni même après-demain. Et gardons-nous bien si, dans six mois ou un an, le Califat est rayé de la carte, d'en conclure que tout est fini. Bien au contraire. D'abord, Daech, s'il n'est plus incarné territorialement, continuera comme une organisation clandestine puissante et bien ramifiée au plan mondial. Ensuite, même l'éradication totale et définitive de ce groupe ne signifiera pas la fin de la lutte. Mes lecteurs ont compris que quelles que soient l'importance et la dangerosité de Daech, l'EI n'est pas LA menace, mais une incarnation de celle-ci à un moment donné. La menace, c'est le salafisme, qui continuera à se développer et à frapper tant que les questions déjà évoquées – la démocratie et le progrès dans le monde arabe, la modernisation de l'islam… – ne seront pas réglées.

Avec résilience, car la guerre, je le répète, sera longue : elle pourrait durer une génération, un peu plus ou un peu moins. Disons que la menace ne disparaîtra pas totalement, dans le meilleur des cas, avant quinze à vingt-cinq ans. Et durant ces années, nous continuerons à être frappés. Pas tous les jours, peut-être pas très régulièrement ni avec la violence que nous avons connue, mais nous serons frappés. Résilience, donc.

De manière cohérente et efficace, c'est-à-dire en étant conscient à chaque instant que la guerre se mènera à la fois à l'extérieur (en Syrie, en Irak, dans le Sahel, sur d'autres théâtres d'opérations) et à l'intérieur de nos frontières. Dans tous les cas, il faudra user de méthodes différentes. Il faudra également intégrer le fait que notre seul problème n'est pas dans le nombre de « volontaires français » du djihad. Demain, nous pourrons être frappés par des djihadistes francophones qui ne seront pas issus de l'Hexagone : Tunisiens, Marocains, Belges… Et pourquoi ne pas imaginer un commando germanophone, venu d'Allemagne, qui attaquerait Strasbourg ?

Avec détermination et pragmatisme, enfin. Pragmatisme car nous devrons nous adapter rapidement à l'évolution de la situation et moduler notre action en fonction de celle-ci. Détermination car il sera peut-être nécessaire de prendre d'autres mesures. Par exemple, qu'on le veuille ou non, la question de l'internement administratif ou judiciaire de certaines catégories de suspects finira par se poser. Nous devons maintenir notre système démocratique… mais être capables de le faire évolue. Nous ne pouvons pas tout à la fois répéter *urbi et orbi* « nous sommes en guerre »… et nous appuyer sur un Code pénal d'un temps de paix. Je ne prêche pas ici pour un « Guantanamo à la française », qui serait une idée désastreuse, mais pour une évolution du Droit qui permettrait l'emploi de nouvelles méthodes – étroitement contrôlées – si elles étaient nécessaires.

Au plan pratique, il faudra coordonner une action militaire et une action judiciaire. Le volet militaire visera à défaire l'EI et ses successeurs, car il y en aura, et à éliminer la menace spécifique représentée par les volontaires occidentaux le plus loin possible des frontières de l'Union européenne. Le volet judiciaire, sans doute renforcé, sera utilisé pour traiter les cas de ceux qui peuvent être atteints par le bras de la justice.

Le tout devra être soutenu par le renseignement, outil indispensable de la lutte antiterroriste. Un renseignement renforcé, s'appuyant à la fois sur l'humain et sur la technique, doté de capacités analytiques renouvelées et adaptées, étroitement coordonné au plan européen mais également avec nos alliés et partenaires extraeuropéens.

Telles sont, rapidement esquissées, les conditions nécessaires à la victoire. Seront-elles suffisantes ? Souhaitons-le, car si tel n'est pas le cas, la nature même de nos systèmes pourrait être affectée, si ce n'est menacée. Dans ce cas, c'est Daech – ou plus largement l'extrémisme islamiste – qui risquerait de l'emporter.

323. « Terrorisme : "L'année à venir va être épouvantable pour la France" selon le juge Marc Trévidic », RTBF, 4 août 2016.
324. Dans l'affaire du véhicule piégé découvert dans le V^e^ arrondissement de Paris le 4 septembre.
325. Cité dans Soren Seelow, « Derrière l'affaire de l'Essonne, l'importance du djihad des femmes », *Le Monde*, 10 septembre 2016.
326. « Just Terror », *Rumiyah*, n° 2, p. 12-13.

Postface

Un trajet nocturne dans Paris

Dans la soirée du jeudi 8 septembre, alors que je terminais cet ouvrage, j'ai décidé de revenir là où tout a commencé, de refaire, seul, le trajet des tueurs du 13 novembre.

Je me suis donc retrouvé à la terrasse du Petit Cambodge, où j'ai dîné, juste en face du Carillon. Le temps était chaud et agréable, l'atmosphère détendue. Des couples et des groupes d'amis buvaient et mangeaient, d'autres se répandaient sur les trottoirs pour fumer une cigarette ou boire un verre en continuant à deviser.

J'ai ensuite pris ma voiture et j'ai roulé jusqu'à la rue de la Fontaine-au-Roi et À la Bonne Bière. De là, j'ai pris la direction de La Belle Équipe, rue de Charonne. Enfin, j'ai été porté au Comptoir Voltaire.

En observant ces lieux bondés, j'avais du mal à imaginer qu'il y a dix mois, presque jour pour jour, la guerre s'était déplacée jusqu'à ces endroits paisibles et heureux. La vie y a repris tous ses droits. C'est très bien ainsi.

Je me suis alors remis au volant jusqu'au 50 boulevard Voltaire et au Bataclan. Tout y était différent. Protégé par des panneaux, l'endroit, en chantier, était vide, noir, sinistre.

Je ne pense pas être particulièrement sensible ni émotif. Ma profession et mon expérience m'ont amené depuis trente ans à voir bien des choses que peu de mes contemporains souhaitent voir. Au fil des guerres des Balkans ou au Moyen-Orient, j'ai été témoin de bien des horreurs. J'ai contemplé plus de cadavres, des centaines à tout le moins, que je ne l'aurais voulu. Aujourd'hui que je ne suis plus sur le terrain, les atrocités du monde m'arrivent par le truchement de dossiers aseptisés, froids, administratifs. Mais elles sont toujours là.

Malgré tout, le Bataclan m'a saisi.

Parfois, une voiture s'arrêtait, des touristes en descendaient, chuchotant : « C'est ici le lieu du drame ? — Oui… » Un moment de recueillement, une photographie, et ils repartaient. Les habitués du quartier passant sur le

trottoir baissaient la voix et pressaient le pas en arrivant devant ce bâtiment abandonné.

Le Bataclan est un endroit maudit, hanté. Autant j'ai aimé cette vie qui était revenue sur les terrasses, autant j'ai du mal à imaginer que l'on puisse encore un jour s'amuser ici, où tant de jeunes vies ont été détruites.

J'ai revu, comme dans un songe, une Volkswagen noire piler devant le trottoir et trois hommes en descendre avec pour seul but et seule mission de tuer, tuer et encore tuer. J'ai eu l'impression d'entendre les cris des victimes et de sentir leur peur, mais aussi les plaisanteries des tueurs et les accents du xylophone sur lequel un terroriste dont je me refuse à me souvenir du nom a joué quelques mesures « avec un rire sadique » pendant le massacre. Puis j'ai levé les yeux vers le premier étage et j'ai imaginé la peur de ceux qui se cachaient pour échapper aux balles et des otages en huis clos avec leurs bourreaux.

Je n'ai pas honte de le dire. J'ai eu les larmes aux yeux. Et la nausée. Littéralement, physiquement. La nausée. Cet endroit sue la terreur et la mort. On y perçoit encore l'odeur du sang et celle, âcre, de la poudre. Au-delà de ce que je pouvais voir, j'ai senti la présence des morts.

Ils s'appelaient Lola, Djamila, Hoda, Halima, Jean-Jacques, Kheireddine, Matthias, Thierry ou Caroline ; Asta, Pierre ou Alban ; Maxime, Macathéo, Mathieu, Guillaume et Romain. Ils avaient dix-neuf, quarante-deux, vingt-neuf ou trente-quatre ans. Ils étaient pleins d'espoir et de rêves. Ils avaient la vie devant eux. *Mais quelqu'un, quelque part, en avait décidé autrement.*

Il y a eu d'autres victimes, sur les terrasses, à Magnanville, à Nice, à Orlando, à Bagdad ou à Dhaka. Et je sais qu'il y en aura encore bien plus avant que s'achève cette tragédie.

Mais cela ne change rien : ce soir-là, je les voyais, je les sentais à mes côtés. Nous leur devons la justice. Nous leur devons de vaincre l'ennemi cruel qui a fauché leurs vies. Nous leur devons de témoigner. Car ils n'ont plus de voix.

Ce livre est pour eux. Ce livre est pour vous.

BIBLIOGRAPHIE

1. Rapports officiels

Rapport d'information sur les moyens de Daech, par MM. Jean-Frédéric Poisson et Kader Arif, Assemblée nationale, 13 juillet 2016.

Rapport fait au nom de la Commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015, par MM. Georges Fenech et Sébastien Pietrasanta, Assemblée nationale, 5 juillet 2016.

« Affaire Merah. Réflexion et propositions », rapport de MM. Guy Desprats et Jérôme Léonnet, ministère de l'Intérieur, 19 octobre 2012.

Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement, par MM. Jean-Jacques Urvoas et Patrick Verchère, Assemblée nationale, 14 mai 2013.

« Islamic State financing and US Policy », par Carla E. Humud, Robert Pirog et Liana Rosen, Congressional Research Service, US Congress, 10 avril 2015.

« Génération radicale », rapport de Malek Boutih, député de l'Essonne, au Premier ministre Manuel Valls, 30 juin 2015.

Rapport de la Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes (président : Éric Ciotti ; rapporteur : Patrick Mennucci), Assemblée nationale, 2 juin 2015.

« The "Islamic State" crisis and US Policy », par Christopher M. Blanchard, Carla E. Humud, Kenneth Katzman et Matthew C. Weed, Congressional Research Service, US Congress, 11 juin 2015.

2. Revues spécialisées

Contemporary Arab Affairs, dirigée par Khair el-Din Haseeb.

Dynamics of asymetric conflicts, dirigée par Clarck McCauley.

Intelligence and National Security, dirigée par Christopher Andrew.

International journal of Intelligence and counterintelligence, dirigée par Richard R. Valcourt.

Perspectives on Terrorism, dirigée par Alex P. Schmid.

Terrorism and Political violence, dirigée par David C. Rapoport.

The Intelligencer, journal of US intelligence studies, dirigée par Elizabeth Bancroft.

International Security, éditée par Stephen E. Miller.

Security Studies, éditée par John M. Owen IV.

3. Sur l'État islamique

COCKBURN Patrick, *The Jihadis Return : ISIS and the New Sunni Uprising*, New York & London, OR Books, 2014.

ERELLE Anna, *Dans la peau d'une djihadiste : Enquête au cœur des filières de recrutement de l'État islamique*, Paris, Robert Laffont, 2015.

GERGES Fawaz A., *A History, ISIS*, Princeton University Press, 2016.

HÉNIN Nicolas, *Jihad Academy : Nos erreurs face à l'État islamique*, Paris, Fayard, 2015.

LE SOMMIER Régis, *Daech L'histoire*, Paris, La Martinière, 2016.
NAPOLEONI Loretta, *The Islamist Phoenix*, New York, Seven Stories Press Inc, 2014.
WEISS Michael, HASSAN Hassan, *Au cœur de l'armée de la terreur* (traduit et présenté par Anne Giudicelli), Paris, Hugo & Cie, 2015.

4. Sur al-Qaida et la mouvance salafiste djihadiste

ABOU ZAHAH Mariam, ROY Olivier, *Réseaux islamiques, la connexion afghano-pakistanaise*, Paris, Autrement, 2002.
ARMESTO Marie-Rose, *Son mari a tué Massoud*, Paris, Balland, 2002.
BARZILAI Yaniv, *201 Days of War : How Osama bin Laden, al-Qaeda and the Taliban survived 2001*, Washington D.C., Potomac Books, 2013.
BERGEN Peter, *Guerre sainte multinationale*, Paris, Gallimard, 2002.
—, *The Longest War : the Enduring Conflict between America and al-Qaeda*, New York, Free Press, 2011.
—, *Combating Terrorism Center*, *The Osama Bin Laden Files : letters and documents discovered by Seal Team Six during their raid on bin Laden's Compound*, New York, Skyhorse Publishing, 2012.
EL DIFRAOUI Abdelasiem, *Al-Qaida par l'image : la prophétie du martyre*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.
EMERSON Steve, *American Jihad, the Terrorists Living among us*, New York, The Free Press, 2002.
FOUDA Yosri, FIELDING Nick, *Les Cerveaux du terrorisme*, *le 11 septembre raconté par ceux qui l'ont commis*, Paris, Le Rocher, 2003.
GUNARATNA Rohan, *Inside Al Qaida Global Network of Terror*, New York, Berkley Books, 2003.
HARMON Stephen A., *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel region : Corruption, Contraband, Jihad and the Mali War of 2012-2013*, Burlington, Ashgate, 2014.
KOHLMANN Evan E., *Al-Qaida's Jihad in Europe : the Afghan-Bosnian Network*, New York, Berg, 2004.
LAÏDI Ali, *Le Jihad en Europe, les filières du terrorisme islamique*, Paris, Le Seuil, 2002.
LAURENT Samuel, *Al-Qaida en France*, Paris, Le Seuil, 2014.
MINITER Richard, *Mastermind, the many faces of the 9/11 architect, Khalid Shaikh Mohammed*, New York, Sentinel, 2011.
MONIQUET Claude, *La Guerre sans visage,* Paris, Michel Lafon, 2002.
—, *Djihad, histoire secrète des hommes et des réseaux en Europe*, Paris, Ramsay, 2004.
—, *Djihad et islamisme en Belgique*, Bruxelles, Jourdan-Le-Clercq, 2005.
—, *La Menace terroriste (entretiens avec Jacques Bredael)*, Bruxelles, Éditions du CEP, 2014.
—, *Djihad : d'al-Qaida à l'État islamique : combattre et comprendre le terrorisme*, La Boîte à Pandore, Paris, 2015.
MOUSSAOUI Abd Samad, *Zacarias Moussaoui, mon frère*, Paris, Denoël, 2002.
MURAWIEC Laurent, *Pandora's Boxes, The Mind of Jihad*, 2 vol., Washington, Hudson Institute, 2007.
PARGETER Alsion, *The New Frontiers of Jihad : Radical Islam in Europe*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008.
PHILIPS Melanie, *Londonistan : how Britain is Creating a Terror State within*, Londres, Gibson Square, 2006.
RASHID Ahmed, *Jihad : the Rise of Militant Islam in Central Asia*, New Haven, Yale University Press, 2002.
REEVE Simon, *The New Jackals : Ramzi Youssef, Osama Bin Laden and the Future of Terrorism*, London, André Deutsch, 1999.

SIFAOUI Mohamed, *Al-Qaida Maghreb islamique : le groupe terroriste qui menace la France*, Paris, Encre d'Orient, 2010.

VIDINO Lorenzo, *The New Muslim Brotherhood in the West*, New York, Columbia University Press, 2010.

—, *Al-Qaeda in Europe : the New Battleground of International Jihad*, New York, Prometheus Books, 2005.

ZERROUKY Hassan, *La Nébuleuse islamiste en France et en Algérie*, Paris, Éditions n° 1, 2002.

5. Sur le contexte général du djihad

BAER Robert, *Or noir et Maison-Blanche : comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien*, Paris, J.-C. Lattès, 2003.

BASBOUS Antoine, *L'Islamisme, une révolution avortée ?*, Paris, Hachette, 2000.

—, *L'Arabie saoudite en question*, Paris, Perrin, 2002.

BÉNICHOU David, KHOSROKHAVAR Farhad et MIGAUX Philippe, *Le Jihadisme,* Paris, Plon, 2015.

CARLOS (SANCHEZ Ilich Ramirez, *alias*), *L'Islam révolutionnaire* (textes et propos recueillis, rassemblés et présentés par Jean-Michel Vernochet), Paris, Le Rocher, 2003.

DARWISH Nonie, *The Devil we don't know : the Dark Side of Revolutions in the Middle-East*, Hoboken, John Wiley and Sons, 2012.

GHANDOUR Abdel-Rahman, *Jihad humanitaire, enquêtes sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion, 2002.

MONIQUET Claude, *Printemps arabe, printemps pourri*, Paris, Encre d'Orient, 2012.

MURAWIEC Laurent, *La Guerre d'après*, Paris, Albin Michel, 2003.

PRIMAKOV Evgueny, *Le Monde après le 11 septembre et la guerre en Irak*, Paris, Presses de la Renaissance, 2003.

RACINE Jean-Luc, *Cachemire, au péril de la guerre*, Paris, Autrement, 2002.

6. Sur les djihadistes, les néodjihadistes, leurs profils et personnalités

DREYFUS Antoine, *Les Fils d'al-Qaida : la nouvelle génération du djihad*, Paris, Le Cherche Midi, 2007.

GÉRÉ François, *Les Volontaires de la mort. L'arme du suicide*, Paris, Bayard, 2003.

KHOSROKHAVAR Farhad, *Quand al-Qaida parle : témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset, 2006.

—, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002.

LANDAU Paul, *Pour Allah jusqu'à la mort*, Paris, Le Rocher, 2008.

MARRAKCHI Brahim, *Comment on fabrique un kamikaze*, Paris, Koutoubia, 2009.

MERAH Abdelghani (avec SIFAOUI Mohamed), *Mon frère, ce terroriste*, Paris, Calmann-Lévy, 2012.

PAPE Robert A., FELDMAN James K., *Cutting the fuse : the Explosion of Global Suicide Terrorism and how to Stop it*, The University of Chigaco Press, 2010.

RABASA Angel, BENAR Cheryl, *Eurojihad : Patterns of Islamist Radicalization and Terrorism in Europe*, New York, Cambridge University Press, 2015.

SAGEMAN Marc, *Le Vrai Visage des terroristes*, Paris, Denoël, 2005.

SCIUTTO Jim, *Against us : the New Faces of America's enemies in the Muslim world*, New York, Harmony Books, 2008.

SIFAOUI Mohamed, *Mes « Frères » assassins, comment j'ai infiltré une cellule d'Al Qaida*, Paris, Le Cherche Midi, 2003.

TRÉVIDIC Marc, *Terroristes, les 7 piliers de la déraison*, Paris, J.-C.Lattès, 2013.

7. Sur le contre-terrorisme et ses stratégies depuis septembre 2001

APUZZO Matt, GOLDMAN Adam, *Enemies within : inside the NYPD's secret spying unit and bin Laden's final plot against America*, New York, Touchstone Books, 2013.

BAUD Jacques, *La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, Le Rocher, 2003.

—, *The Longest War : the enduring conflict between America and al-Qaeda*, New York, Free Press, 2011.

—, *Manhunt : the ten-year search for Bin Laden from 9/11 to Abbottabad*, New York, Crown Publishing Group, 2012.

BOWDEN Mark, *The Finish : the killing of Osama bin Laden*, New York, Atlantic Monthly Press, 2012.

BROADWELL Paula, *All-In, the education of General David Petraeus*, New York, Penguin Press, 2012.

BRUGUIÈRE Jean-Louis, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Paris, Robert Laffont, 2009.

CARTER Stephen L., *The violence of peace : America's wars in the age of Obama*, New York, Beast Books, 2011.

CLARKE Richard A., *Against all Enemies : Inside America's war on terror*, New York, Free Press, 2004.

COOLEY John K., *CIA et Jihad 1950-2001*, Paris, Autrement, 2002.

CRONIN Audrey Kurth, LUDES James M., *Attacking terrorism : elements of a grand strategy*, Washington, Georgetown University Press, 2004.

CRUMPTON Henry A., *The art of intelligence : lessons from a life in the CIA's clandestine service*, New York, Penguin Press, 2012.

DAVIS Paul K., CRAGIN Kim *et al.*, *Social Sciences for counterterrorism*, Rand Corporation, Santa Monica, 2009.

DICKEY Christopher, *Securing the City : Inside America's best counterterror force-The NYPD*, New York, Simon and Schuster, 2009.

FILKINS Dexter, *The forever war*, New York, Alfred A. Knopf, 2008.

FRANCART Loup, PIROTH Christian, *Émeutes, terrorisme, guérilla : violence et contre-violence en zone urbaine*, Paris, Economica, 2010.

GALULA David, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

GLYN Brian, *Predators : The CIA's drone war on al-Qaeda*, Washington D.C., Potomac Books, 2013.

GRAY Colin S., *La Guerre au XXI*e *siècle*, Paris, Economica, 2005.

HERSH Seymour M., *Chain of command : The road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York, The Penguin Group, 2004.

HULL Edmund J., *High Value Target : countering al-Qaeda in Yemen*, Washington D.C., Potomac Books, 2011.

JONES Ishmael, *The human factor : inside the CIA's dysfunctional Intelligence Culture*, New York, Encounter Books, 2008.

KILCULLEN David, *The accidental guerrilla : fighting small wars in the midst of a big one*, Oxford University Press, 2009.

MALCOLMSON Scott L., *Generation's end : a personnal memoir of American power after 9/11*, Washington D.C., Potomac Books, 2010.

MALIS Christian, STRACHMAN Hew, DANET Didier *et al.*, *La Guerre irrégulière*, Paris, Economica, 2011.

MINITER Richard, *Losing Bin Laden, How Clinton's Failures unleashed Global Terror*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2003.

MONIQUET Claude, GENOVEFA Étienne, *Histoire de l'espionnage mondial*, 2e volume : *De la guerre froide à la guerre antiterroriste*, Paris, Éditions du Félin, 2002.

—, *Guerre secrète*, Paris, Encre d'Orient, 2012.

NAFTALI Thimothy, *Blind Spot : the secret history of American counterterrorism*, New York, Basic Books, 2005.

NOTIN Jean-Christophe, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan 1979-2011*, Paris, Fayard, 2011.

NOUZILLE Vincent, *Les Tueurs de la République : assassinats et opérations spéciales des services secrets*, Paris, Fayard, 2015.

OWEN Mark, *No Easy Day : the Navy Seal mission that killed Osama bin Laden*, New York, The Penguin Group, 2012.

PERITZ Aki, ROSENBACH Eric, *Find, Fix, Finish : inside the counterterrorism campaigns that killed bin Laden and devasted al-Qaeda,* New York, Public Affairs, 2012.

PRADOS John, *Les Guerres secrètes de la CIA*, Paris, Éditions du Toucan, 2008.

SCAHILL Jeremy, *Dirty Wars : the world is a battlefield*, New York, Nation Books, 2013.

Senate Select Committee on Intelligence, *Committee Study of the Central Intelligence Agency's detention and interrogation program*, 2014, New York, Melville House, 2014.

SHAWCROSS William, *Justice and the enemy : Nuremberg, 9/11 and the trial of Khalid Sheikh Mohammed*, New York, Public Affairs, 2011.

STOLLER Irène, *Procureur à la 14e section : une femme face à l'insécurité et au terrorisme international*, Paris, Michel Lafon, 2002.

STORM Morten (avec CRUICKSHANK Paul et LISTER Tim), *Agent Storm : my life inside al-Qaeda and the CIA*, New York, The Penguin Group, 2014.

THIEL Gilbert, *On ne réveille pas un juge qui dort*, entretiens avec Daniel Carton, Paris, Fayard, 2002

TRINQUIER Roger, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

WARES T.J., *Class 11 : my story inside the CIA's first post 9/11 spy class*, New York, Plume, 2006.

WEISMAN John, *Kill Bin Laden*, New York, Harper Collins Publishers, 2011.

WEISS Murray, *The man who warned America : the life and death of John O'Neill, the FBI's embattled counterterror warrior*, New York, Regan Books, 2003.

WOODWARD Bob, *Les Guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2010.

Remerciements

La plupart des gens qui m'ont aidé à rassembler et comprendre le matériel qui a servi de base à cet ouvrage ne souhaiteraient pas voir leurs noms inscrits ici. Qu'ils sachent que je ne les oublie pas et que je suis conscient de ce que je leur dois.

Je peux remercier ma complice, associée et épouse Genovefa Étienne, qui m'a soutenu, encouragé et a été ma première lectrice. Merci également à mon éditeur, qui a cru en mon projet et a fait preuve d'une patience qui lui vaudra, dans une vie future, bien des indulgences. Merci à Claire Andrieux, de RMC, dont j'ai apprécié le professionnalisme et l'enthousiasme ; elle fait honneur à sa belle profession. Merci bien entendu aux membres de mon équipe de l'Esisc, et plus particulièrement à Evgenia Gvozdeva, Leandro Di Natala et Lhoussain Azergui, qui sont à nos côtés depuis des années et dont les recherches inlassables et les traductions m'ont été d'un grand secours. Merci enfin aux jeunes Cassiopée Moniquet et Hermione Monet. Elles savent pourquoi.

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.editionsarchipel.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur

www.facebook.com/larchipel

Achevé de numériser en octobre 2016
par Soft Office